BnF Gallica

Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

BnF Gallica

Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de jurisprudence. 1889/03/25-1889/12/25.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter **reutilisationcommerciale@bnf.fr**.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

Annexe

Gravée P

Rayon 4

P-560

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

P5 J 329

1e Année — 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

PAR

LOUIS BOSSU

OFFICIER D'ACADÉMIE

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE A SOUSSE

Comité de Patronage :

MM.

MASSICAULT, Résident Général de la République française à Tunis.

FÉRAUD-GIRAUD, Conseiller à la Cour de Cassation.

DEMAGNY, Directeur du Cabinet, du Personnel et du Secretariat au Ministère de l'Intérieur, Secretaire du Conseil des Protectorats.

ZEYS, Premier Président de la Cour d'Appel d'Alger.

GEFFROY, Président du Tribunal de première instance de Tunis.

BERGE, Président du Tribunal de première instance de Sousse.

FABRY, Vice-Président du Tribunal de première instance de Tunis.

MM.

CAMBON, Ambassadeur de la Républiqu française à Madrid.

BAUD, Conseiller d'État, Directeur des affaires civiles au Ministère de la Justice.

Baron d'ESTOURNELLES de CONSTANT, Conseiller d'Ambassade, Chef du Bureau de la Tunisie au Ministère des Affaires Etrangères.

FLANDIN, Procureur Général près la Cour d'Appel d'Alger.

HERBAUX, Procureurde la République près le Tribunal de première instance de Tunis

PROUST, Président de la Chambre de Commerce française de Tunis.

FERMÉ, Président du Tribunal Mixte immobilier de Tunisie.

Administrateur-Gérant : M. MAURICE PETIT.

Secrétaire de la Rédaction : M. RAYMOND LELOUP.

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

SOUSSE

IMPRIMERIE-PAPETERIE-LIBRAIRIE FRANÇAISE

8-220

1re Année, nº 1. — 25 Mars 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Notre Programme. — Législation : *Loi du 24 janvier 1889 :* Droits de vote et d'éligibilité rendus à certains condamnés. — *Décret du 7 février 1889 :* Approbation d'une convention consulaire entre la France et l'Italie. — *Loi du 9 février 1889 :* Conversion de la dette tunisienne. — *Décret du 20 février 1889 :* Institution à Sousse d'un préposé à la Caisse des Dépôts et Consignations. — *Décret beylical du 7 janvier 1889 :* Institution d'un commissariat de police à Gafsa. — *Décret beylical du 26 janvier 1889 :* Institution d'un commissariat de police à Mahdia. — *Décret beylical du 28 janvier 1889 :* Modifications du tarif des droits d'exportation. — *Décret beylical du 20 février 1889 :* Règlement des opérations de la conversion de la dette tunisienne. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunal criminel — Tunisie — Publicité — Procès-verbal d'audience (Ciulla). — *Cour d'Alger :* Prescription. — Action personnelle. — Droit tunisien. — Durée (Dahdah c/ Mussali). — *Tribunal de Tunis :* Caution judicatum solvi. — Etrangers. — Tunisie (Ritter c/ Flükiger). — *Tribunal de Tunis :* Esclaves. — Tunisie. — Succession. — Juridiction française. — Ordre public. (Bouchaker c/ Ed-Djéridi). — *Tribunal de Sousse :* Vente aux enchères de marchandises neuves. — Loi de 1841. — Liberté des ventes (Lévy). — *Tribunal de simple police à compétence étendue du Kef :* Délit forestier. — Procès-verbal non enregistré. — Force probante. — Inscription de faux (Amor ben Ahmed). — Informations : *Nominations. — Déclarations de faillites.*

NOTRE PROGRAMME

Depuis cinq années que les Tribunaux français ont été institués en Tunisie, la nécessité de faire concorder les législations diverses en vigueur dans la Régence a fait naître un véritable droit prétorien : la jurisprudence a eu sur la marche des événements une influence presque aussi considérable que la législation, et cependant cette jurisprudence reste dans ses détails inconnue de tous, sauf des rares initiés que ne rebutent pas les archives poussiéreuses des greffes.

Les magistrats eux-mêmes ignorent les décisions rendues par leurs prédécesseurs ou leurs collègues, et les Tribunaux inférieurs n'ont aucun moyen de se tenir au courant de la doctrine des juridictions d'appel.

Il nous a semblé qu'il y avait là une lacune à com-

bler, pour l'avenir tout au moins, et qu'une revue prenant pour tâche de signaler les décisions intéressantes rendues sur les points de droit spéciaux à la Tunisie, serait sûre de recevoir un accueil favorable des magistrats et des jurisconsultes aussi bien que du public nombreux de colons et de négociants intéressés à se tenir au courant de l'état de la législation et de la jurisprudence.

Nous ne vonlons pas nous ériger en critiques : notre ambition plus modeste est simplement de mettre à la disposition de nos lecteurs le texte des lois et décrets spéciaux à la Tunisie, au fur et à mesure de leur appation, ainsi que les jugements de principe rendus par les Tribunaux français de la Régence et les Cours appelées à réviser leurs décisions.

Tel que nous nous le restreignons; la réalisation de ce programme nous semble néanmoins constituer un véritable progrès. Notre recueil répond à un réel besoin ; peut-être en outre, en vulgarisant les décisions de la Justice française, contribuera-t-il, pour sa modeste part, à accroître cette influence pacifique que la France s'est acquise en Tunisie par la supériorité de sa législation et la haute indépendance de sa magistrature.

Le Rédacteur en Chef,

L. B***

LÉGISLATION

24 Janvier 1889. — *LOI tendant à rendre à diverses catégories de condamnés leurs droits de vote et d'éligibilité à l'expiration ou la remise de leur peine.*

Article unique. — L'article 15, paragraphes 4 et 14, et l'article 16 du décret organique du 2 Février 1852 sont modifiés de la manière suivante :

« Art. 15, § 4. — Ceux qui ont été condamnés à trois mois

de prison par application de l'article 423 du code pénal et de l'article premier de la loi du 27 Mars 1851.

« § 14. — Les individus condamnés à l'emprisonnement par application de l'article 2 de la loi du 27 Mars 1851.

« Art. 16. — Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rebellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique ; pour outrages publics envers un juré, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin, à raison de sa déposition ; pour délits prévus par la loi sur les attroupements, la loi sur les clubs, et l'article premier de la loi du 27 Mars 1851, et pour infractions à la loi sur le colportage, ne pourront pas être inscrits sur la liste électorale pendant cinq ans, à dater de l'expiration de leur peine. »

---

7 Février 1889. — *DÉCRET portant promulgation de l'arrangement signé le 8 Décembre 1888, entre la France et l'Italie, dans le but de préciser le sens des termes de l'article 5 de la convention consulaire du 25 Juillet 1862.*

Art. 1er. — Les mots « archives consulaires » s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.

Art. 2. — Il est expressement interdit aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.

Les chambres ou la chambre constituant ce local devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du Consul et ne pourront être affectées à d'autres usages.

Art. 3. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les deux gouvernements à leurs agents respectifs, en vue de leur prescrire de se conformer strictement aux dispositions énoncées à l'article précédent. Si un consul général, un consul, un vice-consul ou un agent consulaire, requis par l'autorité judiciaire locale d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient,

se refuse à les livrer, l'autorité judiciaire recourra, par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères, à l'ambassade dont cet agent dépend.

---

9 Février 1889. — *LOI portant approbation du décret beylical, en date du 17 Décembre 1888, concernant la conversion de la dette Tunisienne.*

Art. 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 9 Avril 1884, S. A. le Bey de Tunis est autorisé à convertir en un emprunt trois et demi pour cent (3 1/2 p. 100) amortissable dans un délai maximum de 99 ans, l'emprunt quatre pour cent (4 p. 100) perpétuel, garanti par le Gouvernement de la République Française, en vertu de l'article 2 de la convention passée entre ledit Gouvernement et S. A. le Bey, le 8 Juin 1883.

Art. 2. — Est approuvé le décret beylical, en date du 17 Décembre 1888, relatif à la conversion des 315, 376 obligations de 500 francs 4 p. cent de la dette du Gouvernement tunisien.

A partir de la conversion exécutée en vertu de ce décret, la garantie accordée par le Gouvernement de la République Française aux obligations 4 p. 100 de la dette du Gouvernement tunisien, en exécution du décret du 28 Mai 1884, est transportée aux 348,815 obligations 3 1/2 p. 100 à réaliser dans les conditions visées par le décret beylical en date du 17 décembre 1888.

Art. 3. — La garantie du Gouvernement Français s'exercera pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, à courir de la conversion autorisée par la présente loi.

---

20 Février 1889. — *DÉCRET instituant à Sousse un préposé de la caisse des Dépôts et Consignations.*

Art. 1er. — Le payeur particulier du Trésor établi à Sousse (Tunisie) remplira à l'égard de la caisse des dépôts et consignations les fonctions attribuées en France aux receveurs particuliers des finances.

Art. 2. — Le présent décret recevra son exécution à partir du premier Mars 1889.

Art. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Journal Officiel.

DÉCRET beylical du 6 Djoumadi-el-Aouel 1306, (7 Février 1889), *Créant un Commissariat de Police à Mahdia.*

Art. 1er. — Il est institué un commissariat de police à Mahdia.

DÉCRET beylical du 24 Djoumadi-el-Aoual 1306 (7 Janvier 1889), *Créant un Commissariat de Police à Gafsa.*

Art. 1er. — Il est institué un commissariat de police à Gafsa.

DÉCRET beylical du 27 Djoumadi-el-Aoual 1306, (28 Janvier 1889). *Modifiant le tarif des droits d'Exportation.*

Art. 1er. — Le tarif des droits d'exportation est modifié ainsi qu'il suit :

Poils de chèvres et de chameaux	provenant du tannage des peaux qui ont séjourné dans un bain de chaux : par quintal métrique	3 P. 5 C.
	provenant de la tonte des peaux : par quintal métrique	20 P. 12 C;

Art. 2. Le directeur des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET beylical du 19 Djoumadi-et-Tani 1306 (20 Fév. 1889) *Règlement des opérations de la conversion de la dette.*

Art. 1er. — L'émission des 348,815 obligations 500 francs 3 1/2 0/0 s'effectuera le 7 Mars 1889 au taux de 482f,50.

Art. 2. — Les détenteurs d'obligations 4 0/0 de la dette tunisienne qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer, en même temps, le dépôt de leurs titres du 25 Février au 7 Mars 1889 inclusivement.

Artt. 3. — Le remboursement des obligations déposées en exécution de l'article 2 du présent décret aura lieu à partir du 22 Mars 1889.

Art. 4. — Les intérêts courus à la date du 22 Mars 1889, assignée pour le remboursement des obligations 5 0/0, seront payés en même temps que le capital de ces obligations.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit du capital à rembourser.

Art. 5. — Les obligations de la dette tunisienne 4 0/0, dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'article 2 du présent décret, seront échangés, titre pour titre contre des obligations 3 1/2 0/0 nouvelles portant jouissance du 23 Mars 1889.

Cet échange aura lieu à partir du 8 Mars.

Au moment de l'échéance des titres et indépendamment des intérêts à 4 0/0 courus du premier Janvier au 22 Mars 1889, il sera payé aux ayants droit une soulte de 22 francs 50 par obligation 4 0/0 présentée à l'échange.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit de la somms représentant la soulte à payer.

Il pourra être délivré aux ayants-droits des titres provisoires.

La remise des titres définitifs devra s'effectuer au plus tard à partir du premier Juillet 1889.

Art. 6. — Les opérations à effectuer en exécution du présent décret seront réalisées : en Tunisie, aux Caisses publiques du Gouvernement Beylical, à la Banque de Tunisie et à la Compagnie Algérienne ; en France, aux Caisses dont la désignation sera portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

L'expiration du délai pendant lequel les opérations pourront s'effectuer aux Caisses autres que celles du Gouvernement Tunisien sera ultérieurement fixée.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION

Audience du 11 juin 1886. — Présidence de M. Loew.

Tunisie. — Jugements au criminel. — Publicité. — Procès-verbal.

Les jugements des Tribunaux de Tunisie statuant au criminel doivent être rendus dans la même forme que les jugements correctionnels.

Ces jugements doivent en conséquence être prononcés publiquement ; la preuve de l'accomplissement de cette formalité prescrite à peine de nullité par l'art. 190 du Code d'instr. crim. doit ressortir du texte même du jugement. Un procès-verbal signé par le président et le greffier constatant la publicité de l'instruction et du jugement ne peut suppléer cette omission.

Après cassation du jugement, l'affaire ne peut être renvoyée devant une des Cours d'assises de l'Algérie.

CIULLA SALVATOR

La Cour : Vu les articles 5 et 7 de la loi du 27 mars 1883, 62 de l'ordonnance du 26 sept. 1842, 190 du Code d'instruct. crimin. ; — Attendu que le Tribunal de Tunis, statuant au criminel, saisi par un arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Alger, doit, aux termes de l'art. 5 susvisé de la loi organique du 27 mars 1883, rendre sa décision dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle ; que la publicité est de l'essence des jugements en matière correctionnelle, et que cette formalité est particulièrement prescrite à peine de nullité par l'art. 190 du Code d'instr. crim., auquel renvoient tout à la fois l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 et l'art. 62 de l'ord^ce^ du 27 septembre 1842, relative à l'organisation judiciaire en Algérie ; que tout jugement doit porter avec lui la preuve de l'accomplissement des formalités prescrites à peine de nullité ; —

Attendu que le jugement du Tribunal de Tunis qui a condamné le sieur Ciulla (Salvator) à 5 années de réclusion pour crime de meurtre ne contient aucune mention relative à la publicité; qu'à la vérité le procès-verbal signé par le président et par le greffier constate que l'instruction a été publique et que le jugement a été rendu publiquement ; mais que ce procès-verbal, n'étant pas exigé par la loi spéciale du 27 Mars 1883, ne pourrait servir qu'à constater tout au plus les dépositions des témoins, conformément à l'art 62 de l'ord^ce du 26 Septembre 1842, auquel se réfère l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, mais qu'il ne saurait suppléer, quant à la mention de publicité, l'omission du jugement relative à à cette publicité ;

Par ces motifs : Casse et annule le jugement du 4 Mai 1886 par lequel le tribunal criminel de Tunis a condamné le sieur Ciulla (Salvator) à la peine de 5 ans de réclusion pour meurtre, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et les parties, ainsi que les pièces de la procédure, devant le tribunal criminel de Tunis composé d'autres juges; (M. Hérisson, rapp. — M. Loubers, av. gén., concl. conf.)

COUR D'APPEL D'ALGER

Audience du 17 Janvier 1889. — Présidence de M. Blankaert

Prescription. — Action personnelle. — Droit Tunisien. — Durée.

La prescription extinctive des obligations personnelles est régie par la loi du lieu où le débiteur doit être actionné ; elle est établie dans un intérêt général, en dehors de la volonté des parties et ne peut être modifiée par une convention expresse ou tacite.

La prescription tunisienne, pour les actions mobilières et personnelles, est de quinze ans.

DAHDAH C/ MUSSALI.

Le Tribunal civil de Tunis avait, à la date du 23 janvier 1888, rendu le jugement suivant, sous la présidence de M. Geffroy,

président : — Le Tribunal : Ouï, etc. ; — Attendu que la prescription, qu'elle soit acquisitive ou extinctive, a pour fondement un intérêt social; — Que, dans le premier cas, elle repose sur la nécessité de garantir les individus ou les familles contre les perturbations trop longtemps différées ; — Qu'il suit de là que la prescription est essentiellement relative, non au créancier qui en subit les effets, mais au débiteur qui a droit de l'invoquer ; que ces principes ont généralement été admis par la doctrine ; — Attendu qu'en en faisant une exacte application, une jurisprudence importante a décidé qu'en matière d'action personnelle les règles de la prescription sont celles de la loi du domicile du débiteur, poursuivi en vertu des lois de son pays, qui a le droit de se prévaloir des dispositions de cette même loi qui peuvent le protéger contre l'action dont il est l'objet ; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'Elias Mussali est tunisien et qu'il demeure à Tunis ; — Attendu que la législation musulmane, confirmée par les usages locaux, admet pour les actions mobilières et personnelles la prescription de quinze ans ; — Qu'Elias Mussali invoque formellement cette prescription ; — Attendu que le titre dont le paiement est poursuivi contre lui est daté du 3 février 1867 ; que le demandeur ne justifie d'aucun acte interruptif ;

Par ces motifs : Le Tribunal jugeant contradictoirement, faisant droit à l'exception proposée par Elias Mussali, déclare prescrite la dette de 5.000 francs montant de l'obligation sous signatures privées souscrite par lui au colonel Rochaïd Dahdah ; — Déboute en conséquence ce dernier des fins de la demande et le condamne en tous les dépens.

La Cour d'Alger a statué en ces termes : La Cour : Oui, etc. ; — Attendu que l'appel est régulier en la forme et par suite recevable ; — Au fond : Attendu que la prescription extinctive des obligations personnelles est une protection que la loi accorde au débiteur dans un intérêt général ; — Qu'elle n'anéantit pas par elle-même le droit du créancier, accordant seulement au débiteur une exception qu'il lui est facultatif d'opposer ou de ne pas opposer ; — Qu'il suit de là que la prescription extinctive de son obligation est régie par la loi du lieu où ce dernier doit être actionné ; — Qu'elle ne dépend pas de la volonté des parties et ne

peut être modifiée par une convention expresse et tacite ; — Qu'il est sans intérêt dès lors de rechercher quelle a pu être, en ce qui la concerne, la commune intention des parties ; — Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires ; — Reçoit en la forme l'appel de Rochaïd Dahdah, le rejette au fond et confirme le jugement déféré ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de son appel. (M. CUNIAC, av. gén.; Me CHÉRONNET, déf.; Me PARISOT, avocat).

TRIB. CIVIL DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 2 novembre 1888 - Présidence de M. FABRY, *v. p.*

Caution judicatum solvi. — Etranger. — Tunisie.

Un défendeur étranger ne peut se prévaloir des dispositions de loi qui n'ont été édictées qu'au profit des français.

Un demandeur de nationalité helvétique ne peut être soumis devant une juridiction française, à un droit de caution ou dépôt auquel ne seraient pas soumis les français d'après la loi française.

D'ailleurs les Tribunaux français ayant été substitués en Tunisie aux anciennes juridictions consulaires, les étrangers qui ont des procès en Tunisie sont devenus justiciables des Tribunaux français au même titre que les Français.

RITTER C/ FLUKIGER

Attendu que le sieur Ritter, second archiviste fédéral à Berne, réclame au sieur Flukiger, propriétaire à Tunis, le paiement d'une somme de quatre mille francs, montant d'un prêt avec les intérêts convenus à cinq pour cent par an depuis le dix février mil huit cent quatre vingt huit ;

Attendu que le sieur Flukiger demande que son adversaire, étant étranger, soit tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, conformément à l'article seize du code civil et à l'article cent soixante six du code de procédure civile ;

Mais attendu que le défendeur est lui-même étranger et

qu'il ne peut pas se prévaloir des dispositions qui n'ont été édictées qu'au profit des français ;

Attendu qu'il ne peut pas non plus réclamer l'application de l'article dix neuf de l'ordonnance du seize avril mil huit cent quarante trois aux termes duquel la disposition de l'article cent soixante six du code de procédure peut être invoquée même par le défendeur étranger mais résidant et ayant un établissement en Algérie ;

Attendu en effet que le sieur Ritter est de nationalité Suisse et qu'aux termes de l'article treize du décret conclu le quinze juin mil huit cent soixante neuf entre la France et la Confédération Helvétique il ne peut être exigé des Suisses qui ont à poursuivre une action devant un Tribunal français aucun droit, caution ou dépôt auquel ne seraient pas soumis les Français d'après les lois françaises ;

Attendu au surplus que, par diverses conventions intervenues entre le Gouvernement français et les puissances Européennes, les Tribunaux français ont été substitués en Tunisie, aux anciennes juridictions consulaires de la Régence ;

Attendu que, par suite de ces conventions, les Européens qui ont des procès en Tunisie avec d'autres Européens sont devenus justiciables des Tribunaux français au même titre que les français et qu'ils ne peuvent pas être soumis à une caution à laquelle ils n'auraient pas été tenus autrefois devant leurs juges consuls ;

Attendu enfin qu'il résulte d'un jugement rendu par ce Tribunal entre les mêmes parties, le vingt trois février mil huit cent quatre vingt huit, que le sieur Flukiger a déjà soulevé l'exception de litispendance et qu'il s'est même défendu au fond en invoquant la prescription ;

Attendu dès lors, qu'aux termes de l'article cent soixante six du code de procédure civile, il ne peut plus aujourd'hui opposer l'exception *Judicatum solvi* ;

Par ces motifs : Le Tribunal ; Statuant contradictoirement et en premier ressort, rejette l'exception *Judicatum solvi* soulevée par le sieur Flukiger. (MMes Brulat et Gueydan défenseurs.)

TRIBUNAL DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 24 février 1889 — Présidence de M. FABRY, *v.p.*

Esclaves. — Tunisie. — Succession. — Juridiction française. — Ordre public.

Les successions en Tunisie sont régies par la loi nationale du défunt.

Le décret du 27 avril 1848, qui a supprimé l'esclavage, a interdit aux français d'acquérir des esclaves même en pays étranger.

Ce décret a fait perdre à l'ancien maître tout droit d'héritier sur la succession de son affranchi lorsqu'elle s'est ouverte après la promulgation dudit décret.

Un droit successoral ne peut être invoqué devant une juridiction française, alors qu'il dérive d'un statut personnel que la loi française repousse comme étant contraire à l'ordre public.

MOHAMED BEN BRAHIM BOUCHAKER C/ LE CAÏD DES NÉGROS ET MOHAMED ED-DJÉRIDI

Le Tribunal : Attendu que le sieur Mohamed ben Brahim Bouchâker revendique contre le sieur Mohamed Skikdi, caïd des Négros et contre le sieur Mohamed Ed-Djéridi une maison située à Tunis et qui fait partie de la succession du sieur Hadj Sliman ben Abdallah, décédé dans cette ville depuis environ trois ans ; — Attendu que le demandeur prétend avoir droit à cette succession parce que le défunt était son esclave ; — Attendu que l'esclavage a été aboli en Tunisie par un décret beylical du 23 janvier 1846 ; — Attendu que cette mesure a été confirmée par le traité conclu le 19 juillet 1875 entre la Tunisie et l'Angleterre, et qu'une circulaire récente a ordonné aux fonctionnaires indigènes de veiller à sa stricte exécution ; — Attendu toutefois qu'on peut se demander si cette suppression de l'esclavage n'a pas laissé subsister le droit de succession que la loi musulmane reconnaît à l'ancien maître sur les biens de l'affranchi, mort sans autres héritiers ; — Attendu que, dans une consultation produite par le demandeur, le cadi malékite de Tunis paraît admettre ce droit de succession ; — Mais attendu que le Tribunal n'a pas à

trancher cette question ; — Qu'en effet, le demandeur est un indigène algérien, sujet français, et qu'il résulte des pièces du dossier et notamment d'une lettre de M. le consul de France à Tunis, en date du 27 octobre 1886, que le défunt appartenait à la même nationalité ; — Attendu que, d'après les coutumes tunisiennes, les successions sont régies en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt ; — Attendu que ce principe a été consacré par le traité conclu entre l'Italie et la Tunisie le 8 septembre 1868 ; — Qu'il a été étendu par l'usage à tous les étrangers, et qu'il est particulièrement applicable aux Français en vertu du traité du 15 novembre 1824, qui leur a concédé pour l'avenir tous les avantages de la nation la plus favorisée ; — Attendu qu'un décret du 27 avril 1848 a supprimé l'esclavage dans toutes les possessions françaises et a interdit aux Français d'acquérir des esclaves, même en pays étranger ; — Attendu que ce décret a détruit tous les liens de dépendance qui rattachaient l'esclave à son maître ; — Attendu que le droit de succession reconnu au maître, par la loi musulmane, sur les biens de son affranchi, faisait partie des liens ainsi brisés ; — Attendu que les successions sont soumises à la loi sous l'empire de laquelle elles s'ouvrent, et que, jusqu'à l'époque du décès, il n'existe aucun droit acquis au profit des héritiers présomptifs ; — Attendu dès lors, qu'en vertu du décret du 27 avril 1848, qui a fait cesser en Algérie tous les effets de l'ancienne condition d'esclave, le maître a perdu tout droit d'héritier sur la succession de son affranchi lorsque cette succession s'est ouverte depuis ce décret, et alors même que l'affranchissement remontrerait à une date ultérieure ; — Attendu que cette règle a été admise par un arrêt de la Cour d'appel d'Alger en date du 12 octobre 1868, et qu'il y a lieu de l'appliquer à la succession qui fait l'objet du procès ; — Attendu que le demandeur ne saurait invoquer devant une juridiction française un droit successoral dérivant d'un statut personnel que la loi française repousse comme étant contraire à la loi morale et à l'ordre public ; — Attendu au surplus que le demandeur n'indique ni la manière dont il serait devenu propriétaire de cet esclave, ni les circonstances dans lesquelles il l'aurait affranchi ; — Attendu que,

dans ces conditions, l'acte de notoriété produit par lui ne constitue par une preuve suffisante du fait qu'il allègue ; — Attendu enfin que les défendeurs justifient que les immeubles revendiqués ont été donnés par le défunt, le 17 mai 1885, à la corporation des nègres algériens de Tunis, dont ils sont les représentants, et qui s'était engagée à subvenir aux dépenses de ses funérailles ; — Attendu que cet acte de donation a été reçu par des notaires indigènes, suivant les formes prescrites par les lois locales ; qu'aucun motif d'annulation n'est proposé contre lui, et qu'il suffirait pour faire écarter les prétentions du demandeur ; — Attendu que les défendeurs concluent à ce que leur adversaire soit condamné à leur payer une somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts pour procès vexatoire ; — Mais attendu qu'ils ne démontrent pas avoir subi un préjudice ;

Par ces motifs : Déboute le sieur Mohamed ben Brahim Bouchaker de ses demandes, fins et conclusions ; — Déboute les défendeurs de leur demande reconventionnelle de dommages-intérêts ; — Condamne le sieur Mohamed ben Brahim Bouchaker aux dépens. (Mes Brulat et Gueydan, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 13 juillet 1888 — Présidence de M. Berge.

Vente aux enchères de marchandises neuves. — Loi de 1841. — Tunisie. — Liberté des ventes.

Les ventes de marchandises neuves ne peuvent être soumises en Tunisie aux restrictions édictées en France par la loi du 25 juin 1841, la loi du pays tolérant les ventes de ce genre pour les sujets tunisiens.

REQUÊTE LÉVY

Le Tribunal : Attendu que la loi du 25 juin 1841 qui interdit en France la vente en détail de marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans assistance d'un officier ministériel, est une loi d'ordre purement économique relative à la police des transactions commerciales et applicable seulement au territoire sur lequel s'étend la souveraineté française ; — Attendu que cette loi ne saurait obliger les justiciables du Tribunal français dans un pays où la vente à cri public et aux enchères des marchandises neuves

est et resterait pour les indigènes, en vertu des usages locaux, un mode de transaction légitime et des plus usités; — Attendu en conséquence que c'est à tort que le sieur Lévy demande au Tribunal de céans en vertu de l'art. 5 de la loi du 25 juin 1841 l'autorisation de vendre aux enchères des marchandises neuves; — Qu'il n'a besoin pour ce faire d'aucune autorisation de justice; — Qu'il s'ensuit que sa requête n'est nullement fondée;

Par ces motifs : l'en déboute et le condamne aux dépens. (Min. Public : M. Bossu, Proc. de la Rép., concl. conf.; Me Jacquemart, déf.)

TRIB. DE SIMPLE POLICE A COMP. ÉT. DU KEF

Audience du 21 avril 1887

Présidence de M. Mercier, *juge de Paix*

Délit forestier. — Procès-verbal non enrégistré. — Force probante. — Inscription de faux. — Preuve testimoniale.

Les procès-verbaux dressés par les gardes forestiers ne font foi jusqu'à inscription de faux que lorsqu'ils ont été soumis dans les délais légaux à la formalité de l'enrégistrement.

Les principes édictés par l'art. 170 du Code forestier sont de droit étroit, et les Tribunaux ne peuvent accorder foi jusqu'à inscription de faux aux procès-verbaux dressés par les gardes forestiers en Tunisie sous prétexte que l'administration de l'enrégistrement n'existe pas dans la Régence.

La preuve par témoins peut en conséquence être admise contre ces procès-verbaux non enrégistrés.

ADMINISTRATION DES FORETS C/ AMOR BEN AHMED

Le Tribunal après avoir délibéré : Attendu qu'en vertu de l'article 175 du Code forestier, la force probante jusqu'à inscription de faux n'est accordée aux procès-verbaux dressés par les agents forestiers que lorsque ces procès-verbaux ont été revêtus de toutes les formalités prescrites par les articles 165 et 170 du même Code; — Attendu que, tout en cette matière étant de droit étroit, on prétendrait vainement que la rigueur des principes édictés par l'article 170 du Code forestier doit fléchir devant l'absence en Tunisie de l'administration de l'enrégistrement; — Attendu d'ailleurs qu'il semble résulter des divers décrets beylicaux concernant l'administration des forêts en Tunisie, que le Code forestier n'y est pas applicable dans son ensemble;

qu'en particulier l'article 7 du décret du 20 kaada 1303 (20 août 1886) sur les incendies en forêts ne donne en cette matière force probante aux procès-verbaux des agents que jusqu'à preuve du contraire ; — Attendu qu'il est légitime d'en induire que, pour les délits d'une importance bien moins grande, l'inscription de faux ne saurait être exigée à l'encontre des procès-verbaux qui les constatent ;

Par ces motifs : Rejette l'inscription de faux. Autorise le sieur Amor-bén-Ahmed à établir par témoins la fausseté des faits énoncés dans le procès-verbal dressé contre lui à la date du 27 février 1887, (Min. Public, M. GIDE, off. de pol. jud. réq. conf).

INFORMATIONS

NOMINATIONS

Ont été nommés :

Par décret de M. le Président de la République en date du 9 février 1889 : Juge à Reims, (Marne), M. Lemarchand, juge à Tunis, en remplacement de M. Worms, nommé juge à Versailles.

Juge à Tunis, M. Dramard, avocat, chef du cabinet du Résident général de France en Tunisie, en remplacement de M. Lemarchand, nommé juge à Reims.

Par décret de M. le Président de la République en date du 23 janvier 1889 : Suppléant du juge de paix de la Goulette, M. Bonnet (Emile-Pierre-Aurélien), en remplacement de M. Cambiaggio démissionnaire.

Suppléant du juge de paix de la Goulette, M. Fabre (Jean-Fortuné-Albert), vice-président de la municipalité en remplacement de M. Stoll démissionnaire.

Par décret beylical et arrêté de M. le Résident général du 7 janvier 1889 : Commissaire de police à Mahdia (emploi crée) M. Nicolaï, secrétaire de commissariat de police à Tunis.

Par décret beylical et arrêté de M. le Résident général du 27 janvier 1889 : Commissaire de police à Gafsa (emploi créé) M. Vieuvignon, commissaire de police à Sousse.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Tribunal de Tunis : Rutily et Allegro (jugement du 28 février 1889) ; — Haïm de S. Baron (jugement du 28 février 1889).

Tribunal de Sousse : Mohamed ben Ahmed bou Achour (jugement du 1 mars 1889) ; — Roqueirol, Sébastien (jugement du 15 mars 1889).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, nº 2. — 10 Avril 1889

JOURNAL
DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE
REVUE PRATIQUE
de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Loi du 4 mars 1889 :* Modification à la législation des faillites. — *Loi du 19 mars 1889 :* Annonces sur la voie publique. — *Décret beylical du 12 mars 1889 :* Approbation des rôles de la carroube de Monastir, Kairouan et la banlieue de Tunis. — *Décret beylical du 14 mars 1889 :* Approbation des rôles de la carroube de la ville de Tunis. — *Décret beylical du 19 mars 1889 :* Réorganisation de l'Oudjak de Béja. — *Décret beylical du 21 mars 1889 :* Taxe des pains azymes. — *Décret beylical du 25 mars 1889 :* Recensement annuel des musulmans âgés de 18 ans. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunaux criminels. — Serment. — Forme correctionnelle (El-Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir). — *Tribunal de Tunis :* Vente d'immeubles. — Acte sous seing privé. — Transcription. — Loi du pays. — Validité à l'égard des tiers. (Bosquillon de Frescheville c/ Cohen Tannugi). — *Tribunal de Tunis :* Serment. — Musulmans. — Serment à la mosquée (Hamda ben el-Motti c/ Hadj Hamouda ben Ellaban). — *Tribunal de Sousse :* Droits sur les laines. — Carroube. — Taxe d'exportation. — Traité international. — Traitement de la nation la plus favorisée. (Tubiana c/ Smadja). — *Tribunal de Sousse :* Impôts en Tunisie. — Traités internationaux. — Abrogation tacite. (Arbib et Compagnie c/ Douanes tunisiennes). — Informations : *Nomination.— Déclarations de Faillites.— Liquidations judiciaires, — Avis.*

LÉGISLATION

4 Mars 1889. — *LOI portant modification à la législation des faillites.*

Article 1er. — Tout commerçant qui cesse ses payements peut obtenir, en se conformant aux dispositions suivantes, le bénéfice de la liquidation judiciaire telle qu'elle est réglée par la présente loi.

Art. 2. — La liquidation judiciaire ne peut être ordonnée que sur requête présentée par le débiteur au Tribunal de commerce de son domicile, dans les quinze jours de la cessation de ses payements. Le droit de demander cette liquidation appartient au débiteur assigné en déclaration de faillite pendant cette période.

La requête est accompagnée du bilan et d'une liste indiquant le nom et le domicile de tous les créanciers.

Peuvent être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire de la succession de leur auteur, les héritiers qui en font la demande dans le mois du décès de ce dernier décédé dans la quinzaine de la cessation de ses payements, s'ils justifient de leur acceptation pure et simple ou bénéficiaire.

Art. 3. — En cas de cessation de payement d'une société en nom collectif ou en commandite la requête contient le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires, et elle est signée par celui ou ceux des assséiés ayant la signature sociale.

En cas de cessation de payement d'une société anonyme, la requête est signée par le directeur ou l'administrateur qui en remplit les fonctions.

Dans tous les cas, elle est déposée au greffe du Tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social.

A défaut de siège social en France, le dépôt est effectué au greffe du Tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement.

Art. 4. — Le jugement qui statue sur une demande d'admission à la liquidation judiciaire est délibéré en Chambre du Conseil et rendu en audience publique. Le débiteur doit être entendu en personne, à moins d'excuses reconnues valables par le Tribunal. Si la requête est admise, le jugement nomme un des membres du Tribunal, juge-commissaire et un ou plusieurs liquidateurs provisoires. Ces derniers, qui sont immédiatement prévenus par le greffier, arrêtent et signent les livres du débiteur dans les vingt quatre heures de leur nomination, et procèdent avec celui-ci à l'inventaire. Ils sont tenus dans le même délai de requérir les inscriptions d'hypothèques mentionnées en l'art. 490 du Code de commerce.

Dans le cas où une société est déclarée en état de liquidation judiciaire, s'il a été nommé antérieurement un liquidateur, celui-ci représentera la société dans les opérations de la liquidation judiciaire. Il rendra compte de sa gestion à la première réunion des créanciers. Toutefois, il pourra être nommé liquidateur provisoire.

Le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire est publié conformément à l'art. 442 du Code de commerce. Il n'est

susceptible d'aucun recours, et ne peut être attaqué par voie de tierce opposition. Cependant, si le tribunal est saisi en même temps d'une requête en admission au bénéfice de la liquidation judiciaire et d'une assignation en déclaration de faillite, il statue sur le tout par un seul et même jugement rendu dans la forme ordinaire, exécutoire par provision, et susceptible d'appel dans tous les cas.

Art. 5. — A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, toute action mobilière ou immobilière et toute voie d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur.

Il ne peut être pris sur les biens de ce dernier d'autres inscriptions que celles mentionnées en l'art. 4, et les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'ont pas d'hypothèque. De son côté, le débiteur ne peut contracter aucune nouvelle dette, ni aliéner tout ou partie de son actif, sauf dans les cas qui sont énumérés ci-après.

Art. 6. — Le débiteur peut, avec l'assistance des liquidateurs, procéder au recouvrement des effets et créances exigibles, faire tous actes conservatoires, vendre les objets sujets à dépérissement ou à dépréciation imminente ou dispendieux à conserver, et intenter ou suivre toute action mobilière ou immobilière. Au refus du débiteur, il pourra être procédé par les liquidateurs seuls, avec l'autorisation du juge-commissaire. Toutefois, s'il s'agit d'une action à intenter, cette autorisation ne sera pas demandée, mais les liquidateurs devront mettre le débiteur en cause.

Le débiteur peut aussi, avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, continuer l'exploitation de son commerce et de son industrie.

L'ordonnance du juge-commissaire qui autorise la continuation de l'exploitation est exécutoire par provision, et peut-être déférée, par toute partie intéressée, au Tribunal de commerce.

Les fonds provenant des recouvrements et ventes sont remis aux liquidateurs, qui les versent à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Art. 7. — Le débiteur peut, après l'avis des contrôleurs

qui auraient été désignés conformément à l'art. 9, avec l'assistance des liquidateurs et l'autorisation du juge-commissaire, accomplir tous actes de désistement, de renonciation ou d'acquiescement.

Il peut, sous les même conditions, transiger sur tout litige dont la valeur n'excède pas quinze cents francs. Si l'objet de la transaction est d'une valeur indéterminée ou excédant quinze cents francs, la transaction n'est obligatoire qu'après avoir été homologuée dans les termes de l'art. 487 du Code de commerce.

L'art. 1er de la loi du 11 Avril 1838 sur les Tribunaux civils de première instance est appplicable à la détermination de la valeur des immeubles sur lesquels a porté la transaction. Tout créancier peut intervenir sur la demande en homologation de la transaction.

Art. 8. — Le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire rend exigibles, à l'égard du débiteur, les dettes passives non échues; il arrête, à l'égard de la masse seulement, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilège, par un nantissement ou par une hypothèque.

Les intérêts des créances garanties ne peuvent être réclamés que sur les sommes provenant des biens affectés au privilège, à l'hypothèque ou au nantissement.

Art. 9. — Dans les trois jours du jugement, le greffier informe les créanciers, par lettres et par insertions dans les journaux, de l'ouverture de la liquidation judiciaire, et les convoque à se réunir dans un délai qui ne peut excéder quinze jours, dans une des salles du Tribunal, pour examiner la situation du débiteur. Le jour de la réunion est fixé par le juge-commissaire.

Au jour indiqué, le débiteur, assisté des liquidateurs provisoires, présente un état de situation qu'il signe et certifie sincère et véritable et qui contient l'énumération et l'évaluation de tous ses biens mobiliers et immobiliers, le montant des dettes actives et passives, le tableau des profits et pertes et celui des dépenses.

Les créanciers donnent leur avis sur la nomination des liquidateurs définitifs. Ils sont consultés par le juge-commissaire

sur l'utilité d'élire immédiatement parmi eux un ou deux contrôleurs.

Ces contrôleurs peuvent être élus à toute période de la liquidation, s'ils ne l'ont été dans cette première assemblée.

Il est dressé de cette réunion et des dires et observations des créanciers un procès-verbal portant fixation par le juge-commissaire, dans un délai de quinzaine, de la date de la première assemblée de vérification des créances.

Ce procès-verbal est signé par le juge-commissaire et par le greffier. Sur le vu de cette pièce et le rapport du juge-commissaire, le Tribunal nomme des liquidateurs définitifs.

Art. 10. — Les contrôleurs sont spécialement chargés de vérifier les livres et l'état de situation présenté par le débiteur, et de surveiller les opérations des liquidateurs; ils ont toujours le droit de demander compte de l'ètat de la liquidation judiciaire, des recettes effectuées et des versements faits.

Les liquidateurs sont tenus de prendre leur avis sur les actions à intenter ou à suivre.

Les fonctions de contrôleurs sont gratuites. Ils ne peuvent être révoqués que par le Tribunal de commerce, sur l'avis conforme de la majorité des créanciers et la proposition du juge-commissaire. Ils ne peuvent être déclarés responsables qu'en cas de faute lourde et personnelle.

Les liquidateurs peuvent recevoir, quelle que soit leur qualité, une indemnité qui est taxée par le juge-commissaire.

Art. 11. — A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, les créanciers pourront remettre leurs titres, soit au greffe, soit entre les mains des liquidateurs. En faisant cette remise, chaque créancier sera tenu d'y joindre un bordereau énonçant ses nom, prénoms, profession et domicile, le montant et les causes de sa créance, les privilèges, hypothèques ou gages qui y sont affectés.

Cette remise n'est astreinte à aucune forme spéciale.

Le greffier tient état des titres et bordereaux qui lui sont remis et en donne récépissé. Il n'est responsable des titres que pendant cinq années à partir du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification.

Les liquidateurs sont responsables des titres, livres et papiers qui leur ont été remis, pendant dix ans, à partir du jour de la reddition de leurs comptes.

Art. 12. — Après la réunion dont il est parlé en l'article 9, ou le lendemain au plus tard, les créanciers sont convoqués en la forme prévue par le même article pour la première assemblée de vérification. Les lettres de convocation et les insertions dans les journaux portent que ceux d'entre eux qui n'auraient pas fait à ce moment la remise des titres et bordereaux mentionnés en l'article 11 doivent faire cette remise, de la manière indiquée audit article, dans le délai fixé pour la réunion de l'assemblée de vérification. Ce délai peut être augmenté, par ordonnance du juge-commissaire, à l'égard des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France.

La vérification et l'affirmation des créances ont lieu dans la même réunion et dans les formes prescrites par le Code de commerce en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

Art. 13. — Le lendemain des opérations de la première assemblée de vérification, il est adressé, en la forme prescrite en l'article 9, une convocation à tous les créanciers, invitant ceux qui n'ont pas produit à faire leur production.

Les créanciers sont prévenus que l'assemblée de vérification à laquelle ils sont convoqués sera la dernière. Cette assemblée a lieu quinze jours après la première.

Si des lettres de change ou des billets à ordre souscrits ou endossés par le débiteur et non échus au moment de cette dernière assemblée sont en circulation, les liquidateurs pourront obtenir du juge commissaire la convocation d'une nouvelle assemblée de vérification.

Art. 14. — Le lendemain de la dernière assemblée, dans laquelle le juge-commissaire prononce la clôture de la vérification, tous les créanciers verifiés, ou admis par provision, sont invités, en la forme prescrite par l'article 9, à se réunir ponr entendre les propositions de concordat du débiteur et en délibérer.

Cette réunion a lieu quinze jours après la dernière assemblée de vérification.

Toutefois, en cas de contestation sur l'admission d'une ou plusieurs créances, le Tribunal de commerce peut augmenter ce délai sans qu'il soit dérogé pour le surplus aux dispositions des art. 499 et 500 du Code de commerce.

Art. 15. — Le traité entre les créanciers et le débiteur ne peut s'établir que s'il est consenti par la majorité de tous les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision, représentant en outre les deux tiers de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision. Le tout à peine de nullité.

Si le concordat est homologué, le Tribunal déclare la liquidation judiciaire terminée. Lorsque le concordat contient abandon d'un actif à réaliser, les créanciers sont consultés sur le maintien ou sur le remplacement des liquidateurs et des contrôleurs. Le Tribunal statue sur le maintien ou le remplacement des liquidateurs. Les opérations de réalisation et de répartition de l'actif abandonné se suivent conformément aux dispositions de l'art. 541 du Code de commerce.

Dans la dernière assemblée, les liquidateurs donnent connaissance de l'état de leurs frais et indemnités, taxés par le juge-commissaire. Cet état est déposé au greffe. Le débiteur et les créanciers peuvent former opposition à la taxe dans la huitaine. Il est statué par le Tribunal en Chambre de Conseil.

Dans tous les cas où il y a lieu à reddition de comptes par les liquidateurs, la disposition du paragraphe précédent est applicable.

Art. 16. — Sont nuls et sans effet, tant à l'égard des parties intéressées qu'à l'égard des tiers, tous traités ou concordats, qui, après l'ouverture de la liquidation judiciaire, n'auraient pas été souscrits dans les formes ci-dessus prescrites.

Art. 17. — Les prescriptions du décret du 18 juin 1880, contenant le tarif des droits et émoluments que les greffiers des Tribunaux de commerce sont autorisés à percevoir, sont applicables au cas de liquidation judiciaire comme au cas de faillite.

Art. 18. — La notification à faire, s'il y a lieu, au propriétaire dans les termes de l'article 450 du Code de commerce,

est faite par le débiteur et les liquidateurs avec l'autorisation du juge-commissaire, les contrôleurs entendus. Ils ont, pour cette notification, un délai de huit jours à partir de la première assemblée de vérification.

Art. 19. — La faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut être déclarée par jugement du Tribunal de commerce, soit d'office, soit sur la poursuite des créanciers :

1° S'il est reconnu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été préseutée dans les quinze jours de la cessation des payements ;

2° Si le débiteur n'obtient pas de concordat. Dans ce cas, si la faillite n'est pas déclarée, la liquidation judiciaire continue jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, qui se feront conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 15 de la présente loi. Si la faillite est déclarée, il est procédé conformément aux articles 529 et suivants du Code de commerce.

Le Tribunal déclare la faillite à toute période de la liquidation judiciaire :

1° Si, depuis la cessation de payements ou dans les dix jours précédents, le débiteur a consenti l'un des actes mentionnés dans les articles 446, 447, 448 et 449 du Code de commerce, mais dans le cas seulement où la nullité aura été prononcée par les Tribunaux compétents ou reconnue par les parties ;

2° Si le débiteur a dissimulé ou exagéré l'actif ou le passif, omis sciemment le nom d'un ou de plusieurs créanciers, ou commis une fraude quelconque, le tout sans préjudice des poursuites du ministère public ;

3° Dans les cas d'annulation ou de résolution du concordat ;

4° Si le débiteur en état de liquidation judiciaire a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse.

Les opérations de la faillite sont suivies sur les derniers errements de la procédure de la liquidation.

Art. 20. — L'article 11 et les dispositions des paragraphes 1er, 3e et 4e de l'article 15 de la présente loi sont applicables à l'état de faillite.

Sont également applicables à l'état de faillite les dispositions de la loi présente concernant l'institution des contrôleurs.

Art. 21. — A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiclaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire.

Art. 22. — L'article 549 du Code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 549. — Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur, pendant les trois mois qui ont procédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite, est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service.

« Les salaires dûs aux commis pour les six mois qui précèdent le jugement déclaratif sont admis au même rang.»

Art. 23. — Le premier paragraphe de l'article 438 du Code de commerce et le nº 4 de l'énumération faite par l'article 586 sont modifiés comme il suit :

« Art. 438, § 1er. — Tout failli sera tenu, dans les quinze jours de la cessation de ses payements, d'en faire la déclaration au greffe du Tribunal de commerce de son domicile. Le jour de la cessation de ses payements sera compris dans les quinze jours. »

« Art. 586, 4º .... Si, dans les quinze jours de la cessation de ses payements, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les articles 438 et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires. »

Art. 24. — Toutes les dispositions du Code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continueront à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite.

Dispositions transitoires

Art. 25. — Le commerçant en état de cessation de payements dont la faillite n'aura pas été déclarée, ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la

promulgation de la présente loi, pourra obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra, dans tous les cas, être présentée dans la quinzaine de la promulgation.

Les faillites déclarées antérieurement à cette promulgation continueront à être régies par les dispositions du Code de commerce ; sont toutefois applicables à ces faillites les dispositions de la présente loi concernant l'institution des contrôleurs.

Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la promulgation de la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'article 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire.

Cette disposition sera applicable à tout ancien failli qui aura obtenu son concordat ou qui aura été déclaré excusable. Il devra saisir par requête le Tribunal de commerce qui a déclaré sa faillite et produire son casier judiciaire. Cette requête sera affichée pendant quinze jours dans l'auditoire. Le Tribunal statuera en Chambre du Conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

L'inscription sur les listes électorales pourra être faite, à la suite de ces formalités, jusqu'au 31 mars, date de la clôture des listes.

Art. 26. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

---

19 Mars 1889. — *LOI relative aux annonces sur la voie publique.*

Art. 1er. — Les journaux et tous les écrits ou imprimés distribués ou vendus dans les rues et lieux publics, ne pourront être annoncés que par leur titre, leur prix, l'indication de leur opinion et les noms de leurs auteurs ou rédacteurs.

Aucun titre obscène ou contenant des imputations, diffamations ou expressions injurieuses pour une ou plusieurs personnes ne pourra être annoncé sur la voie publique.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions qui précédent seront punies d'une amende d'un franc à quinze francs et en cas de récidive d'un emprisonnement de un jour à cinq jours. Toutefois l'article 463 du code pénal pourra toujours être appliqué.

DECRET beylical du 10 Redjeb 1306 (12 Mars 1889). *Approuvant les rôles de la carroube de Monastir, Kairouan et la banlieue de Tunis.*

Art. 1er. — Sont approuvés et rendus exécutoires pour la période qui a commencé le 1er Moharrem 1306 (6 Septembre 1888) et qui finira le 29 Hidjé 1309 (24 Juillet 1892) les rôles supplémentaires de la carroube de Monastir, de Kairouan et de la banlieue de Tunis.

Art. 2. — Le Directeur des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET beylical du 12 Redjeb 1306, (14 mars 1889), *approuvant les rôles de la carroube de la ville de Tunis.*

Article 1er — Sont approuvés les rôles de la carroube de la ville de Tunis concernant les immeubles compris dans le 5e arrondissement.

Un plan dudit arrondissement demeurera annexé au présent décret.

Art. 2. — Les rôles sont exécutoires pendant une période de cinq années du 13 octobre 1887 au 12 octobre 1892.

DÉCRET beylical du 17 Redjeb 1306, (19 mars 1889). *Réorganisant l'Oudjak de Béja.*

Article unique. — L'Oudjak de Béja est réorganisé ainsi qu'il suit, savoir : un bach-chaouch, trois chaouchs et dix-huit cavaliers.

DÉCRET beylical du 19 Redjeb 1306, (21 mars 1889), *Sur la taxe des pains azymes.*

Article 1er — Les pains azymes fabriqués pour la célébration

de la Pâque israélite dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette sont soumis à une taxe de sept piastres et demie par quintal de Tunis.

Art. 2. — Cette taxe sera perçue par les soins et au profit de la Caisse de bienfaisance israélite.

Art. 3. — Les pains azymes fabriqués par les particuliers pour leur usage personnel sont exempts de la taxe. Toutefois cette exemption est subordonnée à l'obtention d'un permis délivré par un délégué désigné à cet effet par le Caïd des Israélites, le grand rabbin de la communauté tunisienne et le grand rabbin de la communauté dite « Grana ».

Art. 4. — Tout individu qui voudra se livrer à la fabrication des pains azymes dans un intérêt commercial devra se munir d'une autorisation délivrée par le Cheik el Medina, sur l'avis conforme de la société de bienfaisance israélite.

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET beylical du 23 Redjeb 1306, (25 mars 1889). *Sur le recensement annuel des musulmans âgés de 18 ans.*

Article 1er. — Le recensement de tous les musulmans qui auront atteint l'âge de 18 ans, du 1er Ramadan 1305 (12 mai 1888), au 1er Ramadan 1306 (10 mai 1889) sera effectué à partir du 15 Redjeb 1306 (17 mars 1889) dans les parties du territoire de la Régence où a été appliquée en 1301 la loi du 15 Redjeb 1276, sur le recensement.

Art. 2. — Le recensement sera fait par les soins des cheiks. Ces fonctionnaires établiront sous leur responsabilité : 1° les listes nominatives des jeunes gens qui auront atteint 18 ans dans les limites fixées à l'article premier ; 2° les listes des musulmans en âge de servir, omis les années précédentes.

Art. 3. — Ces listes seront remises aux Amels qui les vérifieront et les adresseront à notre Ministre de la Guerre, de façon qu'elles lui parviennent au plus tard le 10 Ramadan 1306 (10 mai 1889).

Art. 4. — Tout individu reconnu pour avoir cherché à tromper les autorités sur son âge sera sévèrement puni.

Art. 5. — Un délai de deux mois est accordé à partir du 10 Ramadan 1306 (10 mai 1889) pour faire parvenir au Ministère de la Guerre les réclamations auquelles pourraient avoir donné lieu les opérations du recensement.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 23 septembre 1886

Présidence de M. DUPRÉ-LASALE, *conseiller-doyen.*

Tribunaux criminels. — Serment. — Forme correctionnelle.

Les jugements des Tribunaux criminels de Tunisie doivent être rendus en la forme correctionnelle, sauf les exceptions formellement prévues par la loi du 27 mars 1883.

Le serment prêté par les témoins doit être en conséquence celui de l'article 155 du Code d'instruction criminelle et non celui de l'article 317 du même Code.

EL HADJ MOHAMED BEN ALI CHEKA EL SGHIR

Sur le pourvoi d'El Hadj Mohamed Ben Ali Cheka el Sghir, en cassation d'un jugement rendu le 11 juillet 1886 par le Tribunal de Tunis, jugeant au criminel, qui l'a condamné à 20 ans de travaux forcés ; — La Cour : Ouï M. le conseiller Tanon en son rapport et M. l'avocat général Roussellier en ses conclusions ; — Sur le moyen d'office, tiré de la violation de l'art. 155 du Code d'instruction criminelle en ce que la prestation de serment des témoins ne serait pas régulièrement constatée ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 27 mars 1883, les jugements du Tribunal criminel de Tunis, doivent être rendus *dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle,* sauf les exceptions prévues par la dite loi ; qu'il suit de là que les témoins doivent prêter le serment prescrit par l'art. 155 du Code d'instruction criminelle, à peine de nullité ;

Et attendu en fait que le jugement attaqué constate que les témoins ont été *entendus en leurs dépositions,* sans faire aucune mention de la prestation de serment ; — Qu'on lit, dans

le procès-verbal des débats que les témoins ont *prêté le serment de l'article* 817 *du Code d'instruction criminelle ;* que vainement on voudrait induire de cette mention, bien qu'inexacte et ne correspondant même à aucun article du Code, qu'un serment a été prêté et que ce serment a été celui de l'art. 317 dont la formule plus compréhensive et plus large, et qui contient toute celle de l'article 155, aurait pu suppléer à celle du dit article.

Attendu, en effet, que s'il n'est pas indispensable pour la constatation du serment de reproduire les termes mêmes de sa formule, et s'il suffit de viser l'article du Code qui la contient, il faut du moins que ce visa isolé soit de nature par sa précision et sa rigoureuse exactitude à ne laisser place à aucune incertitude sur l'accomplissement régulier de cette formalité substantielle.

Par ces motifs : Casse et annule le jugement du Tribunal de Tunis du 11 juillet 1886 ; et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, sur l'accusation portée contre El Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir, le renvoie en l'état où il se trouve avec les pièces de la procédure, devant le Tribunal de Tunis, composé d'autres juges ; — Ordonne l'impression du présent arrêt, sa transcription sur les régistres du Tribunal de Tunis, et sa mention en marge du jugement annulé. (M. Roussellier, av. gén. M. Tanon, conseiller-rapporteur).

TRIBUNAL DE TUNIS

Aud. du 4 décembre 1885. — Prés. de M. Fermé, *juge-doyen.*

Vente d'immeuble. — Acte sous seing privé. — Transcription. — Loi du pays. — Validité à l'égard des tiers.

La vente en droit musulman est parfaite par le consentement des deux parties contractantes.

Le défaut de transcription d'un acte de vente sous seing privé au verso ou en marge du titre arabe, par les notaires beylicaux, conformément à la loi locale, ne peut être invoqué que par les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef du vendeur et qui auraient rempli lesdites formalités.

Vis-à-vis de tous autres, la production du titre de vente et la

possession conforme à ce titre suffisent pour établir la qualité de propriétaire.

BOSQUILLON DE FRESCHEVILLE C/ COHEN TANNUGI

Le Tribunal : Attendu que Bosquillon de Frescheville produit un contrat, en date du 29 octobre 1882, par lequel M. le Cardinal Lavigerie lui a vendu le terrain dont s'agit ; ledit contrat transcrit sur les registres du Consulat général de France à la date du 11 novembre 1882;

Attendu que Tannugi prétend que cet acte sous seing privé est nul à l'égard des tiers, parce qu'il n'a pas été dressé conformément à la loi du pays, laquelle exigerait la transcription notariée sur le titre arabe et la transcription sur les registres des notaires ; — Mais attendu que cet argument ne peut être admis ;

Attendu, en effet, qu'en droit musulman la vente est parfaite par le consentement des deux parties contractantes ;

Attendu qu'il n'a point été dérogé à cette règle par les décrets beylicaux ;

Attendu que le défaut de transcription sus-mentionné ne pourrait être invoqué que par les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef du vendeur et qui auraient rempli les dites formalités ; que c'est ainsi que les règles de la transcription ont été toujours comprises en Tunisie ;

Attendu que la production du titre de vente et la possession conforme à ce titre suffisent pour établir dans la cause la qualité de Bosquillon de Frescheville comme propriétaire du terrain dont s'agit et pour faire rejeter la fin de non-recevoir opposée par Tannugi ;

Par ces motifs : déboute Tannugi de ses demande, fins et conclusions, le condamne aux dépens. (M. BŒRNER, Proc. de la Rép., concl. conf. ; MMes BRULAT et GUEYDAN, déf.).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re CHAMBRE)

Aud. du 22 nov. 1886. — Prés. de M. LEMARCHAND, *juge.*

Serment. — Musulmans. — Serment à la Mosquée.

Le serment doit être prêté devant les Tribunaux civils dans les formes légales, sans que le Tribunal doive s'arrêter à la religion des parties.

Le serment à la mosquée serait d'ailleurs impossible en fait en Tunisie, aucune sanction ne pouvant appuyer la délégation du Tribunal au Cadi tunisien qui serait chargé de recevoir ce serment.

De plus, l'entrée de la mosquée étant interdite d'après la loi locale aux non-musulmans, le serment dans ces conditions devrait être prêté en dehors de la présence des défenseurs et même de l'adversaire non-musulman.

HAMDA BEN ELMOTTI c/ HADJ HAMOUDA BEN ELLABAN

Le Tribunal : Attendu que Elmotti demande que le serment soit prêté par le défendeur dans la forme musulmane, à la mosquée et devant le Cadi tunisien ;

Attendu qu'une telle prétention ne saurait être admise; — Qu'en effet le serment doit être prêté dans la forme, dans le lieu et devant les magistrats que la loi détermine ; que si le contraire était admis, il faudrait reconnaître aux Tribunaux le droit d'interpeller ceux qui prêteraient serment, sur la religion qu'il professent et admettre pour chaque religion un serment dtfférent ;

Attendu que la loi est la même pour tous et qu'il ne saurait y avoir de distinction entre plaideurs de religion différente, que le serment doit être prêté dans les conditions exigées et qu'ainsi, en matière répressive, tout témoin refusant de prêter le serment légal encourt une condamnation pour ce fait ;

Attendu, au surplus, qu'en fait et principalement en Tunisie, un semblable serment ne pourrait être ordonné par le Tribunal ; — Que tout d'abord il y aurait lieu de déléguer un tiers étranger pour recevoir le serment ; — Que le Tribunal ne saurait avoir qualité à cet effet et qu'aucune sanction ne pourrait être prononcée à l'encontre du tiers délégué, s'il refusait de recevoir le serment ; — Que de plus, par suite de l'interdiction pour les européens en Tunisie de se présenter à la mosquée, l'adversaire, s'il était européen, et en tous cas son défenseur, ne sauraient assister à la prestation de serment et qu'ils devraient s'en rapporter sur ce point au témoignage de tiers.

Le Tribunal : faisant droit aux conclusions du demandeur

quant à la prestation de serment, mais le déboutant quant à la forme dudit; Dit que El-Hadj Hamouda Ellaban prêtera à l'audience du 29 novembre, en la forme ordinaire, le serment requis. (MMes Cardoso et Bodoy, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 29 novembre 1888

Présidence de M. de la Bigne de Villeneuve, *juge-doyen*

Droits sur les laines. — Carroube. — Taxe d'exportation. — Traité international. — Traitement de la nation la plus favorisée

Le négociant qui exporte des laines de la Régence à l'étranger doit justifier du paiement du droit de six piastres vingt cinq centièmes par cent piastres, dit droit de la carroube, et cette justification ne peut résulter que de la production d'une quittance régulière extraite du registre à souche spécial prescrit par les réglements.

Le droit de deux ou une piastre par quintal de laine lavée ou non lavée à percevoir lors de l'exportation par voie de mer, droit édicté par le décret du 22 Rabia el Aoual 1288 (11 juin 1871), est distinct du premier droit de la carroube.

Le droit de deux ou une piastre ne peut être perçu à l'encontre d'un sujet britannique, l'article 11 du traité anglo tunisien disposant que les articles destinés à l'exportation, lorsqu'ils auront été frappés de taxes intérieures, mahsoulats ou autres, seront seulement assujettis aux droits de douane et de mesurage et au paiement des honoraires des notaires et seront exempts de tout autre droit à l'embarquement.

Cette immunité est applicable également aux citoyens, sujets et protégés français, en vertu des traités intervenus entre le Gouvernement français et le Beylik, traités qui accordent à la France le bénéfice du traitement de la nation la plus favoriséee.

Mais l'article 11 susvisé du traité anglo-tunisien ne fait pas

obstacle au paiement du droit de la carroube, cette taxe ayant toujours été considérée comme une taxe intérieure.

TUBIANA C/ SMADJA

Le Tribunal : Attendu qu'en fait l'appelant reconnaît ne point avoir payé de droits de Mahsoulats ou de Dar-el-Geld sur les 18,785 kilogrammes de laine achetés à Kairouan pour être embarqués à Sousse, à destination de Marseille; — Qu'il explique que, pour les porter à quai, il n'a pas fait passer les marchandises par l'intérieur de la ville; — Qu'il reconnait cependant les avoir fait pénétrer à l'intérieur du périmètre dela ville tel qu'il est déterminé pour la perception des taxes municipales par un décret en date du 5 redjeb 1305 (17 mars 1888);

En droit :sur la perception du droit de la carroube;

Attendu que, sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la nature de ce droit, il résulte des décrets des 22 rabia-el-aoual 1288 (11 juin 1871), du 16 moharem 1291 (mars 1874), des articles 100, 104 à 109 du décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884), ensemble du tarif des Mahsoulats spécial au Sahel de kada 1255 (janvier 1840), textes revêtus du visa résidentiel le 15 décembre 1884, que les fermiers, à Tunis du Dar-el-Geld, ailleurs des Mahsoulats, peuvent percevoir un droit de six piastres vingt-cinq centièmes par cent piastres sur la laine dite Bou-Netouf (débris) et la laine en toison; — Qu'il parait résulter notamment du décret du 16 Moharem 1291 et de l'article 105 du décret du 14 hidjé 1301, ensemble du traité de commerce et de navigation entre l'Angleterre et la Tunisie qu'un expéditeur doit justifier que les droits des Mahsoulats et autres ont été acquittés sur les marchandises qu'il expédie à l'étranger, des ports de la Régence; — Qu'Eliaou Tubiana n'apporte aucune justification de l'acquittement de ce droit par lui ou par d'autres; — Que cette justification ne pourrait résulter que d'une quittance régulière extraite d'un registre à souche spécial, prescrit par la loi; — Que c'est ainsi inutilement qu'Eliaou Tubiana offre de prouver tant par titres que par témoins que les laines par lui achetées sur le marché de Kairouan ont acquitté dans cette dernière ville les droits dûs au fermier, ces droits ayant été payés par les vendeurs; — Qu'en effet, si une quittance régu-

lière avait été délivrée pour l'acquittement des droits, il est certain qu'Eliaou Tubiana l'eut déjà produite, sinon en première instance, tout au moins en appel, l'importance de cette quittance lui ayant été nettement indiquée par les motifs sur lesquels est basée la décision du premier juge;

Sur le droit de deux ou une piastre par quintal sur la laine lavée et non lavée; — Attendu que le décret du 22 rabia-el-aoual 1288, précité, édicte que la laine lavée paiera à l'occasion de son embarquement des ports de la Régence deux piastres par quintal, etc; Que la disposition législative consacrant l'existence de ce droit suit immédiatement, dans le même décret, celle qui a trait au droit d'une carroube par piastre; — Qu'ainsi ces deux droits sont bien distincts; — Mais attendu qu'en sa qualité, non contestée, de protégé français, Eliaou Tubiana doit bénéficier des accords internationaux intervenus entre le gouvernement de Son Altesse le Bey et celui de la France et stipulant pour ce pays le traitement de la nation la plus favorisée; — Qu'il doit ainsi notamment bénéficier des dispositions de l'article 11 du traité de commerce et de navigation entre l'Angleterre et la Tunisie; — Que cet article dispose notamment que « si un négociant britannique, achète pour l'exportation un article quelconque d'origine tunisienne, naturel ou manufacturé..... et qu'il ait été déjà perçu sur cet article les taxes intérieures connues sous le nom d'Achour, Kanoum, Mahsoulats et autres,..... ledit article.... ne sera assujetti au port d'embarquement qu'au seul droit d'exportation et au paiement des honoraires des notaires et droits de mesurage fixés par la loi; — Qu'il suit de là qu'un sujet britannique et par extension Eliaou Tubiana, n'est pas exempté des taxes intérieures, et particulièrement du droit de la carroube par piastre, sur les laines achetées à Kairouan pour être exportées; — Qu'en effet les décrets précités, et celui plus spécialement de moharem 1291 (1874) donnent nettement au droit de la carroube le caractère d'une taxe intérieure;

Attendu d'autre part que l'article 11 du traité sus-visé ne dispense pas non plus l'expéditeur du paiement des droits de douane, honoraires des notaires et droits de mesurage fixés par la loi; — Qu'il ne l'exempte que des droits d'exportation autres

que ceux-là; — Que parmi ces derniers se trouve notamment le droit de deux et une piastre par quintal de laine lavée ou non lavée; — Qu'en effet ce droit sera perçu, dit le législateur, à l'occasion de l'embarquement;

Par ces motifs, le Tribunal, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — En la forme : reçoit comme régulier l'appel formé par Eliaou Tubiana contre la sentence de Monsieur le juge de paix de Sousse en date du 9 octobre 1888, confirmant un jugement par défaut rendu par le même magistrat contre le dit Tubiana Eliaou à la date du 28 juillet 1888 et le condamnant à payer à Ichoua Smadja : 1° 1221 piastres 67 centièmes pour droits d'entrée à 6 piastres 25 centièmes par 100 piastres sur 18,785 kilogs de laine introduits à Sousse; 2° 375 piastres 90 centièmes pour droits de sortie de ladite quantité à deux piastres par quintal; — Sur l'offre de preuve : dit qu'elle n'est ni admissible ni pertinente et déboute de ce chef l'appelant de ses fins et conclusions; — Sur la première condamnation : dit qu'il a été mal appelé, bien jugé; En conséquence déboute sur ce point l'appelant de ses fins et conclusions; Ordonne que la sentence dont est appel sortira, en ce qui la concerne, son plein et entier effet; — Sur la seconde condamnation : dit qu'il a été mal jugé bien appelé; Réforme en son entier sur ce point la décision dont est appel; la met à néant; Et statuant à nouveau; Ordonne qu'Eliaou Tubiana sortira indemne de toutes condamnations prononcées de ce chef contre lui par le juge du premier degré. (M. Bossu, Proc. de la Rép., concl. conf.; MMes Kraft, def. et Gallini, av.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 17 janvier 1889.

Présidence de M. de la Bigne de Villeneuve, *juge-doyen.*

Impôts en Tunisie. — Traités internationaux. — Abrogation tacite.

En Tunisie, à défaut d'un texte précis, l'usage confirmé par un texte authentique comme celui d'un traité international suffit pour servir de base à la perception d'un impôt.

Le texte des traités franco-tunisien et anglo-tunisien de 1824

et de 1875 faisant mention du droit de 20 caroubes par caffis d'orge importé, peut servir de base juridique à la perception de cet impôt, à titre de constatation officielle de l'usage en vertu duquel cet impôt était perçu de temps immémorial.

La taxe de 20 caroubes par caffis d'orge à l'importation, quoique perçue soit par le fermier des Mahsoulats soit par l'administration des Douanes dans les localités où l'administration des Contributions diverses n'a pas de représentant, n'est point une taxe douanière ni un impôt de mahsoulats, mais bien une taxe spéciale ayant un caractère propre ; et on ne saurait tirer argument, en faveur de son abrogation implicite, de ce fait que les décrets sur les douanes et monopoles et sur les mahsoulats n'en font point mention.

Le fait par l'administration intéressée de n'avoir pas appliqué ce droit pendant un laps de temps plus ou moins long ne saurait davantage constituer une abrogation tacite de ce droit, alors surtout qu'il s'agit d'une taxe qui ne peut donner lieu à perception que dans les années de disette extrême, puisque la Régence exporte habituellement des céréales au lieu d'en recevoir à l'importation.

ARBIB & Cie C/ DOUANES TUNISIENNES

Le Tribunal : — Attendu que la question soumise au Tribunal est celle de savoir si l'administration des Douanes a perçu valablement un droit de vingt caroubes par caffis d'orge importé à Sfax par Arbib et Cie ;

Attendu qu'il est de jurisprudence en Tunisie que les usages ont force de loi s'ils se trouvent insérés dans un acte revêtu d'un caractère authentique ; — Que ce caractère n'a jamais été dénié aux traités internationaux ; — Que les traités franco-tunisien de 1824 et anglo-tunisien de 1875, en faisant mention du droit de tant par caffis d'orge importé, confirment ainsi l'existence de ce droit, en revêtant de leur authenticité l'usage qui lui sert de base ; — Que leurs termes indiquent bien la préexistence d'un usage établissant une perception ; — Qu'en effet le traité de 1875 dit : « les blés, « maïs et orges étrangers seront, comme par le passé, exempts

« de tous droits d'entrée et ne seront soumis qu'au paiement de « vingt caroubes par caffis ; — Qu'en disant : « ne seront soumis » et non « ne pourront être soumis etc. . , » les deux hautes parties contractantes ont bien réglé la perception d'un droit déjà établi et n'ont point seulement voulu limiter à un chiffre déterminé à l'avance le taux maximum d'une perception pouvant être créée dans l'avenir ;

Attendu que l'authenticité, que l'usage dont s'agit puise dans les traités, est tirée de leur validité extrinsèque, et survivrait même à leur abrogation ; — Que le droit de vingt caroubes par caffis a donc été valablement perçu sur les orges importées par Arbib et C^ie ;

Attendu que c'est là un droit d'importation spécial qui devrait donner lieu partout à un fermage correspondant, distinct de celui des mahsoulats ; — Qu'il en est ainsi à Djerba, et que si ailleurs, notamment à Sfax, il est perçu par l'administration des Douanes, et non par les agents de l'administration des Contributions diverses, c'est parce que cette dernière administration est représentée pour la perception des droits par celle des Douanes partout où elle n'a pas d'agents spéciaux ; — Que cette substitution, toute de fait, ne peut transformer la nature de ce droit ; — Qu'ainsi à ce droit d'importation ne peuvent s'appliquer les textes relatifs aux perceptions des douanes ou des mahsoulats ; — Que dans une matière aussi complexe que celle du régime des impôts tunisiens, les règles d'interprètation juridique, adoptées en France, où les budgets annuels ont depuis longtemps déjà créé des classifications méthodiques, ne peuvent être transportées sans danger à un régime d'impôts où les classifications sont encore à faire ; — Qu'il convient par suite de n'accueillir qu'avec la plus grande réserve les mesures d'abrogation par voie de disposition générale ; — Qu'un texte spécial établissant la perception d'un droit ne peut être abrogé que par un texte directement contraire ; — Que tel ne paraît pas être le caractère des décrets du 3 octobre 1884, réglementant les douanes et monopoles de l'Etat tunisien, et du 20 kaâda 1304 sur les mahsoulats ou droits de marché ; — Qu'en effet on ne relève dans l'un et dans l'autre aucun article spécial portant abrogation ou

modification du droit précité; — Que l'abrogation de ce droit ne résulte pas non plus de ce qu'il n'en a pas été fait mention dans ces décrets et de ce que le tarif général des mahsoulats n'en porte aucune trace; — Que cette taxe n'est pas la seule qu'ait omise ce tarif; — Que comme beaucoup d'autres, elle se trouve comprise, au budget de la Régence, sous la dénomination générale *Mahsoulats et produits divers*, terminologie vague qui a pour but de n'omettre aucune perception en évitant d'en faire une énumération limitative de nature à préjudicier au Trésor;

Attendu qu'à moins de disposition contraire ou de réserve formelle, un droit ne peut s'abroger par un non usage qui lui laisse toujours la même valeur virtuelle; — Qu'ainsi Arbib allèguerait vainement dans ce sens ou que l'administration des Douanes, es-qualités, aurait négligé de percevoir ce droit sur les importations antérieures à celles effectuées par lui, ou qu'elle se serait laissé condamner par M. le Juge de Paix de Sfax à restituer à un sieur Pic le montant de la taxe versée par lui conformément à ce droit, ou encore que pendant un laps de temps supérieur à dix années elle aurait cessé de le percevoir d'une manière absolue; — Que ces hésitations, ces tâtonnements se comprennent de la part d'une administration substituée à une autre pour la perception d'un droit dont l'application est subordonnée à une importation rendue nécessaire par une disette.

Qu'en effet, en raison de la fertilité du sol de la Tunisie, les récoltes en céréales sont presque toujours plus que suffisantes pour la consommation locale et rendent plus vraisemblable une exportation qu'une importation de ces produits; — Qu'on s'explique par là que ce droit ne soit perçu qu'à de larges intervalles de temps, et seulement dans les années de très mauvaises récoltes;

Par ces motifs : le Tribunal, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — En la forme : reçoit la demande d'Arbib et C^ie^ contre l'administration des Douanes en répétition d'une somme de trois mille neuf cent vingt-trois piastres perçue indûment sur trois mille cent quatre-vingt-trois caffis d'orge importés de l'étranger; — Au fond : Les en déboute et les condamne en tous les dépens de l'instance. (Min. Public, M. Bossu, Proc. de la Rép., concl. conf.; M^e^ Gallini, av. et M^e^ Kraft, déf.).

INFORMATIONS

NOMINATION

Par arrêté de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel d'Alger, en datedu 15 février 1889 : M. Nicolaï, commissaire de police à Mahdia, a été délégué pour suppléer à l'audience foraine de cette localité, l'Officier de police judiciaire de Sousse dans les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Tribunal de Tunis : Haï Lellouche (jugement du 21 mars 1889); — Salomon Samama (jugement du 21 mars 1889); — Félix Magri (ugement du 21 mars 1889).

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Tribunal de Tunis : Isaac Zibi (jugement du 21 mars 1889); — Louis Casalonga (jugement du 21 mars 1889); G. Guerriera (jugement du 21 mars); — Ruttily et Allegro (jugement du 28 mars 1889).

AVIS

M. le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Sousse, informe MM. les candidats de l'arrondissement de Sousse qu'une session d'examens pour le certificat d'aptitude aux fonctions de greffier de paix et de commis-greffier rétribué près les Tribunaux de première instance s'ouvrira le lundi 29 avril 1889, à neuf heures du matin, au palais de justice de Sousse, en la Chambre du Conseil du Tribunal.

MM. les candidats sont invités à adresser avant cette date au Parquet de Sousse avec leur demande d'inscription :

1° Une expédition sur timbre de leur acte de naissance;
2° Un extrait sur timbre de leur casier judiciaire;
3° Un certificat de M. le Vice-Consul de France de la localité qu'ils habitent, constatant leur domicile et leur nationalité;
4° Une déclaration écrite portant qu'il ne se sont pas présentés précédemment aux examens, ou qu'il s'est écoulé au moins trois mois depuis leur dernière présentation;
5° Leurs certificats de stage.

Nota. — *MM. les greffiers ou commis-greffiers déjà en fonctions, qui désirent subir l'examen prévu par l'article 12 du décret du 3 septembre 1884, sont invités à adresser au Parquet leur demande d'inscription, dans les mêmes délais, en y joignant la pièce indiquée ci-dessus au numéro 4.*

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, nº 3. — 25 Avril 1889

JOURNAL
DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE
REVUE PRATIQUE
de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Loi du 2 Avril 1889 :* Tendant à réserver au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie. — *Loi du 5 Avril 1889 :* Sur le Code rural (Titre VI). — *Décret du 20 février 1889 :* Créant deux charges de commissaire-priseur à Tunis. — *Décret beylical du 14 février 1889 :* Portant déclaration d'utilité publique des travaux de mise en état de viabilité de certaines rues de Tunis. — *Décret beylical du 31 mars 1889 :* Portant concession de certains droits à la Commune de Mahdia. — *Décret beylical du 31 mars 1889 :* Portant expropriation pour cause d'utilité publique des terrains de l'Hôtel des Postes à Tunis. — *Décret beylical du 1er avril 1889 :* Relatif à la contrefaçon des timbres-poste étrangers. — *Décret beylical du 1er avril 1889 :* Portant expropriation pour cause d'utilité publique de terrains sis à Zaghouan. — *Décret beylical du 7 avril 1889 :* Portant création d'un marché à la Skira. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunaux criminels — Suppléant de Justice de Paix. — Assesseur. — Fonctionnaire français. — Incompatibilité (Lombard). — *Cour d'Appel d'Alger :* Presse. — Injures publiques. — Indication des textes visés. — Nullité couverte (Vito Grego). — *Tribunal de Tunis :* Enzel. — Redevances. — Actions personnelles et mobilières. — Compétence (Hussein c/ Ravazini et Copola). — *Tribunal de Tunis :* Saisie immobilière. — Exécution des jugements. — Traités anglo et italo-tunisiens. — Tribunaux consulaires. — Juridiction française (Bogo c/ Ben Ayed). — *Tribunal de Sousse :* Droit immobilier. — Détention du titre. — Possession paisible et non précaire. — (Scemama c/ Villedon et M'Feredj). — Informations : *Nominations.* — — *Déclarations de faillites.* — *Liquidations judiciaires.*

LÉGISLATION

2 Avril 1889. — *LOI tendant à réserver au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie.*

Article 1er. — La navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français.

Art. 2. -- L'article 9 de la loi du 19 mai 1866 est et demeure abrogé en ce qu'il a de contraire à la présente loi.

5 Avril 1889. — *LOI sur le code rural. — (Titre VI. — des animaux employés à l'exploitation des propriétés rurales).*

SECTION Ire. — *Des bestiaux et des chèvres.*

Article 1er — Lorsque des animaux non gardés ou dont le gardien est inconnu ont causé du dommage, le propriétaire lésé a le droit de les conduire sans retard au lieu de dépôt désigné

par le maire, qui, s'il connaît la personne responsable du dommage, aux termes de l'article 1385 du Code civil, lui en donnera immédiatement avis.

Si les animaux ne sont pas réclamés, et si le dommage n'est pas payé dans la huitaine du jour où il a été commis, il est procédé à la vente sur ordonnance du juge de paix, qui évalue les dommages.

Cette ordonnance sera affichée sur papier libre et sans frais à la porte de la mairie.

Le montant des frais et des dommages sera prélevé sur le produit de la vente.

En ce qui concerne la fixation du dommage, l'ordonnance ne deviendra définitive, à l'égard du propriétaire de l'animal, que s'il n'a pas formé opposition par simple avertissement dans la huitaine de la vente.

Cette opposition sera même recevable après le délai de huitaine, si le juge de paix reconnaît qu'il y a lieu, en raison des circonstances, de relever l'opposant de la rigueur du délai.

Art. 2. — Les préfets peuvent, après avoir pris l'avis des conseils généraux et des conseils d'arondissement, déterminer par des arrêtés les conditions sous lesquelles les chèvres peuvent être conduites et tenues au pâturage.

Art. 3. — Les propriétaires de chèvres conduites en commun sont solidairement responsables des dommages qu'elles causent.

SECTION II — *Des animaux de basse-cour, pigeons, abeilles et vers à soie.*

Art. 4. — Celui dont les volailles passent sur la propriété voisine et y causent des dommages est tenu de réparer ces dommages. Celui qui les a soufferts peut même tuer les volailles, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât, et sans pouvoir se les approprier.

Art. 5. — Les volailles et autres animaux de basse-cour, qui s'enfuient dans les propriétés voisines, ne cessent pas d'appartenir à leur maître, quoiqu'il les ait perdus de vue.

Néanmoins, celui-ci ne pourra plus les réclamer un mois

après la déclaration qui devra être faite à la mairie par les personnes chez lesquelles ces animaux se seront enfuis.

Art. 6. — Les préfets, après avis des conseils généraux, déterminent chaque année, pour tout le département, ou séparément pour chaque commune, s'il y a lieu, l'époque de l'ouverture et de la clôture des colombiers.

Art. 7. — Pendant le temps de la clôture des colombiers, les propriétaires et les fermiers peuvent tuer et s'approprier les pigeons qui seraient trouvés sur leurs tonds, indépendamment des dommages-intérêts et des peines de police encourues par les propriétaires des pigeons.

En tout autre temps, les propriétaires et fermiers peuvent exercer, à l'occasion des pigeons trouvés sur leurs fonds, les droits déterminés par l'art. 4 ci-dessus.

Art. 8. — Les préfets déterminent, après avis des conseils généraux, la distance à observer entre les ruches d'abeilles et les propriétés voisines ou la voie publique, sauf, en tous cas, l'action en dommage, s'il y a lieu.

Art. 9. — Le propriétaire d'un essaim a le droit de le réclamer et de s'en ressaisir, tant qu'il n'a point cessé de le suivre; autrement l'essaim appartient au propriétaire du terrain sur lequel il s'est fixé.

Art. 10. — Dans le cas où les ruches à miel pourraient être saisies séparément du fonds auquel elles sont attachées, elles ne peuvent être déplacées que pendant les mois de décembre, janvier et février.

Art. 11. — Les vers à soie ne peuvent être saisis pendant leur travail. Il en est de même des feuilles de mûrier qui leur sont nécessaires.

---

20 Février 1889. — *DÉCRET créant deux charges de commissaires priseurs à Tunis.*

Article 1er. — Il est créé à Tunis deux charges de commissaires-priseurs. Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice aux droits que les réglements du Gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes.

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes et le Ministre des Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 13 djoumadi-et-tani 1306 (14 février 1889). *Portant déclaration d'utilité publique des travaux de mise en état de viabilité de certaines rues de Tunis.*

Article 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de mise en état de viabilité de la rue de Norwège et du prolongement de la rue d'Allemagne entre les rues de Danemark et de Norwège, à Tunis, ainsi que les travaux de construction d'un égoût dans la rue de Danemark.

Art. 2. — La répartition de la dépense qu'entraîneront les travaux prévus à l'art. 1er, ainsi que ceux de mise en état de viabilité de la rue de Danemark précédemment déclarés d'utilité publique par décret du 8 Chaoual 1304, sera fixée conformément au décret du 7 djoumadi-el-aoual 1304.

DECRET beylical du 29 redjeb 1306 (31 mars 1889). *Portant concession de certains droits à la commune de Mahdia.*

Article 1er. — Il est fait concession par l'Etat à la Commune de Mahdia qui en opérera la perception à son profit à partir du 13 avril 1889;

1° Des droits perçus, tant aux portes qu'aux marchés, en vertu de la législation actuellement en vigueur et notamment les décrets du 30 moharrem 1291 — 29 hidjé 1293 et 25 djoumadi-et-tani 1293 sur les céréales, légumes secs (Hachakech), farine, semoule et autres produits dérivés du blé, introduits dans la ville de Mahdia ou apportés sur le marché de ladite ville.

2° Des droits de pesage perçus pour le compte du Trésor à Mahdia en conformité du décret du 10 kâda 1303 (10 août 1886).

Art. 2. — A partir de la même date, la commune de Mahdia demeurera chargée d'opérer dans les cas prévus par la législation existante et notamment par les décrets des 30 ramadan 1291, 16 moharrem 1292, 4 chaban 1294, 23 ramadan et 12 chaoual 1302 les restitutions de droits encaissés par elle.

Art. 3. — Il est fait également concession à la commune, soit en toute propriété, soit à titre de simple jouissance, suivant a nature du droit dont l'Etat est lui-même investi, de ceux des emplacements et bâtiments actuellement affectés au service de la perception des droits sur les céréales et qui ne seront plus nécessaires au fonctionnement des services de l'Etat.

La remise de ces immeubles sera constatée par procès-verbal contradictoire.

La concession est faite sans aucune garantie de la part de l'Etat, contre lequel la commune concessionnaire ne pourra exercer aucun recours pour une cause quelconque.

La commune supportera toutes les servitudes et charges apparentes ou réelles, y compris les servitudes militaires et les contributions de toute nature dont ces immeubles peuvent ou pourront être grevés.

Elle défendra à toutes actions concernant la jouissance, la possession ou la propriété de ces immeubles.

Les instruments de pesage et de mesurage appartenant à l'Etat, servant à la perception des droits concédés sont compris dans la concession.

Art. 4. — Ces diverses concessions sont faites à la charge par la commune de Mahdia, indépendamment du droit de contrôle et de surveillance appartenant à l'Etat sur toutes les opérations comptables des agents municipaux :

1° De préter à l'Etat, dans les conditions qui lui seront demandées par les Administrations financières, tant au point de vue du contrôle et de la perception des taxes et droits du Trésor que pour la répression de la fraude, le concours du personnel des divers services des portes, du marché et du pesage public;

2° De communiquer à ces Administrations, à toute réquisition, les écritures courantes, archives et renseignements de toute nature qui seront à sa disposition.

Art. 5. — La commune concessionnaire jouira, pour le recouvrement des droits concédés, des mêmes droits et privilèges que la législation en vigueur a réservés à l'Etat.

Art. 6. — Notre Premier Ministre et le Directeur des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 29 redjeb 1306 (31 mars 1889). *Portant expropriation pour cause d'utilité publique des terrains de l'hôtel des postes à Tunis.*

Article 1er. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique les terrains sur lesquels doit être construit l'hôtel des Postes et Télégraphes à Tunis et qui sont bornés au Nord par la rue d'Espagne, à l'Ouest par la rue d'Italie, au Sud par la rue d'Angleterre, à l'Est par les immeubles Cattan, Moreno, Longchampt et Attal.

Art. 2. — L'expropriation sera poursuivie conformément au décret du 20 moharrem 1275.

DECRET beylical du 1er chaban 1306 (1er avril 1889). *Relatif à la contrefaçon des timbres-poste étrangers.*

Article 1er. — La contrefaçon des timbres-poste étrangers est assimilée à la contrefaçon des timbres-poste de la Régence.

Art. 2. — La fabrication, la vente, le colportage ou la distribution de tous imprimés ou formules simulant les timbres-poste étrangers sont assimilés à la fabrication, à la vente, au colportage ou à la distribution de tous imprimés ou formules simulant les timbres-poste de la Régence.

DECRET beylical du 1er chaban 1306 (1er avril 1889). *Portant expropriation pour cause d'utilité publique de terrrains sis à Zaghouan.*

Article 1er. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique les terrains situés à Zaghouan, près des sources du village, limités par un liseré rose au plan annexé au présent décret, et dont le propriétaire présumé est l'administration des habbous.

Art. 2. — Le directeur général des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 7 chaban 1306 (7 avril 1889). *Portant création d'un marché à la Skira.*

Article 1er. — Un marché quotidien soumis au tarif de celui de Gabès sera tenu à la Skira. Son ouverture aura lieu le 12 avril courant.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 28 juillet 1887.— Présid. de M. LOEW, *président.*

Tribunaux criminels. — Suppléant de justice de paix. — Assesseur. — Fonctionnaire français. — Incompatibité.

Un suppléant, même non rétribué, d'une justice de paix de Tunisie rentre dans la catégorie des fonctionnaires français visés par l'art. 7 du décret du 14 avril 1883; en conséquence cette fonction judiciaire est incompatible avec les fonctions d'assesseur près les Tribunaux criminels de Tunisie.

LOMBARD

La Cour : sur le moyen pris de la violation de l'art. 7 du décret du 14 avril 1883, en ce que le jugement du Tribunal criminel de Tunis aurait été rendu avec le concours d'un assesseur juré frappé d'une incompatibilité légale ; — Vu l'article sus-visé portant.... « les fonctions d'assesseurs sont incompatibles avec celles de fonctionnaire français » ;

Attendu que parmi les assesseurs qui ont siégé lors du jugement du Tribunal jugeant au criminel, le 16 mai dernier, figure M. Lenoble, colonel de cavalerie en retraite, juge suppléant de la justice de paix de Tunis, ainsi qu'il appert de la dépêche de M. le Garde des Sceaux, en date du 20 juillet présent mois ; que cette fonction judiciaire est incompatible avec celle d'assesseur juré ; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens présentés à l'appui du pourvoi ; — Casse et annule le jugement du 16 mai 1887 rendu par le Tribunal criminel de Tunis, à l'encontre du sieur Lombard, renvoie l'affaire devant le Tribunal criminel de Tunis, composé d'autres juges. (Min. Public, M. LOUBERS ; av. gén., M. CHAMBAREAUD, cons. rapp.).

COUR D'APPEL D'ALGER (CH. DES APPELS CORRECTIONNELS)

Audience du 29 nov. 1888 — Présid. de M. LOURDAU

Presse. — Injures publiques. — Indication des textes. visés. — Nullité couverte.

Le moyen de nullité tiré de ce que les textes de loi n'ont pas été visés par l'assignation en matière d'injure publique est recevable en vertu de la loi de 1881 et du décret beylical sur la presse en Tunisie. Mais ce moyen doit être présenté avant toute défense au fonds et ne peut être soulevé pour la première fois en appel.

VITO GREGO

Le 8 août 1888, jugement du Tribunal de Sousse, ainsi conçu :

Le Tribunal : Attendu que Grego a été cité pour répondre du délit d'outrages envers un citoyen chargé d'un ministère de service public dans l'exercice de ses fonctions ;

Attendu que par jugement préparatoire en date du 25 juillet 1888, le Tribunal a commis un de ses membres pour faire un supplément d'instruction ;

Attendu que, l'affaire revenant pour être jugée au fonds à l'audience de ce jour, M. le Procureur de la République déclare, qu'en présence des résultats de l'instruction à laquelle il a été procédé en exécution du jugement préparatoire sus-visé, il abandonne la première inculpation relevée par lui contre Grego ; que les faits précisés lui paraîssent constituer le délit d'injures publiques prévu et puni par l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 et qu'il requiert qu'il plaise au Tribunal prononcer contre l'inculpé les peines prévues par ledit article ;

Attendu que de l'information et des débats il résulte la preuve que Grego, se trouvant le 9 juin 1888, à l'une des portes de Mahdia et apprenant par ses proposés certains ordres donnés par le Khalifa de la ville, a dit tout haut devant plusieurs personnes et en langue arabe : « Le Khalifa est pour moi comme mon..... »

Attendu que ces expressions méprisantes constituentb ien l'injure prévue par l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Par ces motifs : déclare Grego coupable du délit sus-spécifié,

et lui faisant application de l'article précité le condamne à la peine de 25 francs d'amende et aux frais. (Prés., M. BERGE; Min. Public, M. BOSSU, Proc. de la Rép.; Me JACQUEMART, déf.).

Sur l'appel de Grego, la Cour d'Alger a ainsi statué :

La Cour : en ce qui touche la nullité résultant de la violation des art. 50 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Attendu qu'elle n'est invoquée qu'en appel, et qu'aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 10 février 1883 elle eût dû être opposée avant toute défense au fonds conformément aux dispositions de l'art. 184 du Code d'instruction criminelle; qu'il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter ; — Au fond : adoptant, et quant à la déclaration de culpabilité, et quant à la peine appliquée, les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : confirme purement et simplement le jugement attaqué, condamne Grego en tous les dépens. (M. WURTZ, av. gén.; Me HONEL, avocat).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re CHAMBRE)

Audience du 1er déc. 1886 — Présidenee de M. GEFFROY, *prés.*

Enzel. — Redevances. — Actions personnelles et mobilières. — Compétence.

Les actions auxquelles donne lieu le contrat d'enzel ayant pour objet le paiement d'une redevance annuelle et perpétuelle sont des actions essentiellement personnelles et mobilières de la compétence des Tribunaux français en Tunisie.

GÉNÉRAL HUSSEIN C/ RAVAZINI ET COPOLA

Le Tribunal : Attendu que, suivant acte du 20 djoumadi et tani 1299, le général Hussein a donné en location à enzel à Guido Ravazini et à Enrico Copola un terrain sis à La Goulette, moyennant une redevance annuelle et personnelle de 5024 piastres payable le 20 djoumadi-et-tani de chaque année.

Attendu que les preneurs, qui ne le contestent pas, n'ont pas payé la redevance à laquelle ils sont tenus depuis et y compris l'année 1301 ; — Que le général Hussein les a actionnés en paiement des redevances dues au jour de son assignation aug-

mentées, par des conclusions prises au cours de l'instance, de celles qui depuis sont venues à échéance. ;

Attendu qu'à cette demande Ravazini et Copola ont, par conclusions signifiées le 5 août 1886, opposé d'abord une exception d'incompétence ; — Qu'ils soutiennent que les actions auxquelles donne lieu le contrat d'enzel sont de leur nature immobilières et par conséquent de la compétence des Tribunaux musulmans ;

Attendu — sur l'exception d'incompétence — que l'action intentée par le général Hussein a pour objet le paiement d'une redevance annuelle et perpétuelle ; que c'est là essentiellement une action personnelle et mobilière de la compétence des Trinaux civils en Tunisie.

Par ces motifs : rejette l'exception d'incompétence soulevée par Ravazini et Copola. (Min. Public, M. Fropo, juge-supp. ; MMes Gueydan et Farina, déf.).

TRIB. CIVIL DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 30 mars 1889 — Présidence de M. Fabry, *v.-prés.*

Saisie-immobilière. — Exécution des jugements. Traités anglo et italo-tunisiens. — Tribunaux consulaires. — Juridiction française.

La saisie-immobilière n'a pas les caractères d'une contestation mais bien ceux d'une simple mesure d'exécution des jugements.

Ce droit de faire exécuter les jugements est une des prérogatives accordées par la loi aux juridictions françaises de droit commun, et les décrets beylicaux qui ont accepté l'installation de ces juridictions en Tunisie comme conséquence du protectorat de la France ont entendu implicitement leur accorder ce droit.

Ce droit a d'ailleurs été reconnu formellement par le Gouvernement tunisien lorsqu'il a désigné un certain nombre de notaires indigènes chargés de mentionner sur les titres de propriété les mutations résultant des jugements d'adjudication.

L'art. 8 du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 a d'ail-

leurs accordé aux consuls de S. M. Britannique le droit de faire vendre pour dettes les propriétés immobilières des sujets anglais, et les dispositions de ce traité ont été étendues par l'usage à tous les nationaux des puissances européennes dans la Régence.

Les traités anglo-tunisiens des 10 octobre 1863 et 19 juillet 1875 et italo-tunisien du 8 septembre 1868 accordent en termes formels aux Tribunaux consulaires compétence pour tous les procès entre Européens, sans en excepter les procès en matière immobilière.

Les juridictions françaises qui ont remplacé les anciens Tribunaux consulaires ont hérité de toutes leurs prérogatives telles qu'elles résultent notamment des textes des traités internationaux sus-visés.

ALFREDO BOGO C/ CONSORTS BEN AYED

Le Tribunal : Attendu que les consorts Ben Ayed demandent l'annulation d'une poursuite de saisie-immobilière dirigée contre eux devant le Tribunal de Tunis par le sieur Alfredo Bogo ;

Attendu qu'ils soutiennent à l'appui de cette demande que la juridiction française est incompétente en matière immobilière ;

— Mais attendu qu'ils ont laissé procéder sans protestation à la publication du cahier des charges et qu'ils n'ont proposé ce moyen de nullité que le jour même qui avait été fixé pour l'adjudication ;

Attendu, dès lors, qu'aux termes des art. 728 et 729 du Code de procédure civile, leur demande n'est pas recevable ;

Attendu, au fond, que la saisie-immobilière n'a pas le caractère d'une contestation, mais est une simple mesure d'exécution des jugements ;

Attendu que la poursuite dont il s'agit a lieu en vertu d'un jugement du Tribunal de de Tunis confirmé par un arrêt de la Cour d'Appel d'Alger ;

Attendu qu'aucune loi n'a enlevé dans la Régence de Tunis aux juridictions françaises le droit de connaître de l'exécution de leurs décisions ; — Que cette exécution peut donc être obtenue par tous les moyens que la loi française autorise et suivant

les formes tracées par cette loi, notamment par la saisie des des biens meubles et immeubles de la partie condamnée et aussi par la contrainte directe sur la personne dans les cas où la loi admet encore cette façon de procéder ;

Attendu que la justice française en Tunisie est absolument indépendante du pouvoir local et qu'elle constitue une émanation directe de la France ;

Attendu qu'en acceptant, comme conséquence du Protectorat, l'installation de cette justice dans ses états, le Gouvernement beylical a consenti implicitement à ce qu'elle y exerçât dans les limites de sa compétence toutes les prérogatives qui lui sont attribuées par la loi française ;

Attendu que le droit de faire exécuter elle-même ses jugements est une de ces prérogatives et que l'atteinte la plus grave serait portée à son autorité s'il était nécessaire de reçourir pour cette exécution à une juridiction étrangère ;

Attendu que, depuis que fonctionne dans la Régence la justice française, ces principes n'ont jamais été contestés ; — Qu'ils ont été rappelés dans une lettre adressée au mois de mai 1886 par M. le Ministre Résident Général à M. le Président de la Chambre de commerce et reproduite dans le compte-rendu des délibérations de cette Chambre ; — Qu'il a été procédé devant ce Tribunal à de nombreuses ventes immobilières, dont plusieurs ont été poursuivies à la requête du Gouvernement tunisien, et que le Gouvernement a même désigné un certain nombre de notaires spécialement chargés de mentionner sur les titres de propriété les mutations opérées dans ces conditions ;

Attendu au surplus que les consorts Ben Ayed sont sujets anglais ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 8 du traité conclu le 10 octobre 1863 entre l'Angleterre et la Tunisie, c'est au consul d'Angleterre qu'il appartient de vendre les propriétés immobilières de ses nationaux lorsque ces derniers ne payaient pas leurs dettes ;

Attendu que ce même droit a été étendu par d'autres traités et par l'usage aux consuls des autres puissances européennes ; — Et que, par suite de la suppression des Tribunaux con-

sulaires, il a été transmis à la juridiction française qui leur a été substituée ;

Attendu enfin que, lors même que la poursuite de saisie-immobilière devrait être considérée comme un véritable litige, la demande des consorts Ben Ayed ne serait pas mieux fondée ;

Attendu en effet, que le sieur Alfred Bogo créancier poursuivant est lui aussi de naturalité européenne ;

Attendu que, d'après l'art. 4 du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863, l'art. 22 du traité anglo-tunisien du 8 septembre 1868 et l'art. 24 du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, les Tribunaux consulaires, remplacés aujourd'hui par la juridiction française, étaient compétents pour tous les procès entre Européens ; et que, loin de leur dénier cette compétence en matière immobilière, les textes qui viennent d'être indiqués la leur reconnaissent formellement ;

Par ces motifs : Le Tribunal, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclare les consorts Ben Ayed non recevables dans leur demande, la rejette au besoin comme mal fondée ; Ordonne qu'il sera passé outre à la vente des immeubles saisis ; — Condamne les consorts Ben Ayed aux dépens. (Min. Public, M. Vial, juge-supp. ; MMes Abéasis et Farina, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 28 février 1889 — *Présidence de* M. Berge, *prés.*

Droit immobilier.— Détention du titre.— Possession paisible et non précaire.

En droit immobilier tunisien, la propriété s'établit par la détention régulière et légitime du titre originaire de propriété sur lequel ont été inscrites les diverses transmissions de propriété successives.

Mais à défaut du titre, la propriété s'établit par la possession paisible et non précaire, même au cas où cette possession n'est pas assez longue pour produire la prescription acquisitive.

Le Tribunal : sur la demande principale ;

Attendu, qu'en droit immobilier tunisien, la propriété s'établit par la détention régulière et légitime du titre qui, à l'origine, a été créé pour sa constatation et sur lequel toutes les transmissions auxquelles il a donné lieu, soit par voie de succession, soit par vente, soit de toute autre manière, ont été mentionnées ; — Qu'il s'ensuit qu'aucune transmission de la propriété ne peut être opposée par des tiers au détenteur légitime du titre de propriété, en dehors de tout cas de fraude ou de collusion, dûment établi ou de celui d'une possession suffisamment longue pour produire les effets de la prescription acquisitive ;

Attendu, d'autre part, que si le titre originaire de la propriété d'un immeuble n'est pas reproduit, soit qu'il n'en ait pas été créé à l'origine, soit qu'il ait été perdu, le droit de propriété s'établit par la possession paisible et non précaire de l'immeuble lui-même ; ce qui revient à dire qu'une telle possession constitue à elle seule une preuve suffisante du droit de propriété, même si elle n'est pas assez longue pour produire la prescription acquisitive, tant qu'elle n'est pas combattue par les énonciations du titre originaire produit par un revendiquant ;

Attendu, en fait, que Villedon a acquis, à une date se plaçant du 10 au 20 avril 1882, la moitié indivise d'une propriété dont les habbous avaient eu, depuis un grand nombre d'années, la possession, ainsi que le reconnaissent d'ailleurs toutes les parties en cause, et dont ils avaient cédé une portion indivise, par voie de transaction, à une date se plaçant entre le 2 et le 12 mars 1882, à Mohamed ben Mohamed M'Feredj, auteur de Villedon ; — Qu'ainsi il est établi que Villedon est possesseur, soit par lui-même, soit par ses auteurs, c'est-à-dire Mohamed ben Mohamed M'Feredj, et les habbo us, depuis un grand nombre d'années, du terrain objet du procès ;

Attendu que les consorts Scemama fondent la demande en licitation qu'ils ont introduite contre Villedon sur un acte de cession passé à la date du 11 juin 1885, et qui les aurait mis au lieu et place de Mohamed ben Ali ben Mohamed

M'Feredj ; — Que celui-ci prétend être devenu, par voie d'hérédité, co-propriétaire par indivis avec le vendeur de Villedon, du terrain objet du procès, pour une proportion qu'il détermine ; — Qu'il se fonde dans cette prétention, sur un acte qu'il a fait dresser et qui contient leur généralogie et mention de leurs droits à une portion de l'hérédité de l'auteur du vendeur de Villedon ; — Qu'ils reconnaissent d'ailleurs n'avoir jamais été en possession, ni par eux, ni par leurs auteurs, du terrain litigieux et qu'ils reconnaissent leur impossibilité de produire le titre originaire y afférent ;

Attendu que, par application des principes posés plus haut, leur demande ainsi posée est inadmissible et irrecevable ; — Qu'il n'échet d'examiner, le Tribunal n'en étant pas saisi, la question de savoir si les consorts Scemama, agissant comme acquéreurs des droits successifs qu'ils ont achetés le 11 juin 1885, pourraient intenter une action utile contre Mohamed ben Mohamed M'Feredj ; mais qu'il est certain que, ne lui opposant ni le titre originaire, ni possession, ils n'ébranlent en rien en l'état, ses droits à la propriété exclusive du terrain dont s'agit ; — Qu'ils doivent donc être déboutés purement et simplement de leur demande ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'échet d'avantage d'accueillir les conclusions subsidiaires de Villedon, lesquelles sont sans objet ;

Sur la demande en garantie ;

Attendu que, la demande principale étant repoussée, la demande en garantie devient également sans objet ; mais que l'action récursoire de Villedon contre la partie de Me Kraft aurait été fondée, dans une certaine mesure, si l'action principale intentée contre Villedon avait été admise par le Tribunal ; — Qu'il y a donc lieu de mettre hors de cause Mohamed ben Mohamed M'Feredj. mais de faire supporter aux consorts Scemama les dépens exposés par l'appelé en garantie, aussi bien que ceux exposés par le défendeur au principal ;

Sur les dommages et intérêts réclamés par Villedon ;

Attendu qu'il ne fait pas la preuve du préjudice qu'il prétend avoir subi du fait des consorts Scemama ;

Par ces motifs : le Tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboute les consorts Scemama de toutes leurs demandes, fins et conclusions ; — Déboute Villedon de sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts ; — Met Mohamed ben Mohamed M'Feredj hors de cause ; — Condamne les consorts Scemama en tous les dépens tant à l'égard de Villedon qu'à l'égard de l'appelé en garantie. (Min. Public, M. Bossu, Proc. de la Rép. ; MMes Kraft, Jacquemart et Malteau déf.).

INFORMATIONS

NOMINATIONS

Ont été nommés :

Par décret dc M. le Président de la République en dale du 22 mars 1889 : Procureur général près la Cour d'appel de Dijon (Côte d'Or.) M. Maillet Procureur général près la Cour d'appel d'Alger en remplacement de M. Fochier nommé procureur général près la Cour d'appel de Lyon.

Par décret de M. le Président de la République en date du 7 Avril 1889 : Procureur général près la Cour d'appel d'Alger, M. Flandin, substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris en remplacement de M. Maillet précédemment nommé procureur général près la Cour d'appel de Dijon.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Tribunal de Tunis : Abraham Guetta (jugement du 4 avril 1889.)

Tribunal de Sousse : Mahmoud ben Hadia, (jugement du 20 avril 1889.)

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Tribunal de Tunis : Lumbroso et Cie (jugement du 11 avril 1889.) — Emmanuel d'Amico, (jugement du 17 avril 1889.)

Tribunal de Sousse : Feu Giuseppe Errera, (jugement du 5 avril 1889.)

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, n° 4. — 10 Mai 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — LÉGISLATION : *Loi du 29 mars 1889 :* Tendant à fixer à 15 centimes la taxe des lettres officielles émanées de divers fonctionnaires. — *Loi du 18 avril 1889 :* Ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 1953 du Code civil. — *Décret du 1er janvier 1889:* Transférant à Medjez-el-Bab le siège de la justice de paix provisoire de Zaghouan.— *Décret du 9 avril 1889 :* Modifiant les limites des cantons de Tunis et du Kef. — *Décret du 16 avril 1889:* Désignant les fonctionnaires dont la correspondance bénéficie des dispositions de la loi du 29 mars 1889. — *Délibération du Conseil municipal de Paris du 15 avril 1889 :* Accordant une subvention au service des antiquités et des arts de Tunisie. — *Décret beylical du 22 janvier 1889 :* Fixant les limites du domaine public maritime le long du lac de Tunis. — *Décret beylical du 31 mars 1889 :* Portant approbation du règlement et du tarif de l'abattoir municipal de La Goulette. — *Décret beylical du 16 avril 1889 :* Réglementant le transport des passagers dans la rade de Gabès. — *Décret beylical du 24 avril 1889 :* Portant expropriation pour cause d'utilité publique des terrains destinés à l'ouverture d'un chemin pour l'exploitation de la carrière d'Aïn-Erroumi. — *Décret beylical du 29 avril 1889 :* Modifiant la circonscription judiciaire du Chara de Sfax. — JURISPRUDENCE : *Cour de Cassation* : Tunisie — Colportage de journaux — Délit — Décret beylical du 14 octobre 1884 — Juge de paix — Compétence étendue. (Soussou Medjani). — *Tribunal de Tunis :* Enzel — Occupation par un tiers de l'immeuble grevé — Paiement de la redevance — Réduction — Reconnaissance des droits de ce tiers. (Pisani c/ Saadoun). — *Tribunal de Tunis :* Enzel — Solidarité entre enzelistes — Cantonnement de la rente — Indivisibilité de la garantie — Divisibilité de la dette. (Cardoso c/ Dancona, Errera et Durazzano). — *Tribunal de Sousse :* Prêt à intérêts — Loi musulmane — Usages Locaux — Prescription quinquennale des intérêts — Loi italienne — Loi française. (Costa c/ Ezzerad). — *Justice de paix de Sfax :* Tunisien — Incorporation dans un régiment français - Protection française — Compétence — Décret beylical du 7 mars 1884. (Ahmed ben Brahim c/ Ahmed ben Soua). — INFORMATIONS : *Nominations. — Création d'un poste d'inspecteur de police.*

LÉGISLATION

29 Mars 1889. — *LOI tendant à fixer à quinze centimes la taxe des lettres officielles non affranchies émanées de divers fonctionnaires.*

Article unique. — La taxe des objets de correspondance non affranchis exclusivement relatifs au service public, provenant des fonctionnaires dont la désignation sera faite par décret, et adressés avec leur contre-seing à des personnes vis-à-vis desquelles ces fonctionnaires n'ont pas droit de franchise postale, est égale à la taxe d'affranchissement préalable dont lesdits objets étaient passibles. Cette taxe est à la charge des destinataires.

Les décrets désignant les fonctionnaires dont la correspondance de service pourra bénéficier des dispositions de la présen-

te loi seront rendus sur la proposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies et insérés au *Journal officiel*.

---

18 Avril 1889 — *LOI ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 1953 du Code civil.*

Article unique. — Il sera ajouté à l'art. 1953 du Code civil le paragraphe suivant : « Cette responsabilité est limitée à mille francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

DECRET du 1er janvier 1889. *Transférant à Medjez-el-Bab le siège de la justice de paix provisoire de Zaghouan.*

Article 1er. — Le siège de la justice de paix établie, à titre provisoire, à Zaghouan (Tunisie) est transféré à Medjez-el-Bab.

Art. 2. — Le fonctionnement, la compétence et le ressort de cette juridiction sont déterminés suivant les règles établies par le décret du 29 octobre 1887.

Art. 3. — Le décret du 18 Février 1888 est abrogé.

Art. 4. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes et le Ministre des Affaires Etrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET du 9 avril 1889. *Modifiant les limites des cantons de Tunis et du Kef.*

Le président de la République française, le Conseil d'Etat entendu, décrète :

Article 1er. — Le territoire de Teboursouk est distrait du canton de Tunis et rattaché à celui du Kef.

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes et le Ministre des Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET du 16 avril 1889. *Désignant les fonctionnaires dont la correspondance bénéficie des dispositions de la loi du 29 mars 1889.*

Article 1er. — La taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 s'appliquera à la correspondance de service circulant dans les conditions déterminées par ladite loi et expédiée par les fonctionnaires dénommés au tableau ci-annexé.

Art. 2. — Les dispositions qui précèdent seront exécutoires à partir du premier mai 1889.

Art. 3. Le président du Conseil, Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qni sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

TABLEAU. — *Correspondance pour tout le territoire de la République :* Les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés; le grand chancelier de la Légion d'Honneur ; les Ministres et sous-secrétaires d'Etat; le Gouverneur général de l'Algérie; les Président et Vice-Président du Conseil d'Etat ; le Président du contentieux du Conseil d'Etat; les Premiers Présidents et Procureurs généraux de la Cour des Comptes et de la Cour de Cassation; le Gouverneur militaire et le Commandant de la Place de Paris; le Préfet de police ; le Chef d'Etat-Major général du Ministre de la Guerre; les Directeurs des Contributions directes, des Contributions indirectes, des Douanes, de l'Enrégistrement des Domaines et du Timbre, des Manufactures de l'Etat; le Directeur de l'Administration des Cultes; le Directeur du Personnel au Ministère de la Guerre; le Directeur de la Caisse d'Amortissement et de la Caisse des Dépôts et Consignations; le Secrétaire général du Conseil d'Etat; le Président de la Commission d'Enquête des Tabacs.

Pour les Départements : Les Préfets; Les Procureurs de la République près les Cours d'Assises.

Pour le ressort du Commandement : Les Commandants de Corps d'armée.

Pour le ressort de la Cour d'Appel : Les Procureurs généraux.

Pour l'arrondissement : Les Procureurs de la République.

15 Avril 1889. — DÉLIBÉRATION *du Conseil municipal de Paris accordant une subvention au service des Antiquités et des Arts de Tunisie.*

Article 1er. — Une subvention de 10,000 francs est accordée au service tunisien des Antiquités et des Arts.

Art. 2. Cette somme sera versée entre les mains de M. le Résident général de France à Tunis.

Art. 3. — En échange de ladite subvention la ville de Paris aura à sa disposition les publications du service, les collections sous forme de reproduction, de fac-simile et de moulage; elle aura également une part dans les résultats des fouilles nouvelles.

Enfin, une partie à déterminer des objets figurant à l'Exposition universelle sera remise, après sa fermeture, aux établissements municipaux désignés par le Conseil.

DECRET beylical du 20 djoumadi-el-aoual 1306 (22 janvier 1889). *Fixant les limites du domaine public maritime le long du lac de Tunis.*

Article unique. — Les limites du domaine public maritime le long du lac de Tunis, au Sud du Canal de La Goulette, depuis le point *A* situé un peu au Nord du pont de bateaux de Radès, jusqu'au point *B* situé sur le bord Sud du Canal de La Goulette, sont et demeurent fixées conformément à la ligne brisée tracée en vermillon avec l'indication : *limite du domaine public maritime,* sur le plan annexé au présent dècret.

Les droits des tiers sont réservés.

DECRET beylical du 29 redjeb 1306 (31 mars 1889). *Portant approbation du règlement et du tarif de l'abattoir municipal de La Goulette.*

Article unique. — Sont approuvés : 1° le réglement adopté le 28 janvier 1889 par le Conseil municipal de La Goulette sur l'abatage des animaux de boucherie ; 2° Le tarif des droits d'abatage à percevoir par la municipalité.

Un exemplaire desdits réglement et tarif demeurera annexée

au présent décret. (Voir le texte desdits documents au *Journal officiel tunisien* du 18 avril 1889, nº 16).

DECRET du 16 chaban 1306 (16 avril 1889). *Réglementant le transport des passagers dans la rade de Gabès.*

Article unique. — Les dispositions des décrets du 16 hidjé 1303 (15 septembre 1886) et du 26 sfar 1304 (24 novembre 1886), réglementant le transport des passagers dans les rades de La Goulette et de Sousse sont applicables au transport des passagers entre la rade et Gabès, et vice-versa.

DECRET beylical du 24 chaban 1306 (24 Avril 1889). *Portant expropriation pour cause d'utilité publique des terrains destinés à l'ouverture d'un chemin pour l'exploitation de la carrière d'Aïn-Erroumi.*

Article 1er. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique, les terrains indiqués par un trait rouge, au plan ci-annexé, destinés à l'ouverture d'un chemin pour l'exploitation de la carrière d'Aïn-Erroumi.

Art. 2. — L'expropriation sera poursuivie conformément au décret du vingt moharrem 1275.

Art. 3. — Le Directeur Général des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 28 chaban 1306 (29 avril 1889). *Modifiant la circonscription judiciaire du Chara de Sfax.*

Article unique. — Les affaires judiciaires des Mehedbas sont rattachées au Tribunal du Chara de Sfax.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 29 décembre 1888. — Présidence de M. LOEW.

Tunisie. — Colportage de journaux. — Délit. — Décret beylical du 14 octobre 1884. Juge de paix. — Compétence étendue.

Le fait de colporter des journaux sur la voie publique sans autorisation constitue, en Tunisie, non la contravention prévue par l'art. 471 § 15 du code pénal, mais bien le délit prévu par l'art. 7 du décret beylical du 14 octobre 1884 sur la liberté de la presse.

Les juges de paix des villes chefs-lieux d'arrondissement judiciaire en Tunisie, n'ont, aux termes de l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883, compétence étendue qu'en matière civile et commerciale, et non en matière pénale.

SOUSSOU MEDJANI

La Cour de Cassation a rendu l'arrêt suivant, sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple Police du canton de Tunis, en cassation d'un jugement rendu le 23 juillet dernier par ledit Tribunal au profit du nommé Soussou Medjani.

La Cour : sur le moyen d'office tiré de la violation de l'art. 3 § 2 de la loi du 27 mars 1883 et des règles de la compétence ;

Attendu que Soussou Medjani a été poursuivi devant le Tribunal de simple police de Tunis, pour avoir, le 6 juillet 1888, à Tunis, colporté des journaux sur la voie voie publique sans autorisation ; que cette infraction était prévue, non par l'art. 471, § 15, du code pénal, visé à tort dans le jugement attaqué, mais par l'article 7 du décret beylical du 14 octobre 1884 sur la liberté de la presse, lequel porte contre les contrevenants, outre une amende de 8 à 24 piastres, une peine de un à six jours d'emprisonnement ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 § 2, de la loi du 27 mars

1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un Tribunal de première instance, n'ont la compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie, qu'en matière civile et commerciale, et qu'ils exercent, pour le surplus, la compétence ordinaire ; qu'il suit de là que le juge de paix de Tunis n'a, en matière pénale, d'autre compétence que la compétence ordinaire des juges de paix statuant en matière de simple police ; qu'il était, en conséquence, incompétent pour connaître d'une infraction dont la peine pouvait être élevée jusqu'à six jours d'emprisonnement ;

Par ces motifs : Casse et annule le jugement rendu par le Tribunal de simple police de Tunis, le 23 juillet 1888, en faveur de Soussou Medjani ; et, pour être statué à nouveau sur la prévention conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu, en l'état où il se trouve, devant le tribunal correctionnel de Tunis ; — Ordonne que le présent arrêt sera imprimé ; qu'il sera transcrit sur les registres du Tribunal de simple police de Tunis, et que mention en sera faite en marge du jugement annulé. (Min. Public, M. BERTRAND, av. gén. ; M. TANON, cons. rapp.).

TRIBUNAL DE TUNIS

Audience du 18 *mars* 1885. — *Prés. de* M. FERMÉ, *juge-doyen.*

Enzel. — Occupation par un tiers de l'immeuble grevé. — Paiement de la redevance. — Réduction. — Reconnaissance des droits de ce tiers.

L'enzeliste ne saurait se dispenser du paiement de la redevance qui lui incombe sous prétexte qu'il ne jouit pas des lieux qui lui ont été donnés à enzel, s'il n'établit pas que cette occupation des lieux par un tiers est autre chose qu'une circonstance de fait.

Pour obtenir une réduction de sa redevance ou l'annulation du contrat d'enzel, il devrait au préalable justifier que le Tribunal compétent a reconnu, contradictoirement avec lui

et le vendeur à enzel, les droits de ce tiers à occuper partie de l'immeuble grevé de la rente.

PISANI C/ SAADOUN

Le Tribunal : Attendu que Pisani réclame de Saadoun : 1° une somme de quatre mille cinquante piastres, montant de trois années d'enzel, soit les années 1300, 1301 et 1302 (cette dernière payable par avance), d'un terrain sis à Tunis, quartier Trondja ; — Et 2° la somme de sept cent quatre-vingts piastres, montant de vingt six mois de loyer d'un magasin sis à Tunis ;

Attendu que Saadoun oppose à la première partie de la demande qu'il ne jouit pas des lieux donnés à enzel, qu'un nommé Ali ben Brahim, s'en prétendant propriétaire, en a la possession et jouissance, et qu'il ne peut être tenu de payer tant que Pisani ne l'aura pas mis en possession de ses biens ; — Mais attendu qu'il résulte des documents de la cause que Saadoun a été mis en possession du terrain dont s'agit dès l'époque où il l'a acheté à enzel, et qu'il a payé cet enzel, dont le montant annuel est de mille trois cent cinquante piastres, jusqu'en 1299, les années 1297, 1298, 1299 payées entre les mains de Pisani subrogé dans les droits du vendeur ;

Attendu que c'est postérieurement à cette date que Saadoun a refusé de payer la redevance, prétendant qu'il ne jouissait pas de la contenance portée sur son titre et que Ali ben Brahim son voisin s'était emparé d'une partie de ce qui lui avait été vendu ;

Attendu que cette allégation, qu'elle soit ou non exacte, ne saurait, en l'état de choses, dispenser Saadoun de payer la redevance à laquelle il s'est engagé ;

Attendu en effet qu'il s'agirait d'abord d'établir qu'Ali ben Brahim est fondé en droit à agir comme Saadoun prétend qu'il agit ; — Que c'est seulement après que cette question aurait été décidée contradictoirement entre lui, Ali ben Brahim et Pisani, que Saadoun serait en droit de demander soit une diminution proportionnelle de sa redevance soit l'annulation de la vente à enzel ;

Attendu qu'il ne justifie point d'avoir fait les diligences nécessaires pour mettre en cause à cet effet Ali ben Brahim et

Pisani, devant le Tribunal compétent en matière immobilière ;

Attendu que, dans ces circonstances, les sommes réclamées constituant une créance liquide et exigible, il y a lieu de condamner Saadoun à les payer ;

Sur la deuxième partie de la demande ; — Attendu que Saadoun ne l'a point contestée ;

Par ces motifs : le Tribunal, jugeant contradictoirement, condamne Saadoun à payer à Pisani la somme de trois mille dix-huit francs soixante-quinze centimes, montant en monnaie française des sommes réclamées, avec intérêt de droit de cinq pour cent à partir de la demande ; — Réserve à Saadoun tel recours que de droit contre Pisani, Ali ben Brahim et tous autres, au sujet des manques de contenance et des troubles dans sa possession allégués par lui ; — Condamne Saadoun aux dépens. (M. Bœrner, Proc. de la Rép. ; MMes Gueydan et Bodoy, déf.).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re chambre)

Audience du 25 *juillet* 1887. — *Prés. de* M. Fabry, *vice-prés.*

Enzel. — Solidarité entre enzelistes. — Cantonnement de la rente. — Indivisibilité de la garantie. — Divisibilité de la dette.

La solidarité n'existe que si elle a été expressément stipulée ; elle ne se présume pas plus en matière d'enzel qu'en toute autre matière, et ce, d'après les principes du droit musulman comme d'après les principes du droit français.

Le fait que la redevance n'a pas été cantonnée, d'accord avec le bénéficiaire de la rente, entre les divers enzélistes, sur des portions distinctes de l'immeuble grevé, autoriserait, il est vrai, le bénéficiaire de la rente à poursuivre la vente de la totalité de l'immeuble au cas de non-paiement de la redevance par l'un des enzelistes.

Mais l'indivisibilité de ce droit ne change en rien le caractère de l'obligation personnelle incombant à chacun des débiteurs de la rente, obligation dont l'exécution peut être poursuivie sur l'ensemble de son patrimoine. L'indivisibilité de

la garantie ne fait pas en effet obstacle à la division de la dette.

CARDOSO C/ DANCONA, ERRERA ET DURAZZANO.

Attendu que le sieur G. Cardoso demande que G. Dancona, V. Dancona, S. Errera et la dame Antoinette Pulito, veuve du sieur S. Durazzano, prise tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants Michelino, Maria, Emma, Gilda, Olga, Piétro, soient condamnés solidairement à lui payer une somme de 4020 P. 14/16 montant de deux annuités d'enzel ;

Attendu que les défendeurs reconnaissent devoir la somme qui leur est réclamée, mais prétendent qu'il n'existe entre eux aucune solidarité, et ont toujours offert au demandeur de lui payer chacun leur part de la dette commune, moyennant la remise d'une quittance séparée ;

Attendu que le sieur G. Cardoso a cédé à enzel ou location perpétuelle aux défendeurs deux terrains situés à La Goulette moyennant une rente annuelle de deux mille dix piastres sept seizièmes ;

Attendu qu'aucune solidarité n'a été stipulée dans l'acte relativement au paiement de cette rente ;

Attendu que la solidarité ne se présume pas, et, qu'à défaut de clause contraire, une dette commune se divise par parties égales entre les divers débiteurs ;

Attendu que les usages locaux relatifs au contrat d'enzel n'apportent aucune dérogation à cette règle qui existe dans le droit Tunisien comme dans la législation française ;

Attendu, il est vrai, que le sieur G. Cardoso serait peut-être fondé à soutenir que, tant que la rente due par chacun des défendeurs n'a pas été cantonnée, avec le consentement du créancier, sur une portion distincte de l'immeuble grevé de l'enzel, cet immeuble entier répond de la totalité de la dette, et que, par conséquent, le refus de paiement d'un seul des débiteurs autoriserait le créancier à poursuivre la vente de tout l'immeuble on à en réclamer la restitution ;

Mais attendu que le Tribunal n'a pas à trancher cette question qui ne lui est pas soumise ;

Attendu, en effet, qu'alors même qu'on reconnaîtrait l'existence de cette garantie réelle et indivisible ayant l'immeuble pour objet, elle ne devrait pas être confondue avec l'obligation personnelle incombant à chacun des débiteurs et dont l'exécution peut être poursuivie sur l'ensemble de son patrimoine ;

Attendu que la situation est analogue à celle d'une créance existant à la charge de plusieurs personnes et garantie par une hypothèque unique, et que l'indivisiblilité de l'hypothèque ne fait pas obstacle à la division de la dette ;

Par ces motifs : le Tribunal, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, — Donne acte aux défendeurs de ce qu'ils reconnaissent la dette ci-dessus énoncée et de ce qu'ils ont toujours offert et offrent encore à la barre au sieur G. Cardoso de lui payer chacun la part lui incombant moyennant la délivrance d'un reçu séparé ; — Dit que c'est à tort que G. Cardoso demande contre eux une condamnation solidaire. (M. Bossu, subst.; MMes Cardoso et Vignale, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 11 avril 1889 — Présidence de M. Berge, *prés.*

Prêt à intérêts. — Loi musulmane. — Usages locaux. — Prescription quinquennale des intérêts. — Loi italienne. — Loi française.

Le contrat de prêt à intérêts ne peut être régi en Tunisie par la loi musulmane qui le proscrit absolument.

Ce contrat y est régi par les usages locaux dérivant des législations européennes prépondérantes dans la Régence et sanctionnés de tout temps par les anciennes juridictions consulaires.

En ce qui concerne notamment la prescription, la règle que les intérêts se prescrivent par cinq ans, règle reproduite dans la plupart des législations européennes et consacrée principalement par l'art. 2277 du Code civil français et l'art. 2144 du Code civil italien, est passée dans l'usage du pays.

Attendu que les opposants demandent au Tribunal de déclarer prescrits les intérêts de leur dette antérieurs aux cinq dernières années, par application de l'art. 2277 du Code civil français ;

Attendu que les consorts Costa prétendent que la loi locale, c'est-à-dire la loi musulmane, étant seule applicable au contrat dont s'agit, aucune prescription des intérêts ne peut être accueillie ;

Attendu qu'il appartient au Tribunal d'apprécier suivant les circonstances et les formes données à un contrat et les stipulations qu'il contient, sous quelle loi les parties ont entendu se placer ;

Attendu qu'il s'agit au procès d'un prêt à intérêts ; que le prêt à intérêts est proscrit par la loi musulmane, et qu'en conséquence il est évident que les contractants n'ont pas entendu soumettre leurs stipulations à l'empire de cette loi ; — Que, ce premier point étant acquis, il convient de rechercher la loi applicable aux dites stipulations ;

Attendu que le prêt à intérêts est pratiqué habituellement, en Tunisie, entre les européens, qui ont ainsi introduit dans ce pays un contrat relevant de leurs propres lois ; — Que, sous l'influence des juridictions consulaires, toutes les règles qui lui sont spéciales, dans ces lois, y sont devenues d'une pratique constante ; — Que, parmi ces règles, se place notamment celle qui est relative à une courte prescription des intérêts, prescription admise par toutes les législations comme découlant de nécessités d'ordre public absolu et universel ; — Qu'on doit donc admettre que tout prêt à intérêt consenti en Tunisie y est nécessairement soumis, et que la seule difficulté qui pourrait se présenter, en pareille matière, serait de déterminer le laps de temps par lequel s'y prescrivent les intérêts ;

Attendu que la grande majorité des Européens qui habitent la Régence appartient aux nationalités française et italienne ; — Que l'art. 2277 du Code civil français fixe la prescription des intérêts à cinq années ; — Que l'art. 2144 du Code civil italien contient une disposition identique ; — Que l'influence de ces deux législations a été prépondérante dans l'établissement des usages locaux ; — Que c'est donc également par cinq ans que les intérêts se prescrivent pour les contrats passés dans la Régence ;

— Qu'il y a donc lieu de déclarer prescrits les intérêts réclamés par les consorts Costa pour une période plus longue que cinq années, par suite, de faire droit aux conclusions très subsidiaires de toutes les parties en cause, de rejeter leurs conclusions principales et de condamner les consorts Ezzerad au paiement de la somme principale de 1803 piastres avec les intérêts à neuf pour cent pour les cinq dernières années ;

Par ces motifs : Le Tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort ; reçoit en la forme l'opposition des consorts Ezzerad ; — Au fond : annule le jugement entrepris, et statuant à nouveau, condamne les consorts Ezzerad à payer aux consorts Costa la somme de 1803 piastres avec les intérêts de neuf pour cent pour une période de cinq années échues à partir du 29 décembre 1888, et aux intérêts au même taux depuis cette époque, jour de la demande. (Min. Public, M. Bossu, Proc. de la Rép. ; Me Malteau et Kraft, déf.).

JUSTICE DE PAIX DE SFAX

Audience du 23 avril 1889

Présidence de M. Blondel *juge de paix.*

Tunisien. — Incorporation dans un régiment français.— Protection française. — Compétence. — Décret beylical du 7 mars 1885.

Le tunisien incorporé dans un régiment français jouit, par le fait même, de la protection française, tout au moins pendant le temps qu'il passe sous les drapeaux, et devient en conséquence justiciable de la juridiction française, même dans les procès qu'il peut avoir à soutenir contre des Tunisiens.

Le décret beylical du 7 mars 1885, en soumettant les soldats tunisiens incorporés dans les régiments français au code de justice militaire français, en a ainsi décidé implicitement.

Il serait d'ailleurs impossible de concilier légalement sur une foule de points, les règles de la justice tunisienne avec

celles de notre code de justice militaire, notamment en matière d'emprisonnement pour dette.

AHMED BEN BRAHIM C/ AHMED BEN SOUA.

Entre le sieur Ahmed ben Brahim, militaire au 4e Tirailleurs en garnison à Sfax, demandeur comparant en personne, d'une part; — Et le sieur Ahmed ben Soua, sans profession, demeurant à Sfax, défendeur comparant en personne, d'autre part : Faits et conclusions : suivant exploit de Simoni, huissier à Sfax, le demandeur a fait citer le défendeur pour : s'entendre condamner par toutes les voies de droit à restituer au requérant une adela qu'il lui a remise, il y a environ trois mois, la dite adela de la somme de 900 piastres; s'entendre en outre condamner à lui payer la somme de 325 piastres, somme que le cité a déjà perçue de son débiteur; ensemble aux intérêts de droit de la dite somme et aux dépens; voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition ou appel et sans caution; — Le défendeur a répondu que le demandeur et lui étaient sujets tunisiens, et il a soulevé la question d'incompétence. Sur quoi nous, Juge de paix du canton de Sfax, parties ouïes;

Attendu que le sieur Ahmed ben Soua actionné par le sieur Ahmed ben Brahim, caporal au 4e régiment de tirailleurs, en paiement d'une somme de 325 piastres, montant d'une partie du prix du remplacement du nommé El Ketari et en restitution d'une adela portant créance d'une valeur de 900 piastres, décline notre compétence, s'appuyant sur ce que le demandeur est tunisien comme lui;

Attendu qu'avant d'examiner le fonds du litige, il importe de statuer préalablement sur l'exception préjudicielle d'incompétence posée par le défendeur;

Attendu qu'en principe tout militaire, quels que soient son titre et sa position, est sous la protection naturelle des lois du pays sous le drapeau duquel il sert;

Attendu que Ahmed ben Brahim, demandeur, appartient à un des régiments français des troupes d'Afrique qui, depuis le traité du 12 mai 1881 établissant le protectorat français sur la

Régence, ont mission d'assurer l'ordre et la sécurité du territoire tunisien ; que son inscription comme caporal sur les contrôles de l'armée française, le met sous la juridiction française tout au moins pendant la durée de son incorporation au régiment ;

Attendu d'ailleurs que le décret beylical du 21 djoumadi-el-aoual 1301 (7 mars 1885) qui soumet au code de justice militaire français les tunisiens incorporés dans les troupes d'Afrique n'a fait que confirmer ce principe ; qu'en effet le code de justice militaire renvoie non seulement à nos lois pénales ordinaires pour tous les crimes ou délits qu'il n'a pas prévus (art. 267 C. just. milit.) mais encore à la juridiction civile ordinaire (art. 54 et art. 272 Code just. milit.) dans tous les cas où il y a partie civile en cause ; que l'application du Code de justice militaire français aux tunisiens incorporés dans nos régiments entraine donc nécessairement pour eux l'application des autres lois françaises ; que s'il en était autrement, des conflits sans nombre seraient la conséquence de ce défaut d'unité de juridiction et de procédure ;

Attendu que si, en effet, l'on devait appliquer aux tunisiens faisant partie de nos régiments les règles du droit tunisien qui, notamment, prévoit en matière civile des peines corporelles (voir décret 15 chaoual 1277 — 26 avril 1861), permet l'emprisonnement pour dettes (voir décret 24 rabia-el-aoual 1301 — 1.) janvier 1885), etc., il serait légalement impossible de concilier ces règles avec celles de notre code de justice militaire ; qu'à défaut, de dispositions de loi formelles, les Tribunaux tunisiens ne sauraient être contraints, par exemple, de surseoir à leurs jugements, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le conseil de guerre (art. 54 code just. milit.) ; qu'il ne parait pas admissible, non plus, qu'un soldat tunisien, pendant qu'il est sous les drapeaux, puisse être emprisonné par ordre du Caïd pour condamnation civile, ou pour délit commis antérieurement à son iucorporation, et être ainsi soustrait à l'autorité militaire ;

Attendu enfin que le principe en vertu duquel l'incorporation dans un régiment français octroie la protection française, pendant que dure cette incorporation, a déjà été en Tunisie reconnu par la jurisprudence, nos Tribunaux ayant condamné

correctionnellement des soldats de nos troupes d'Afrique de nationalité tunisienne, pour faits ne rentrant pas dans la compétence des conseils de guerre (jugements correctionnels Sousse 16 janvier — 13 février 1889);

Par ces motifs : Jugeant contradictoirement, en matière civile et en premier ressort : nous déclarons compétent et renvoyons l'affaire au mardi trente avril prochain pour être plaidée au fond.

N. D. L. R. — Voir dans le même sens : jugement du Tribunalde Sousse, 16 janvier 1889, Ministère public contre Ali bel Feguieh Azzabou et autres; jugement du même Tribunal du 13 février 1889, Ministère Public contre Mohamed Tounsi.

INFORMATIONS

NOMINATIONS

Par décret de M. le Président de la République en date du 18 avril 1889 : M. Bompard, secrétaire d'Ambassade de première classe hors cadre, a été nommé Conseiller d'Ambassade hors cadre et désigné pour remplir les fonctions de Résident à Tananarive (Madagascar), en remplacement de M. Larrouy, appelé à d'autres fonctions.

Par décision de M. le Ministre de la Guerre, en date du 24 mars 1889 : M. le général de division Lambert, Président du comité technique de la gendarmerie, a été désigné pour inspecter en 1889 le détachement de gendarmerie de la Tunisie.

Par arrêté de M. le Procureur de la République près le Tribunal de Première instance de Sousse, en date du 6 mai 1889, M. Perucca, Marc-Antoine-Benoit, a été nommé commis-greffier auxiliaire à la Justice de Paix de Sousse.

Un poste d'inspecteur de police, chef de service, vient d'être créé à Zarzis, canton de Djerba.

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant :* M. Petit.

1re Année, nº 5. — 25 Mai 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — LÉGISLATION : *Décret beylical du 14 avril 1889 :* modifiant la circonscription de la commune de Tunis. — *Décret beylical du 23 avril 1889 :* relatif aux services de lecture du Coran. — *Décret beylical du 30 avril 1889 :* créant un Tribunal du Chara à Kasr Moudenine. — *Décret beylical du 1er mai 1889 :* relatif aux oukils de Tunis de l'administration des Habbous. — *Décret beylical du 5 mai 1889 :* prononçant la déchéance des droits des concessionnaires de l'Etablissement thermal d'Hammam El Lif. — JURISPRUDENCE : *Cour de Cassation :* Tribunaux criminels. — Pouvoir discrétionnaire. — Enfant de moins de 15 ans. — Déclaration. — Serment. — Partie civile. Proches parents des mineurs. — Usages kabyles. — Certitude légale du décès. — Serment irrégulier. — Annulation. — Serment de l'art. 155 Code instruction criminelle. — Sanction. (Ali ben Mohamed Debba et autres). — *Tribunal de Tunis :* Faillites. — Déclaration. — Sujet tunisien. — Créanciers européens. — Juridiction française. — Incompétence. (Faillite Mohamed el Badj ben Mahmoud c/ Semama et autres). — *Tribunal de Sousse :* Faillite. — Dépôt de bilan. — Sujet tunisien. — Créanciers Européens. — Juridiction française. — Compétence. (Dépôt de bilan Ahmed ben El Hadj Mohamed Braham et El Hadj Mohamed ben Hamida Kssia). — 2me espèce. (Dépôt de bilan Mohamed ben Ahmed bou Achour). — 3me espèce. (Requête Mahmoud Touili).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 14 chaban 1306 (14 avril 1889). *Modifiant la circonscription de la Commune de Tunis.*

Article 1er. — Le territoire de la Commune de Tunis est compris dans un polygone de 29 côtés indiqués au plan ci-joint par un liseré rose ; ses limites générales sont :

A l'Est, le lac de Tunis, depuis le champ de courses de Mégrine jusqu'à l'oued El-Aïti que l'on rencontre sur la route de l'Ariane ;

Au Nord, une ligne brisée partant du pont établi sur la route de l'Ariane au passage de l'oued El-Aïti, joignant les faîtes des mamelons situés immédiatement derrière le Bélvédère et aboutissant à l'aqueduc espagnol qui traverse la route du Bardo ;

A l'Ouest, l'aqueduc espagnol, jusqu'à sa rencontre avec

la limite de la zône de servitude militaire ; cette limite elle-même jusqu'à la borne nº 7 au-dessous du fort de Filfil ; à partir de ce point, une ligne brisée passant par un aqueduc dallé de 0m60 établi sous le chemin de fer de Tunis à Bône ; la limite Sud de l'entreprise de ce chemin de fer jusqu'au passage à niveau du chemin de fer de la Mohammedia ; ce chemin mène jusqu'à l'origine du chemin de Bir el Fas et, de là, à la maison Bourgeois ; et enfin, une ligne joignant la maison Bourgeois au Bordj M'rira et ce dernier Bordj à un aqueduc dallé double de 0m50 établi sous la route neuve de Zaghouan en face de l'usine de l'Enchir Fouchana ;

Au Sud, une ligne brisée allant de l'aqueduc dallé double de 0m50 au sommet d'un mamelon s'avançant en pointe dans le domaine de Bir Gassâa et de ce mamelon à la jonction de la route neuve de Zaghouan et du chemin d'hiver de Zaghouan qui passe près de l'Enchir Nasseiu ; puis la route neuve de Zaghouan jusqu'à un aqueduc dallé double de 0m50 sis en face du Djebel Youdia ; une ligne brisée allant de cet aqueduc à un point sis sur le chemin de Djebel Ressas et de là à la jonction des routes de Mornag et d'Hammam El Lif, le chemin de fer de Tunis à Hammam El Lif, et enfin une droite allant du passage à niveau du chemin de Mégrine au point situé à proximité du champ de courses.

Art. 2. — Notre premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 23 chaban 1306 (23 avril 1889). *Relatif aux services de lecture du Coran.*

Article unique. — Les services de lecture du Coran qui ne sont pas administrés par les descendants de l'auteur du habous constitué à cet effet, seront confiés à l'administration des habous pour être gérés conformément aux prescriptions de leur auteur.

DECRET beylical du 1er ramadan 1306 (30 avril 1889). *Créant un Tribunal du Chara à Kasr Moudenine.*

Article 1er. — Un Tribunal du Chara a été créé à Kasr Moudenine (Caïdat de l'Arad).

Art. 2. — Sa circonscription comprend Kasr Moudenine et les tribus de Ghomrassem, des Touazine et des Khzour du Caïdat de l'Arad.

DECRET beylical du 2 ramadan 1306 (1er mai 1889). *Relatif aux Oukils de Tunis de l'Administration des Habbous.*

Article unique. — L'Administration des habous est autorisée à pourvoir chacun de ses Oukils de Tunis d'un registre destiné aux notaires à son service pour l'inscription des opérations des biens habous, à l'exception des ventes faites par voie d'enzel qui sont inscrites sur un registre spécial.

DECRET beylical du 6 ramadan 1306 (5 mai 1889). *Prononçant la déchéance des droits des concessionnaires de l'Établissement thermal d'Hammam-el-Lif.*

Article 1er. — MM. Mascaro et de Castelnuovo sont déchus de tous droits sur l'établissement thermal à eux concédé à Hammam-el-Lif par la convention du cinq ramadan 1300.

Art. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 21 mars 1889. — Présidence de LOEW, *présid.*

Tribunaux criminels. — Pouvoir discrétionnaire. — Enfant de moins de 15 ans. — Déclaration. — Serment. — Partie civile. — Proches parents des mineurs. — Usages Kabyles. — Certitude légale du décès. — Serment irrégulier. — Annulation. — Serment de l'art. 155 Code instruction criminelle. — Sanction.

Les Présidents des Tribunaux criminels en Tunisie ne jouissent pas du pouvoir discrétionnaire accordé par le Code

d'instruction criminelle aux Présidents des Cours d'Assises en France et en Algérie.

Les enfants de moins de quinze ans entendus devant les Tribunaux criminels en Tunisie doivent l'être par forme de déclaration et sans prestation de serment, conformément au principe général édicté par l'art. 79 du Code d'instruction criminelle.

Est recevable, dans l'intérêt des enfants mineurs des victimes, l'intervention à l'audience, comme parties civiles, des plus proches parents de ces mineurs, lesquels, en vertu des usages Kabyles, doivent recueillir ces enfants et plus tard auront qualité pour les marier. Cette intervention est recevable, alors surtout que la tutelle n'a pu encore être déférée, le décès des parents desdits mineurs ne pouvant avoir une certitude légale avant la solution du procès criminel, et une circonstance de ce genre ne pouvant paralyser les droits des mineurs.

Le Président d'un Tribunal criminel en Tunisie a qualité, en dehors de tout pouvoir discrétionnaire, pour annuler au cours d'un débat, un serment qu'il considère comme irrégulier, ainsi que la déposition qui en été la suite.

Les débats des Tribunaux criminels en Tunisie ayant lieu en la forme correctionnelle, il n'est pas nécéssaire à peine de nullité que les témoins soient interpellés sur le point de savoir s'ils sont parents, alliés ou au service des accusés, l'art. 155 du Code d'instruction criminelle, à la différence de l'art. 317 du même Code, ne prescrivant pas l'accomplissement de ces formalités à peine de nullité.

ALI BEN MOHAMED DEBBA ET AUTRES

Le 13 février 1889, le Tribunal criminel de Tunis avait rendu le jugement suivant :

Le Tribunal : statuant sur les conclusions des accusés, leur donne acte que Khemis ben Salah a été entendu sans prestation de serment, ce témoin n'étant âgé que de dix ans, ce qui n'a pas été nié par la défense ; — Leur donne acte qu'il n'a pas été demandé au docteur Lallemant, s'il est au service, s'il est allié

ou parent des accusés, et quelle est sa profession ; étant constaté pourtant que, sur l'observation de la défense, la déposition du docteur Lallemant a été annulée et qu'elle a été renouvelée après que les irrégularités mentionnées ont été réparées ;

Et statuant sur la fin de non recevoir opposée par les accusés à la constitution de la partie civile ; — Attendu que ces fins de non recevoir sont de deux sortes :

Sur le premier grief proposé :

Attendu que, si la partie-civile est tenue de consigner les frais du procès lorsqu'elle agit comme partie jointe à la poursuite du ministère public, il n'en est pas ainsi lorsqu'elle ne fait qu'intervenir dans une instance, même correctionnelle, directement introduite par le ministère public ; — Qu'au surplus, dans le cas où le fait dénoncé peut donner lieu à des peines afflictives ou infamantes, aucune consignation ne saurait être prescrite, le ministère public agissant alors toujours directement ; — Que la constitution de la partie civile est donc à cet égard régulière ;

Sur le second moyen :

Attendu que, de renseignements vérifiés à l'audience et non contredits par les accusés, il résulte pour le Tribunal qu'Akli ou Hassen, l'une des parties civiles, est le frère d'Ahmed ou Hassen l'un des colporteurs kabyles dont l'assassinat est attribué aux accusés par l'arrêt de renvoi ; — Que ledit Ahmed ou Hassen a laissé une fille mineure Hammama qu'Akli ou Hassen son plus proche parent a, conformément aux usages kabyles, recueillie chez lui, qu'il nourrit, entretient et qu'il aura qualité pour marier plus tard ;

Attendu, qu'à ce double titre de frère du défunt et de dépositaire de la personne de sa fille mineure, l'intérêt d'Akli ou Hassen à intenter l'action civile ne saurait être méconnu ; — Que vainement observe-t-on qu'il n'est pas le tuteur d'Hammama ; — Que si une tutelle n'a pu jusqu'ici être déférée, c'est parce que la mort d'Ahmed ou Hassen ne peut avoir de certitude légale avant la solution du procès dans lequel la partie civile demande à intervenir ; — Que cette circonstance ne saurait paralyser les droits de la partie civile ou lui enlever les moyens de les faire valoir dans les conditions prescrites par la loi ;

Attendu au surplus qu'un intérêt même indirect, lorsqu'il est aussi pleinement justifié que celui sur lequel la partie civile fonde son action, suffit à justifier celle-ci ;

Attendu que, de renseignements également vérifiés à l'audience et non contestés par les accusés, il résulte que Belkacem ben Sidi Zian a laissé trois filles mineures, Semha, Dhabia et Djaoua ; — Que la partie civile, neveu du défunt et son plus proche parent, a recueilli ses trois filles, qu'elle les nourrit et les entretient, qu'elle aura qualité pour les marier plus tard ;

Attendu que les considérations qui viennent d'être exposées s'appliquent strictement à Ali ben Salah ben Sidi Zian, dont la situation identique à celle d'Akli ou Hassen, lui donne droit, et en son nom personnel, et au nom des filles de la victime qu'il est habile à représenter, d'intervenir civilement ; — Que l'action civile dudit Ali ben Salah est donc comme celle d'Akli ou Hassen, régulièrement introduite en la forme et recevable ; — Qu'il y a lieu de recevoir l'un et l'autre comme parties civiles et de dire qu'il sera statué sur les conclusions par eux prises ;.....

Par ces motifs : le Tribunal, statuant sur les poursuites du Ministère public, déclare les nommés Ali ben Salah, Mohamed ben Salah, Belkacem ben Salah, Ali ben Mohamed ben Debba et Mahmoud ben Driss, coupables des crimes d'assassinats et vol qualifié ci-dessus spécifiés ; — Admet en faveur de l'accusé Mahmoud ben Driss le bénéfice des circonstances atténuantes ; — Et, leur faisant application des articles précités : Condamne Ali ben Salah, Mohamed ben Salah, Belkacem ben Salah et Ali ben Mohamed ben Debba, à la peine de mort, — Mohamed ben Driss à la peine de vingt ans de travaux forcés, — Déclare les nommés : Ali ben Lakhdar et El Azebar ben Ali, non coupables, les acquitte des fins de la prévention sans dépens ;

Statuant sur les conclusions de la partie civile dont l'intervention est déclarée régulière ; — Condamne solidairement les accusés Ali ben Salah, Mohamed ben Salah, Belkacem ben Salah, Ali ben Mohamed ben Debba, et Mohamed bed Driss, à payer aux sieurs Akli ou Hassen et Ali ben Salah ben Sidi Zian, parties civiles ; — 1° La somme de trois mille sept cent cinquante francs représentant l'argent soustrait ; — Celle de dix mille

francs, à titre de dommages-intérêts, représentant le reste du préjudice causé ; — Dit, après en avoir spécialement délibéré, qu'il n'y a pas lieu de prononcer contre l'accusé Mahmoud ben Driss la mesure substituée par la loi du 27 mai 1885, à la surveillance de la haute police ; — Comdamne Mahmoud ben Driss aux dépens liquidés à mille quatre cent soixante-huit francs deux centimes. (M. GEFFROY, Présid.; Min. Pub., M. HERBAUX, Proc. de la Rép.; MMes GOIN et DASCONAGUERRE, avocats).

Sur le pourvoi des cinq condamnés, la Cour de Cassation a rendu l'arrêt suivant :

La Cour : Sur le pourvoi de: 1° Ali ben Mohamed ben Debba ; — 2° Ali ben Salah ; — 3° Belkassem ben Salah ; — 4° Mohamed ben Salah ; — 5 Mahmoud ben Driss ; en cassation d'un jugement rendu, le 13 février 1889, par le Tribunal Criminel de Tunis, qui les a condamnés, savoir, les quatre premiers à la peine de mort et le cinquième à vingt ans de travaux forcés, pour assassinats et vol qualifié ;

Sur le 1er moyen tiré de la violation des articles 268, 269 et 155 du code d'instruction criminelle, en ce qu'un témoin, le nommé Khemis ben Salah ben Slema, âgé de moins de quinze ans, aurait été illégalement entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire du Président, à titre de simple renseignement et sans prestation de serment ;

Attendu que ce moyen manque en fait ; — que ce n'est pas, en effet, en vertu du pouvoir discrétionnaire qui ne lui appartient pas, que le Président du Tribunal criminel de Tunis a fait entendre aux débats le témoin Khemis ben Salah ben Slema ; — que ce témoin avait été cité à la requête du Ministère public, que son nom figurait sur la liste des témoins notifiée aux accusés, qu'il devait donc être entendu ; et que, si sa déposition a été reçue sans prestation préalable du serment édicté par l'article 155 du code d'instruction criminelle, c'est parce qu'il était âgé de moins de quinze ans et que l'article 79 du même code, lequel pose un principe général, dispose que « *les enfants de l'un ou de l'autre sexe, au dessous de l'âge de quinze ans, peuvent être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment* » ;

Sur le 2e moyen tiré de ce que le jugement attaqué aurait à tort admis l'intervention à l'audience, en qualité de parties civiles, dans l'intérêt d'enfants mineurs, de personnes qui ne pouvaient pas légalement les représenter ;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement que Akli ou Hassen et Ali ben Salah, intervenant au nom des filles mineures des deux victimes des accusés, sont l'un et l'autre les plus proches parents de ces mineures ; que, conformément aux usages Kabyles, c'est chez ces deux parents que lesdites mineures ont été recueillies, qu'elles sont nourries et entretenues, et que ce sont ces deux parents qui auront plus tard qualité pour les marier ; que le jugement ajoute enfin que, si une tutelle n'a pu jusqu'ici être déférée, c'est que la mort des deux victimes ne pourra avoir une certitude légale avant la solution du procès et que cette circonstance ne saurait paralyser les droits des mineures ;

Attendu que, dans ces circonstances de fait ainsi précisées, le jugement attaqué a pu, sans violer aucun texte de loi, admettre l'intervention dans la cause, en qualité de parties civiles, au nom des mineures, des sieurs Akli ou Hassen et Ali ben Salah ;

Sur le 3e moyen pris d'un excès de pouvoir et de la violation des articles 268 et 269 du code d'instruction criminelle, en ce que le Président du Tribunal criminel, ayant omis, lors de la prestation de serment d'un témoin, de lui demander s'il était parent, allié ou au service des accusés, aurait arbitrairement annulé ce serment ainsi que la déposition qui l'avait suivi et reçu à nouveau la déposition du dit témoin ;

Attendu qu'il appartient toujours au Président, lorsque, au cours d'un débat, il s'aperçoit de l'omission d'une formalité, de réparer cette omission ; que dès lors, en annulant un serment qu'il considérait comme irrégulier ainsi que la déposition qui en avait été la suite, ce magistrat n'a pas commis un acte qui excédât ses pouvoirs ; — qu'au surplus, et à la différence de l'article 317 du code d'Instruction criminelle, l'article 155 n'exige pas à peine de nullité que les témoins soient interpellés sur le point de savoir s'ils sont parents, alliés ou au service des accusés ;

Par ces motifs : Et attendu d'ailleurs que la procédure est régulière et que la peine est régulièrement appliquée aux faits déclarés constants par le Tribunal criminel ; Rejette le pourvoi formé par Ali ben Salah, Belkassem ben Salah, Mohamed ben Salah, Ali ben Mohamed ben Debba et Mahmoud ben Driss, contre le jugement du Tribunal criminel de Tunis en date du 13 février 1889 ; — Les condamne solidairement aux frais de leur pourvoi ; — fixe, à l'égard de Mahmoud ben Driss, seul condamné à une peine temporaire, la durée de la contrainte par corps au minimum édicté par la loi. (Min. Public, M. Bertrand, av. gén. ; M. Sevestre cons. rapp. ; MMes Fosse, et Legé Saint-Ange, avocats).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS

Aud. du 19 février 1885. — Prés. de M. Fermé, *juge-doyen.*

Faillite. — Déclaration. — Sujet tunisien. Créanciers européens. — Juridiction française. Incompétence.

Le décret beylical du 31 juillet 1884 qui attribue, en son article premier, à la juridiction française en Tunisie la connaissance de toutes les affaires personnelles et mobilières où des européens sont en cause, ne peut s'appliquer à une demande en déclaration de faillite formée par des créanciers européens à l'encontre d'un sujet tunisien.

SYNDIC FAILLITE MOHAMED EL BADJI BEN MAHMOUD

C/ SEMAMA ET AUTRES

Le Tribunal : Attendu que, par jugement rendu par défaut, à la date du 15 janvier dernier, à la requête de Boccara, Semama, Lévy et Sitboun, le nommé Mohamed El Badji ben Mahmoud a été déclaré en état de faillite ;

Attendu que ce jugement n'a été prononcé qu'après affirmation faite à l'audience par les demandeurs que le défendeur était français ;

Attendu qu'il résulte des déclarations actuelles du syndic

de la faillite que Mohamed El Badji ben Mahmoud est sujet tunisien ;

Attendu que Semama et autres créanciers poursuivants soutiennent qu'un Tunisien peut, sur la demande d'Européens, être déclaré en faillite par le Tribunal français, en vertu de l'article 1er du décret beylical du 31 juillet 1884, qui confère juridiction à ce Tribunal pour toutes les affaires personnelles et mobilières où des Européens sont en cause ;

Mais attendu que cette interprétation de l'article premier ne peut être admise ;

Attendu, en effet, qn'un jugement déclaratif de faillite ne limite point ses effets aux seules parties en cause ; qu'il a pour conséquence de régler la situation de tous les créanciers du failli, de la modifier même, en arrêtant le cours des intérêts de leurs créances, de frapper de nullité certaines catégories d'actes et de conventions passées entre le failli et des tiers ;

Attendu que ces créanciers et ces tiers peuvent être, comme le failli, des sujets tunisiens ;

Attendu que, dans ce cas, par le fait de la déclaration de faillite, le Tribunal se trouverait décider du sort d'actes et de contrats passés entre tunisiens, et qu'il s'attribuerait la connaissance de litiges sur lesquels il n'a pas reçu pouvoir de statuer ;

Attendu qu'à un autre point de vue, à s'attacher seulement à la situation du failli, le Tribunal doit encore décider dans le même sens, le jugement déclaratif ayant pour effet de dessaisir le failli de l'administration de ses biens, de lui enlever le droit d'ester en justice, c'est-à-dire de modifier son état et sa capacité, matière que l'article deux du décret précité a placée hors de la compétence du Tribunal français ;

Attendu encore que le jugemenl devrait, suivant notre Code de Commerce, ordonner le dépôt du failli en la maison d'arrêt, et attendu que, bien que ce dépôt n'ait pas un caractère pénal, le Tribunal français n'a été autorisé par aucun texte de la loi à ordonner et à faire exécuter une contrainte corporelle sur un sujet tunisien ;

Attendu que l'une des opérations qu'entraine la mise en

faillite est la vente de tous les biens du failli, tant les immeubles que les meubles ;

Attendu que le Tribunal français, n'ayant point compétence pour ordonner la vente des immeubles appartenant à un tunisien, se trouverait encore, par ce motif, incompétent pour prononcer la faillite ;

Attendu, en outre, que si la faillite peut être déclarée sur la demande des créanciers, elle peut aussi être demandée en dehors de tout litige par le débiteur lui-même qui dépose son bilan et que, dans ce cas, on ne saurait dénier que les Tribunaux tunisiens seraient compétents pour prononcer la faillite d'un tunisien ; — Que, par conséquent, en acceptant le système de Semama, il pourrait arriver qu'une faillite serait déclarée à la fois par le Tribunal tunisien et par le Tribunal français qui, tous les deux, prétendraient au droit de la conduire ; — Que ce conflit, en l'état de la législation, serait évidemment insoluble ;

Attendu que l'absence de toute disposition dans la loi pour régler cette situation suffirait pour démontrer que le législateur n'a pas eu l'intention de conférer au Tribunal français la compétence que voudraient lui attribuer les créanciers poursuivants ;

Quant aux raisons tirées de l'intérêt du commerce international qu'invoque Semama à l'appui de son système ;

Attendu que c'est au législateur qu'il appartient de les apprécier, et que le devoir du juge est uniquement d'appliquer la loi telle qu'elle a été faite ;

Par ces motifs : Déclare nul et de nul effet le jugement rendu par ce Tribunal, à la date du 15 janvier 1885, en tant qn'il a déclaré Mohamed El Badji ben Mahmoud en état de faillite ; — Ordonne en conséquence que toutes choses seront rétablies en l'état où elles se trouvaient avant la déclaration de faillite ; — Dit que les fonctions de juge commissaire et de syndic cesseront immédiatement ; — Condamne les créanciers poursuivants en tous les frais causés par la déclaration de faillite, ainsi qu'aux dépens du présent jugement ; (M. Bossu, substitut ; MM. Riban, syndic, et Pelletier, agréé).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 28 décembre 1888

Présidence de M. De la Bigne de Villeneuve, *juge-doyen.*

Faillite. — Dépôt de Bilan. — Sujet tunisien. Créanciers européens. — Juridiction française. Compétence.

Le décret beylical du 31 juillet 1884, qui attribue, en son article premier, à la juridiction française en Tunisie la connaissance de toutes les affaires personnelles et mobilières où des européens sont en cause, s'applique à une demande en déclaration de faillite formée contre un Tunisien par des créanciers européens.

Ce principe doit recevoir son application même au cas où le Tribunal statue à la suite du dépôt de son bilan effectué au greffe par un sujet Tunisien, lorsque la masse de ses créanciers comprend un ou plusieurs européens.

DÉPÔT DE BILAN AHMED BEN EL HADJ MOHAMED BRAHAM ET EL HADJ MOHAMED BEN HAMIDA KSSIA

Le Tribunal : Attendu que, le 22 novembre 1888, Ahmed bel El Hadj Mohamed Braham et El Hadj Mohamed ben Hamida Kssia, sujets tunisiens, ont déposé leur bilan au greffe du Tribunal de Sousse et se sont constitués en état de faillite ;

Attendu que la masse de leurs créanciers se compose d'européens ;

Attendu, qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884, les Tribunaux français en Tunisie connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens sont en cause, même comme demandeurs, en matière personnelle et mobilière ; — Qu'ils sont par suite compétents pour prononcer la déclaration de faillite ;

Attendu que le jugement déclaratif est le point de départ de toute une procédure destinée à sauvegarder les intérêts des créanciers et des débiteurs ;

Attendu que les lois de procédure française sont seules applicables devant les Tribunaux français ; — Que la nationalité

des parties importe peu, alors que des traités ou des actes législatifs les ont soumises à la juridiction française ;

Attendu qu'il a été objecté, pour dénier au Tribunal francais compétence en la matière, que le jugement déclaratif entraîne à sa suite la contrainte corporelle, la modification du statut personnel, la vente des immeubles des faillis et peut être l'interprétation d'actes passés entre sujets tunisiens, mesures et effets qu'il n'aurait pas le pouvoir d'ordonner et de prononcer ; — Mais attendu qu'en admettant même, ce qui est au moins contestable, que le Tribunal français n'ait pas le droit d'ordonner à l'encontre d'un tunisien les mesures énumérées ci-dessus, on confond, en raisonnant ainsi, deux choses distinctes : la déclaration de faillite et les conséquences qui pourront en résulter ; — Or, attendu que les Tribunaux n'ont pas à se préoccuper des suites de leurs décisions ;

Attendu d'ailleurs, que Ahmed ben El Hadj Mohamed Braham et El Hadj Mohamed ben Hamida Kssia, en opérant le dépôt de leur bilan au greffe du Tribunal français, ont déclaré implicitement se soumettre par avance à toutes les conséquences de la sentence à intervenir ;

Par ces motifs : le Tribunal, déclare Ahmed ben El Hadj Mohamed Braham et El Hadj Mohamed ben Hamida Kssia en état de faillite ; — Fixe provisoirement au 22 novembre 1888 l'époque de l'ouverture de ladite faillite ; — Ordonne que les scellés seront apposés, s'il ne l'ont déjà été, au domicile des faillis et partout où besoin sera, conformément aux art. 455 et 458 du Code de Commerce ; — Qu'à cet effet, avis du présent jugement sera, sur le champ, adressé par le greffier au juge de paix ; — Nomme M. Lafaye, membre du Tribunal, commissaire de la dite faillite et pour syndic provisoire M. Delva, comptable, demeurant à Sousse ; — Dispense les faillis au dépôt du leur personne dans la maison d'arrêt. (Min. Public, M. Bossu, Proc. de la Rép., concl. conf. ; Me Malteau, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 1er mars 1889. — Présidence de M. BERGE, *prés.*

(2me espèce)

DÉPÔT DE BILAN MOHAMED BEN AHMED BOU ACHOUR

Le Tribunal : Attendu que, le 28 février 1889, le sieur Mohamed ben Ahmed bou Achour, sujet tunisien, a déposé son bilan au greffe du Tribunal de Sousse, et qu'il en résulte que la masse de ses créanciers se compose d'européens ou de protégés des puissances européennes ;

Attendu, qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884, les Tribunaux français en Tunisie, connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles les Européens sont en cause, même comme demandeurs, en matière personnelle et mobilière ; — Qu'ils sont par suite compétents pour prononcer la déclaration de faillite ;

Attendu qu'on objecterait vainement que l'art. 2 du décret précité, ayant expressément réservé aux Tribunaux religieux le réglement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions de sujets tunisiens, musulmans ou israëlites, il s'ensuivrait nécessairement que le Tribunal ne pourrait déclarer en état de faillite un sujet tunisien ; — Que, si l'état de faillite a pour effet de dessaisir momentanément le failli de l'administration de ses biens, il ne porte aucune atteinte à ses droits de famille, ni à sa capacité en matière de succession ;

Attendu qu'il n'échet davantage de s'arrêter à l'objection tirée de ce que le jugement déclaratif entraîne à sa suite la contrainte corporelle, la vente des immeubles du failli et, parfois, l'interprétation d'actes passés entre sujets tunisiens ; — Qu'en France et en Algérie, où les Tribunaux sont loin d'avoir, à l'égard des étrangers, une compétence aussi étendue que celle que possèdent les Tribunaux français en Tunisie à l'égard des tunisiens, les diverses juridictions qui ont à s'occuper de la mise en faillite d'un étranger et de ses effets, n'ont pas hésité à lui appliquer la loi française dans toutes ses conséquences. (Voir notamment : Requêtes, 24 novembre 1857, (Sirey, année 1858, 1re

partie, page 66); — Commerce, Seine, 28 février 1856, (S. Cod. loc. not.); — Paris, 20 mai 1878, (Journal de droit international privé, 1878, page 375); — Paris, 23 novembre 1874, (Journal de droit international privé, 1875, page 434); — Paris, 11 juin 1872, (Dalloz, 72, 2, 191); — Alger, 5 juillet 1880, (Robe, 1881, page 65); — Que cette jurisprudence se justifie suffisamment par cette considération, que la loi française sur les faillites n'est qu'une loi de procédure, qui organise un mode particulier de liquidation de la situation du commerçant qui la subit, et qui ne touche en rien à son statut personnel; — Que, spécialement, en Tunisie, il est constant que les engagements pris par un tunisien, envers des européens, peuvent être exécutés sur ses biens immobiliers, par toutes les voies de droit;

Attendu surabondamment, qu'il convient de distinguer avec soin ce qui a trait à la déclaration de faillite, et ce qui touche aux conséquences qui peuvent en résulter; — Qu'en admettant que ces conséquences produisent des situations juridiques et des conflits à l'égard desquels les Tribunaux français en Tunisie seraient incompétents, il ne s'ensuivrait nullement qu'ils devinssent incompétents pour constater la cessation des paiements et ouvrir la procédure de la faillite;

Attendu que la cessation des paiements du commerçant Mohamed ben Ahmed Bou Achour est constante;

Par ces motifs : le Tribunal, déclare Mohamed ben Ahmed Bou Achour en état de faillite; — Fixe provisoirement au 1er mars 1889, l'époque de l'ouverture de ladite faillite; — Ordonne que les scellés seront apposés, s'ils ne l'ont déjà été, au domicile du failli, et partout où besoin sera, conformément aux dispositions des art. 455 et 458 du Code de Commerce; — Nomme M. Lafaye, juge-commissaire de ladite faillite, et pour syndic provisoire, M. Delva; — Dispense le failli du dépôt de sa personne dans la maison d'arrêt. (Min. Public, M. Bossu, Proc. de la Rép., concl. conf.; Me Malteau, déf.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 12 avril 1889. — Présidence de M. BERGE.

(3me espèce)

Les principes énoncés dans les deux précédents jugements ne peuvent recevoir leur application que s'il est établi que la masse comprend des créanciers européens ou protégés d'une puissance européenne.

REQUÊTE MAHMOUD TOUILI

Le Tribunal : Attendu que le sieur Mahmoud Touili a déposé son bilan et demande sa mise en état de liquidation judiciaire ; — Qu'il n'est pas établi que la masse de ses créanciers, indiquée au dit bilan, comprenne des européens ou des justiciables du Tribunal français ; — Qu'il n'échet en conséquence d'examiner la demande de mise en état de liquidation judiciaire formulée par Mahmoud Touili ;

Par ces motifs : le Tribunal dit n'y avoir lieu, en l'état, de déclarer recevable la demande de mise en état de liquidation judiciaire de Mahmoud Touili. (Min. Public, M. DRAPIER, juge-supp., concl. conf.).

N. D. L. R. — Voir dans le sens des trois jugements précédents d'autres jugements formant jurisprudence constante du Tribunal de Sousse. — Contrà. Voir jugement ci-dessus rapporté du Tribunal de Tunis, confirmé par une jurisprudence constante du dit Tribunal, et notamment les jugement ci-après : 29 octobre 1885, Dreyfus c/ Raccatz, présidence de M. Fermé, juge-doyen. — 25 février 1886, Société Générale d'Algérie c/ Chadly ben Mrad, présidence de M. Parisot, juge. — 1er juillet 1886, Delalouche c/ Zitoun, présidence de M. Geffroy, prés. — Et aussi, implicitement : 3 avril 1885, El Houri c/ l'Amin du commerce, référé, M. Pontois, prés. du Tribunal, juge des référés ; — même date, Krieger c/ Lasserre, référé, M. Pontois, prés. — Voir aussi dans le sens de la jurisprudence de Tunis : M. Estoublon, directeur de l'Ecole de Droit d'Alger : *Revue Algérienne et Tunisienne,* année 1886, 2me partie, page 34 et suivantes, notes.

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, no 6. — 10 Juin 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — LÉGISLATION : *Décret beylical du 13 mai 1889 :* Déclarant d'utilité publique les travaux de mise en état de viabilité de l'avenue de la Quarantaine à Sousse. — JURISPRUDENCE : *Cour de Cassation* : Intention homicide. — Constatations suffisantes. — Tribunal criminel. — Serment. — Témoins. (Giuseppe Lamberti). — *Cour d'Appel d'Alger :* Marine marchande. — Délit de droit commun. — Discipline. — Etranger. — Compétence. (Pandelis). — *Tribunal de Tunis :* Agents consulaires. — Tunisie. — Immunités diplomatiques. — Compétence. — Action publique. (Léon Pariente). — *Tribunal de Tunis :* Remise du titre. — Hypothèque. — Droit immobilier tunisien — Droit de préférence. — Droit de suite. — Immeuble grevé de plusieurs hypothèques. — Tiers détenteur. — Saisie par le créancier. — Sommation. — Art. 2169 Code civil. (Banque de Tunisie et MichelPisani c/ Frank Pineau, Mohamed ben Arous et succession Bernadaki). — *Tribunal de Tunis :* Déclaration de faillite. — Débiteur tunisien. — Créanciers européens. — Compétence. (Calo et Attia c/ Youssef Kayat). — *Tribunal de simple police à compétence étendue de Gabès :* Exercice illégal de la pharmacie. — Vente de substances vénéneuses. — Détention desdites substances. (Moïse Scialoum).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 14 ramadan 1306 (13 mai 1889). *Déclarant d'utilité publique les travaux de mise en état de viabilité de l'avenue de la Quarantaine à Sousse.*

Article 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de mise en état de viabilité de l'avenue de la Quarantaine à Sousse.

Art. 2. — Est mise à la charge des propriétaires riverains la partie des frais de construction des chaussées qui est déterminée par le décret du sept djoumadi-el-aoual 1304.

Art 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 22 mars 1888. — Présidence de M. LOEW, *prés*

Intention homicide. — Constatations suffisantes. — Tribunal criminel. — Serment. — Témoins.

Relévent suffisamment l'intention de donner la mort les énonciations d'un jugement qui constate que l'accusé s'est rendu coupable d'une tentative de meurtre avec préméditation et guet-apens.

L'article 5 de la loi du 27 mars 1883 relative à l'organisation de la justice française en Tunisie ordonnant que la décision des Trtbunaux criminels serait rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle, le serment à prêter par les témoins est celui de l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

GIUSEPPE LAMBERTI

La Cour : Sur le pourvoi de Giuseppe Lamberti contre un jugement rendu le 15 février 1888, par le Tribunal criminel de Tunis, qui l'a condamné à la peine de mort ; — Sur le premier moyen présenté et tiré de la fausse application des art. 2, 295, 296, 297 et 298 du Code pénal, en ce que le jugement du Tribunal criminel de Tunis, en appliquant à Lamberti la peine de mort, n'aurait point suffisamment constaté qu'il avait agi avec intention de donner la mort à Gérodias ;

Attendu que le jugement entrepris constate que, le 13 octobre 1887, Gérodias fut attaqué sur la route de Tébourba par deux malfaiteurs qui firent feu sur lui et le blessèrent ; — Que Lamberti apparut alors, armé d'un fusil, et que les trois bandits tirèrent à bout portant sur lui et le blessèrent à nouveau ; — Qu'il fut couvert de sang ; — Qu'ils lui enlevèrent son porte-monnaie et allaient le dépouiller de sa montre, lorsque des secours arrivèrent et mirent en fuite les assassins ; — Qu'après

avoir ainsi exposé les faits, le jugement ajoute, dans ses motifs, qu'il est certain que Lamberti s'est rendu coupable d'une tentative de meurtre avec préméditation et guet-apens, accompagnée ou suivie de vol commis par plusieurs sur un chemin public; — Que, dans son dispositif, le jugement déclare Lamberti coupable des crimes ci-dessus spécifiés;

Attendu que, dans ces circonstances, les énonciations du jugement relèvent suffisamment l'intention de donner la mort, puisque l'expression de meurtre est celle dont la loi se sert pour qualifier l'homicide volontaire; — Qu'il suit de là que c'est avec raison qu'il a été fait application au demandeur des articles invoqués à l'appui du pourvoi;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation de l'art. 317 du Code d'instruction criminelle, en ce que les témoins ont prêté le serment prescrit par l'art. 155 de ce Code, au lieu et place de celui de l'art. 317 exigé en matière criminellc;

Attendu, qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, la décision des Tribunaux criminels est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle; — Que dès lors, le serment à prêter par les témoins est celui de l'art. 155 du Code d'instruction criminelle;

Par ces motifs; Et attendu que la procédure est régulièrc et que la peine est légalement appliquée aux faits jugés constants; —Rejette le pourvoi du sieur Lamberti. (M. Hérisson, cons. rapp.; Min. public, M. Bertrand, av. gén.; MMes Bonnet et Basille, avocats).

COUR D'APPEL D'ALGER (ch. correctionnelle)

Audience du 16 mai 1886. — Prés. de M. Blankaert, *prés.*

Marine marchande. — Délit de droft commun. — Discipline. — Etranger. — Compétence.

Un capitaine de navire étranger ne peut être justiciable de la juridiction organisée par le décret du 24 mars 1852, ce décret n'étant applicable qu'à la marine marchande française. Il tombe sous le coup des lois pénales ordinaires pour

les délits qu'il commet dans l'exercice de ses fonctions de capitaine.

PANDELIS

La Cour : Sur l'exception d'incompétence :

Attendu que le décret disciplinaire et pénal du 24 mars 1852 n'est applicable qu'à la marine marchande nationale ; — Que les mesures de discipline et les peines qu'il édicte, les juridictions qu'il institue et organise, et le rapport qui l'a précédé ne laissent aucun doute à cet égard ; — Que d'ailleurs les termes de l'art. 3 de ce décret le déclarent formellement ; — Que c'est, dès lors, avec raison que le capitaine, maître ou patron, de la sacolève grecque l'*Evangéliste*, se livrant sur les côtes de Tunisie à la pêche des éponges, a été traduit devant le Tribunal correctionnel de Tunis comme prévenu de violences et voies de fait sur la personne du marin tunisien Ahmed ben Salah, délit de droit commun prévu et puni par l'art 311 du Code pénal ;

Par ces motifs : Rejette comme mal fondée l'exception d'incompétence soulevée par l'appelant ; — Dit qu'il sera, aussitôt après le prononcé du présent arrêt, passé outre à l'examen du fond ; — Condamne Pandelis aux frais de l'incident envers l'Etat. (M. Mérot, cons. rapp. ; Min. Public, M. de Lasalcette, subs. du proc. gén. ; Tilloy. av.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS

Audience du 26 mai 1885. — Présidence de M. Pontois, *prés.*

Agents consulaires. — Tunisie. — Immunités diplomatfques. — Compétence. — Action publique.

Les agents consulaires sont, en Tunisie, comme dans les échelles du Levant, de véritables ministres publics jouissant de toutes les immunités du corps diplomatique.

Les Tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour statuer sur l'action publique dirigée contre un consul étranger.

LÉON PARIENTE

Le Tribunal : Attendu, qu'avant de passer outre aux débats, Me Gueydan, pour Pariente, a pris des conclusions dans lesquel-

les il décline la compétence du Tribunal correctionnel de Tunis, en raison de la qualité de vice-consul de Grèce à Sfax de Pariente ;

Attendu que Pariente produit : 1° une lettre du 14 août 1882 du ministre des Affaires Etrangères de Grèce, portant que, par ordonnance royale du 10 du même mois, il a été nommé consul de S. M. le roi de Grèce à Sfax ; 2° une pièce établissant que l'exéquatur lui a été accordé par S. A. le Bey deTunis ; 3° un certificat du Consul général de Grèce à Tunis, en date du 25 mai courant, duquel il résulte que Pariente est toujours vice-consul à Sfax et qu'il est actuellement à Tunis en congé ;

Attendu que si, en France, les immunités accordées aux agents diplomatiques ne s'étendent pas à tous les agents consulaires indistinctement, il n'en est pas de même dans les pays hors chrétienté ; — Qu'en effet, dans le Levant et les Échelles de Barbarie, les consuls sont considérés comme de vrais ministres publics, jouissant d'une manière plus absolue et plus complète que les divers membres de la diplomatie européenne de l'inviolabilité de leur personne, et comme étant complètement indépendants de toute juridiction territoriale ;

Attendu, en effet, qu'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 4 février 1863, a consacré ce principe en déclarant que si les consuls, en général, lorsqu'ils sont uniquement chargés de la surveillance et de la protection de nos intérêts commerciaux à l'étranger, ne peuvent se prévaloir de la fiction légale qui veut que la résidence de nos agents diplomatiqnes soit considérée comme le sol même de la patrie, il n'en est pas de même de nos consuls dans les Échelles du Levant et de Barbarie ; — Que ceux-ci sont investis d'attributions plus étendues, qu'ils jouissent de l'immunité territoriale ;

Par ces motifs : se déclare incompétent pour connaître de l'action intentée par le ministère public contre Pariente. (Min. public, M. Bossu, subs. ; Me Gueydan, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 21 fév. 1889. — Présid. de M. FABRY, *v.-prés.*

Remise du titre. — Hypothèque. — Droit immobilier tunisien. — Droit de préférence. — Droit de suite. — Immeuble grevé de plusieurs hypothèques. — Tiers détenteur. — Saisie par le créancier. — Sommation. — Art. 2169 code civil.

La remise du titre entre les mains du créancier présente en Tunisie tous les caractères d'une véritable hypothèque.

Cette garantie confère au créancier, non seulement un droit de préférence, mais encore un droit de suite qui lui permet de saisir l'immeuble et de le faire vendre entre les mains d'un tiers détenteur.

Plusieurs hypothèques peuvent être consenties sur le même immeuble.

En présence d'un tiers détenteur, le créancier, nanti du titre, peut saisir directement l'immeuble contre le débiteur. La jurisprudence tunisienne exige en ce cas qu'une sommation soit faite au tiers détenteur de payer ou de délaisser conformément à l'article 2169 du code civil.

BANQUE DE TUNISIE ET MICHEL PISANI C/ FRANK PINEAU, MOHAMED BEN AROUS ET SUCCESSION BERNADAKI

Attendu que le sieur Frank Pineau a acheté du sieur Hamida ben Ayed une propriété rurale située en Tunisie et connue sous le nom de domaine de Bouchateur ou Utique et de Tarfa, moyennant une somme de six cent mille francs dont la moitié a été payée comptant ;

Attendu qu'il a été convenu entre les parties que la portion du prix qui est encore due pourrait subir une diminution à la suite d'une mensuration qui devait être faite par un géomètre ;

Attendu, que le 8 février 1885, les titres de propriété de ces domaines ont été déposés à la Banque de Tunisie qui en a délivré deux reçus, l'un au sieur Hamida ben Ayed, l'autre au sieur Frank Pineau, et qui a promis de ne les remettre à l'acheteur qu'après le paiement complet du prix et sur la présentation des deux reçus ;

Attendu que, par acte du 6 février 1886, la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont prêté une somme de cent mille francs au sieur Frank Pineau qui a constitué une hypothèque sur cet immeuble pour garantir cette créance ;

Attendu qu'il a été stipulé dans l'acte de prêt que cette hypothèque ne prendrait rang qu'après le privilège du vendeur ;

Attendu que, le 18 mai 1887, le même immeuble a été l'objet d'une licitation entre le sieur Frank Pineau et son associé, le sieur Bernadaki, et que ce dernier s'en est rendu acquéreur ;

Attendu enfin, qu'après le décès du sieur Bernadaki, ses héritiers ont fait vendre l'immeuble devant le Tribunal de la Seine comme bien dépendant d'une succession bénéficiaire, et qu'il a été adjugé au sieur Mohamed ben Arous le 12 mai 1888 ;

Attendu que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani, n'étant pas remboursés de leur créance hypothècaire, ont, le 23 janvier 1888, obtenu du Tribunal de céans contre le sieur Frank Pineau un jugement de condamnation qui est aujourd'hui définitif;

Attendu, qu'en exécution de ce jugement, la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont saisi l'immeuble par procès-verbal de l'huissier Proal en date du 21 et du 22 août 1888, après avoir fait commandement au sieur Frank Pineau le 26 mai 1888, et après avoir adressé au sieur Mohamed ben Arous le 31 mai 1888 une sommation de payer ou de délaisser ;

Attendu que, par exploit du 12 septembre 1888, le sieur Mohamed ben Arous a assigné la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani pour faire prononcer la nullité de la saisie ;

Attendu que le sieur Mohamed ben Arous prétend, à l'appui de cette demande, que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani n'ont contre lui aucun droit de suite et que le prix d'adjudication est frappé de saisie-arrêt entre ses mains par le sieur Taïeb ben Ayed, cessionnaire du sieur Hamida ben Ayed vendeur primitif, et par le sieur Coulon, créancier de la succession Bernadaki ;

Attendu que, par acte de défenseur à défenseur en date du 8 février 1889, le sieur Huc, agissant comme administrateur provisoire de la succession Bernadaki, s'est aussi opposé anx poursuites de la Banque de Tunisie et du sieur Michel Pisani, parce

qu'elles auraient été portées à tort devant le Tribunal de Tunis, et qu'elles devaient avoir lieu devant le Tribunal de la Seine par voie de folle enchère ;

Attendu que ces deux instances sont connexes et que le Tribunal doit joindre les causes pour être statué sur le tout par un seul jugement ;

Attendu que l'immeuble dont il s'agit n'a pas été immatriculé ;

Attendu qu'un semblable immeuble peut, en Tunisie, être affecté comme garantie au remboursement d'une dette ;

Attendu que cette garantie se constitue par la remise du titre entre les mains du créancier ; — Que, quel que soit le nom qu'on lui donne, elle présente tous les caractères d'une véritable hypothèque, et qu'elle confère au créancier, non-seulement un droit de préférence, mais encore un droit de suite qui lui permet de saisir l'immeuble et de le faire vendre entre les mains des tiers dètenteurs ;

Attendu que ces règles ont été consacrées par un usage constant, qu'elles sont en outre reproduites dans les articles 534 et 538 du décret beylical du 23 avril 1861, qui a essayé la codification du droit civil et pénal tunisien ;

Attendu que rien n'empêche de constituer plusieurs hypothèques sur un même immeuble ; — Qu'il suffit pour cela que le titre de propriété de cet immeuble soit détenu, pour le compte commun des divers créanciers hypothécaires, soit par l'un d'entre eux, soit par un tiers ;

Attendu que ce procédé a été admis en France par la jurisprudence et la doctrine pour permettre d'établir plusieurs nantissements sur un seul objet mobilier ; — que la coutume l'applique en Tunisie à l'hypothèque ;

Attendu enfin que, si l'on observait rigoureusement les prescriptions du droit tunisien, la vente postérieure à la constitution de l'hypothèque ne serait pas opposable au créancier nanti du titre, et que ce dernier, pourrait faire saisir directement l'immeuble coutre le débiteur sans même avoir besoin d'avertir l'acquéreur. (Voir Goguyer, petit manuel de droit immobilier, page 33) ;

Attendu toutefois que, d'après la jurisprudence de ce Tribunal, le tiers détenteur doit recevoir, préalablement à la saisie, une sommation de payer ou de délaisser faite suivant les formes tracées par l'article 2169 du code civil ;

Attendu en effet que cette exigence ne cause au créancier aucun préjudice et qu'il a paru équitable que le tiers détenteur fut informé des poursuites ;

Attendu que la sommation prévue par l'article 1169 du code civil constitue dans la loi française une procédure préliminaire de la saisie ;— Que l'accomplissement de cette formalité a donc pu être imposé pour les ventes poursuivies en Tunisie devant la juridiction française, puisque, aux termes de la loi du 27 mars 1883 qui l'a organisée, cette juridiction doit suivre en matière civile la procédure en vigueur en Algérie ; — Mais attendu que le tiers détenteur ne saurait s'emparer de cette formalité protectrice pour tenir en échec les droits du créancier hypothécaire et pour arrêter ses poursuites ;

Attendu que des capitaux très importants sont placés en Tunisie sur hypothèque, conformément au système qui vient d'être indiqué ; Qu'on ne pourrait donc contester les principes exposés ci-dessus et dénier au créancier nanti des titres le droit de suite sans léser de nombreux droits acquis et sans apporter dans la situation économique de la Régence la perturbation la plus grande ;

Attendu qu'il y a lieu de faire à la cause l'application de ces principes, et que toute la question consiste à savoir si une hypothèque a été régulièrement constituée au profit de la Banque de Tunisie et de Michel Pisani ;

Attendu qu'aucun doute ne saurait s'élever à ce sujet ;

Attendu en effet, qu'à partir de la vente qui lui a été consentie par le sieur Hamida ben Ayed, le sieur Frank Pineau est devenu propriétaire de l'immeuble et a pu en disposer, sous la seule condition de respecter la créance privilégiée de son vendeur ;

Attendu que les titres de l'immeuble ont été déposés à la Banque de Tunisie, à la fois pour le sieur Frank Pineau propriétaire et pour le sieur Hamida ben Ayed créancier privilégié, ainsi que le prouve la formalité du double reçu ;

Attendu que l'hypothèque établie par l'acte d'emprunt n'a causé aucun préjudice au sieur Hamida ben Ayed puisqu'il a été convenu que cette hypothèque ne viendrait qu'après le privilège du vendeur;

Attendu, qu'à partir de cet acte, la Banque de Tunisie a détenu les titres, d'une part pour le compte du sieur Hamida ben Ayed, et d'autre part pour son propre compte et celui du sieur Michel Pisani;

Attendu que le sieur Frank Pineau, qui avait payé au moins la moitié du prix de l'immeuble, a fait un usage légitime de ses droits en constituant dans ces conditions cette hypothèque, et que les parties ont accompli toutes les prescriptions exigées par la loi tunisienne pour sa validité;

Attendu dès lors que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont un droit de suite auquel les aliénations successives de l'immeuble n'ont pu porter atteinte;

Attendu, au surplus, que le cahier des charges, en vertu duquel le sieur Mohamed ben Arous est devenu adjudicataire, impose à l'acquéreur l'obligation de payer le prix, d'abord aux précédents vendeurs jusqu'à concurrence de ce qui leur reste dû, et ensuite à la Banque de Tunisie pour le montant de sa créance hypothécaire;

Attendu que la Banque de Tunisie a eu soin de faire connaître par un dire inséré au cahier des charges l'existence de cette créance;

Attendu qu'elle a déclaré dans ce dire qu'elle entendait se réserver tous les droits résultant pour elle de la détention du titre et la faculté de les exercer conformément aux lois tunisiennes;

Attendu qu'au nombre de ces droits se trouve celui de faire saisir et vendre l'immeuble devant le Tribunal français de Tunis ; qu'il est formellement reconnu par l'acte d'emprunt ; — Que les prêteurs n'y ont jamais renoncé ni directement ni indirectement; — Qu'ils ne sont donc pas tenus de suivre la procédure de la folle enchère devant le Tribunal de la Seine;

Attendu que les héritiers Bernadaki ne justifient nullement avoir commencé eux-mêmes cette procédure, et que du reste ils ne pourraient pas ainsi paralyser les poursuites de la Banque de

Tunisie et du sieur Michel Pisani dont les droits sont antérieurs aux leurs ;

Attendu qu'un débiteur ne saurait être substitué à un autre sans le consentement du créancier, et que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani n'ont jamais accepté d'avoir le sieur Bernadaki pour débiteur à la place du sieur Frank Pineau ;

Attendu enfin que, si des saisies-arrêts ont été pratiquées entre les mains du sieur Mohamed ben Arous par le sieur Coulon, créancier de la succession Bernadaki et par le sieur Taïeb ben Ayed, cessionnaire du sieur Hamida ben Ayed, il n'est pas établi qu'elles aient été suivies d'une demande en validité et d'une dénonciation ;

Attendu que ces saisies-arrêts sont donc radicalement nulles aux termes de l'art. 565 du Code de procédure civile ;

Attendu toutefois que le sieur Taïeb ben Ayed soutient que tout le prix d'adjudication est absorbé par la créance privilégiée du vendeur, dont il est cessionnaire ;

Attendu qu'un procès est engagé à ce sujet devant ce Tribunal ;

Attendu que, dans ces conditions, le sieur Mohamed ben Arous ne pourrait payer directement la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani sans s'exposer à un recours de la part du sieur Taïeb ben Ayed, mais qu'il doit verser son prix de vente à la Caisse des Dépôts et Consignations et que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani déclarent dans leurs conclusions consentir à ce dépôt ;

Attendu qu'il a été jugé que le tiers détenteur ne pourrait pas se soustraire à l'obligation de payer ou de délaisser en se prévalant de ce que la totalité du prix de l'immeuble se trouverait absorbée par des créanciers ayant des hypothèques antérieures à celles du poursuivant ;

Attendu que le sieur Mohamed ben Arous n'est donc pas fondé à refuser le dépôt demandé et à prétendre jouir indéfiniment de l'immeuble sans en payer le prix ;

Attendu que tel est le résultat auquel il voudrait arriver, mais qu'une semblable combinaison ne saurait être sanctionnée par la justice ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède, qu'en exerçant

les poursuites dont il s'agit, la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont usé de leur droit de créancier hypothécaire; — Que la demande de dommages-intérêts formée par le sieur Mohamed ben Arous doit donc être repoussée;

Attendu que les demandes de la Banque de Tunisie sont fondées sur une promesse reconnue et sur une condamnation précédente prononcée par un jugement qui n'a pas été frappé d'appel;

Par ces motifs : le Tribunal, statuant contradictoirement, déboute le sieur Mohamed ben Arous et le sieur Huc ès-qualités de leurs demandes, fins et conclusions; — Déclare valable la saisie pratiquée par la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani; — Ordonne que la procédure sera reprise sur ses derniers errements et que mention du présent jugement sera faite à la suite du cahier des charges; — Dit toutefois que le sieur Mohamed ben Arous pourra arrêter les poursuites en déposant à la Caisse des Dépôts et Consignations le prix moyennant lequel l'immeuble lui a été adjugé, ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel et sans caution, condamne le sieur Huc, ès-qualités et le sieur Mohamed ben Arous aux dépens. (Min. public, M. VIAL, juge-supp.; MMes GUEYDAN et BESSIÊRE, déf.; Me RICHARD NICOLAS, av.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 10 mai 1889.—Présidence de M. FABRY, *vice prés.*

Déclaration de faillite. — Débiteur tunisien. — Créanciers européens. — Compétence.

Le décret beylical du 31 juillet 1884 autorise les juridictions françaises à prononcer la faillite d'un sujet tunisien lorsque la masse comprend des créanciers européens ou protégés.

Les juridictions françaises ont qualité même pour ordonner le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt.

CALO ET ATTIA C/ YOUSSEF KAYAT

Le Tribunal : Attendu que les sieurs Calo et Attia deman-

dent la déclaration de faillite de leur débiteur, le sieur Youssef de Chaloum Kayat;

Attendu que le sieur Youssef de Chaloum Kayat est commerçant à Tunis et qu'un jugement de condamnation prononcé contre lui au profit du sieur Calo, le 21 mars 1889, par le Tribunal de céans, n'a pu être exécuté que par un procès-verbal de carence;

Attendu que le défendeur reconnaît se trouver en état de de cessation de paiements, mais prétend que sa faillite ne peut pas être prononcée par la juridiction française parce qu'il est sujet tunisien;

Attendu que les sieurs Calo et Attia, créanciers poursuivants, sont de nationalité européenne;

Attendu qu'un décret beylical du 31 juillet 1884, approuvé par le représentant de la France en Tunisie, décide que les Tribunaux français connaîtront désormais de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des européens seront en cause, dans les matières ou ils étaient précédemment compétents lorsque des européens étaient défendeurs;

Attendu que les Tribunaux français ont toujours été compétents pour déclarer la faillite des européens sur la demande de leurs créanciers soit européens soit indigènes;

Attendu, qu'en vertu du texte mentionné ci-dessus, ces mêmes Tribunaux peuvent aujourd'hui déclarer la faillite des indigènes lorsque ces derniers ont des créanciers européens;
Attendu, il est vrai, que ce même dècret réserve aux Tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets musulmans ou israélites;

Mais attendu que la déclaration de faillite n'a pas les caractères d'une semblable contestation, et qu'elle constitue simplement un moyen établi par la loi pour contraindre les commerçants à tenir leurs engagements et pour distribuer leur actif entre leurs créanciers;

Attendu que le décret du 31 juillet 1884, en étendant la compétence de la juridiction française, ne contient aucune distinction entre la prononciation de la sentence et son exécution;

Attendu que cette exécution peut donc être poursuivie devant les Tribunaux français et par tous les procédés que la loi française autorise;

Attendu qu'aucune restriction n'a été apportée à cette règle en ce qui concerne la faillite;

Attendu, dès lors, que la juridiction française, compétente dans les conditions qui viennent d'être indiquées pour déclarer la faillite des tunisiens, peut aussi ordonner contre eux toutes les mesures qui sont, d'après la loi, les conséquences de cette déclaration, notamment le dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt, la vente de ses biens, meubles et immeubles, et l'annulation des actes faits par lui au préjudice de ses créanciers;

Attendu que si, par une décision précédente, ce Tribunal s'est reconnu incompétent en pareille matière, c'est parce que S. A. le Bey s'était reservé une juridiction exclusive sur ses nationaux pour l'application des lois de police;

Mais attendu que la situation s'est modifiée depuis cette époque;

Attendu, en effet, qu'un décret beylical du 2 septembre 1885, promulgué avec l'approbation de M. le Résident général, attribue aux Tribunaux français la connaissance de tous les crimes commis par des tunisiens au préjudice des européens;

Attendu qu'aucune exception n'a été faite pour le crime de banqueroute franduleuse;

Attendu qu'il existe, au début de toute faillite, des présomptions de fraude, qui sont la cause de plusieurs dispositions édictées en cette matière par la loi;

Attendu que la déclaration de faillite est le plus souvent nécessaire pour la découverte de ces fraudes, et que la juridiction française, compétente pour juger le crime de banqueroute franduleuse commis par des tunisiens, doit pouvoir aussi prononcer leur faillite lorsque des européens se trouvent parmi leurs créanciers;

Attendu, il est vrai, que les sujets tunisiens échappent for-

cément aux incapacités politiques qui frappent les faillis français (1) ;

Mais attendu que ces incapacités sont des conséquences accessoires de la faillite et que la situation est la même en France et en Algérie, soit pour les étrangers, soit pour les indigènes musulmans qui n'ont pas acquis la qualité de citoyens français ;

Attendu qu'il ne s'en suit nullement que les Tribunaux français soient incompétents pour déclarer la faillite de ces personnes ;

Attendu enfin que des difficultés peuvent se produire lorsque la faillite d'un commerçant tunisien est demandée à la fois par des créanciers tunisiens et européens ;

Mais attendu que de semblables conflits ne sont spéciaux ni à la Tunisie ni à l'état de faillite, et qu'ils naissent toutes les fois qu'une personne, ayant contracté des engagements sous l'empire de lois différentes, est poursuivie devant des Tribunaux qui ne relévent pas de la même souveraineté ;

Attendu que la science du droit international privé en fournit la solution ;

Par ces motifs : Le Tribunal, statuant contradictoirement, se déclare compétent ; — Déclare le sieur Youssef de Chaloum Kayat en état de faillite ; — Fixe à la date de ce jour l'époque de la cessation des paiements ; — Dit en conséquence que, par les soins de M. le juge de paix du canton de Tunis, les scellès seront de suite apposés sur les meubles, caisses, comptoirs, papiers, portefeuilles, régistres et effets du failli ; — Nomme M. Martineau des Chesnez juge commissaire de la dite faillite et M. Riban syndic provisoire pour remplir, sous la surveillance de M. le juge commissaire, les fonctions à lui attribuées par la loi ; — Ordonne le dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt de Tunis ; — Condamne le sieur Youssef de Cha-

---

(1). Le failli tunisien encourra cependant certaines incapacités notamment celle de faire partie de la liste des assesseurs tunisiens près les tribunaux criminels. L. B.

Ioum Kayat aux dépens. (Min. Public, M. VIAL, juge supp. ; Me COULON av.).

N. D. L. D. — Voir en ce sens : jurisprudence du Trib. de Sousse. *(Journal des Tribunaux français en Tunisie,* pages 84 et suivantes). Contrà : jurisprudence du Trib. de Tunis. *(Jaurnal des Tribunaux français en Tunisie,* pages 81 et suivantes). Ce jugement rétablit l'unité de jurisprudence en Tunisie sur cette importante question.

TRIB. DE SIMPLE POLICE A COMP. ÉT. DE GABÈS

Présidence de M. le capitaine MARTIN, *juge de paix.*

Exercice illégal de la pharmacie. — Vente de substances vénéneuses. — Détention des dites substances.

Le décret beylical du 16 juin 1888 (6 chaoual 1305) sur l'exercice de la pharmacie ne punit que la vente de substances vénéneuses sans autorisation.

La détention des dites substances n'est punie par aucun texte du dit décret, le négociant détenteur ayant toujours le droit, jusqu'au moment de la vente, de se munir de l'autorisation préalable de l'administration.

MOÏSE SCIALOUM

Le Tribunal : Attendu que, de l'examen attentif du décret du 6 chaoual 1305, il résulte que, si la vente de médicaments dangereux ou de substances toxiques est formellement défendue par ledit décret, il n'en est pas de même de la possession des dites substances; qu'aucun article du décret précité ne punit en effet le détenteur, même quand ce détenteur est un marchand épicier ou droguiste ; Que l'intention de vendre n'est et ne peut être punissable, le marchand en question ayant toujours le droit, jusqu'au moment de la vente, de se munir près de l'autorité compétente de l'autorisation dont il est parlé dans le quatrième alinéa de l'article onze du dit décret beylical ;

Par ces motifs : Renvoyons des fins de la plainte, sans frais ni dépens, le sieur Scialoum Moïse et ordonnons la restitution de l'arsenic saisi. (Min. Public, M. MATHIS, brig. de gend.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, nº 7. — 25 Juin 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — LÉGISLATION : *Décret beylical du 3 juin 1889 :* Sur les marques de fabrique et de commerce — JURISPRUDENCE : *Cour de Cassation :* Tribunaux criminels. — Forme correctionnelle. — Composition. — Juge chargé de l'instruction du procès. — Empêchement. — Ministère public. — Témoins cités. (Giuseppe Kaouki).— *Cour d'Appel d'Alger :* Tunisien. — Délit.— Prison française.— Incompétence. (Ali ben Salah Essendi). — *Tribunal de Sousse* : Notaires beylicaux. — Acte de vente immobilière. — Européens. — Refus de passer les actes requis.— Ordre du Medjeless.—Vente de propriété litigieuse. (Hadj Ali et Hadj Salem ben Abd El Gheni c/ Cohen et Salcédo). — *Justice de paix à compétence étendue de Gafsa :* Notaires beylicaux. — Refus de dresser des actes. — Responsabilité. — Ordre du caïd. — Abus de pouvoir. (Ahmed et Mohamed ben Belkassem ben Arfa c/ Phal).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 5 chaoual 1306 (3 juin 1889). *Sur les marques de fabrique et de commerce*[1].

TITRE I. — *Du droit de propriété des marques.*

Article 1er. — La marque de fabrique ou de commerce est facultative. Toutefois des décrets peuvent, exceptionnellement, la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent. Sont considérés comme marques de fabrique et de commerce, les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Art. 2. — Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé deux exemplaires du modèle de cette marque au greffe du Tribunal de Tunis.

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 5 juin 1889.

TITRE II. — *Du dépôt.*

Art. 3. — Le dépôt que les fabricants, commerçants ou agriculteurs peuvent faire de leur marque au greffe du Tribunal de Tunis pour jouir des droits résultant de la présente loi est soumis aux dispositions suivantes.

Art. 4. — Ce dépôt doit être fait par la partie intéressée ou par son fondé de pouvoir spécial. La procuration peut être sous-seing privé et dûment légalisée. Elle doit être laissée au greffier. Le modèle à fournir consiste en deux exemplaires, sur papier libre, d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte représentant la marque adoptée. Le papier forme un carré de 18 centimètres de côté, dont le modèle occupe le milieu.

Art. 5. — Si la marque est en creux ou en relief sur les produits, si elle a dû être réduite pour ne pas excéder les dimensions du papier, ou si elle présente quelque autre particularité, le déposant l'indique sur les deux exemplaires soit par une ou plusieurs figures de détail, soit au moyen d'une légende explicative. Ces indications doivent occuper la gauche du papier où est figurée la marque. La droite est réservée aux mentions prescrites à l'art. 7.

Art. 6. — Un des deux exemplaires de la marque est collé par le greffier sur une des feuilles d'un registre tenu à cet effet et dans l'ordre des présentations. L'autre est transmis dans les cinq jours au plus tard à l'archiviste du Gouvernement tunisien pour être déposé aux archives. Le registre est en papier libre de format de 24 centimètres de largeur sur 40 de hauteur, coté et paraphé par le président du Tribunal de Tunis ou par un juge délégué.

Art. 7. — Le greffier dresse le procès-verbal du dépôt, dans l'ordre des présentations, sur un registre coté et paraphé comme il est dit à l'article précédent. Il indique dans ce procès-verbal :

1° Le jour et l'heure du dépôt ;

2° Le nom du propriétaire de la marque et celui de son fondé de pouvoir ;

3° La profession du propriétaire, son domicile et le genre d'industrie pour lequel il a l'intention de se servir de la marque.

Chaque procès-verbal porte un numéro d'ordre. Ce numéro est

également inscrit sur les deux modèles, ainsi que le nom, le domicile ou la profession du propriétaire de la marque, la date du dépôt, et le genre d'industrie auquel la marque est destinée. Lorsque, à l'expiration de la période pendant laquelle le dépôt produit ses effets, le propriétaire d'une marque en fait un nouveau dépôt, cette circonstance doit être mentionnée sur les modèles et dans le procès-verbal de dépôt. Le procès-verbal et les modèles sont signés par le greffier et par le déposant ou son fondé de pouvoir.

Une expéditiou du procès-verbal de dépôt est délivrée au déposant.

Art. 8. — Il est perçu un droit fixe de deux piastres pour la rédaction du procès-verbal de dépôt de chaque marque et pour le coût de l'expédition.

Art. 9. — Au commencement de chaque année, le greffier dresse une table ou répertoire des marques dont il a reçu le dépôt pendant le cours de l'année précédente.

Art. 10. — Les registres, procès-verbaux et répertoires déposés au greffe ainsi que les modèles réunis au dépôt central des archives sont communiqués sans frais.

Art. 11. — Le dépôt n'a d'effet que pour 15 années. La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de 15 années, au moyen d'un nouveau dépôt.

TITRE III. — *Dispositions relatives aux étrangers.*

Art. 12. — Les étrangers qui possèdent dans la Régence des établissements d'industrie ou de commerce, ou des exploitations agricoles, jouissent, pour les produits de leurs établissements, du bénéfice de la présente loi, en remplissant les les formalités qu'elle prescrit.

Art. 13. — Les étrangers et les Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence jouissent également du bénéfice de la présente loi, pour les produits de ces établissements, si, dans les pays où ils sont situés, la législation ou les traités internationaux assurent aux industriels fixés en Tunisie les mêmes garanties.

Art. 14. — Le greffier chargé dans le cas prévu par l'article

4 de recevoir le dépôt des marques des étrangers et des Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence, doit en former un registre spécial et mentionner dans le procès-verbal de dépôt le pays où est situé l'établissement industriel, commercial ou agricole du propriétaire de la marque, ainsi que la législation ou les traités internationaux par lesquels la réciprocité à été établie.

TITRE IV. — *Pénalités.*

Art. 15. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 3.000 piastres et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ;

2° Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleuse.

Art. 16. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 2.000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée ;

2° Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Art. 17. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 1.000 piastres et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée obligatoire ;

2° Ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits ne portant pas la marque déclarée obligatoire pour cette espèce de produit;

3° Ceux qui ont contrevenu aux dispositions des décrets rendus en exécution de l'art. premier de la présente loi.

Art. 18. — Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où les dits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus. et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de cinquante piastres.

Les objets du délit, ou leur valeur s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués. Le Tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

Art. 19. — Les peines établies par la présente loi ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 20. — Les peines portées aux art. 15, 16, 17, peuvent être élevées au double en cas de récidive, lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Art. 21. — Si les circonstances paraissent atténuantes, le Tribunal est autorisé, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six mois et l'amende même au-dessous de cinquante piastres. Il pourra aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement , sans qu'en aucun cas elle puisse être inférieure à seize piastres.

Art. 22. — Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections des Chambres de commerce pendant un temps qui n'excèdera pas 10 ans. Le Tribunal peut ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il détermine, et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

Art. 23. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des art. 15 et 16, peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le Tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles, ayant spécialement servi à commettre le délit. Le Tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Il prescrit dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des art. 15 et 16.

Art. 24. — Dans le cas prévu par les deux premiers paragraphes de l'art. 17, le Tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis. Le Tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'art. 17.

TITRE V. — *Juridictions.*

Art. 25. — Les Tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi. Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les Tribunaux civils de première instance et jugées comme matières sommaires. En cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le Tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception.

Art. 26. — Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une

ordonnance du président du Tribunal civil de première instance ou du juge de paix, à défaut du Tribunal, dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir. L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation d'un procès-verbal constatant le dépôt de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert, pour aider l'huissier dans sa description. Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie. Il est laissé copie aux détentenrs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 27. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés s'il y a lieu.

TITRE VI. — *Dispositions générales ou transitoires.*

Art. 28. — Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom du fabriquant résidant en Tunisie, soit l'indication d'un nom ou d'un lieu de fabrique tunisienne sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des Douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée. Dans le cas où la saisie est faite â la diligence de l'administration des Douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au ministère public. Le délai dans lequel l'action prévue par l'art. 26 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le ministère public, est porté à deux mois.

Les dispositions de l'art. 22 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

Art. 29. — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux,

grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

Art. 30. — La présente loi ne sera exécutoire que 6 mois après sa promulgation. Un arrêté de Notre Premier Ministre déterminera les formalités à remplir pour la publicité des marques et toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la loi.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 29 déc. 1887 — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Tribunaux criminels. — — Forme correctionnelle. — Composition. — Juge chargé de l'instruction du procès. Empêchement. — Ministère public. — Témoins cités.

Les décisions des Tribunaux criminels en Tunisie étant rendues en la forme correctionnelle, la composition du Tribunal criminel ne peut être viciée par la présence au siège du juge qui a procédé à l'instruction du procès.

L'empêchement créé pour ce magistrat par l'art. 257 du Code d'instruction criminelle est spécial aux Cours d'assises et ne peut être étendu à d'autres tribunaux.

Le ministère public est seul juge de la désignation des témoins qu'il doit citer dans l'intérêt de l'accusation ou de la défense ; il ne relève à cet égard que de sa conscience.

GIUSEPPE KAOUKI

...rvoi de Giuseppe Kaouki en cassation d'un jugement rendu, le 12 novembre 1887, par le Tribunal correctionnel de Tunis siégeant au ... criminel, qui l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité ;

Sur le moyen, tiré de ce que la composition du Tribunal de Tunis aurait été viciée par la présence au siège du ... magistrat qui a procédé à l'instruction du procès ;

Attendu, qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 27 mars 1888, les décisions du Tribunal criminel de Tunis sont rendues dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle ;

Attendu que c'est uniquement pour la composition des Cours d'assises que l'art. 257 du Code d'instruction criminelle a créé un empêchement à l'égard des juges d'instruction ; qu'une telle disposition, restrictive du droit commun, ne peut être étendue à des cas qu'elle n'a pas prévus, qu'elle n'est pas, par suite, applicable aux juridictions qui, comme le Tribunal criminel de Tunis, rendent leurs décisions dans les mêmes formes que les Tribunaux correctionnels ;

Sur le moyen, pris du refus d'appeler des témoins dont l'accusé avait demandé l'audition ;

Attendu que, s'il est du devoir du Ministère public de faire comparaître tous les témoins dont les dépositions peuvent conduire à la manifestation de la vérité, lui seul est juge de la nécessité d'appeler tel ou tel témoin dans l'intérêt de l'accusation comme dans celui de la défense, qu'il ne relève à cet égard que de sa conscience ;

Attendu d'ailleurs que l'arrêt est régulier en la forme ; — Rejette le pourvoi du sieur Kaouki. (M. Poux-Franklin, cons. rapp. ; Min. public, M. Bertrand, av. gén.).

COUR D'APPEL D'ALGER (ch. correctionnelle)

Aud. du 1er juin 1889. — Présidence de M. Lourdau, *prés.*

Tunisien. - Délit. - Prison française. - Incompétence

Le délit de coups et blessures commis par un tunisien détenu en vertu d'un mandat régulier du juge d'instruction, à l'égard d'un de ses co-détenus, et dans l'intérieur de la prison française, ne rentre pas dans la catégorie des délits déférés aux Tribunaux français par l'art. 2 § 3 du décret beylical du 2 septembre 1885.

ALI BEN SALAH ESSENDI.

Le Tribunal de Sousse avait rendu, le 8 mai 1889, le jugement suivant :

Le Tribunal : — Attendu que de l'instruction et des débats

il résulterait la preuve que, dans la nuit du 27 avril 1889, dans la prison civile française de Sousse, Ali ben Salah Essendi a porté des coups au nommé Salem ben Mabrouk Ecchibani en frappant celui-ci au visage avec la main ;

Mais attendu que Salem ben Mabrouk Ecchibani et Ali ben Salah Essendi sont tunisiens, que les Tribunaux français en Tunisie ne peuvent connaître des délits commis entre tunisiens ; que le § 3 de l'art. 2 du décret beylical du 2 septembre 1885 mentionne que les Tribunaux français pourront connaître de tous les délits commis en Tunisie par des sujets tunisiens quand ces délits auront été commis contre l'exécution des mandats de la justice française ; que le prévenu et le plaignant sont tous deux sous mandat de dépôt comme prévenus de vol qualifié commis au préjudice d'européens, mais que les faits qui sont reprochés aux prévenus ne constituent en rien une rébellion ; qu'en conséquence les Tribunaux français en Tunisie ne sont pas compétents pour en connaître.

Par ces motifs le Tribunal se déclare incompétent pour statuer sur le délit qui lui est soumis, renvoie les parties devant la juridiction qui doit en connaître. (Prés., M. Berge ; min. public, M. Drapier, juge suppléant).

Sur appel du Procureur de la République, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

La Cour, : adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement dont est appel. (M. Lourdau, prés., rapp. ; min. public, M. Wurtz, av. gén.).

N. D. L. R. — Nous ne pouvons nous empêcher de faire des réserves sur l'interprétation stricte donnée au § 3 de l'art. 2 du décret beylical du 2 septembre 1885, par la Cour d'Appel d'Alger et le Tribunal de Sousse.

Une rixe dans l'intérieur d'une prison nous paraît, sinon paralyser, le mandat décerné précédemment par le juge d'instruction, du moins entraver son exécution régulière.

L'exécution d'un mandat ne nous paraît pas seulement comporter la mainmise de la justice sur le détenu, mais nous semble emporter en outre pour celui-ci l'obligation de se soumettre, sous les peines de droit, aux règlements en vigueur dans le lieu où ce mandat est exécuté.

Le décret du 2 septembre 1885, en ne déterminant par les cas

spéciaux qu'il prévoit, en son article 2 notamment, comme le fait le réglement d'organisation judiciaire sur les procès mixtes en Egypte (voir code Faustin-Helie, loi du 24 décembre 1875), règlement sur lequel il a été calqué, nous paraît avoir eu pour but de comprendre tous les délits qui, directement ou indirectement, portaient atteinte à l'exécution régulière des mandats ou jugements de la Justice française.

C'était là évidemment l'intention qui guidait les membres de la commission chargée de le préparer.

Il est à craindre en tout cas que l'interprêtatiou donnnée à ce texte ait une influence fâcheuse sur la discipline des prisons, l'action de la justice tunisienne sur un détenu au titre français ne pouvant guère s'exercer utilement.

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 6 juin 1889. — Présidence de M. BERGE, *prés.*

Notaires beylicaux. — Acte de vente immobilière. — Européens. — Refus de passer les actes requis. — Ordre du medjeless. — Vente de propriété litigieuse.

Les notaires beylicaux qui ont reçu en dépôt d'européens des titres de propriété pour dresser des actes de vente ou des baux ne peuvent se dispenser de restituer les pièces à eux confiées et de remettre expédition des actes par eux dressés, sans engager leur responsabilité civile.

Ils ne pourraient notamment invoquer comme cas de force majeure un ordre du medjeless ; une décision de ce genre ne saurait en effet être opposée à des européens ; elle serait illégale et contraire aux textes des décrets beylicaux qui ont accordé aux européens le droit d'acquérir des immeubles en Tunisie et imposé aux notaires l'obligation de passer lesactes de vente dans lesquels des européens seraient parties.

La vente d'une propriété litigieuse est nulle en droit tunisien, mais le caractère litigieux d'une propriété ne saurait résulter de ce qu'un tiers prétendrait à des droits sur cette propriété, s'il n'a pas engagé une action judiciaire pour faire valoir ses prétentions. En tout cas, les notaires beylycaux ne sauraient se rendre eux-mêmes juges de cette question et refuser de passer des actes concernant une propriété prétendue litigieuse, les textes organiques du notariat en Tunisie ayant pris soin de spécifier les rares cas où

les notaires devraient refuser la passation des actes de vente qui leur sont requis.

HADJ ALI BEN ABD EL GHENI ET HADJ SALEM BEN ABD EL GHENI
C/ COHEN ET SALCEDO

Le Tribunal :

Attendu que Cohen et Salcedo prétendent que, acquéreurs pour une partie, et locataires pour une autre, d'une propriété qui leur a été vendue par les enfants de El Hadj Khalifa ben Hadj Mohammed, ils se sont présentés devant les frères Hadj Ali et Hadj Salem ben Abd El Gheni, qui sont notaires beylicaux, et que ceux-ci ont dressé acte de la vente et des baux, mais que le lendemain ils ont refusé d'en fournir expédition et de restituer les titres de propriété qui leur avaient été confiés ;

Que, se basant sur ces faits, Cohen et Salcedo demandent que le Tribunal ordonne aux consorts El Gheni de restituer les titres de propriété ainsi que l'expédition de l'acte de vente par eux dressé, sous la contrainte de 50 francs de dommages-intérêts par jour de retard ; qu'ils demandent en outre des dommages intérêts pour le préjudice causé ;

Attendu que les consorts El Gheni reconnaissent avoir dressé les actes en question et avoir reçu les actes de propriété dont s'agit ; mais qu'ils prétendent ne pouvoir être contraints de délivrer expédition des premiers ni de restituer les derniers ; qu'en effet, d'une part, ils auraient reçu l'ordre du Medjeléss de Sousse de ne pas délivrer les actes et auraient été obligés de remettre les titres de propriété au Cadi de Sousse, de telle sorte qu'ils se trouveraient, par suite d'une circonstance de force majeure et par l'ordre de leurs chefs supérieurs, hors d'état de remplir leurs obligations ; — Que, d'autre part, aux termes de leurs instructions et réglements professionnels, il est défendu aux notaires de passer un acte quelconque, et notamment des actes de mutations de propriété dès qu'ils savent que la propriété, objet du contrat, est litigieuse, de telle sorte qu'ils n'auraient même pas l'obligation de passer l'acte de vente dont l'expédition leur est réclamée ;

Sur le premier moyen :

Attendu que l'ordre prétendu du Medjeless de Sousse n'est pas rapporté ; qu'on ne saurait voir une preuve suffisante de son existence dans l'attestation délivrée par le Cadi de Sousse, à la date du 8 mai, c'est à dire la veille des plaidoieries et visi-

blement pour les besoins de la cause ; que les consorts El Gheni auraient tout au moins le devoir de rapporter expédition de la décision du Medjeless et d'établir que sa date était antérieure à la sommation qui leur a été faite, à la date du 24 janvier 1889, de remettre les piéces réclamées ;

Attendu d'ailleurs qu'en admettant comme réelle et certaine l'existence de la décision invoquée, celle-ci ne saurait être opposable à Salcédo et Cohen qui sont européens ; qu'en effet par des traités réguliers passés avec les puissances, Son Altesse le Bey a donné le droit aux européens d'acquérir des immeubles en Tunisie. (Voir traité Anglo-Tunisien du 10 octobre 1863 ; traité Austro-Tunisien du 13 janvier 1866 ; traité entre la Tunisie et la Prusse du 27 juin 1866 ; traité Italo-Tunisien du 8 septembre 1869, art. 19 ; décret du 12 juillet 1871 rendu au profit des Français) ; que, par suite, aucune autorité beylicale n'a le droit de se refuser à la ratification et à la régularisation d'un acte de vente d'immeubles à des européens ; que dans deux Amras en date des 20 et 29 Rebbi-et-Tani 1288 (9 et 12 juillet 1873), adressés au Cadi Malékite de Tunis, Son Altesse le Bey a même ordonné à ce fonctionnaire d'inviter les notaires à écrire dorénavant au nom des Français comme ils le faisaient antérieurement au nom des sujets anglais et italiens, les titres des propriétés qu'ils achèteront ; que toute prescription contraire des autorités locales serait donc une atteinte portée aussi bien aux ordres souverains de Son Altesse le Bey qu'aux capitulations, et devrait être considérée comme nulle et non avenue à l'égard des européens ;

Attendu, il est vrai, qu'il résulte nettement de tous les textes qui viennent d'être cités la règle que les européens ne peuvent acquérir et posséder des immeubles en Tunisie, qu'en se conformant aux lois et aux usages qui régissent le sol tunisien ; qu'il échet donc de rechercher si ces lois et ces usages forment un obstacle à la délivrance des titres réclamés, comme le prétendent les consorts El Gheni dans leur second moyen ;

Sur ce second moyen :

Attendu que les consorts El Gheni soutiennent : 1° que la propriété objet de la vente est litigieuse ; 2° que leurs réglements professionnels les obligent à ne pas passer des mutations relatives à des immeubles litigieux ;

Attendu, sur le premier point, que les consorts El Gheni n'apportent aucune preuve à l'appui de leur allégation ; que le

caractère litigieux d'une propriété ne saurait résulter uniquement de ce qu'un tiers prétendrait à des droits sur l'immeuble; qu'il faut de plus que ce tiers ait engagé une action judiciaire pour faire valoir ses prétentions; que les consorts El Gheni ont la charge d'établir qu'une instance concernant l'immeuble objet du procès était ouverte antérieurement au jour où leur ministère était réclamé ; que cette preuve était facile, l'article 16 du décret du 25 mai 1876, ordonnant au Chaara de tenir un rôle des affaires introduites devant lui, que cependant aucun document de ce genre n'est produit au Tribunal ;

Attendu, au surplus, qu'en admettant comme certaines les allégations des consorts El Gheni sur ce premier point, il ne s'ensuivrait aucunement qu'ils aient le devoir de se refuser à passer l'acte de vente requis par Salcédo et Cohen ; que si le droit local considère comme nulle la vente d'un immeuble litigieux, les notaires n'on jamais reçu le pouvoir de s'opposer à la passation d'actes de vente concernant des propriétés litigieuses et que le règlement professionnel dont ils parlent n'existe pas ; qu'au contraire l'acte fondamental sur le notariat tunisien, contenu dans un décret du 8 janvier 1875, oblige, par son article 14, les notaires à délivrer immédiatement expédition des actes qu'ils dressent et leur font un devoir strict de mentionner, au cas où un retard résulte de certaines circonstances, les causes de ce retard sur leur registre; que la loi a pris soin de préciser les cas très rares où les notaires devraient se refuser à la passation d'un acte de vente immobilière, ainsi qu'il résulte des décrets du 30 octobre 1878, du 20 janvier 1885 et du 4 avril de la même année; que ce soin du législateur de formuler des exceptions soigneusement limitées à des cas particuliers, indique clairement le caractère absolu de la règle qui veut que les notaires passent sans retard les actes qui leur sont demandés ;

Attendu, en conséquence, que le second moyen invoqué par les consorts el Gheni n'est fondé, ni en fait ni en droit; — Que d'ailleurs ce moyen ne pourrait en aucun cas justifier le droit qu'ils se sont attribué de retenir des titres de propriété qui leur avaient été confiés pour un travail déterminé ou de s'en dessaisir entre les mains d'un tiers, non plus que de refuser expédition des baux requis ;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent cette conséquence que les consorts El Gheni doivent être condamnés

à remettre à Cohen et à Salcédo les titres de propriété qu'ils leur ont confiés et l'expédition des actes qu'ils ont dressés ; qu'il convient d'assurer l'exécution de ce qui sera ainsi ordonné par justice par une contrainte pécuniaire en cas de retard, basée sur le préjudice que ce retard pourra occasionner à Cohen et à Salcédo ; que le Tribunal possède les éléments d'appréciation nécessaires pour le fixer dès à présent à 20 francs par jour ; mais qu'il convient également d'accorder aux consorts El Gheni le délai qui leur est nécessaire pour se mettre matériellement en mesure d'exécuter les obligations qui leur sont imposées par le présent jugement ;

Sur les dommages et intérêts :

Attendu que Cohen et Salcédo ne font aucunement la preuve du dommage qui leur aurait été causé jusqu'ici par le défaut de remise de leurs titres ; qu'ils n'allèguent même pas que leurs vendeurs se soient basés sur cette circonstance pour refuser de les mettre en possession, ni qu'ils aient souffert ou subi un trouble quelconque ;

Par ces motifs : le Tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Dit que dans la quinzaine de la signification du présent jugement les consorts El Gheni seront tenus de remettre à Cohen et Salcédo les actes et titres visés dans l'exploit introductif d'instance ; — Dit que faute de ce faire dans le délai qui leur est imparti, ils paieront, du jour de l'expiration de ce délai jusqu'à celui où ils s'exécuteront, une somme de 20 francs par jour, ce, pendant trois mois, passé quel délai il sera fait droit. (Min. public, M. Bossu, proc. de la Rép., concl. conf. ; MMes Jacquemart, déf. et Galbini, av.).

JUSTICE DE PAIX A COMP. ÉT. DE GAFSA

Audience du 31 mai. 1889 — Présidence de M. le capitaine Pelegri, *juge de paix.*

Notaires beylicaux. — Refus de dresser des actes. — Responsabilité. — Ordre du Caïd. — Abus de pouvoir.

Les notaires beylicaux ne sauraient se retrancher derrière un ordre du Caïd, magistrat administratif, pour refuser la remise d'actes qu'ils ont passés, sans engager leur responsabilité civile.

AHMED BEN BELKASSEM BEN ARFA ET MOHAMED BEN BELKASSEM BEN ARFA C/ PHAL.

Attendu que le sieur Phal, protégé français, a versé une somme de 1200 piastres entre les mains des notaires chargés de dresser les actes de vente devant établir ses droits sur une parcelle de terre que les vendeurs lui garantissaient comme leur propriété incontestable ; — Que ces actes n'ont été remis, revêtus de la signature des notaires, qu'après le délai expiré d'une sommation par voie d'huissier ; — que le demandeur a du recourir à ce moyen pour se faire livrer les actes de vente que les défendeurs refusaient de lui livrer par l'unique raison que le caïd de Gafsa le leur avait défendu sous le prétexte que ce terrain appartenait au Gouvernement tunisien et non aux vendeurs ;

Attendu que les notaires établis d'après la législation tunisienne sont des fonctionnaires nommés par décret beylical qui les investit du droit de dresser et de livrer les actes de leur ministère afin d'assurer d'une façon authentique les droits respectifs des parties contractantes ; — Que comme tels ils ne peuvent refuser leur ministère ; — Qu'ils sont d'ailleurs indépendants au point de vue de la passation des actes et que la livraison de ces actes devient pour eux une obligation, une fois les droits acquittés ;

Attendu que le refus de livrer copie des actes réclamés après accomplissement des formalités voulues par la loi constitue un abus de fonctions de la part des notaires refusants ;

Attendu qu'en s'inclinant en matière judiciaire devant un ordre administratif, ils ont commis un abus qu'il y a lieu de réprimer ;

Par ces motifs : statuant en matière civile et en dernier ressort, condamnons les défendeurs à payer au sieur Phal une somme de 250 francs de dommages et intérêts pour le préjudice causé, sauf recours contre le caïd de Gafsa.

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, nº 8. — 10 Juillet 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Loi du 26 juin 1889 :* Sur la nationalité.— *Décret beylical du 18 mai 1889 :* Fixant une taxe municipale à Kairouan sur les entrepreneurs de fêtes publiques, spectacles et concerts. — *Décret beylical du 21 mai 1889 :* Fixant les tarifs de concessions, de dépôt et d'inhumation dans le cimetière européen de la ville de Tunis. — *Décret beylical du 2 juin 1889* : Portant perception de la carroube sur les loyers dans le territoire de la commune de Mahdia au profit de la commune à dater du 13 octobre 1889. — *Décret beylical du 2 juin 1889* : Complétant le tarif du batelage de la rade de Sousse. — *Décret beylical du 6 juin 1889* : Autorisant la municipalité de la ville de Sousse à percevoir d'après des tarifs établis les droits de stationnement sur les rues et places publiques et leur accotements. — *Décret beylical du 10 juin 1889 :* Portant réorganisation du territoire de la Khroumirie. — *Décret beylical du 23 juin 1889 :* Relatif à la liquidation des opérations concernant la délivrance des obligations de la dette 3 1/2 0/0. — *Décret beylical du 26 juin 1889 :* Erigeant le cercle de Chebika en circonscription judiciaire indépendante. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunaux criminels. — Composition. — Assesseurs étrangers ou indigènes. — Renonciation. (El Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir). — *Tribunal de Tunis :* Acte de notoriété. — Revendication immobilière. — Outika. — Force probante. — Possession.— (Hanoun c/ Sivry et Saliba). — *Tribunal de Sousse:* Revendication de meubles. Acte de notoriété. — Force probante. — Preuve testimoniale. (El Ayachi ben el Hadj Ameur Ounès c/ Rosso et Serra. — *Tribunal de Sousse :* Mahsoulats. — Fermage. — Cession. — Autorisation. — Ordre public. — Consorts Zébouloun c/ Leonardi.

LÉGISLATION

LOI du 26 juin 1889. *Sur la nationalité.*

Article 1er. — Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code Civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 7. — L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

« Art. 8. — Tout Français jouira des droits civils.

« Sont Français :

« 1º Tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger.

« L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationa-

lité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père.

« 2° Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.

« 3° Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né.

« 4° Tout individu né en France d'un étranger, et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.

« 5° Les étrangers naturalisés.

« Peuvent être naturalisés :

« 1° Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au Ministère de la Justice.

« 2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années.

« Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français.

« 3° Les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français.

« 4° L'étranger qui a épousé une Française, aussi après une année de domicile autorisé.

« Il est statué par décret sur la demande de naturalisation, après une enquête sur la moralité de l'étranger.

« Art. 9. — Tout individu né en France d'un étranger, et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, pourra, jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au Ministère de la Justice.

« S'il est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

« Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opération de recrutement sans opposer son extranéité.

« Art. 10. — Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'art. 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.

« Art. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

« La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'art. 9.

« Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 4.

« Art. 13. — L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France y jouira de tous les droits civils.

« L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

« En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

« Art. 17. — Perdent la qualité de Français :

« 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

« S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français.

« 2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'art. 8 et aux art. 12 et 18.

« 3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé.

« 4° Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement prend du service militaire à i'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

« Art. 18. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en ont fait la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 4.

« Art. 19. — La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui

confère pas la nationalité de son mari ; auquel cas elle reste Française. Si son mariage est dissous par la mort du mari ou le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du Gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre, en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

« Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

« Art. 20. — Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

« Art. 21. — Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger, ne pourra rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Francais qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois de recevoir leur application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie.

Art. 3. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

Art. 4. — Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition

d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

Art. 5. — Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera : 1° les conditions auxquelles ses dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies ; 2° les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation de la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 8 (paragraphe 4), 12 et 18.

Art. 6. — Sont abrogés les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811 ; les lois des 22 mars 1849, 7 février 1851, 29 juin 1867, 16 décembre 1874, 14 février 1882, 28 juin 1883, et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Dispositions transitoires

Toute admission à domicile obtenue antérieurement à la présente loi sera périmée si, dans un délai de cinq années, à compter de la promulgation, elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation, ou si la demande en naturalisation a été rejetée.

DECRET beylical du 19 ramadan 1306 (18 mai 1889). *Fixant une taxe municipale à Kairouan sur les entrepreneurs de fêtes publiques, spectacles et concerts* (1).

Article 1er. — Il sera perçu à Kairouan une taxe municipale sur les entrepreneurs de fêtes publiques, spectacles, concerts, conformément aux tarifs ci-après :

1° Concert d'instruments tels que pianos, violons, orgues, bateleurs, joueurs d'orgues, escamoteurs,	par jour.	0 p. 50
	par mois.	12 p. »
2° Musique arabe, par jour		0 p. 75
par mois		15 p. »
3° Instruments de cuivre et orchestre, par jour .		1 p. »
par mois .		25 p. »

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 22 juin 1889.

Lorsque l'autorisation est donnée pour la nuit entière, les tarifs ci-dessus sont triplés.

Pour les cafés-concerts ou chantants, spectacles, etc., les tarifs sont fixés comme il suit :

Par jour	8	piastres
Huit jours	50	»
Quinze jours	70	»
Par mois	100	»
Bal de nuit, par bal.	16	»

Art. 2. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'application des tarifs seront jugées comme affaires sommaires et le président de la Commission municipale pourra ester en justice sans l'autorisation de Notre Premier Ministre.

Art. 3. — L'autorité municipale statue en dernier ressort sur les demandes présentées par les cafetiers, bateleurs, entrepreneurs de spectacles, etc.; les autorisations qu'elle délivre stipulent les mesures de maintien de l'ordre dans les bals, jeux, cafés, etc. Il est indiqué que les droits sont toujours payés d'avance.

Avis des autorisations délivrées est transmis immédiatement au receveur municipal. Les autorisations ne sont remises aux ayants-droit que sur le vu de la quittance des taxes fixées par les tarifs ci-dessus.

Les contraventions aux arrêtés municipaux pris en exécution du présent article seront constatées par procès-verbaux et leurs auteurs déférés aux Tribunaux compétents.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 22 ramadan 1306 (21 mai 1889). *Fixant les tarifs de concessions, de dépôt et d'exhumation dans le cimetière européen de la ville de Tunis [Belvédère]*(1).

Article 1er. — Les tarifs des concessions dans le cimetière européen de la ville de Tunis (Belvédère) sont fixés comme suit :

Prix des deux premiers mètres .	100 p.	le mètre.
Prix du troisième mètre	150	»

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 30 mai 1889.

Prix du quatrième mètre. . . . 200 »
Prix du cinquième mètre. . . . 250 »

et ainsi de suite pour chaque mètre supplémentaire, en augmentant de 50 piastres le prix payé pour le mètre précédent.

Art. 2. — Lorsque les cercueils seront portés au dépositaire du cimetière, il sera perçu une taxe calculée comme il suit :

Dépôt de un jour à un mois. . 25 p.
Taxe du 2e mois. . . . . 50 »
Taxe du 3e et du 4e mois . . . 100 » par mois.
Taxe des 5e et 6e mois . . . . 150 » »

Art. 3. — Le tarif des exhumations est fixé comme il suit :

Exhumation d'un adulte . . . . . 25 p.
Exhumation d'un enfant au dessous de 12 ans. 20 »

Lorsqu'il y a lieu d'exhumer plusieurs corps d'un même caveau, la première exhumation est tarifiée à 25 piastres ; les autres exhumations à 15 piastres chacune.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 4 chaoual 1306 (2 juin 1889). *Portant perception de la carroube sur les loyers dans le territoire de la commune de Mahdia au profit de la commune à dater du 13 octobre 1889* (1).

Art. 1er. — A dater du treize octobre 1889, la carroube sur les loyers dans le territoire de la commune de Mahdia sera perçue au profit de la commune par les soinsde la Municipalité.

Art. 2. — Le Premier Ministre et le Directeur des Finances sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 4 chaoual 1306 (2 juin 1889). *Complétant le tarif du batelage de la rade de Sousse* (2).

Article unique. — L'article 2 du décret du 16 hidjé 1303

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 4 juin 1889.
(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 4 juin 1889.

(14 septembre 1886) sur le tarif du batelage de la rade de Sousse est complété comme il suit :

Les personnes qui auront accompagné des passagers à bord payeront le retour à quai par personne 0 fr. 75.

DECRET beylical du 8 chaoual 1306 (6 juin 1889). *Autorisant la municipalité de la ville de Sousse à percevoir d'après des tarifs établis les droits de stationnement sur les rues et places publiques et leurs accotements* (1).

Article 1er. — La municipalité de Sousse est autorisée à percevoir les droits de stationnement sur les rues et places publiques ou leurs accotements, d'après les tarifs ci-après :

1° *Pose de tables, de couffins et de paniers par les cafetiers, restaurateurs et marchands ambulants :*

Par table, ou par mètre carré ou fraction de mètre carré de table, et par jour . . . . . 2 carroubes.

Par couffin ou panier et par jour. . . . . 1 carroube.

2° *Etablissement de constructions provisoires telles que baraques en planches pour marchands forains ou ambulants et cirques, tentes, etc. :*

Par mètre carré ou fraction de mètre carré et par jour . . . . . 1 carroube.

3° *Dépôts de marchandises de toute nature :*

Par mètre carré ou fraction de mètre carré et par jour . . . . . 2 piastres.

4° *Dépôts de charrettes, arabas et autres voitures dételées :*

Par voiture et par jour . . . . . 4 carroubes.

5° *Pose de tables pour changeurs publics :*

Par table et par mois . . . . . 5 piastres.

6° *Ventes judiciaires sur la voie publique :*

Par mètre carré et par jour . . . . . 2 carroubes.

Art. 2. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 10 juin 1889.

de l'application des tarifs ci-dessus visés seront jugées comme affaires sommaires par les Tribunaux compétents, et la Municipalité pourra défendre à toutes les actions qui pourraient être intentées contre elle, cela sans autorisation de Notre Premier Ministre.

Art. 3. — Un règlement municipal déterminera la procédure à suivre relativement à la délivrance des permis de stationnement, au paiement des droits, etc. Ce règlement sera soumis à l'exécutoire de Notre Premier Ministre.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 12 chaoual 1306 (10 juin 1889). *Portant réorganisation du territoire de la Khroumirie.*

Article 1er.— Les districts de Tabarca et Meknas ne formeront qu'un seul caïdat ;

Ceux des Beni-Mazen et Gazouan formeront un deuxième caïdat ;

Ceux de Seloul, Sedra et Atatfa formeront le troisième.

Art. 2. — Les caïds de Tabarca, des Beni-Mazen et de Seloul et Sedra seront maintenus dans leurs fonctions.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 25 chaoual 1306 (23 juin 1889). *Relatif à la liquidation des opérations concernant la délivrance des obligations de la dette tunisienne 3 1/2 0/0*[1].

Article 1er. — Pendant un délai de deux mois à courir du 1er juillet au 31 août 1889 inclusivement, la Société Générale pour le développement du Commerce et de l'Industrie en France, dont le siège est à Paris, 54, rue de Provence, et la Société de Dépôts et de Comptes courants dont le siège est à Paris, 2, place de l'Opéra, sont chargées en France de la liquidation des opérations concernant la délivrance des obligations de la Dette tu-

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 24 juin 1889.

nisienne 3 1/2 0/0 négociées ou échangées en exécution de l'art. 1 et de l'art. 5 du décret du 19 djoumadi-et-tani 1306 (20 février 1889).

Ces opérations auront lieu pendant le même délai à Tunis, à la Recette Générale des Finances du gouvernement beylical, à la Banque de Tunisie et à la Compagnie Algérienne.

Art. 2. — A partir du 1er septembre 1889, toutes les opérations qui se rattacheront à la Conversion de la Dette tunisienne 4 0/0 en obligations 3 1/2 0/0, ne pourront plus être effectuées qu'à Tunis, à la Recette Générale des Finances du Gouvernement beylical.

Art. 3. — Le paiement semestriel des coupons des obligations de la Dette tunisienne 3 1/2 0/0 non atteints par la prescription, aura lieu, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné :

En France, aux caisses de la Société Générale pour le développement du Commerce et de l'Industrie et aux caisses de la Société des Dépôts et Comptes courants;

A Tunis, à la Recette Générale des Finances du Gouvernement beylical;

Ces mêmes caisses rembourseront en outre le capital des titres amortis.

Les sociétés ci-dessus désignées paieront également, à partir du 1er juillet 1889 et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les coupons non prescrits de l'ancienne Dette 4 0/0 qui leur seront présentés.

Art. 4. — Le tirage des obligations de la Dette tunisienne 3 1/2 0/0 à amortir semestriellement par la voie du sort, aura lieu, à partir du 1er décembre 1889 inclusivement, dans les bureaux de la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

DECRET beylical du 28 chaoual 1306 (26 juin 1889). *Erigeant le cercle de Chebika en circonscription judiciaire indépendante.*

Article unique.— Le cercle de Chebika, Tamerghza, et Midas est détaché de la circonscription judiciaire de Tozeur et

érigé en circonscription judiciaire indépendante à laquelle sont rattachées les deux tribus des Ouled Sidi Abd-Echamadi et des Ouled Sidi Abd-el-Melik.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 24 déc. 1886. — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Tribunaux criminels. — Composition. — Assesseurs étrangers ou indigènes. — Renonciation.

La disposition du décret présidentiel du 24 octobre 1884 qui accorde aux accusés étrangers ou indigènes le droit d'être jugés par trois assesseurs étrangers ou indigènes, au lieu et place des trois derniers assesseurs français, constitue une dérogation aux règles de notre droit public et crée au bénéfice de l'accusé une faveur exceptionnelle à laquelle il a le droit de renoncer en demandant à être jugé par six assesseurs français.

EL HADJ MOHAMED BEN ALI CHEKA EL SGHIR

Sur le pourvoi du sieur El Hadj Mohamed ben Ali Cheka El Sghir, contre un jugement du Tribunal criminel de Tunis, du 5 novembre 1886, qui l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité pour crime d'assassinat ;

La Cour : sur le moyen unique relevé d'office concernant la composition illégale du Tribunal criminel de Tunis et la violation de la la loi des 27, 28 mars 1883 et du décret du 24 octobre 1884 ;

Attendu que c'est par une dérogation évidente aux principes de notre droit public que, dans le cas où des étrangers et des indigènes sont déférés au Tribunal criminel de Tunis, le décret de 1884 leur accorde le droit d'être jugés par trois assesseurs indigènes ou étrangers en place de trois assesseurs français ;

Attendu que pareille disposition constitue une faveur excep-

tionnelle, personnelle à ceux à qui elle est accordée, et qu'aucune loi ni décret ne s'oppose à ce qu'en y renonçant ils rentrent par cela même dans le droit commun; — Qu'en effet, la loi des 27, 28 mars 1883, première loi sur la composition du Tribunal criminel de Tunis, est loin de dénier la qualité d'assesseur de droit commun qui appartient aux assesseurs français; — Que le gouvernement français, dans son traité du 24 janvier 1884, avec le gouvernement italien, n'a fait que consacrer ces principes en admettant, art. 8, que le prévenu italien peut toujours, s'il le veut, préférer des assesseurs français;

Attendu que le nommé El Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir a demandé, par des conclusions formelles, à être jugé par six assesseurs français et a ainsi renoncé formellement aux droits que lui accordait le décret de 1884; — Que c'est donc avec raison que le Tribunal criminel de Tunis, par jugement du 5 novembre dernier, a fait droit aux dites conclusions, et, qu'en le faisant, il n'a violé aucune loi;

Par ces motifs: Rejette le pourvoi. (M. AUGER, cons. rapp.; Min. public, M. ROUSSELLIER, av. gén.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CHAMBRE)

Audience du 23 mars 1889. — Présid. de M. FABRY, *v.-prés.*

Acte de notoriété. — Revendication immobilière. — Outika. — Force probante. — Possession.

L'acte de notoriété destiné à remplacer un titre de propriété immobilière, acte connu sous le nom de « outika » n'a de valeur probante, en droit tunisien, que s'il est de date ancienne.

Un outika de date récente n'est pas opposable à celui qui possède animo domini depuis une époque bien antérieure à la date de l'outika.

HANOUN C/ SIVRY ET SALIBA

Attendu que le sieur Hanoun demande la distraction d'une parcelle de terrain faisant partie de l'immeuble saisi par le sieur Saliba sur le sieur Sivry et situé dans la ville de Souk el Arba;

Attendu que la parcelle revendiquée par Hanoun est possédée depuis plusieurs années, à titre de propriétaire, par Sivry, en vertu d'une concession de l'autorité militaire française, et que ce dernier a transformé en jardin ce terrain qui, lorsqu'il s'y est établi, était inculte et sans valeur ;

Attendu, il est vrai, quepar acte passé devant notaires beylicaux, le 25 mai 1888, Hanoun a acquis cette même parcelle d'un sieur El Hadj Mosbah ben Salahi ; mais attendu qu'il ne produit aucun titre de propriété au nom de son vendeur et apporte seulement un acte de notoriété dit « outika » , en date du 29 novembre 1887, par lequel des témoins affirment que ce terrain appartient à El-Hadj Mosbah ;

Attendu que, d'après les lois et coutumes tunisiennes, l'outika, lorsqu'il est de date récente, n'a qu'une valeur probante des plus restreintes ; qu'un décret du 6 août 1879 impose aux notaires l'obligation de faire connaître aux parties contractantes les dangers pouvant résulter d'actes de cette nature ; que la même prescription se trouvait déjà inscrite dans l'art. 495 du décret du 26 avril 1861, contenant un essai de codification du droit civil et pénal tunisien, et qu'enfin un décret du 19 avril 1871 décide que l'outika ne peut jamais être opposé au domaine public ;

Attendu que l'acte de notoriété invoqué par Hanoun n'indique pas l'origine de la propriété d'El Hadj Mosbah ; que d'ailleurs cet acte énonce un fait inexact puisqu'il affirme que l'immeuble est possédé depuis plus de trente ans par El Hadj Mosbah, alors qu'il est constant que, depuis plusieurs années, cette possession appartient à Sivry, sans qu'aucune action judiciaire ait été intentée contre lui ;

Attendu que dans ces conditions l'acte de notorité mentionné ci-dessus ne constitue pas une preuve suffisante des droits de Hanoun et ne saurait prévaloir contre la possession de Sivry.

Par ces motifs : le Tribunal statuant contradictoirement, déboute Hanoun de sa revendication, le condamne aux dépens. (Min. public, M. VIAL, juge supp.; MMes BRULAT, GUEYDAN et BESSIÈRES, déf.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 13 juin 1889. — Présidence de M. BERGE *prés.*

Revendication de meubles. — Acte de notoriété. Force probante. — Preuve testimoniale.

Un acte de notoriété ne peut servir de base à une revendication d'objets mobiliers, un acte de ce genre ne constituant en réalité que la réunion de diverses dépositions de témoins.

Si, en effet, le taux du litige autorise l'admission de la preuve testimoniale, cette preuve ne saurait être administrée en dehors des formes de procédure ordinaires, c'est-à-dire en dehors d'une enquête régulière.

EL AYACHI BEN EL HADJ AMEUR OUNÈS C/ ROSSO ET SERRA

Le Tribunal : Attendu que le revendiquant prétend prouver ses droits de propriété sur le chameau qu'il revendique par un acte de notoriété dressé par devant des notaires beylicaux postérieurement à la saisie; — Mais que cet acte ne saurait être considéré comme ayant une valeur probante quelconque; — Que, d'une part, il ne contient pas autre chose que des dépositions de témoins, et qu'en admettant, ce qui est en effet admissible en l'espèce, que la preuve testimoniale puisse être accueillie dans le litige qui divise les parties, elle ne saurait, en tous cas, être reçue que suivant les formes voulues par les lois de la procédure, c'est-à-dire dans une enquête; — Que, d'autre part, les énonciations contenues dans l'acte de notoriété dont s'agit sont contredites par les autres éléments d'appréciation soumis au Tribunal;

Attendu, en conséquence, que l'action en revendication introduite contre Rosso et Serra n'est point fondée;

Par ces motifs : Le Tribunal; — Statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Déboute le sieur El Ayachi ben El Hadj Ameur Ounès de ses fins, demandes et conclusions; — Dit qu'il sera passé outre aux poursuites; — Condamne le demandeur en tous les dépens de l'instance. (Min. public, M. BOSSU, proc. de la Rép.; MMes JACQUEMART ET KRAFT, déf.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 20 juin 1889. — Présidence de M. BERGE, *prés.*

Mahsoulats. — Fermage. — Cession. — Autorisation. — Ordre public.

Aux termes de l'art. 17 du cahier des charges des Mahsoulats,

un fermier des Mahsoulats ne peut céder tout ou partie des droits dépendants du fermage qui lui a été concédé, sans l'assentiment préalable et par écrit du Directeur des Contributions Diverses.

L'exception tirée de l'omission de cette formalité est d'ordre public et peut être opposée par les contribuables aussi bien que par l'administration.

CONSORTS ZEBOULOUN C/ LEONARDI

Le Tribunal : Sur le moyen tiré du défaut de qualité des consorts Zebouloun ;

Attendu, qu'aux termes de l'art. 17 du cahier des charges des Mahsoulats, le fermier ne peut céder tout ou partie des droits de fermage qui lui ont été concédés, sans l'assentiment préalable du Directeur des Contributions Diverses donné par écrit ;

Attendu que les Consorts Zebouloun ne sont pas fermiers des Mahsoulats ; — Qu'ils prétendent être cessionnaires du sieur Pariente, fermier de l'Orbô de Sousse, mais qu'ils n'établissent pas avoir été agréés en cette qualité par l'administration ;

Qu'ils prétendent à tort que l'administration seule pourrait avoir des comptes à leur demander à cet égard ; que l'adjudication des Mahsoulats donne à l'adjudicataire la qualité de mandataire du Gouvernement pour la perception des taxes ; — Que nul n'a le droit de céder une telle qualité sans l'assentiment du Gouvernement et que nul ne peut percevoir quoi que ce soit sur les particuliers s'il n'en a reçu le droit du Gouvernement ;

Attendu, en conséquence, que les Consorts Zebouloun ne démontrent pas qu'ils ont qualité pour percevoir les taxes qu'ils réclament au sieur Léonardi ; — Que, ceci étant établi, il n'échet d'examiner les exceptions soulevées pour Léonardi, ni le fond du procès ;

Par ces motifs : Le Tribunal : dit les Consorts Zebouloun sans qualité pour exercer personnellement l'action qu'ils prétendent avoir contre Léonardi ; — Les en déboute ; — Dit n'y avoir lieu de statuer en l'état sur le surplus des conclusions de Léonardi ; — Condamne les Consorts Zebouloun aux dépens. (Min. public, M. Bossu, Proc. de la Rép. ; MMes Jacquemart et Kraft, def.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1er Année, nº 9. — 25 Juillet 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. LÉGISLATION : *Loi beylicale du 15 juin 1889* : Sur la propriété littéraire et artistique. — JURISPRUDENCE : *Cour de Cassation* : Tribunaux criminels. Assesseurs. Serment. Art. 312 code instr. crim. — Constatation des dépositions des témoins. Inutilité (Mustapha ben Ahmed ben Ferhat.) — *Tribunal de Tunis* : Gouvernement tunisien. — Autonomie. — Administration tunisienne. — Direction des Finances. — Contentieux administratif. — Compétence. — Juridiction de droit commun. — (Liaou Scemmama c/ Depienne, Dejeanne et Gouvernement tunisien). — *Tribunal de Sousse* : Délit commis à l'encontre d'un jugement d'un Tribunal français. — Tunisien. — Compétence. — (Mohamed ben Ferdjani Bouguela El Euraoui).

LÉGISLATION

LOI beylicale du 15 juin 1889 : *Sur la propriété littéraire et artistique.* (1)

Article 1er. — Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vente, de reproduction, de représentation ou d'exécution et de distribution de leurs ouvrages dans tout le territoire de la Régence de Tunis, ainsi que du droit d'en céder la propriété en tout, ou en partie. Toutefois, cette protection sera limitée : 1º aux œuvres publiées pour la première fois en Tunisie, quelle que soit la nationalité de l'auteur; 2º aux œuvres publiées à l'étranger et pour la protection desquelles pourrait être invoquée une convention diplomatique.

Art. 2. — Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants-droit.

Art. 3. — L'expression "Œuvres littéraires et artistiques" comprend les livres, brochures, ou tous autres écrits, les œu-

(1) Promulguée par arrêté résidentiel du 16 juin 1889.

vres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, avec ou sans paroles, les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Le droit de l'auteur n'exclut pas le droit de faire des citations, lorsqu'elles ont lieu dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

Tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal, à la condition d'en indiquer la source, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.

Art. 4. — Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction. Le droit d'auteur sur les compositions musicales comportera le droit exclusif de faire des arrangements sur les motifs de l'œuvre originale.

Art. 5. — Aucune œuvre littéraire ou artistique non tombée dans le domaine public ne pourra être publiquement exécutée dans la Régence, sans le consentement formel et par écrit de l'auteur ou de ses ayants-droit sous peine d'une amende de 50 piastres, au moins, et de la confiscation des recettes au profit des auteurs ou de leurs ayants-droit.

Art. 6. — La contrefaçon, sur le territoire de la Régence de Tunis, constitue un délit. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaits ainsi que de leur introduction sur le territoire tunisien.

Art. 7. — Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus, ou introduisent sur le territoire de la Régence de Tunis, dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Art. 8. — Les délits prévus aux articles 6 et 7 ci-dessus seront punis d'une amende de 50 à 2000 piastres.

La confiscation au profit des auteurs ou de leurs ayants-droit des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celle des planches, moules ou matrices, et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale.

Art. 9. — L'application trauduleuse, sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique, du nom d'un auteur, ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre, sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 à 2000 piastres, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins, introduisent sur le territoire de la Régence, ou exportent, pour être vendus, les objets désignés au paragraphe premier du présent article, seront punis des mêmes peines.

Art. 10. — Les autorités locales donneront, en toute circonstance, leur concours aux auteurs ou à leurs fondés de pouvoirs pour la constatation et la répression de tout fait attentatoire à leurs droits.

L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux faits prévus et réprimés par la présente loi.

Art. 11. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 20 juin 1889. — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Tribunaux criminels. — Assesseurs. — Serment. — Art. 312 Code instr. crim. — Constatation des dépositions des témoins. — Inutilité.

Le serment des assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, quoique n'ayant pas été réglementé par la loi, constitue une formalité substantielle.

Dans le silence de la loi sur ce point spécial, on doit se référer à l'art. 7 de la loi du 29 mars 1883 qui rend applicables en Tunisie les règles de procédure et d'instruction suivies en Algérie; d'où il suit que le serment desdits assesseurs doit être prêté dans les termes de l'art. 312 du Code d'instruction criminelle comme celui des jurés des Cours d'Assises d'Algérie.

La constatation des dépositions des témoins entendus à l'audience n'étant exigée en matière correctionnelle qu'en vue de l'appel, cette formalité est sans objet devant les Tribunaux criminels de Tunisie statuant en dernier ressort.

MUSTAPHA BEN AHMED BEN FERHAT

Sur le pourvoi de Mustapha ben Ahmed ben Ferhat, en cassation d'un jugement rendu le 12 mai dernier, par le Tribunal criminel de Tunis, qui l'a condamné à la peine de mort;

La Cour : Sur le premier moyen pris de la violation de l'article 5 de la loi du 27 mars 1883 et de la fausse application de l'article 312 du Code d'instruction criminelle, en ce que les assesseurs au Tribunal criminel de Tunis, juges en la forme correctionnelle de la question de droit et de l'application de la peine, auraient prêté à tort le serment de l'article 312 prescrit pour les jurés ;

Attendu que, si la loi du 27 mars 1883 ne s'explique ni sur

la forme, ni même sur la nécessité du serment à prêter par les assesseurs au Tribunal criminel de Tunis, son article 7 dispose que, sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction suivies en Algérie seront applicables aux juridictions instituées en Tunisie;

Attendu que la formalité du serment est substantielle; que, nécessaire au juré, en Algérie, comme consécration de son aptitude, elle ne l'est pas moins à l'assesseur juré au Tribunal criminel de Tunis; qu'il doit, dès lors, le prêter dans les mêmes termes, c'est-à-dire dans ceux de l'article 312;

Sur le second moyen, pris de ce que, les règles de la procédure correctionnelle étant applicables devant le Tribunal criminel, celles relatives à la constatation des dépositions des témoins auraient dû être observées;

Attendu que la constatation de la déposition des témoins n'est prescrite devant la juridiction correctionnelle qu'en vue de l'appel, afin de fournir aux juges du second degré les éléments de leur conviction et d'éviter ainsi devant eux une nouvelle comparution des témoins; que, le Tribunal criminel jugeant sans appel, cette formalité serait devant lui sans intérêt et sans objet et ne peut dès lors être exigée;

Par ces motifs : Rejette le pourvoi de Mustapha ben Ahmed ben Ferhat contre le jugement du Tribunal criminel de Tunis, en date du 12 mai 1889; — Le condamne aux dépens. (M. Poulet, cons. rapp.; Min. public M. Chevrier, av. gén.; MMes Dareste et Choppard, av.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CHAMBRE)

Audience du 24 juin 1889. — Présidence de M. Geffroy *prés,*

Gouvernement tunisien. — Autonomie. — Administration tunisienne. — Direction des Finances. — Contentieux administratif. — Compétence. — Juridiction de droit commun.

Le Gouvernement tunisien conserve, malgré le Protectorat français, son autonomie et ses droits régaliens; à l'exception des services de la Justice et de la Guerre qui n'ont

jamais cessé de conserver leur caractère exclusivement français, toutes les autres administrations en Tunisie, notamment la Direction des Finances, sont des administrations tunisiennes dans le sens complet du terme.

Le décret beylical sur le contentieux administratif ne défère pas aux Tribunaux français toutes les affaires administratives, mais seulement les affaires concernant des européens ou protégés.

La juridiction française en Tunisie ne saurait être considérée comme une juridiction de droit commun à l'égard des sujets tunisiens.

LIAOU SCEMMAMA C/ DEPIENNE, DEJEANNE ET LE GOUVERNEMENT TUNISIEN..

Le Tribunal : Attendu, qu'après avoir dû reconnaître que sa gestion présente un déficit de deux millions sept cent treize mille piastres, après avoir librement consenti à fournir les garanties destinées à couvrir, s'il est possible, les causes de ce déficit, l'ex-caïd Liaou Scemmama, revenant après trois vérifications successives sur une situation ainsi définie, a assigné le Gouvernement Tunisien en la personne de son Premier Ministre; la Direction des Finances en la personne de son directeur M. Depienne ; la Recette des Finances en la personne du Receveur Général M. Dejeanne, en paiement d'une somme de trois millions deux cent cinquante mille piastres ; — Qu'il semble faire résultercette créance prétendue : 1° d'avances qu'il aurait faites, en mil huit cent soixante deux, au Gouvernement Tunisien, et qu'il aurait négligé de se faire rembourser : 2° d'une remise d'obligations tunisiennes et de leurs coupons qu'il aurait effectuée par erreur entre les mains du Receveur des Finances ; 3° enfin de dommages-intérêts qui lui seraient dûs en réparation du préjudice que lui a causé le décret de S. A. qui l'a déclaré déchu de tous les grades et distinctions qui lui avaient été conferés ;

Attendu qu'à cette demande le Gouvernement Tunisien a opposé un déclinatoire d'incompétence, faisant valoir que les parties sont l'une et l'autre tunisiennes et que le Tribunal ne

saurait ainsi connaître du procès qui lui est soumis ; — Que le Directeur des Finances et le Receveur Général des Finances d'autre part ont conclu à leur mise hors de cause, le Gouvernement Tunisien ne pouvant être, selon eux, régulièrement assigné qu'en la personne de S. E. le Premier Ministre ;

Surle déclinatoire proposé :

Attendu que, tout en ayant implicitement reconnu l'existence du Gouvernement Tunisien en appelant au procès son Premier Ministre, le caïd Scemmama discute pourtant le déclinatoire proposé ; qu'il a fait plaider que le Gouvernement Tunisien, depuis l'organisation du Protectorat, aurait été, peu à peu, et par les décrets successifs qui ont réorganisé la Régence, destitué de cet ensemble de pouvoirs qui constitue la personnalité d'un Etat et lui donne la capacité de faire directement valoir des droits ou de contracter des obligations ; que ces pouvoirs étaient passés sans réserve ni restriction aux diverses administrations qui fonctionnent dans ce pays sous le contrôle de la France, et que, composées d'agents de nationalité française, subordonnant tous leurs actes aux traditions, aux règlements, à la législation en usage en France, ces administrations ne pouvaient reconnaître d'autre juridiction que la juridiction française ; — que, bien plus, du jour où la France a exercé sur l'Etat Tunisien cette mainmise qui l'a autorisée à occuper militairement le pays, à garantir aux nations européennes les traités antérieurement conclus par celles-ci avec la Régence, à réorganiser les diverses administrations de cet Etat, à les peupler de fonctionnaires français, était née une situation de fait qui, entraînant tous les effets de l'annexion, aurait eu pour conséquences de ne laisser au souverain régnant qu'un pouvoir nominal, de rendre sans promulgation applicables à la Régence nos lois civiles, commerciales et de procédure, d'attribuer enfin aux Tribunaux français institués en Tunisie une juridiction de droit commun devant laquelle tous les procès, quelle que fût la nationalité des plaideurs, pouvaient être portés ;

Attendu que, dans le même intérêt, il a été, à un point de vue plus restreint, ajouté, qu'en remettant aux juridictions

civiles la compétence administrative, le décret du 25 juin 1888, aurait d'ailleurs, par la généralité de ses termes, soumis en ces matières aux Tribunaux français les jus'iciables indigènes aussi bien que les justiciables européens ;

Attendu que c'est cet ensemble d'arguments qu'il échet d'examiner pour vérifier la portée du déclinatoire proposé ;

Attendu qu'il n'est pas exact de dire que, depuis le Protectorat, le Gouvernement Tunisien ait perdu son autonomie ; — Que le traité du 12 mai 1881, contredit une telle assertion ; qu'il montre en effet la France et la Régence renouvelant et et confirmant les traités antérieurs de paix, d'amitié et de commerce ; le Gouvernement de la République Française se faisant représenter par un ministre plénipotentiaire auprès de S. A. le Bey, et ce souverain conservant le droit de conclure avec les nations étrangères les actes ayant un caractère international ;

Attendu qu'effectivement, depuis le 12 mai 1881, des consuls ou des agents consulaires étrangers ont continué a être accrédités auprès de S. A., que des traités internationaux ont été conclus par lui et revêtus de sa signature ;

Attendu que cette manifestation de la personnalité internationale de l'Etat Tunisien suffirait au besoin à démontrer l'existence de sa personnalité civile ; — Que l'on concevrait mal, en effet, un état ayant capacité pour traiter avec les nations voisines, alors qu'il est dépossédé du pouvoir de décider de ses affaires intérieures ; — Mais attendu que, de ce chef encore, des textes nombreux et précis mettent en relief cette souveraineté beylicale que le caïd Scemmama voudrait méconnaître, souveraineté dont il a été, pendant 24 ans et jusqu'en 1888, le serviteur ; — Que c'est ainsi, et à s'en tenir aux exemples les plus saisissants, que l'Etat Beylical a attesté la libre disposition qu'il conserve de ses finances en règlementant, par un décret du 12 mars 1883, le budget de l'Etat, budget qui de fait est resté autonome ; qu'il a, dans les lois beylicales des 19 ramadan 1302 et 2 ramadan 1303, attesté son droit de disposer du sol en subordonnant à certaines conditions déterminées la propriété foncière de la Régence ; — Qu'il a enfin manifesté son omni-

potence régnicole en soumettant, par décret du 9 chaoual 1301, ses sujets à la juridiction française dans toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des européens sont en cause, en les déférant, par décret du 23 Kaada 1302, au Tribunaux français en matière pénale lorsque les crimes sont commis au préjudice d'européens ou que des européens sont incriminés avec des Tunisiens comme complices ou co-auteurs ;

Attendu que cet exercice régulier de l'autorité régalienne n'est pas contredit par le pouvoir de contrôle, d'intervention, d'action commune ou parallèle, que le traité du 12 mai 1881 celui du 8 juin 1883 ont départi, dans la Régence, au Gouvernement de la République ; que ce pouvoir, dans ces traités, a été caractérisé ; que ses limites ayant été circonscrites il ne saurait être permis, dans un intérêt de cause civile, de restreindre ou d'étendre, encore moins de dénaturer, un document qui exprime clairement et formellement l'accord et la volonté des parties qui ont alors contracté ;

Attendu que c'est par suite d'une confusion de principes ou d'une mauvaise interprètation des faits et des textes, que l'on a supposé la France si absolument subtituée au souverain régnant, qu'à son représentant, le Résident général, aurait été exclusivement remis celui des attributs qui de tous caractérise le plus fortement la souveraineté : le droit de promulguer et de rendre exécutoires dans la Régence les lois de cet Etat ; alors que d'autre part toutes les lois métropolitaines y seraient de plein droit et sans promulgation exécutoires ; — Qu'une conception plus exacte des conditions dans lesquelles les lois deviennent exécutoires en Tunisie eût prévenu cette fausse appréciation ;

Attendu, en effet, que, s'il est certain que les lois de la métropole sont, dans ce pays, exécutoires *de plano*, et sans promulgation spéciale, il n'est pas exact par contre que cette situation soit spéciale à la Régence ; — Que la vèrité est que, dérivant de cette fiction ou de ce privilège de l'exterritorialité, que les usages et les capitulations ont reconnu, que la jurisprudence a consacré (Aix, 12 décembre 1863), cette promulgation *de plano* des lois métropolitaines est commune à toutes les

Echelles du Levant où fonctionnent nos juridictions ; — Qu'elle existait avant 1881, et que, destinée à ne profiter qu'à nos nationaux à et n'avoir effet que sur un territoire juridictionnel et fictif, elle n'entreprenait pas alors plus qu'elle n'entreprend aujourd'hui sur l'autorité du chef de l'Etat ;

Attendu que le principe de souveraineté ne saurait non plus être mis en échec par le droit attribué au Résident général (décret du 10 novembre 1884 ; — traité du 8 juin 1883 ; — loi du 10 avril 1884 ;) d'approuver au nom du Gouvernement Français la promulgation et la mise à exécution dans la Régence de certains décrets émanés de S. A. ; que de l'organisation même du Protectorat, de la communauté d'intérêt, de juridiction, d'administration qui en était née pour les deux pays résultait virtuellement la nécessité de ce contrôle ; — Qu'il convient de noter au surplus qu'il ne s'exerce que dans les limites de l'accord intervenu entre la Régence et la France, c'est-à-dire dans les cas où les lois et décrets à promulguer concernent à la fois des Tunisiens et des justiciables de nos Tribunaux, que l'autorité législative du Bey revit au contraire dans toute son indépendance et s'exerce sans surveillance ni contrôle lorsque ce souverain légifère dans l'intérêt exclusif de ses sujets ; que c'est dans ces conditions par exemple qu'a été rendu le décret du 26 ramadan 1303 sur le recrutement de l'armée tunisienne, celui du 29 ramadan 1303 et celui du 19 chaban 1307 qui prévient certains cas d'exemption au service militaire, les décrets des 26 hidjé 1301, 16 chaban 1302, qui règlementent les Maghzens, ceux du 5 rabia-et-tani 1300 et 10 moharrem 1302 relatifs à la constitution de la grande mosquée ;

Attendu qu'une autre conséquence de l'institution du Protectorat, et une prévision d'ailleurs des traités du 21 mai 1881 et du 8 juin 1883, ont été que, dans la Régence, fonctionneraient simultanément des services de double origine, les uns conservant un caractère essentiellement beylical et attestant ainsi l'existence de l'Etat Tunisien, les autres se rattachant au contraire directement à la France en procédant de ce droit qu'elle s'était réservé d'intervenir dans l'administration d'un pays auquel elle avait assuré sa protection et dont elle avait

garanti la dette ; — Que c'est par application de ces principes que la Justice, la Guerre, les Postes et Télégraphes, les Forêts, ont d'abord été services français ; qu'ensuite les Forêts et les Postes et Télégraphes ayant été distraits du département métropolitain dont ils dépendent, il n'est plus resté directement rattachés à la France que la Justice et la Guerre ;

Attendu que, d'une situation ainsi déterminée, et du droit non contesté au Gouvernement de la République d'instituer dans la Régence des administrations françaises, il faut nécessairement induire que celles qui n'ont pas eu cette institution ont conservé leur caractères d'administrations tunisiennes ; — Qu'il en est certainement ainsi de la Direction des Finances ; que c'est en effet un décret beylical du 23 hidjé 1304 qui a organisé ce service, et lui a attribué la connaissance de toutes les affaires concernant les finances de la Tunisie, qui les a centralisées entre les mains d'un directeur à qui ont été impartis des pouvoirs et une autorité dont l'étendue ne correspond à celle d'aucun fonctionnaire d'ordre analogue en France ; — Que ce sont encore des décrets beylicaux qui ont établi et règlementé le budget de l'Etat, enfin des circulaires procédant des mêmes sources qui ont prévu et règlé le fonctionnement et les questions de détail de ce budget ;

Attendu conséquemment, qu'émanant de l'initiative du chef de l'Etat Tunisien, organisée par lui, la Direction des Finances, qu'elles que soient d'ailleurs la surveillance et l'action qu'exerce sur elle la France, est de nationalité tunisienne, ne pouvant être d'une autre nationalité que celle du gouvernement dont elle émane ; — Que la présence de fonctionnaires français à la tête de cette administration, que l'importation même, par ces fonctionnaires, au sein des services qu'ils dirigent, de règlementations et de traditions qui régissent en France les administrations similaires, ne peuvent en rien modifier une organisation qui est la substance même de l'existence de l'Etat Tunisien ; — Qu'il importe donc peu que le directeur des Finances, ayant vérifié un déficit dans la caisse du caïd Scemmama, ait fait constater ce déficit par un arrêté ou par un décret de débet, qu'ayant obtenu du comptable

débiteur des transports de créances ou autres droits incorporels en garantie de détournements reconnus, il ait validé ces cessions à l'égard des débiteurs cédés, en leur faisant la signification de l'article 1690 du Code Civil, ou qu'il ait encore, recourant aux dispositions des articles 557 et suivants du Code de Proc. civile, frappé de saisies-arrêts les sommes dues à son débiteur; — Qu'il appartiendra à toutes parties en cause de discuter, comme elles l'entendront, ces procédures qui ne sauraient préjuger une question de compétence que si elle n'est pas d'ordre public;

Attendu que le décret du 23 juillet 1885, dont il a été fait argument, n'a pas modifié les conditions dans lesquelles fonctionne la Direction des Finances; — Que ce décret, d'abord dû à la seule initiative du Président de la République, ne pouvait légalement atteindre une organisation qui repose à la fois sur un traité international et sur une loi, le traité du 12 mai 1881, et la loi du 27 mai 1881 qui a consacré ce traité;

Attendu d'ailleurs que, destiné à abroger le décret du 22 avril 1882 qui avait au début de l'occupation organisé de certaine façon le Protectorat, à centraliser entre les mains du ministre Résident général tous les services administratifs du pays, à donner au département des Affaires Etrangères la haute main sur ces services, procédant enfin de considérations et de circonstances uniquement politiques, ce décret du 23 juillet 1885 ne se rattache en rien au fonctionnement intérieur du l'Etat Tunisien, qu'il n'a eu ni pour but ni pour effet de modifier et que finalement il laisse intact; — Que c'est donc par un véritable abus de mots que l'on a essayé d'induire des termes de son article 2 une absorption ou même un amoindrissement quelconque de l'autorité beylicale; — Que cet article dit bien que le Résident Général a sous ses ordres tous les services administratifs concernant les européens et les indigènes; mais que la seule interprétation exacte à donner à ce passage, la seule qu'il ait effectivement constamment reçue, est que tous ces services administratifs, placés par le décret du 22 avril 1882, art. 1er, dans la dépendance des départements ministériels correspondants, ne relèveront plus, restant d'ailleurs constitués tels qu'ils sont, à partir du 23

juillet 1885, immédiatement que du Résident Général et médiatement que du département des Affaires Etrangères ;

Attendu que c'est sans plus de raison, qu'après avoir essayé de faire dériver la compétence du Tribunal de considérations générales empruntées à l'organisation du Protectorat, on a tenté de la rattacher à l'article 1er § 1er du décret du 13 Rabia-el-Aoual 1306 et de soutenir que, par la généralité de ses termes, cet article premier avait attribué aux Tribunaux français la connaissance de tous les litiges administratifs, quelle que fût d'ailleurs la nationalité des parties ;

Attendu que, pour soutenir une semblable thése, il faut à la fois méconnaitre et les circonstances d'où est né le décret et son texte même ;

Attendu en effet que, la loi du 27 mars 1883 n'ayant pas réglementé en Tunisie le contentieux administratif, on s'était trouvé dans cette situation étrange que le tribunal français n'avait, pour juger les instances où l'administration était en cause, qu'une compétence discutable, et que les justiciables, s'ils étaient, selon la formule, renvoyés à se pourvoir comme ils aviseraient, n'avaient pas de juridiction où ils pussent porter leur litige ;

Attendu que c'est pour combler cette lacune de notre organisation qu'a été édicté le décret du 23 Rabia-el-Aoual, mais qu'il est manifeste que ce décret n'a pu avoir en vue que ceux dont les intérêts pouvaient réellement se trouver en souffrance, c'est à dire les justiciables de nos Tribunaux ; — Qu'il ne pouvait au contraire concerner les indigènes qui, avant comme après la loi du 27 mars 1883, avaient pour juger leurs litiges, quels qu'ils fussent, des juridictions bien définies, notamment en matière administrative l'Ouzara, et qu'ils ne pouvaient d'ailleurs être distraits de leurs juges naturels que par un acte législatif formel et explicite de leur souverain, tel que le décret du 7 Chaoual 1301 ou celui du 23 Kada 1302 ;

Attendu, au surplus, que le texte même du décret du 23 Rabia-el-Aoual suffit à cette démonstration ; — Qu'il convient de noter en effet et d'abord le préambule de ce décret ; que c'est à la loi du 27 mars 1883, aux décrets des 27 Djoumadi 1300, 9 Chaoual 1301, que ce préambule énonce qu'il va rattacher l'or-

ganisation du contentieux administratif dans la Régence ; — Qu'il demeure ainsi acquis, qu'après avoir déterminé le 27 mars 1883, la compétence fondamentale des juridictions françaises en Tunisie, après avoir étendu cette compétence aux étrangers par le décret de Djoumadi-et-Tani, après l'avoir dans certains cas étendue aux indigènes par le décret de Chaoual, le législateur, poursuivant son œuvre, impartit à ces mêmes juridictions, en le réglementant, un pouvoir juridictionnel qui, jusque là ne lui avait pas été attribué, et d'où va résulter une extension nouvelle de compétence, non relative cette fois aux personnes dont la situation est fixée par les documents législatifs auxquels il a pris soin de se référer, mais relative à ces matières administratives dont la connaissance n'avait pas encore été nettement déférée à nos Tribunaux et qu'il leur impartit, dit l'article un, dans la limite de la compétence attribuée à chacune d'elles ;

Attendu, et l'autonomie du Gouvernement Tunisien étant vérifiée, qu'il n'est pas possible de soutenir, comme on l'a fait dans l'intérêt du caïd Scemmama, que les Tribunaux français aient dans la Règence la juridiction de droit commun ; — Que si, dans la limite de leurs pouvoirs juridictionnels, ces Tribunaux ont la plénitude d'attribution, s'ils ont pu légitimement retenir leur compétence dans tous les cas où l'usage, qui a force de loi dans la Tunisie, avait, avant l'occupation, donné pouvoir de juger à nos consuls, il est certain néanmoins que, fonctionnant en dehors du territoire français, ils ne sont au regard des étrangers et des indigènes qu'une juridiction d'exception dont la compétence ne peut être reconnue que lorsque, à défaut d'un usage ou d'une tradition constante, elle a été définie par une réglementation expresse ;

Qu'il ne saurait en être autrement, et, qu'en fait, ce n'est, depuis 1881, que par la reconnaissance de ces usages et traditions, ou plus explicitement par divers instruments législatifs, que la juridiction française a vu successivement son pouvoir juridictionnel s'accroître et se constituer enfin tel qu'il est limité à ce jour ; — Qu'il suffit d'indiquer en effet que la loi du 27 mars 1883 ne donnait à nos Tribunaux compétence que sur les français ou protégés français ; que, par la suppression des capitulations et

celle des Tribunaux consulaires, les nationaux des puissances étrangères sont devenus justiciables de nos juridictions, ce qu'a au surplus confirmé Ie décret du 27 Djoumadi 1300; que le décret du 9 chaouat 1300 leur a attribué la connaissance des affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Tunisiens et des européens sont en cause; que celui du 23 Kada 1301 a apporté à leur compétence une nouvelle extension en matière pénale; qu'en établissant un nouveau régime foncier, la loi du 1er Juillet 1885 a soumis à leur exclusive compétence, pour les litiges relatifs à des immeubles immatriculés, tous les justiciables, quelle que soit d'ailleurs leur nationalité; — Qu'enfin le décret du 23 Rabia-el-Aoual 1306 a réglementé dans des conditions absolument nouvelles le contentieux administratif;

Attendu, et résumant ce qui vient d'être exposé, que l'institution du Protectorat, tout en attribuant à la France des droits expressément définis, a néanmoins maintenu l'autonomie du Gouvernement Tunisien; — Qu'il s'en est suivi, qu'en dehors des services que l'accord des parties contractantes ou l'interprétation de leurs conventions ont expressément rattachés à la Métropole, toutes les administrations de l'Etat Tunisien sont comme cet Etat lui-même de nationalité tunisienne; — Que la Direction des Finances, organisée par le pouvoir local, n'a pu échapper à cette règle, que n'ayant d'ailleurs été soumise à la juridiction exceptionnelle des Tribunaux français par aucune disposition législative, elle ne saurait, dans les litiges s'agitant entre elle et un Tunisien, reconnaître d'autres juges que les juges locaux;

Attendu que le caïd Sce.nmama ne conteste ni son origine tunisienne ni cette qualité de fonctionnaire tunisien, cause originaire de ses revendications; — Qu'il ne peut donc être admis à se réclamer d'une juridiction qui n'est pas la sienne et à faire apprécier par un Tribunal français le décret de S. A. qui l'a déclaré en débet, lorsque, protestant contre le décret qui l'a frappé disciplinairement, il avance témerairement que ce décret a été surpris ou imposé au souverain qui l'a revêtu de sa signature;

Par ces motifs; Le Tribunal : se déclare incompétent, renvoie le caïd Scemmama à se pourvoir comme il avisera, le condamne

aux dépens de l'incident. (Min. public. M. Herbaux, Proc. de la Rép. concl. conf ; MMes Narcisse Leven, avocat du barreau de Paris et Gueydan déf.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 15 mai 1889. — Présidence de M. Berge *prés.*

Délit commis à l'encontre d'un jugement d'un Tribunal français. — Tunisien. — Compétence.

Le fait de menacer de mort l'adjudicataire, qui veut prendre possession d'immeubles vendus à la barre d'un Tribunal français, s'il ne renonce à la possession desdits immeubles, constitue un délit commis à l'encontre d'un jugement émanant de la Justice française.

En conséquence le tunisien qui commet ce délit est justiciable de la juridiction française conformément à l'article 2 du décret beylical du 2 septembre 1885.

MOHAMED BEN FERDJANI BOUGUELA EL EURAOUI

Le Tribunal : Attendu que le sieur Mohamed ben Ferdjani Bouguela El Euraoui, est poursuivi pour menaces de mort sous condition ;—Que, l'inculpé étant sujet tunisien et poursuivi pour un simple dèlit, la question se pose de savoir si le Tribunal correctionnel français est compétent ;

Attendu que l'inculpé est poursuivi pour avoir menacé de mort le sieur Moftah ben Mohamed Lahmar, adjudicataire des biens saisis immobilièrement à Mekalta, à l'encontre de Mohamed ben Ferdjani Bouguela El Euraoui, à la requête de son créancier Eliaou Scetboun, et vendus à la barre du Tribunal de Sousse, au cas où ledit adjudicataire ne renoncerait pas à la possession desdits biens, possession dans laquelle il s'est fait mettre judiciairement ; — Que les faits ainsi précisés devraient être considérés comme ayant été commis à l'encontre de l'exécution de jugements émanés de la Justice française et qu'aux termes du décret beylical du 2 septembre 1885 art. 2 § 3, les Tribunaux français sont compétents pour connaître de tous délits commis par des sujets tunisiens contre l'exécution des jugements de la Justice française ;

Se déclare compétent. (Min. pub., M. Bossu, Proc. de la Rép.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant :* M. Petit.

1re Année, no 10. — 10 Aout 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret beylical du 19 chaoual 1306 (17 juin 1889)* : Portant promulgation de la Convention internationale du 14 mars 1884, concernant la protection des câbles sous-marins. — *Décret beylical du 19 chaoual 1306 (17 juin 1889)*: Relatif à la répression des infractions à la Convention internationale concernant la protection des câbles sous-marins.. — Jurisprudence : *Cour de Cassation:* Tribunaux criminels. — Assesseurs. — Serment. — Art. 312 code instr. crim. — Ordre des débats. — Interversion. — Citation à comparaître. — Délai de 3 jours. — Procédure antérieure aux débats. (Annibale Calandra). — *Tribunal de Sousse :* Omission de déclaration d'un enfant nouveau-né. — Citoyen français. — Art. 346 code pénal (Jean Vidal).

LÉGISLATION

DÉCRET beylical du 19 chaoual 1306 (17 juin 1889). *Portant promulgation de la Convention internationale du 14 mars 1884, concernant la protection des câbles sous-marins* (1).

Article 1er. — La Convention internationale et l'article additionnel, conclus à Paris le 14 mars 1884 et dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution à partir du jour où nous ferons connaître, par le *Journal officiel* de la Régence, que le gouvernement de la République Française nous a donné acte de notre adhésion. Seront de même exécutoires, la déclaration interprétative signée à Paris, le 1er décembre 1886 (23 mars 1887 pour l'Allemagne) et le protocole de clôture signé également à Paris, le 7 juillet 1887.

CONVENTION

Article 1er. — La présente Convention s'applique, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 18 juin 1889.

établis et qui attérissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'une ou de plusieurs des hautes parties contractantes.

Art. 2.— La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques, est punissable, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, quand elles autoriseront l'atterrissement d'un câble sous-marin, les conditions de sûreté convenables, tant sous le rapport du tracé que sous celui des dimensions du câble.

Art. 4. — Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'art. 2 de la présente Convention.

Art. 5. — Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins doivent observer les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées d'un commun accord, par les hautes parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Quand un bâtiment occupé à la réparation d'un câble, porte les dits signaux, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux, doivent ou se retirer ou se tenir éloignés d'un mille nautique au moins de ce bâtiment, pour ne pas le gêner dans ses opérations.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Toutefois, les bâteaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant les dits

signaux, auront pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

Les opérations du navire télégraphique devront être achevées dans le plus bref délai possible.

Art. 6. — Les bâtiments qui voient ou sont en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Art. 7. — Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé. pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

Art. 8. — Les Tribunaux compétents, pour connaître des infractions à la présente Convention sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise.

Il est d'ailleurs entendu que, dans les cas où la disposition insérée dans le précédent alinéa ne pourrait pas recevoir d'exécution, la répression des infractions à la présente Convention aurait lieu dans chacun des Etats contractants à l'égard de ses nationaux, conformément aux règles générales de compétence pénale résultant des lois particulières de ces Etats ou des traités internationaux.

Art. 9. — La poursuite des infractions prévues aux art. 2, 5 et 6 de la présente Convention aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Art. 10. — Les infractions à la présente Convention pourront être constatées par tous les moyens de preuves admis dans la législation du pays où siège le Tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des hautes parties contractantes, auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité du dit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé : Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse ; ils pourront servir de moyens de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter, ou d'y faire ajouter dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles ; ces déclarations devront être dûment signées.

Art. 11. — La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente Convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires, pour assurer l'exécution de la présente Convention et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des art. 2, 5 et 6.

Art. 13. — Les hautes parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

Art. 14. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette

adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la République française et par celui-ci aux aux autres gouvernements signataires.

Art. 15. — Il est bien entendu que les stipulations de la présente Convention ne portent aucune atteinte à la liberté d'action des belligérants.

Art. 16. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour et dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où l'une des puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard,

Art. 17. — La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt possible, et au plus tard dans le délai d'un an.

Article additionnel. — Les stipulations de la Convention conclues, à la date de ce jour, pour la protection des câbles sous-marins, seront applicables, conformément à l'art. 1er, aux colonies et possessions de S. M. Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

Le Canada, Terre-Neuve, Le Cap, Natal, La Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, La Tasmanie, L'Australie du Sud, L'Australie Occidentale, La Nouvelle Zélande.

Toutefois, les stipulations de ladite Convention seront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées, si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le représentant de S. M. Britannique à Paris au Ministre des Affaires Etrangéres de France.

Chacune des colonies ou possessions ci-dessus dénommées, qui aurait adhéré à ladite Convention, conserve la faculté de se retirer de la même manière que les puissances contractantes. Dans le cas où l'une des colonies ou possessions dont

il s'agit désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet serait adressée par le représentant de S. M. Britannique à Paris, au Ministre des Affaires Etrangères de France.

Déclaration. — Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements signataires de la Convention du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, ayant reconnu la convenance de préciser le sens des termes des art. 2 et 4 de ladite Convention, ont arrêté d'un commun accord la déclaration suivante :

Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot « volontairement » inséré dans l'art. 2 de la Convention du 14 mars 1884; il est bien entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée dans le dit article ne s'applique pas aux cas de rupture ou de détérioration occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Il est également entendu que l'art. 4 de la Convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les Tribunaux compétents de chaque pays, de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation d'un câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe.

Fait à Paris, le 1er décembre 1886 et le 23 mars 1887 pour l'Allemagne.

PROTOCOLE DE CLÔTURE

I. — La Convention internationale du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, entrera en vigueur le 1er mai 1888, sous la condition toutefois, qu'à cette date, ceux des Gouvernements contractants qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'art. 12 dudit acte international se seront conformés à cette stipulation.

II. — Les dispositions que les dits Etats auront prises, en exécution de l'art. 12 précité, seront notifiées aux autres puis-

sances contractantes par l'intermédiaire du Gouvernement Français, chargé d'en examiner la teneur.

III. — Le Gouvernement de la République Française reste également chargé d'examiner les mêmes dispositions législatives ou réglementaires que devront adopter dans leurs pays respectifs, pour se conformer à l'art. 12, les Etats qui n'ont pas pris part à la Convention et qui voudraient profiter de la faculté d'accession prévue dans l'art. 14.

Fait à Paris, le 17 juillet 1887.

Ont signé les représentants de la République Française, de l'Allemagne, de la République Argentine, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de Costa-Rica, du Danemark, de la République Dominicaine, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, des Etats-Unis de Colombie, de l'Angleterre, du Guatemala, de la Grèce, de l'Italie, de l'Empire Ottoman, des Pays-Bas, de la Perse, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la République de Salvador, de la Serbie, de la Suède et Norwège et de la République orientale de l'Uruguay.

DECRET beylical du 19 chaoual 1306 (17 juin 1889). *Relatif à la répression des infractions à la Convention internationale concernant la protection des câbles sous-marins* (1).

TITRE I. — *Dispositions spéciales aux eaux non territoriales.*

Article 1er. — Les infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire tunisien, relèveront des Tribunaux français et seront jugées par le Tribunal correctionnel soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Tunisie dans lequel sera conduit le bâtiment.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 18 juin 1889.

Art. 2. — Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

Art. 3. — Les procès-verbaux dressés conformément à l'art. 10 de la convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation ; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 4. — Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de 2 à 10 jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'art. 10 de la convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs :

1° Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptées en vue de prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la posides câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf le cas de force majeure ;

2° Le patron de tout bâteau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ; toutefois les bâteaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures ;

3° Le patron de tout bâteau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

Art. 8. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque, par négligence coupable et notamment dans les cas visés par les art. 6 et 7, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause par l'inobservation des règles sur les signaux adoptées en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

Art. 10. — Sera puni d'une amende de 300 à 1000 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans, quiconque, volontairement, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé

une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant 10 ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine. (1)

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration, par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II. —*Dispositions spéciales aux eaux territoriales.*

Art. 11. — Les dispositions des art. 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, tunisien ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'art. 4 du décret de 27 décembre 1851.

Art. 12. — Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le Tribunal correctionnel, soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port de la Régence où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

Art. 13. — Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux, et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

Art. 14. — Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par tous les officiers de Police judiciaire ;

Par tous les officiers de Police municipale assermentés ;

Par les agents assermentés de la police des ports et les surveillants des Télégraphes.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs

---

(1) La surveillance de la haute police a été supprimé par la loi du 27 mai 1885. (N. de la R.).

fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 15. — Les procès-verbaux dressés par tous agents ayant qualité à cet effet ne sont point soumis à l'affirmation et font foi jusqu'à preuve du contraire.

TITRE III. — *Dispositions générales.*

Le délinquant, dans le cas de l'art. 8, paragraphe 1er, sera tenu dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'art. 10, paragraphe 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire la déclaration ci-dessus.

Art. 17. — En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus par les art. 6, 7, 8 et 9 du présent décret, lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions des dits articles ;

2° Pour les faits prévus par l'art. 10, lorsque, à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

Art. 18. — Sont déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction au présent décret et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'art. 1384 du code civil.

Art. 19. — En cas de conviction de plusieurs infractions

prévues par le présent décret, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Art. 20. — L'art. 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées par application du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 29 juin 1889. — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Tribunaux criminels. — Assesseurs. — Serment. — Art. 312 code instructiou criminelle. — Ordre des débats. — Interversion. — Citation à comparaître. — Délai de 3 jours. — Procédure antérieure aux débats.

Le serment des assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, quoique n'ayant pas été réglementé par la loi, constitue une formalité substantielle.

Dans le silence de la loi sur ce point spécial, on doit se référer à l'article 7 de la loi du 27 mars 1883, qui rend applicables en Tunisie les règles de procédure et d'instruction suivies en Algérie; d'où il suit que le serment desdits assesseurs doit être prêté dans les termes de l'art. 312 du code d'instruction criminelle comme celui des jurés des Cours d'Assises d'Algérie.

En supposant d'ailleurs qu'elle ne fût pas obligatoire pour les assesseurs en Tunisie, la prestation de ce serment ne constituerait qu'une formalité inutile ou surabondante qui ne pourrait vicier la procédure (1).

L'ordre à suivre dans les débats correctionnels, tel qu'il est règlé par l'art. 190 du code d'instruction criminelle, est applicable aux Tribunaux criminels de Tunisie; mais cet ordre n'est pas prescrit à peine de nullité et l'accusé ne

---

(1) Comparer arrêt Mustapha ben Ahmed ben Ferhat. *(Voir Journal des Tribunaux français en Tunisie*, page 140.)

peut se plaindre de son interversion, notamment en ce qui concerne l'interrogatoire et l'audition des témoins, si cette interversion n'a en rien entravé l'exercice de son droit de défense.

La citation à comparaître et le délai de trois jours francs réservés aux prévenus, en matière correctionnelle, par l'art. 184 du code d'instr. criminelle, ne peuvent être réclamés par les accusés devant les Tribunaux criminels de Tunisie.

La procédure antérieure aux débats n'est pas en effet soumise aux formes correctionnelles par la loi du 27 mars 1883 qui, en son article 5, a déclaré que le Tribunal criminel serait saisi par un arrêt de la chambre des mises en accusation. D'ailleurs l'accusé qui bénéficie du délai de 5 jours pour préparer sa défense, à dater de l'interrogatoire du Président du Tribunal criminel dans la maison de justice, ne trouverait aucune garantie nouvelle dans la délivrance d'une citation.

ANNIBALE CALANDRA

La Cour : Sur le pourvoi de Annibale Calandra ; — En cassation d'un jugement rendu, le 27 mai 1889, par le Tribunal criminel de Sousse (Tunisie), qui l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité ;

Sur le premier moyen du pourvoi, pris de ce que les assesseurs, adjoints au Tribunal criminel de Sousse pour le jugement du procès suivi contre Calandra, n'ayant pas le caractère de jurés, auraient été appelés à tort, à prêter le serment formulé par l'article 312 du Code d'Instruction criminelle ;

Attendu que, si les assesseurs appelés à compléter les Tribunaux criminels français en Tunisie, sont investis, au même degré que les juges, du droit de statuer à la fois sur la culpabilité de l'accusé et sur l'application de la peine, leur mission, essentiellement temporaire, comme celle des jurés, et procédant, comme elle, d'une désignation par la voie du sort, ne peut être légalement exercée qu'à la condition d'offrir au moins les mêmes garanties ;

Attendu, à la vérité, que la loi organique du 27 mars 1883 ne s'explique ni sur la forme, ni même sur la nécessité du serment à prêter par les assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, mais que son article 7 dispose que, sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction suivies en Algérie, seront applicables aux juridictions françaises instituées dans la Régence de Tunis ;

Attendu que la formalité du serment est substantielle; que, nécessaire au juré, en Algérie, comme consécration de son aptitude, elle l'est, *à fortiori*, à l'assesseur en Tunisie, qui a reçu de la loi des pouvoirs plus étendus ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en admettant, dans le silence de la loi du 27 mars 1883, que la prestation de serment ne fût pas obligatoire pour les assesseurs en Tunisie, il ne s'en suivrait aucune nullité de la procédure, une formalité inutile ou surabondante n'étant pas de nature à vicier les décisions auxquelles les assesseurs en question prennent part ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 190 et 334 combinés du Code d'Instruction criminelle, en ce que l'accusé aurait été interrogé à l'audience, avant l'audition des témoins ;

Attendu qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 27 mars 1883, les Tribunaux criminels français en Tunisie rendent leurs décisions dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle ;

Attendu que l'ordre à suivre dans les débats correctionnels, tel qu'il est réglé par l'article 190 précité, notamment pour l'audition des témoins et l'interrogatoire, n'est pas prescrit à peine de nullité ; d'où suit que l'accusé ne saurait se plaindre que cet ordre ait été renversé, si l'interversion n'a en rien entravé l'exercice de son droit de défense ; — Qu'il n'est, d'ailleurs, articulé par le demandeur aucun fait de nature à établir que, dans le cours des débats, son droit de défense ait subi une atteinte quelconque ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation de l'article 184 du Code d'Instruction criminelle, en ce que l'accusé n'aurait

pas reçu une citation à comparaître devant le Tribunal et aurait été, par suite, privé du délai de trois jours francs imparti aux prévenus en matière correctionnelle;

Attendu que si, d'après la loi organique du 27 mars 1883, les jugements des Tribunaux criminels français en Tunisie doivent être rendus sous la même forme que les jugements correctionnels, il ne s'en suit pas que la procédure antérieure aux débats doive avoir lieu dans cette forme; qu'aux termes de l'article 5 de la dite loi, les Tribunaux criminels sont saisis, non point par une citation délivrée à la requête du Ministère Public, mais par un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Alger, conformément à ce qui a lieu en France pour les cours d'assises; que, dans ces conditions et à défaut d'une disposition contraire, le Ministère Public n'est pas tenu de faire citer l'accusé;

Attendu, d'ailleurs, que l'accusé est instruit des faits articulés à sa charge, d'abord par la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, ensuite par l'interrogatoire que lui fait subir le Président du Tribunal criminel dans la maison de justice; et qu'en outre, à la suite de cet interrogatoire, il dispose d'un délai de 5 jours pour préparer sa défense et se pourvoir, s'il le juge à propos, contre l'arrêt de renvoi; — Qu'il y a donc lieu de reconnaître, qu'en matière criminelle, la délivrance d'une citation à l'accusé, laquelle n'est prescrite par aucun texte de loi, n'ajouterait rien aux garanties que la loi assure au droit de la défense:

Par ces motifs et attendu que la procédure est régulière en la forme et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants; — Rejette le pourvoi formé par Calandra, Annibale, contre le jugement susvisé du Tribunal criminel de Sousse, Tunisie; — Condamne ledit Calandra aux dépens. (M. de Larouverade, cons. rapp.; Min. public, M. Loubers, av. gén.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 26 juin 1889. — Présidence de M. BERGE, *prés.*

Omission de déclaration
d'un enfant nouveau-né. — Citoyen français.
Art. 346 code pénal.

L'article 346 du code pénal est applicable en Tunisie à tout français chargé par la loi de la déclaration de la naissance d'un enfant nouveau-né, lorsqu'il a omis de faire au Consulat la déclaration prescrite par l'art. 56 du Code Civil, et n'a pas d'avantage fait dresser acte de la naissance par la Municipalité ou le Contrôleur civil, compétents aux termes du décret beylical du 29 juin 1886.

JEAN VIDAL

Le Tribunal : Attendu qu'il résulte de l'information que, le 2 mai 1889, à Monastir, la nommée Claire Begon a accouché d'un enfant du sexe masculin en présence de son mari, le sieur Vidal, citoyen français;

Attendu que Vidal, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, n'a pas déclaré la naissance de cet enfant, dans le délai fixé par la loi, aux autorités compétentes, c'est-à-dire au Vice-Consulat de France à Sousse, ou au Contrôle civil de la même localité;

Attendu qu'il ne s'est présenté au Vice-Consulat que le 27 mai 1889, c'est-à-dire 25 jours après la naissance et alors que les délais édictés, soit par le Code civil, soit par le décret beylical du 29 juin 1886 étaient depuis longtemps expirés;

Par ces motifs : Déclare Vidal coupable du délit prévu par l'art. 346 du code pénal, et, lui faisant application dudit article ainsi que de l'art. 463 dudit code, le condamne à un franc d'amende et aux dépens, fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, s'il échet d'y recourir. (Min. public, M. BOSSU, Proc. de la Rép.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, nº 11. — 25 Aout 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE.— Législation : *Décret beylical du 20 chaoual 1306 (18 juin 1889)*, Modifiant les tarifs de la taxe d'abattoir perçue à Kairouan. — *Décret beylical du 28 chaoual 1306 26 juin 1889)* : Relatif à la gestion des Oukafs affectés à l'hopital de Sfax. — *Décret beylical du 30 chaoual 1306 (28 juin 1889)* : Prorogeant les pouvoirs du Tribunal mixte. — *Décret beylical du 2 kada 1306 (30 juin 1889)* : Créant une taxe de numérotage des maisons à Monastir. — *Décret beylical du 6 kada 1306 (5 juillet 1889)* : Fixant les limites du chemin de Taklilet. — *Décret beylical du 10 kada 1306 (9 juillet 1889)* : Organisant un Syndicat Général obligatoire des viticulteurs en Tunisie. — *Arrêté du Premier Ministre du 10 kada 1306 (9 juillet 1889)*: Relatif à la formation du syndicat des viticulteurs. — *Décret beylical du 10 kada 1306 (9 juillet 1889)* : Pour l'application de la loi sur les brevets d'invention. —*Décret beylical du 12 kada 1306 (11 juillet 1889)*: Relatif à la clôture des marchés de Tébourba et de Bordj-Toun. —*Décret beylical du 14 kada 1306 (13 juillet 1889)* : Créant une taxe municipale sur les fosses d'aisances à Kairouan. — *Décret beylical du 18 kada 1306 (17 juillet 1889)* : Fixant le contingent tunisien pour l'année 1889. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Organisation de la Justice en Tunisie. — Contrôleur civil. — Justice de Paix provisoire. — Délégation régulière. — Serment professionnel. — *Justice de Paix de La Goulette* : Consuls étrangers. — Immunités diplomatiques. — Juridiction locale.

LÉGISLATION

DECRET beylical du 20 chaoual 1306 (18 juin 1889). *Modifiant les tarifs de la taxe d'abattoir perçue à Kairouan* (1).

Article 1er. — Les tarifs de la taxe municipale d'abattoir perçus à Kairouan, fixés par notre décret du 22 moharrem 1305 (9 octobre 1887), sont modifiés comme il suit :

Bœufs.	4 p.	par tête
Moutons, agneaux, chèvres et chevreaux .	8 c.	—
Porcs.	4 p.	—

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 8 juillet 1889.

DECRET beylical du 28 chaoual 1306 (26 juin 1889). *Relatif à la gestion des Oukafs affectés à l'hôpital de Sfax* (1).

Atticle 1er. — La municipalité de Sfax est substituée à l'Administration des habous dans la gestion des Oukafs affectés à l'hôpital de Sfax.

Une expédition du procès-verbal de remise de ces biens, en date du 6 redjeb 1305 demeure annexé au présent décret.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 30 chaoual 1306 (28 juin 1889). *Prorogeant les pouvoirs du Tribunal mixte* (2).

Article unique. — Les pouvoirs du Tribunal mixte sont prorogés pour un délai d'une année à dater du 1er juillet 1889.

DECRET beylical du 2 kada 1306 (30 juin 1889). *Créant une taxe de numérotage des maisons à Monastir* (3).

Article unique. — La taxe de numérotage des maisons de Monastir est ramenée de quatre piastres à deux piastres cinquante centièmes de piastre par plaque de numéro.

DECRET beylical du 6 kada 1306 (5 juillet 1889). *Fixant les limites du chemin de Taklilet* (3).

Article unique. — Les limites du chemin de Taklilet, depuis les bornes 1 et 2, situées sur le territoire militaire du fort de Sidi-Salem jusqu'aux bornes 49 et 62, situées près de la carrière d'Aïn-Roumi, sont et demeurent fixées conformément aux deux lignes brisées, tracées en rouge, suivant les bornes 1 à 49 (nos impairs) et 2 à 62 (nos pairs) sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont réservés.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 1er juillet 1889.
(2). Promulgué par arrêté résidentiel du 29 juin 1889.
(3). Promulgué par arrêté résidentiel du 6 juillet 1889.

DECRET beylical du 10 kâda 1306 (9 juillet 1889). *Organisant un Syndicat Général obligatoire des viticulteurs en Tunisie*[1].

Article 1er. — Les propriétaires de vignes en Tunisie sont constitués en Syndicat.

Art. 2. — Le Syndicat, dénommé Syndicat Général obligatoire des Viticulteurs de Tunisie, est chargé, sous le contrôle de l'Administration, de la surveillance des vignes, de la recherche et de la destruction du phylloxera et de l'exécution des traitements propres à combattre les diverses maladies de la vigne conformément aux dispositions de la loi ci-dessus visée.

Il étend son action sur toute la Régence.

Art. 3. — La durée du Syndicat est fixé à cinq années à partir du 1er août 1889.

Au bout de chaque période quinquennale, il continuera à subsister pour une nouvelle durée de cinq années, à moins que six mois avant l'expiration du terme, il intervienne une décision contraire votée par la majorité des syndics.

Art. 4. — Le Syndicat est tenu de faire visiter par ses agents, une fois par an au moins, la totalité des vignes et pépinières existant dans la Régence. La signature du propriétaire ou de son ayant-cause sera demandée par l'agent du Syndicat après la visite de chaque vigne. Cette signature sera donnée sur un carnet spécial tenu par l'agent et qui contiendra toutes les indications utiles.

La visite générale des vignobles devra être opérée du 15 avril au 15 juillet.

Si, dans le cours de ses opérations, l'agent chargé de la visite vient à constater la présence du phylloxera sur un point quelconque, il informe directement et sur-le-champ le Gouvernement Tunisien qui provoquera les mesures prescrites par la loi.

Art 5. — Indépendamment de la visite générale des vignobles à faire annuellement, le Syndicat devra faire opérer des recherches méthodiques :

1° Sur les points où des maladies quelconques auraient été préalablement constatées.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 10 juillet 1889.

2° Dans les vignes américaines : toutes les souches seront visitées, s'il s'agit de plants isolés ou disséminés dans un vignoble ; s'il s'agit d'une plantation en masse, la visite portera sur un pied sur cent au moins.

3° Dans les vignes soumises à un traitement cultural anti-phylloxérique, la visite portera sur un pied sur cent au minimum.

La détermination du périmètre des terrains complantés en vignes, à soumettre aux fouilles méthodiques autour des points qui auraient été reconnus atteints de maladies, sera faite de concert entre le délégué du Gouvernement et le bureau du Syndicat.

Dans tous les cas, le foyer de la maladie étant reconnu d'une manière sûre, les points extrêmes doivent en être marqués par des signes spéciaux, et les travaux de destruction exécutés également dans un pourtour de cinq mètres au moins en dehors de tous les points d'attaque.

En cas de désaccord, l'Administration décidera définitivement.

Art. 6. — Tous les agents du Syndicat, qui peuvent, par la nature de leurs fonctions, être appelés à pénétrer dans les propriétés particulières, devront être agréés par l'Administration et assermentés.

La liste de présentation sera adressée par le Syndicat à Notre Premier Ministre et indiquera les garanties qu'offrent les candidats.

Art. 7. — Le Syndicat est administré par un bureau composé de :

Un Président, un Vice-Président, un Secrétaire Général, un Secrétaire indigène, un Trésorier, quatre membres dont deux indigènes. Ces fonctions sont gratuites.

Art. 8. — Le rôle des taxes à percevoir, établi par contrôle civil, sera transmis par les soins du Syndicat au secrétaire français de chaque contrôle civil. Cet agent est chargé d'opérer le recouvremeat des taxes dûes par les propriétaires de vignes; une remise de 10 °/₀ sur le montant des perceptions opérées lui est alloué pour ce service et sera prélevée sur les fonds encaissés.

Les recettes effectuées seront centralisées par les soins du Trésorier du Syndicat.

Le Trésorier ne paiera aucune dépense que sur des mandats établis par le Secrétaire du Comité et visés par le Président.

Le Trésorier sera soumis à toutes les obligations imposées aux receveurs des Communes et, notamment, à la vérification des Inspecteurs du Service de la Direction des Finances.

Art. 9. — Le bureau est nommé chaque année en assemblée générale des syndics, à la majorité des deux tiers du nombre total des syndics.

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, l'élection aura lieu à quinzaine et sur nouvelle convocation. Le vote par procuration est admis, mais chaque électeur présent ne peut représenter qu'un seul autre électeur. Le vote a lieu séparément pour chaque fonction du bureau. L'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Art. 10. — Le bureau du syndicat adresse tous les mois à l'administration, pendant la saison des visites, un rapport indiquant le nombre d'hectares visités, contrôle par contrôle, l'état des vignobles, et, pour les fouilles méthodiques entreprises dans les vignes à soumettre à ces opérations, le nombre de souches visitées par hectare.

Le premier rapport fera connaître la circonscription assignée à chacun des agents chargés des visites.

Lorsque les visites seront terminées, le bureau du syndicat enverra à l'Administration un rapport d'ensemble. Le délégué du Gouvernement aura le droit de se faire présenter par les agents du Syndicat, partout où ils se trouveront, les carnets dont la tenue est prescrite à l'art. 4.

Art. 11. — Dans le cas où la visite générale du vignoble ne serait pas terminée le 15 juillet, ainsi que le prescrit l'art. 4 ci-dessus, une mise en demeure sera adressée par notre Premier Ministre au Syndicat. Si cette mise en demeure était restée sans effet à la date du 1er Septembre suivant, la dissolution immédiate du Syndicat pourrait être prononcée.

Art. 12. — Les Syndics se réunissent en assemblée générale au moins deux fois par an dans le courant des mois de mars et octobre.

L'assemblée générale du mois de mars nomme le bureau qui prépare le budget.

Les délibérations des assemblées générales relatives à l'approbation des comptes, à l'établissement du budget et à l'ouverture de nouveaux crédits devront, pour être valables, être prises à la majorité du nombre total des syndics présents.

Le vote n'est acquis que si la moitié des syndics est représentée.

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies au premier tour, l'assemblée se réunirait à nouveau à quinzaine et par nouvelle convocation, et les délibérations seraient prises à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

Art. 13. — Est électeur tout propriétaire astreint à la taxe, sans distinction de sexe ni de nationalité.

Les mineurs et les incapables sont représentés par leur tuteur ou leur conseil judiciaire, ou les mandataires des ces derniers.

Art. 14. — La liste des électeurs sera dressée au mois de janvier de chaque année, par les soins du syndicat, d'après les rôles de la taxe spéciale sur les vignobles.

La liste mentionnera les surfaces sur lesquelles chaque électeur paie la taxe et le nombre de voix qui lui est attribué.

Ce nombre de voix est fixé sur les étendues de vignes que posséde l'électeur, sur les bases suivantes :

Jusqu'à 25 hectares inclus.	1 voix.
Au-dessus de 25 jusqu'à 100 . . .	2 —
Au-dessus de 100	3 —

Art. 15. — Tous les ans, au mois de février, un arrêté de Notre Premier Ministre fixe la date d'élection des syndics et le nombre des syndics à élire dans chaque contrôle.

Dans chaque contrôle, les viticulteurs européens nomment un syndic européen par 100 hectares de leurs surfaces déclarées. Les viticulteurs indigènes nomment un syndic indigène par

100 hectares de leurs surfaces déclarées. Toute fraction supérieure à 50 hectares donne droit à un syndic. Les contrôles, quels que soit le nombre d'hectares déclarés nomment au moins un syndic européen et un syndic indigène.

L'élection a lieu au scrutin de liste et au premier tour, à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, l'élection est acquise au plus âgé. Les Syndics sont rééligibles.

Art. 16. — Les Syndics se réunissent en assemblée générale dans les quinze jours qui suivent leur élection, et nomment le bureau du Syndicat conformément aux art. 7 et 9.

Art. 17. — Le Président, et à son défaut, le Vice-Président, représente le Syndicat. Il est son intermédiaire auprès de l'Administration, avec l'autorisation de laquelle il pourra ester en justice.

Art. 18. — Les secrétaires sont chargés de la correspondance et convoquent aux assemblées générales.

Art. 19. — L'établissement du budget s'effectue en assemblée générale des Syndics.

L'assemblé générale, qui se tient chaque année au mois de mars, règle le compte de l'exercice à clôturer.

L'assemblée du mois d'octobre règle le projet de budget de l'exercice suivant et donne son avis sur le quantum de la taxe à frapper pour l'année suivante.

Les comptes de l'exercice clos et le projet de budget sont soumis à l'approbation de notre Premier Ministre.

Art. 20. — Le budget des recettes du Syndicat se compose :

1° du produit de la taxe;

2° des dons et legs et des ressources ayant un caractère extraordinaire.

Art. 21. -- Le budget des dépenses se compose :

1° des dépenses du personnel du Syndicat ;

2° des frais indispensables au fonctionnement du Syndicat;

3° des frais de visite des vignobles et des recherches méthodiques ;

4° des frais de recouvrement des taxes, de poursuites et d'instances.

Art. 22. — Les sommes excédant les besoins du service courant du syndicat pourront être déposées à la caisse du Receveur général des Finances qui les mettra à la disposition du trésorier du syndicat, sur l'autorisation du président, au fur et à mesure des nouveaux besoins.

Les excédents en recettes des budgets antérieurs seront affectés à la création d'un fonds de réserve destiné à subvenir aux indemnités à accorder aux propriétaires dont les vignes auront subi des dommages, en exécution de l'art. 3 de la loi du 1er mai 1888.

Ces indemnités ne pourront dépasser la valeur du produit net de trois récoltes moyennes que les dites vignes auraient pu donner, déduction faite des frais de culture, de main d'œuvre et autres que le propriétaire aurait eu à faire pour l'obtenir.

Les sommes appartenant au fond de réserve seront employées en achat de valeurs de l'Etat tunisien. Les produits de ces valeurs lui appartiendront.

Les sommes et les titres appartenant au fonds de réserve seront déposés à la caisse du Receveur général des Finances, qui ne pourra en ouvrir la disposition au Syndicat que pour la destination spécialement prévue ci-dessus.

Art. 23. — Les dispositions des chapitres IX, X, XI, XII, XIV, XV, XVII et XVIII du décret organique des municipalités en date du 15 djoumadi et tani 1302 (1er avril 1885) seront appliquées en ce qui concerne la comptabilité financière du syndicat, la gestion du trésorier, et le recouvrement des poursuites.

Art. 24. — En cas de dissolution du syndicat, les espèces en caisse et les documents de comptabilité seront immédiatement remis par le Receveur Général du Gouvernement à l'agent liquidateur désigné par Notre Premier Ministre.

Cette remise devra être faite en présence du Président du bureau du Syndicat, ou à défaut, du Vice-président. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

L'agent liquidateur pourvoit au paiement des créances passives et les fonds restés libres font retour au trésorier et sont affectés à la défense des vignobles.

Art. 25. — Les dispositions des décrets du 1er mai et 15

juillet 1888, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, sont applicables au Syndicat Général obligatoire des Viticulteurs de Tunisie.

Art. 26. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Art. 27. — Comme disposition transitoire et par dérogation à l'art. 15, l'arrêté fixant l'élection des syndics et le nombre des syndics à élire dans chaque contrôle, pour l'année 1889, sera pris par Notre Premier Ministre avant le 1er août 1889.

ARRÊTÉ du Premier Ministre du 10 kada 1306 (9 juillet 1889).

Relatif à la formation du Syndicat des viticulteurs.

Article 1er. — Les viticulteurs de la Régence de Tunis sont convoqués, au chef-lieu de leur contrôle, le mercredi 2 octobre 1889, de 1 heure à 3 heures, à l'effet d'élire leurs syndics.

Art. 2. — Les élections ont lieu au scrutin de liste.

Le vote par correspondance est admis. Il est individuel.

Pour être valable, le bulletin de vote adressé, sous enveloppe cachetée, au contrôleur civil, doit être parvenu au contrôle le soir même du jour fixé pour l'élection.

L'électeur indiquera en outre sur ce bulletin :

1° Ses nom, prénoms et domicile ;

2° Les surfaces en vignes mentionnées dans sa dernière déclaration.

Art. 3. — Pour l'année 1889, la répartition du nombre des syndics européens et indigènes à élire par contrôle es tainsi fixée :

Contrôles	Syndics europ.	Syndics indig.
Tunis.	18	3
Nabeul	6	1
Bizerte	1	4
Kef.	1	1
Sousse	4	1
Sfax	3	1
Kairouan	1	1
Souk-el-Arba.	2	1
Djerba	1	1
Medjez-el-Bab	3	1
Béjà	1	1

Art. 4. Les syndics élus se réuniront en assemblée générale à Tunis, le mercredi 16 octobre, à 3 heures, à Dar-el-Bey, pour nommer le bureau du Syndicat.

DÉCRET beylical du 10 kada 1306 (9 juillet 1889). *Pour l'application de la loi sur les brevets d'invention* (1).

Article 1er. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra, après avoir présenté le récépissé de la 1re annuité de la taxe, et déposé son pouvoir, s'il agit pour une autre personne, remettre au Bureau des brevets à Tunis un paquet cacheté renfermant :

1° une demande; 2° une description en double exemplaire, dont l'un comme original et l'autre comme copie; — 3° un ou plusieurs dessins, si le demandeur les juge nécessaires pour l'intelligence de la description; — 4° Un bordereau des pièces renfermées dans le paquet.

Demande. — La demande doit : 1° être limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent; — 2° mentionner la durée du brevet; — 3° indiquer sommairement et précisément l'objet de l'invention; — 4° être signée par le demandeur ou par son fondé de pouvoir.

Description. — L'original de la description doit être désigné par le mot *Original* écrit en tête, et la copie par le mot *Duplicata*. La description doit être écrite en langue française. L'original et la copie doivent : — 1° ne renfermer ni grattage ni surcharge, ni altération quelconque, ni mots interlignés; — 2° ne contenir aucunes dénominations de poids et mesures autres que celles du système métrique; — 3° être signés par le demandeur ou par son fondé de pouvoir. Les mots nuls doivent être comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Dessins. — Les deux exemplaires de chaque dessin doivent : 1° être exactement conformes; — 2° être tracés à l'encre ; — 3° ne renfermer ni grattage, ni surcharge, ni altéra-

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 19 juillet 1889.

tion quelconque ; — 4° être signés par le demandeur ou son fondé de pouvoir.

Modèles ou Échantillons. — Ceux qu'on juge à propos de déposer, comme nécessaires pour l'intelligence de la description ne doivent jamais être attachés ni fixés sur les descriptions ou dessins. Ils doivent être déposés en même temps que les pièces, mais en paquet séparé.

Art. 2. — Les règles qui précèdent sont également applicables aux certificats d'addition, mais, dans ce cas, la taxe appliquée n'est que de 20 piastres une fois payée.

Art. 3. — Les copies des descriptions et dessins qu'aux termes de l'art. 16 de la loi susvisée toute personne peut obtenir à ses frais donneront lieu au paiement des droits fixés par le tableau ci-dessous :

Copie d'une description relative à un brevet....	30 P.
Copie d'une description relative à un certificat d'addition.	25 P.
Copie de dessins (Par vacation de 4 heures et sans que la perception puisse être inférieure à 10 P.	10 P.

Art. 4. — Les sommes perçues pour les copies des descriptions ou des dessins seront attribuées aux expéditionnaires ou aux dessinateurs qui les auront faites.

Art. 5. — Toute demande de copie, de description ou de dessin est inscrite par le chef du Bureau des Brevets sur un registre à souche dont les talons et les bulletins volants portent, spécifiés :

1° Le n° d'ordre ;

2° Le nom du requérant ;

3° Le coût de la copie de la description ou de dessin.

La partie volante comprend une réquisition de versement signée par le chef du Bureau des Brevets et un certificat de versement signé par le Receveur Général des Finances. Le certificat est transmis par l'intéressé au chef du Bureau des Brevets.

Art. 6. — Aucune copie ne peut être remise par le Bureau des Brevets avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 7. — Le Receveur Général des Finances se charge en consignation du montant des versements effectués à ce titre. A la fin de chaque trimestre budgétaire, le chef du Bureau des Brevets établit dans l'ordre chronologique, le relevé détaillé : — 1° *des demandes* qui ont été reçues par lui dans le trimestre ; 2° des déclarations de versement qui lui ont été transmises.

Ce relevé est dressé en 7 colonnes indiquant :

1° le n° d'ordre de la demande ;

2° la date de la demande;

3° le nom du requérant ;

4° la nature de la copie (description ou dessin) ;

5° le coût de la copie ;

6° l'indication de la somme versée ;

7° le décompte exact de la somme à partager entre les expéditionnaires ou les dessinateurs.

Ce relevé est transmis au Directeur des Finances qui le vise, et autorise le paiement aux intéressés des encaissements sus-mentionnés.

Art. 8. — Sont définitivement acquis au Trésor, les versements dont les récépissés n'ont pas été rapportés au Bureau des Brevets dans l'année, à compter du jour où ils ont été affectués.

DECRET beylical du 12 kada 1306 (11 juillet 1889). *Relatif à la clôture des marchés de Tébourba et de Bordj-Toum* (1).

Article 1er. — Les marchés de Tébourba et de Bordj-Toum seront fermés du 21 juillet au 21 août 1889 en raison de la fièvre aphteuse qui sévit actuellement sur les animaux des espèces bovine et porcine de cette région.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 14 kada 1306 (13 juillet 1889). *Créant une taxe municipale sur les fosses d'aisances à Kairouan* (2).

Article 1er. — La ville de Kairouan est autorisée à percevoir à son profit un droit de deux piastres par fosse d'aisance.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 14 juillet 1889.
(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 16 juillet 1889.

Art. 2. — Cette taxe sera recouvrée par les soins du receveur municipal, au moyen d'un rôle approuvé et rendu exécutoire par Notre Premier Ministre.

Art. 3. — Les moyens de contrainte à exercer contre les contribuables récalcitrants seront les mêmes que ceux employés en matière de taxe de balayage.

Art. 4. — Notre Premier Ministre et le Directeur des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 18 kada 1306 (17 juillet 1889). *Fixant le contingent tunisien pour l'année* 1889.

Article 1er. — Le nombre d'hommes à recruter dans les chefs-lieux de circonscription pour la formation du contigent tunisien en 1889 est fixé à 1818.

Art. 2. — Des tableaux indiquant les itinéraires des commissions du tirage au sort seront envoyés aux Caïds et Gouverneurs qui les feront afficher dans les différents cantons.

Art. 3. — Les Caïds et Gouverneurs avanceront contre reçu, aux commissions du tirage au sort, la somme d'argent dont ces dernières pourraient avoir besoin. Ils seront remboursés par l'Administration Centrale sur la production des reçus mentionnés ci-dessus.

Art. 4 — Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audienée du 25 juillet 1889. — *Présidence de* M. LOEW, *prés.*

Organisation de la Justice en Tunisie. — Contrôleur civil. — Justice de paix provisoire. — Délégation régulière. — Serment professionnel.

L'art. 15 de la loi du 27 mars 1883 *disposant que les conditions d'âge et de capacité pour la nomination des magis-*

trats composant les Tribunaux de Tunisie sont les mêmes que celles exigées en Algérie pour l'exercice des mêmes fonctions ne saurait être étendu aux fonctionnaires qui peuvent être provisoirement chargés de remplir les fonctions de juge de paix en vertu d'un règlement d'administration publique.

Le décret rendu en Conseil d'Etat le 29 octobre 1887, *qui délégue aux fonctions de juge de paix, en Tunisie, des contrôleurs civils et des officiers, a mis régulièrement ces fonctionnaires en possession du pouvoir d'exercer provisoirement les fonctions de juge de paix.*

En l'absence d'une disposition légale ou réglementaire spéciale à ces fonctionnaires, l'obligation de prêter un serment professionnel ne saurait être exigée d'eux.

YOUCEF HOURI

La Cour : Sur le pourvoi de Youcef Houri contre un jugement du Tribunal correctionnel de Sousse du 13 février 1889 qui l'a condamné, statuant sur un appel de la justice de paix à compétence étendue de Djerba, en 2 mois de prison et 500 fr. d'amende pour tentative de corruption d'un expert ;

Sur le 1er moyen tiré de la violation des articles 15 § 2 de la loi du 27 mars 1883, 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 et 1er de l'ordonnance du 26 octobre 1842;

Attendu que l'art. 15 § 2 de la loi du 27 mars 1883, disposant que les conditions d'âge et de capacité pour la nomination des magistrats composant les Tribunaux en Tunisie sont les mêmes que celles exigées en Algérie pour l'exercice des mêmes fonctions, s'applique uniquement aux juges de paix titulaires et à leurs suppléants et ne saurait être étendu aux fonctionnaires qui peuvent être provisoirement chargés de remplir les fonctions de juge de paix en vertu d'un règlement d'Administration publique ;

Que le règlement du 29 octobre 1887 créant une justice de paix à Djerba et portant, en son article 1er, que jusqu'à l'installationdu titulaire, le contrôleur civil ou à son défaut le contrôleur adjoint ou un officier de la garnison

désigné à cet effet par le Commandant de corps d'occupation exerce les fonctions de juge de paix, a été fait par le Président de la République après avoir entendu le conseil d'état suivant les prescriptions du § 3 de l'article 1er de la loi du 27 mars 1883 ; — Que le contrôleur civil de Djerba a donc été régulièrement mis en possession du pouvoir d'exercer provisoirement les fonctions de juge de paix ;

Sur le 2me moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 2 du décret du 4 octobre 1884.

Attendu que ce moyen manque en fait ; que le Tribunal correctionnel de Sousse, après avoir énuméré certaines circonstances qui lui ont paru déterminantes, en déduit que les fonctions de juge de paix sont légitimement exercées en Tunisie par un fonctionnaire qui n'est pas licencié en droit et n'a pas été nommé par le Président de la République sur la proposition du Garde des Sceaux ; que le jugement attaqué constate implicitement en outre que le magistrat qui a statué en première instance a été régulièrement investi des fonctions de contrôleur civil ;

Sur le 3me moyen tiré de la violation des articles 19 du règlement ministériel du 22 novembre 1842 et des décrets des 5 et 11 septembre 1870 ;

Attendu que le décret du 14 septembre 1870 imposant aux magistrats l'obligation de prêter serment professionnel ne s'applique pas en l'absence d'une disposition légale ou règlementaire spéciale aux fonctionnaires provisoirement délégués pour remplir les fonctions de juge de paix en Tunisie, qu'elle concerne uniquement les magistrats nommés par le Président de la République sur la proposition du Ministre de la Justice ; — Qu'il n'apparaît d'aucun texte de loi ou règlement que les contrôleurs civils en Tunisie soient obligés de prêter un serment quelconque, d'où il suit qu'en refusant de faire droit aux conclusions par lesquelles le demandeur prétendait faire prononcer la nullité de la décision rendue le 15 novembre 1888 par le contrôleur civil de Djerba, le jugement entrepris n'a pas violé les dispositions légales et réglementaires sus-visées ; — Et attendu d'ailleurs que ce jugement est règulier en la forme ;

Par ces motifs rejette le pourvoi de Youcef Houri, le con-

damne à l'amende et aux dépens. (M. Vételay. cons. rapp. ; Min. public, M. Loubers, av. gén. ; Me Sauvel, av.)

JUSTICE DE PAIX DE LA GOULETTE

Audience du 27 juin 1887 — Présid. de M. Caussat, *juge.*

Consuls étrangers. — Immunités diplomatiques. Juridiction locale.

Les chargés d'affaires des nations étrangères et les consuls, régulièrement accrédités auprès du Gouvernement Tunisien, jouissent des immunités diplomatiques et ne peuvent être assignés devant les juridictions locales.

C'est par la voie diplomatique seulement que les réclamations peuvent être adressées à leur encontre (1).

COUYOTOPOULOS C/ VALENSI

Nous, juge de paix : Attendu que M. Valensi, Consul d'Autriche Hongrie, étant investi en Tunisie d'une fonction diplomatique, jouit des immunités accordées aux représentants des puissances étrangères dans les Echelles du Levant par la capitulation de 1740; qu'en conséquence ne pouvant être appelé à cause de ses fonctions devant la juridiction française, c'est à tort qu'il y a été cité; que c'est par la voie diplomatique seule que la réclamation du demandeur doit être présentée.

Par ces motifs : jugeant en matière civile et en premier ressort, disons que c'est à tort et sans droit que M. Valensi a été cité devant nous; mettons en conséquence à néant l'assignation du 15 juin courant, laissons les dépens à la charge de Couyotopoulos.

---

(1) Comparer jugement Pariente. Tribunal de Tunis (Voir Journal des Tribunaux français en Tunisie, page 92).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, nº 12. — 10 Septembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE.— Législation : *Loi du 14 août 1889 :* Ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin, et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit. — *Décret du 13 août 1889* : Portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889. — *Décret beylical du 6 kada 1306* (*8 juillet 1889*) : Portant règlement du budget de l'exercice 1305. — *Loi beylicale du 18 juillet 1889* : Sur l'organisation des corps de Sapeurs-pompiers dans la Régence. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Art. 408 Code int. crim. — Ministère public. — Conclusions. — Incident. — Nullité. (Boubaker ben Brahim Bou Khetir et Ali ben Salah Essendi). — *Tribunal de Soussa. (jugeant administrativement).* Zône de servitudes militaires. — Bornage. — Décret d'homologation.

LÉGISLATION

LOI du 14 août 1889 : *Ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin, et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit.*

Article 1er. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation des raisins frais.

Art. 2. — Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec addition de sucre et d'eau ; le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vln de sucre.

Art. 3. — Le produit de la fermentation des raisins secs

avec de l'eau ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de raisins secs ; il en sera de même du mélange de ce produit, qu'elles qu'en soient les proportions, avec du vin.

Art. 4. — Les fûts ou récipients contenant des vins de sucre ou des vins de raisins secs devront porter en gros caractères : « Vin de sucre, vin de raisins secs. »

Les livres, factures, lettres de voitures, connaissements, devront contenir les mêmes indications, suivant la nature du produit livré.

Art. 5. — Les titres de mouvement accompagnant les expéditions de vins, vins de sucre, vins de raisins secs, devront être de couleurs spéciales.

Un arrêté ministériel règlera les détails d'application de cette disposition.

Art. 6. — En cas de contravention aux articles ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de 25 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois.

L'art. 463 du Code pénal sera applicable.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée ;

Les tribunaux pourront ordonner, suivant la gravité des cas, l'impression dans les journaux et l'affichage, aux lieux qu'ils indiqueront, des jugements de condamnation, aux frais du condamné.

Art. 7. — Toute addition au vin, au vin de sucre, au vin de raisins secs, soit au moment de la fermentation, soit après, du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de mowra, clochettes, riz, orge et autres matières sucrées, constitue la falsification de denrées alimentaires prévue par la loi du 27 mars 1851.

Les dispositions de cette loi sont applicables à ceux qui falsifient, détiennent, vendent ou mettent en vente la denrée alimentaire sachant qu'elle est falsifiée.

La denrée alimentaire falsifiée sera confisquée par application de l'art. 5 de ladite loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DECRET du 13 août 1889 : *Portant réglement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889.*

Article 1er. — L'étranger qui veut obtenir l'autorisation de fixer son domicile en France, conformément à l'article 15 du Code civil, doit adresser au ministre de la justice une demande rédigée sur papier timbré, accompagnée de son acte de naissance et celui de son père, de la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère, ainsi que d'un extrait du casier judiciaire français.

Art. 2. — L'étranger qui veut obtenir sa naturalisation doit, dans tous les cas, adresser au ministère de la justice une demande sur papier timbré, en y joignant son acte de naissance, un extrait du casier judiciaire, et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère ;

Dans le cas où les intéressés seraient dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état civil dont la production est exigée par le présent décret, ces actes seront suppléés par un acte de notoriété délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'article 71 du Code civil.

Art. 3. — L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation, après une année de domicile autorisé, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

Art. 4. — L'étranger qui sollicite la naturalisation immédiate, après une résidence non interrompue pendant dix ans, doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il réside actuellement en France et depuis dix années au moins.

Art. 5. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Français, soit par la naturalisation ordinaire, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français, sans condition de stage, par

application des articles 12 et 18 du Code civil, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père ou par la mère,

Dans les cas de naturalisation de faveur prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère.

Art. 6. — Les déclarations souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français, sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant.

Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont adressées en double exemplaire sur papier timbré.

Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité ; il doit produire à l'appui de sa déclaration toutes les justifications nécessaires, en y joignant son acte de naissance et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations sont reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 7. — Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement adressées par le juge de paix au procureur de la République, qui les transmet, sans délai, au ministre de la justice.

Art. 8. — La déclaration est inscrite à la chancellerie sur un registre spécial ; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par le juge de paix.

Art. 9. — Lorsqu'un individu né en France d'un étranger, et domicilié hors de France à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en France son domicile dans les conditions prévues par l'art. 9 du Code civil, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire ; l'un

est remis à l'intéressé, l'autre transmis immédiatement au ministre de la justice par la voie hiérarchique.

Art. 10. — L'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et qui réclame cette qualité en vertu de l'art. 10 du Code civil, doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française.

Art. 11. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des art. 8 (§ 4), 12 et 18 du Code civil, de décliner, à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'art. 9, § 2 du Code civil.

Art. 12. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel et* au *Bulletin des lois*.

DÉCRET beylical du 6 kada 1306 (8 juillet 1889). *Portant règlement du budget de l'exercice 1305* (1)

Article 1er. — Le budget de l'exercice 1305 demeure définitivement réglé ainsi qu'il suit :

I. — Le montant des droits et produits constatés à recouvrer, y compris les arriérés reportés des exercices antérieurs et déduction faite des sommes régulièrement admises en non valeur, s'est élevé à . . . . . P. 82.452.120.97

Le montant des recouvrements, y compris le solde des produits à destinations spéciales repris des exercices précédents, s'est élevé à . . . . . P. 61.009.363.42

Les restes à recouvrer repris au compte de l'exercice courant 1306 s'élèvent par suite, à une somme de . . . . . P. 21.442,757.55

II. — Pour une somme de recouvrements montant à . . . . . P. 61.009.363.42

Les droits acquis aux créanciers de

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 9 juillet 1889.

'Etat ne se sont élevés qu'à	P.	43.430.646.19
Différence.	P.	17.578.717.23

Sur cette différence il y a lieu d'opérer les prélèvements suivants ;

(a) Dans le montant des recouvrements, les recettes au titre des ressources spéciales (chap. VII et VIII) figurent pour un total de Piastres 3.404.389.08 y compris la somme de Piastres 523.939.78 reportée à ce titre de l'exercice 1304.

La portion de ces recettes qui n'a pas été employée en dépense en 1305, doit être reportée à l'exercice courant 1306 pour être reprise en recette au même titre des ressources spéciales et alimenter les crédits afférents aux droits qui ne se sont ouverts qu'en 1306, ci. . . . . P. 721.567.77

(*b*) Le montant des recouvrements de 1305 comprend également (art. 20, chap. V.) la somme de 11.232.747 P. 25 formant l'excédant net de recettes liquidé, lors du règlement de l'exercice 1302, affecté exclusivement par décret du 11 chaoual 1303 (12 juillet 1886) aux travaux de construction du Port de Tunis et successivement reporté à ce titre des exercices 1303 et 1304 durant lesquels il n'a reçu aucun emploi.

La portion de cette

dotation qui n'a pas été employée en 1305 aux travàux commencés pendant cet exercice, doit être, en vertu de son affectation spéciale, reportée à l'exercice en cours 1306 ci . . . . . P. 6.897.383.88

(*c*) Les crédits ouverts à l'article 2 du chapitre II du Budget des dépenses de 1305 s'appliquaient au service spécial de la participation de la Tunisie à l'Exposition Universelle de 1889, à concurrence d'une somme de 274.926 P, 46 y compris celle de 92.926 P. 46, reportée à cette destination spéciale de l'exercice 1304 et prise en recette en 1305 à l'art : 20 *bis* du chapitre V.

La portion de ces crédits non employés en 1305 devant rester à titre de dotation spéciale à la disposition de l'Administration Générale chargée de la continuation de ce service en 1306, est en conséquence prélevée sur le montant des recouvrements de 1305 pour être reprise en recettc à l'exercice courant 1306 ci. . P. 74.740.47

(*d*). -- Les crédits ouverts à l'art. 10 du chap. IV du budget des dépenses de 1305 s'appliquaient également à la participation de la Tunisie à l'Exposition Universelle de 1889, à concurrence d'une somme de 368.000 P.

La portion de ces crédits non employés en 1305 devant rester également, au même titre de de dotation spéciale, à la disposition de la Direction Générale des Travaux Publics chargée de la continuation en 1306 de cette partie du service, est en conséquenee prélevée également sur le montant des recouvrements de 1305 pour être reprise en recette à l'exercice courant 1306 ci.. P. 166.453.48

Total des prélèvements . . . . . P. 7.860.145.60 7.860.145.60

Reste pour la différence entre le montant des recouvrements et celui des droits acquis aux créanciers de l'Etat, laquelle forme l'excédant des recettes sans emploi de l'exercice 1305 ci . . . . . P. 9.718.571.63

Cet excédant sera repris en recette à l'exercice 1306, savoir :

1· Sous le titre : *Solde disponible sur les crédits sans emploi de 1305, à con-*

currence de . . . . . P.		1.193.348.97
2° En conformité de notre décret du 20 Moharrem 1306 (26 Septembre 1888) promulguant le budget de l'exercice 1306.	(*a*) Sous le titre *disponible de 1304 attribué à 1305 pour une somme de P.* 4.829.731.19	
	(*b*) Sous le titre *excédent de 1305* pour P. 3.695.491,47	8.525.222.66
Total égal . . . . P.		9.718.571.63
III. --- Pour une somme de droits acquis aux créanciers de l'Etat montant à. . . . . P.		43.430.646.19
Les paiements ne se sont élevés qu'à . . . . . P.		40.126.551.24
la différence se montant à . . . . . P.		3.304.094.95

sera reprise en recette sous son titre spécial à l'exercice en cours 1306 (chapitre VII article 25) pour servir à l'acquittement des dépenses des exercices clos prévues au chapitre VII, article unique, des dépenses du même exercice 1306.

Art. 2. --- Le Directeur des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

LOI du 18 juillet 1889. *Sur l'organisation des corps de sapeurs-pompiers dans la Régence.*

TITRE I^er^. — *Dispositions Générales*

Article 1^er^ — Les corps de sapeurs-pompiers sont spécialement chargés du service des secours contre les incendies. Ils peuvent être exceptionnellement appelés, en cas de sinistre autre que l'incendie, à concourir à un service d'ordre ou de sauvetage.

Art. 2. — Ils sont organisés par commune en vertu d'arrêtés pris sur la proposition du Président de la Municipalité par Notre Premier Ministre qui fixe leur effectif d'après la population et l'importance du matériel de secours en service dans la commune.

Art. 3. — Ils peuvent être suspendus ou dissous. La suspension et la dissolution sont prononcées par arrêté de Notre Premier Ministre.

Art. 4. — Les Officiers sont nommés pour cinq ans par Notre Premier Ministre et peuvent être suspendus et révoqués.

Les sous-officiers et caporaux sont nommés par les Présidents de Municipalités, sous l'approbation de l'Administration supérieure.

TITRE II. —*Formation des Corps de Sapeurs-Pompiers.*

Art. 5. — Toute commune qui veut obtenir l'autorisation de former un corps de sapeurs-pompiers doit justifier qu'elle possède un matériel de secours suffisant ou les ressources nécessaires pour l'acquérir. — Elle doit, en outre, s'engager à subvenir pendant une période minimum de 5 ans, aux dépenses énumérées dans l'article 24 — La délibération qui est transmise à Notre Premier Ministre énonce les moyens à l'aide desquels le Conseil Municipal compte pourvoir à la dépense.

Art. 6 — Les sapeurs-pompiers se recrutent au moyen d'engagements volontaires. Ils doivent justifier d'une bonne conduite et produire à l'appui de leur engagement toutes les pièces propres à établir leur parfaite honorabilité.

Art. 7. — Le service des sapeurs-pompiers est incompatible avec les fonctions de Président ou de Vice-Président de Municipalité.

Art. 8. — L'admission est prononcée par une commission composée du Président de la Municipalité ou du Vice-Président délégué, président ; de deux membres du Conseil Municipal nommés par le Conseil et d'un délégué de l'Administration Générale du Gouvernement Tunisien choisi par le Premier Ministre. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

L'admission doit être ratifiée par décision du Premier Ministre.

Art. 9. — Tout sapeur-pompier prend, au moment de son admission, l'engagement de servir pendant 5 ans et de se soumettre à toutes les obligations résultant du réglement du

service tel qu'il sera arrêté en exécution de l'article 12. Cet engagement est constaté par écrit. Il est toujours renouvelable. Il ne peut être résilié que pour des causes reconnues légitimes par le Conseil d'Administration. Tout Sapeur-pompier qui se retire avant l'expiration de son engagement, ou qui est rayé des contrôles, perd tous ses droits aux avantages auxquels il pouvait prétendre.

Art. 10. — Les sapeurs-pompiers d'une commune forment une Compagnie dont les cadres sont réglés de la manière suivante quant au nombre et au grade des Officiers et caporaux.

CADRE D'UNE COMPAGNIE

GRADES	*NOMBRE TOTAL D'HOMMES*			
	14 à 25	26 à 40	41 à 50	au dessus de 50
Capitaine	»	»	»	1
Lieutenant	»	»	1	1
Sous-Lieutenant	1	1	1	1
Adjudant	»	»	»	1
Sergent-Major	»	»	1	1
Sergents	1	2	2	4
Caporaux	2	4	4	8
Tambours ou Clairons	1	1	1	2

Dans aucun cas la force numérique d'une Compagnie ne peut dépasser 200 hommes.

Il peut être attaché à chaque Compagnie un médecin.

Art. 11. — Le Conseil d'Administration dont les attributions sont déterminées par les articles 9 et 20 du présent décret, est composé : — De l'Officier, commandant, président ; du plus ancien sous-officier et du pompier le plus âgé. A égalité d'ancienneté, le sous-officier le plus âgé sera choisi.

TITRE III. — *Réglement du Service. Commandement.*

Art. 12. — Le service est réglé dans chaque commune par un arrêté municipal pris sur la proposition du Chef de Corps et soumis à l'approbation du Premier Ministre.

Art. 13. — Les Commandants peuvent, en se conformant

aux dispositions du règlement prévu ci-dessus, prendre toutes les mesures et donner des ordres relatifs au Service ordinaire, aux revues, aux manœuvres et exercices. Ils doivent au préalable en aviser l'autorité municipale.

Art. 14. — Hors le cas d'incendie et les Services prévus au réglement, aucune réunion de sapeurs-pompiers ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du Président de la municipalité. — Le Président de la Municipalité doit en avertir en temps utile le Premier Ministre qui peut les ajourner ou les interdire. Les réunions en dehors de la commune, sauf le cas d'incendie, ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation expresse du Premier Ministre.

Art. 15. — Tout homme faisant partie d'un corps de sapeurs-pompiers doit obéissance à ses supérieurs. Les Chefs de Corps doivent obtempérer aux réquisitions du Président de la Municipalité, du Contrôleur Civil ou de l'autorité militaire, qu'il s'agisse d'organiser un Service d'ordre ou de porter secours en cas d'incendie dans les limites ou hors des limites de la commune.

Art. 16. — En cas d'incendie, la direction et l'organisation des secours appartiennent exclusivement à l'Officier Commandant ou au sapeur-pompier le plus élevé en grade, qui donne des ordres aux travailleurs. — L'autorité locale conserve ses droits pour le maintien de l'ordre pendant le sinistre.

Art. 17. — Lorsque les corps de plusieurs communes se trouvent réunis sur le lieu d'un sinistre, le commandement appartient à l'officier le plus élevé en grade et, en cas d'égalité de grade, au plus ancien. Toutefois et dans le cas seul d'égalité de grade, l'officier qui a dirigé les premières opérations conserve le commandement.

Art. 18. — Dans les localités où les troupes, soit de l'armée de terre, soit de l'armée de mer peuvent être appelées à concourir avec les corps de sapeurs-pompiers, le service et la police de la place, pour les cas d'incendie ou de sinistre, sont prévus et concertés à l'avance entre l'autorité municipale et le Commandant de place.

Le Commandant de place prend toutes les mesures nécessaires

pour le maintien de l'ordre et la protection des manœuvres qui ont pour objet d'éteindre ou de couper l'incendie, après les avoir arrêtées avec le Président de la Municipalité. Il veille à ce qu'aucune personne étrangère au Service ne s'immisce dans la direction des manœuvres.

TITRE IV. — *Discipline.*

Art. 19. — Les peines disciplinaires pour les sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers sont : 1° la réprimande ; — 2° la mise à l'ordre ; — 3° un service hors tour ; — 4° l'amende ; — 5° la privation du grade ; — 6° l'exclusion temporaire ; — 7° la radiation définitive des contrôles.

Art. 20. — Les trois premières peines sont infligées par l'officier qui commande le corps ou le détachement. Les autres sont infligées par le Conseil d'Administration sous l'approbation de l'autorité municipale.

Art. 21. — Le maximum de l'amende est déterminé par le réglement du service. Elle est recouvrée par les soins du Commandant. Le refus d'acquitter une amende imposée entraîne l'exclusion. Le produit des amendes est versé dans la caisse de secours du corps.

Art. 22. — Si un officier néglige ses devoirs, commet une faute contre la discipline, ou tient une conduite qui compromet son caractère et porte atteinte à l'honneur du corps, le Président de la Municipalité ou le chef de corps, par l'intermédiaire du Président de la Municipalité, en réfère au Premier Ministre, qui prononce ou provoque l'application des mesures prévues au paragraphe 1er de l'article 4.

TITRE V. — *Uniforme.*

Art. 23. — Une tenue uniforme est obligatoire pour les officiers, sous-officiers, caporaux, et sapeurs-pompiers dans le service de secours contre les incendies ou de sauvetage. Elle sera déterminée par l'arrêté municipal pris en exécution de l'article 12, et soumise à l'approbation du Gouvernement.

TITRE VI. — *Dépenses. — Secours et pensions.*

Art. 24. — Les dépenses prévues à l'article 5 pour les

communes qui demandent l'autorisation de créer des corps de sapeurs-pompiers sont : 1° l'acquisition des pompes, de leurs accessoires et engins de sauvetage ; — 2° les frais d'habillement des sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers qui ne peuvent s'habiller à leurs frais ; — 3° l'achat des tambours ou clairons ; — 4° le loyer, l'entretien, le chauffage, l'éclairage et le mobilier du corps de garde, — 5° le loyer du local ou sont remisées les pompes, l'entretien des pompes et des accessoires ; — 6° les frais de registres, livrets, papiers, contrôle et tous les menus frais de bureau. Ces dépenses sont réglées par le Président de la Municipalité, sur mémoires visés par le chef de corps, et acquittées de la même manière que les autres dépenses municipales.

Art. 25. — Dans les communes possédant un corps de sapeurs-pompiers, il pourra être créé une caisse de secours et de retraite. — Elle pourra être organisée sous forme de société de secours mutuels approuvée.

Art. 26. — Les ressources de ces caisses se composent : 1· Des allocations votées par les conseils municipaux ; — 2· Des cotisations des membres honoraires ou participants ; — 3· Du produit des amendes prévues à l'article 19 ; — 4· d'une part prélevée sur le produit des services rétribués (bals, concerts, théâtres) qui peuvent être organisés par l'autorité municipale ; — 5· Du produit des dons et legs qu'elle peuvent être autorisées à recevoir ; — 6· Des dons et souscriptions provenant des compagnies d'assurances contre l'incendie.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

Audience du 29 juin 1889. — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Art. 408 code instr. criminelle. — Ministère public. — Conclusions. — Incident. — Nullité.

L'art. 408 § 2 du code d'instruction criminelle est applicable aux jugements des Tribunaux criminels de Tunisie,

quoique les jugements de ces Tribunaux soient rendus en la forme correctionnelle.

L'omission de la constatation des conclusions du Ministère public sur un incident soulevè, au cours de l'audience, par le défenseur de l'accusé, entraîne nullité du jugement qui a suivi.

BOUBAKER BEN BRAHIM BOU KHETIR ET ALI BEN SALAH ESSENDI

La Cour : sur le pourvoi de : 1° Boubaker ben Brahim Bouketir ; 2° Ali ben Salah Essendi, en cassation d'un arrêt rendu le vingt quatre mai dernier par le Tribunal Criminel de Sousse (Tunisie,) qui les a condamnés, savoir : le premier à cinq ans de travaux forcés et le second à trois ans de prison ;

Sur le moyen relevé d'office : Vu les articles 1, 190, 210 du Code d'instruction criminelle ; 5 de la loi du 27 mars 1883 ; ensemble l'article 408 du Code d'instruction criminelle ;

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt que le défenseur ayant prié le Président du Tribunal criminel de Sousse d'adresser à l'un des témoins une question, ce magistrat a refusé de la poser comme étant étrangère aux débats ;

Attendu que le défenseur ayant demandé acte de ce refus, le Tribunal a donné acte de ce refus, sans qu'il soit constaté que le Ministère Public ait donné ses conclusions ou qu'il ait été mis en demeure de conclure sur cet incident ;

Qu'ainsi, il y a eu violation des articles sus-visés ; — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi, casse et annule l'arrêt susvisé du tribunal criminel de Sousse ; renvoie les accusés et les pièces de la procédure devant le Tribunal criminel de Tunis, pour être statué à nouveau conformément à la loi. (M. CHAMBAREAUD, cons. rapp. ; Min. public ; M. LOUBERS. av. gén.)

TRIB. DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

(JUGEANT ADMINISTRATIVEMENT)

Audience du 25 mai 1889. — Présidence de M. BERGE, *prés.*

Zône de servitudes militaires.
— Bornage. — Décret d'homologation.

Les servitudes militaires ne sont opposables aux propriétaires des fonds qui en sont grevés, qu'après l'homologation du procès-verbal de bornage de la zône par un décret beylical rendu sur la proposition du ministre de la guerre et avec l'assentiment du Gouvernement français, conformément aux art. 20 et 22 du décret beylical du 2 sept. 1886.

Le décret du 12 déc. 1885 qui a homologué le bornage de la zône des servitudes militaires de la place de Sousse, n'ayant pas compris le front de mer, les servitudes militaires ne s'étendent pas sur cette partie du territoire de Sousse.

Il importe peu que le bornage du front de mer ait été dressé postérieurement, ce travail étant sans force légale tant qu'il n'a pas été régulièrement homologué par décret.

ADMINISTRATION DU GÉNIE C/ HAÏM NATHAS

Le Tribunal : Attendu que l'administration du Génie réclame la suppression des constructions élevées par le sieur Nathas entre les remparts de la ville de Sousse et le rivage de la mer, conformément à l'article 24 du décret beylical du 2 septembre 1889 ; — Mais attendu que le décret du 12 décembre 1885 n'a pas compris le front de mer dans les terrains soumis aux servitudes militaires ; — Qu'il importe peu qu'ultérieurement il ait été procédé au bornage du front de mer, ce travail n'ayant pas été homologué conformément à la loi ;

Par ces motifs : Déboute l'administration du Génie de ses fins et conclusions, renvoie Nathas sans dépens. (Min. public, M. BOSSU, Proc .de la Rép., concl. conf ; M. le Commandant BIROUARD, chef du Génie ; M. KRAFT, déf.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, no 13. — 25 Septembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE.— Législation : *Loi du 24 juillet 1889 :* Sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. — *Décret beylical du 28 kada 1306* (*26 juillet 1889*) : Portant expropriation de terrains situés à Sfax. — *Décret beylical du 15 hidjé 1306 (du 12 août 1889) :* Autorisant la perception de diverses taxes municipales à Nebeul. — *Décret beylical du 16 hidjé 1306* (*13 août 1889*) : Modifiant une taxe municipale à Bizerte. — *Décret beylical du 23 hidjé 1306* (*20 août 1889*) : Fixant le nombre des notaires de Knaïs. — *Décret beylical du 23 hidjé 1306* (*20 août 1889*) : Relatif à la largeur des francs-bord et aquedues existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunal criminel. — Avocat d'office substitué à l'avocat choisi qui se retire. — (Attab ben Amor). — Légalité, — *Cour d'appel d'Alger* : Famille beylicale. — Liste civile. — Arrérages. — Insaisissabilité. — (Boddin c/ S. A. le Prince Héritier Sidi Ettaieb Bey et le général Mohamed Sfar, son conseiller judiciaire).

LÉGISLATION

LOI du 24 juillet 1889. *Sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.*

Le Sénat et la chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE Ier

CHAPITRE Ier. — *De la déchéance de la puissance paternelle.*

Article premier. — Les père et mère et ascendant sont déchus de plein droit, à l'égard de tous leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 387, 389, 390, 391, 397,

477 et 935 du code civil, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 46 de la loi du 27 juillet 1872 :

1° S'ils sont condamnés par application du paragraphe 2 de l'article 334 du code pénal ;

2° S'ils sont condamnés, soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants;

3° S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants ;

4° S'ils sont condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Cette déchéance laisse subsister entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations énoncées aux articles 205, 206 et 207 du code civil.

Art. 2. — Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits :

1° Les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps ; ou à la réclusion comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du code pénal ;

2° Les père et mère condamnés deux fois pour un des faits suivants : séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage ;

3° Les père et mère condamnés par application de l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 23 janvier 1873, ou des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ;

4° Les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ;

5° Les père et mère dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction, par application de l'article 66 du code pénal ;

6° En dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Art. 3. — L'action en déchéance est intentée devant la

chambre du conseil du Tribunal du domicile ou de la résidence du père ou de la mère, par un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché, ou par le ministère public.

Art. 4. — Le procureur de la République fait procéder à une enquête sommaire sur la situation de la famille du mineur et sur la moralité de ses parents connus, qui sont mis en demeure de présenter au Tribunal les observations et oppositions qu'ils jugeront convenables.

Le ministère public ou la partie intéressée introduit l'action en déchéance par un mémoire présenté au président du Tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives. Ce mémoire est notifié aux père et mère ou ascendants dont la déchéance est demandée.

Le président du Tribunal commet un juge pour faire le rapport à jour indiqué.

Il est procédé dans les formes prescrites par les articles 892 et 893 du code de procédure civile. Toutefois, la convocation du conseil de famille reste facultative pour le Tribunal.

La chambre du conseil procède à l'examen de l'affaire sur le vu de la délibération du conseil de famille lorsqu'il a été convoqué, de l'avis du juge de paix du canton, après avoir appelé, s'il y a lieu, les parents ou autres personnes et entendu le ministère public dans ses réquisitions.

Le jugement est prononcé en audience publique. Il peut être déclaré exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Art. 5. — Pendant l'instance en déchéance, la chambre du conseil peut ordonner, relativement à la garde et à l'éducation des enfants, telles mesures provisoires qu'elle juge utiles.

Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision.

Art. 6. — Les jugements par défaut prononçant la déchéance de la puissance paternelle peuvent être attaqués par la voie de l'opposition dans le délai de huit jours à partir de la notification à la personne et dans le délai d'un an à partir de la notification à domicile. Si, sur l'opposition, il intervient un second jugement par défaut, ce jugement ne peut être attaqué que par la voie de l'appel.

Art. 7— L'appel des jugements appartient aux parties et au ministère public. Il doit être interjeté dans le délai de dix jours, à compter du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est rendu par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Art. 8. — Tout individu déchu de la puissance paternelle est incapable d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre du conseil de famille.

Art. 9. — Dans le cas de déchéance de plein droit encourue par le père, le ministère public ou les parents désignés à l'article 3 saisissent sans délai la juridiction compétente, qui décide si, dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera les droits de la puissance paternelle, tels qu'ils sont définis dans le code civil. Dans ce cas, il est procédé comme à l'article 4. Les articles 5, 6 et 7 sont également applicables.

Toutefois, lorsque les Tribunaux répressifs prononceront les condamnations prévues aux articles 1er et 2, paragraphe 1, 2, 3 et 4, ils pourront statuer sur la déchéance de la puissance paternelle dans les conditions établies par la présente loi.

Dans le cas de déchéance facultative, le Tribunal qui la prononce statue par le même jugement, sur les droits de la mère à l'égard des enfants, nés et à naitre, sans préjudice, en ce qui concerne ces derniers, de toute mesure provisoire à demander à la Chambre du conseil dans les termes de l'article 5, pour la période du premier âge.

Si le père déchu de la puissance paternelle contracte un nouveau mariage, la nouvelle femme peut, en cas de survenance d'enfants, demander au Tribunal l'attribution de la puissance paternelle sur ces enfants.

CHAPITRE II. — *De l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle.*

Art. 10. — Si la mère est prédécédée, si elle a été déclarée déchue ou si l'exercice de la puissance paternelle ne lui est pas attribué, le Tribunal décide si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun, sans qu'il y ait, toutefois, obligation pour la personne désignée d'accepter cette charge.

Les tuteurs institués en vertu de la présente loi remplissent

leurs fonctions sans que leurs biens soient grevés de l'hypothèque légale du mineur.

Toutefois, au cas où le mineur possède ou est appelé à recueillir des biens, le Tribunal peut ordonner qu'une hypothèque générale ou spéciale soit constituée jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Art. 11. — Si la tutelle n'a pas été constituée conformément à l'article précédent, elle est exercée par l'assistance publique, conformément aux lois des 15 pluviôse an XIII et 10 janvier 1849, ainsi qu'à l'article 24 de la présente loi. Les dépenses sont réglées conformément à la loi du 5 mai 1869.

L'assistance publique peut, tout en gardant la tutelle, remettre les mineurs à d'autres établissements et même à des particuliers.

Art. 12. — Le Tribunal, en prononçant sur la tutelle, fixe le montant de la pension qui devra être payée par les père et mère et ascendants auxquels des aliments peuvent être réclamés, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne peut être exigé aucune pension.

Art. 13. — Pendant l'instance en déchéance, toute personne peut s'adresser au Tribunal par voie de requête, afin d'obtenir que l'enfant lui soit confié.

Elle doit déclarer qu'elle se soumet aux obligations prévues par le paragraphe 2, de l'article 364 du code civil, au titre de la tutelle officieuse.

Si le Tribunal, après avoir recueilli tous les renseignements et pris, s'il a lieu, l'avis du conseil de famille, accueille la demande, les dispositions des articles 365 et 370 du même code sont applicables.

En cas de décès du tuteur officieux avant la majorité du pupille, le Tribunal est appelé à statuer de nouveau, conformément aux articles 11 et 12 de la présente loi.

Lorsque l'enfant aura été placé par les administrations hospitalières ou par le directeur de l'assistance publique de Paris chez un particulier, ce dernier peut, après trois ans, s'adresser au Tribunal et demander que l'enfant lui demeure confié dans les conditions prévues aux dispositions qui préoèdent.

Art. 14. — En cas de déchéance de la puissance paternelle, les droits du père et, à défaut du père, les droits de la mère, quant au consentement au mariage, à l'adoption, à la tutelle officieuse et à l'émancipation, sont exercés par les mêmes personnes que si le père et la mère étaient décédés, sauf les cas où il aura été décidé autrement en vertu de la présente loi.

CHAPITRE III. — *De la restitution de la puissance paternelle.*

Art. 15. — Les père et mère frappés de déchéance dans les cas prévus par l'article 1er et par l'article 2, paragraphes 1, 2, 3 et 4, ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation.

Dans les cas prévus aux paragraphes, 5 et 6 de l'article 2, les père et mère frappés de la déchéance peuvent demander au Tribunal que l'exercice de la puissance paternelle leur soit restitué. L'action ne peut être introduite que trois ans après le jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est devenu irrévocable.

Art. 16. — La demande en restitution de la puissance paternelle est introduite sur simple requête et instruite conformément aux dispositions des paragraphes 2 et suivants de l'article 4. L'avis du conseil de famille est obligatoire.

La demande est notifiée au tuteur qui peut présenter, dans l'intérêt de l'enfant, ou en son nom personnel, les observations et oppositions qu'il aurait à faire contre la demande. Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont également applicables à ces demandes.

Le Tribunal, en prononçant la restitution de la puissance paternelle, fixe, suivant les circonstances, l'indemnité due au tuteur, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui aura été rejetée ne pourra plus être réintroduite, si ce n'est par la mère, après la dissolution du mariage.

TITRE II

De la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention des parents.

Art. 17. — Lorsque des administrations d'assistance publi-

que, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des pères, mères ou tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou des tuteurs peut à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.

Si des parents ayant conservé le droit de consentement au mariage d'un de leurs enfants refusent de consentir au mariage en vertu de l'article 148 du code civil, l'assistance publique peut les faire citer devant le tribunal, qui donne ou refuse le consentement, les parents entendus ou dûment appelés, dans la chambre du conseil.

Art. 18. — La requête est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé les parents ou tuteur, en présence des particuliers ou des représentants réguliers de l'administration ou de l'établissement gardien de l'enfant, ainsi que du représentant de l'assistance publique, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Art. 19. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont recueilli des enfants mineurs de seize ans sans l'intervention des père et mère ou tuteur, une déclaration doit être faite dans les trois jours au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli, et à Paris au commissaire de police, à peine d'une amende de cinq à quinze francs.

En cas de nouvelle infraction dans les douze mois, l'article 482 du Code pénal est applicable.

Est également applicable aux cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du même code.

Les maires et les commissaires de police doivent, dans le délai de quinzaine, transmettre ces déclarations au préfet, et dans le département de la Seine au préfet de police. Ces déclarations doivent être notifiées dans un nouveau délai de quinzaine aux parents de l'enfant.

Art. 20. — Si dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteur n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent adresser au président du tribunal de leur domicile une requête afin d'obtenir que, dans l'intérêt de l'enfant, l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle leur soit confié.

Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans le cas où il ne confère au requérant qu'une partie des droits de la puissance paternelle, il déclare par le même jugement, que les autres, ainsi que la puissance paternelle, sont dévolus à l'assistance publique.

Art. 21. — Dans les cas visés par l'art. 17 et l'art. 19, les père, mère et tuteur qui veulent obtenir que l'enfant leur soit rendu, s'adressent au tribunal de la résidence de l'enfant, par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié et le représentant de l'assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique,

Si le tribunal juge qu'il n'y a pas lieu de rendre l'enfant aux père, mère ou tuteur, il peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de la puissance paternelle ou maintenir à l'établissement ou au particulier gardien les droits qui lui ont été conférés en vertu des art. 17 ou 20. En cas de remise de l'enfant, il fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui a été rejetée ne peut plus être renouvelée que trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Art. 22. — Les enfants confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, sont sous la surveillance de l'Etat, représenté par le préfet du département.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode de fonctionnement de cette surveillance, ainsi que de celle qui sera exercée par l'assistance publique.

Les infractions audit règlement seront punies d'une amende de vingt-cinq à mille francs.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement de huit jours à un mois pourra être prononcée.

Art. 23. — Le préfet du département de la résidence de l'enfant confié à un particulier ou à une association de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, peut toujours se pourvoir devant le tribunal civil de cette résidence afin d'obtenir, dans l'intérêt de l'enfant, que le particulier ou l'association soit déssaisi de tout droit sur ce dernier et qu'il soit confié à l'assistance publique.

La requête du préfet est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Le Tribunal statue, les parents entendus ou dûment appelés.

La décision du Tribunal peut être frappée d'appel, soit par le préfet, soit par l'association ou le particulier intéressé, soit par les parents.

L'appel n'est pas suspensif.

Les droits conférés au préfet par le présent article appartiennent également à l'assistance publique.

Art. 24. — Les représentants de l'assistance publique pour l'exécution de la présente loi sont les inspecteurs départementaux des enfants assistés et, à Paris, le directeur de l'administration générale de l'assistance publique.

Art. 25. — Dans les départements où le conseil général se sera engagé à assimiler, pour la dépense, les enfants faisant l'objet des deux titres de la présente loi aux enfants assistés, la subvention de l'Etat sera portée au cinquième des dépenses tant extérieures qu'intérieures des deux services, et le contin-

gent des communes constituera pour celles-ci une dépense obligatoire conformément à l'article 136 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 26. — La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 24 juillet 1889,

CARNOT.

DECRET beylical du 28 kada 1306 (26 juillet 1889 (1). *Portant expropriation de terrains situés à Sfax.*

Article 1er. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique, les terrains situés à Sfax aux abords des Feskias, dont les limites sont indiquées par un liseré vert au plan annexé au présent décret et dont les propriétaires présumés sont : les sieurs El Hadj Hamed El Nourry et Kara Yussef.

Art. 2. — L'expropriation scra poursuivie conformément aux dispositions du décret du 20 moharrem 1275.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 15 hidjé 1306 (12 août 1889). *Autorisant la perception de diverses taxes municipales à Nebeul* (2).

Art. 1er. — La commission municipale de Nebeul est autorisée à percevoir :

1° Une taxe de Quatre caroubes par mois sur les marchands, commercants, etc., autorisés à établir des étalages devant leurs magasins ou boutiques ;

2° Une taxe de une piastre par mois sur les permissions

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 2 septembre 1889.

(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 2 septembre 1889.

autorisant l'installation temporaire de marchands ambulants sur les trottoirs et places.

Ces taxes seront applicables à partir du 13 octobre 1889.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 16 hidjé 1306 (13 août 1889). *Modifiant une taxe municipale à Bizerte* (1).

Article 1er. — La taxe établie par décret du 5 hidjé 1302 sur l'installation temporaire des marchands sur les trottoirs ou les accotements des rues et places de Bizerte est élevée à deux caroubes par mètre carré et par jour.

Cette taxe est applicable à partir du 13 octobre 1889.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 23 hidjé 1306 (20 août 1889). *Fixant le nombre des notaires de Knaïs.*

Article unique. — Le nombre de notaires pour le village de Knaïs, (Caïdat de Djemal), a été fixé à deux.

DECRET beylical du 23 hidjé 1306 (20 août 1889). *Relatif à la largeur des francs-bords des conduites et aqueducs existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires* (2).

Article 1er. — La largeur des francs bords-qui doivent être réservés de chaque côté sur toute la longueur des conduites ou aqueducs existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires existants ou à créer sur les différents points du territoire de la Régence, est fixée dans chaque cas par décret rendu sur la proposition du Général commandant la Brigade d'occupation.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 14 août 1889.

(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 24 août 1889.

Art. 2. — Cette largeur fixée, l'autorité militaire fera tracer d'une manière apparente, dans chaque propriété que traversent les aqueducs ou conduites, la limite des francs-bords afin que le propriétaire puisse connaître les obligations auxquelles il est soumis.

Art. 3. L'accès des francs-bords sera toujours libre pour les officiers, employés ou agents militaires chargés de veiller à la conservation du domaine militaire, pourvu, toutefois, qu'ils soient en uniforme, ou munis d'un ordre de service régulier. En conséquence, ces officiers, employés ou agents auront le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos ; ils ne pourront, toutefois, introduire de véhicules sur les francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

Art. 4. — Il est interdit à tout propriétaire, sans une autorisation spéciale de faire aucune plantation entre les francs-bords, et s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mèmes limites.

Art. 5. — Les arbres actuellement existants entre les limites des francs-bords seront abattus par les propriétaires à la requête de l'Administration militaire qui pourra y faire procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction dans les limites des francs-bords ; toutefois les constructions préexistantes pourront être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Art. 7. — Les indemnités qu'il pourrait y avoir lieu d'allouer aux riverains pour l'établissement de la servitude déterminée par les articles précédents seront fixées, à défaut d'accord amiable, par les tribunaux français.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

Audience du 9 août 1889. — Présidence de M. LOEW, *prés.*

Tribunal criminel. — Avocat d'office substitué à l'avocat choisi qui se retire. — Légalité.

Les droits de la défense ne sont pas violés si, devant un Tribunal criminel, l'avocat choisi par l'accusé ayant retiré son assistance à celui-ci, le Tribunal a renvoyé l'affaire à l'audience du soir et nommé un avocat d'office à l'accusé, alors que cet avocat d'office a prêté son ministère pendant tout le cours des débats, sans opposition ni protestation de l'accusé.

ATTAB BEN AMOR

La Cour : Sur le pourvoi Attab ben Amor, en cassation d'un jugement rendu le 2 juillet 1889, par le Tribunal criminel de Tunis, qui l'a condamné à huit ans de travaux forcés;

Sur le moyen tiré de la violation des art. 294, 295 et 335 du code d'instruction criminelle et des droits de la défense;

Attendu que, dans le cours de l'audience du matin du 2 juillet 1889, à laquelle les débats de l'affaire ont été commencés, l'avocat choisi pour l'accusé lui a retiré son assistance, à la suite du refus fait par le Président de poser à un témoin une question qui constituait la demande non d'une déposition mais d'une réponse à une argumentation de la défense contre ce témoin; — Que le Tribunal a, dans ces circonstances, renvoyé l'affaire à l'audience de l'après midi du même jour et nommé à bon droit un avocat d'office à l'accusé, faute par celui-ci d'en avoir choisi un autre; — Que le demandeur a comparu à cette seconde audience, assisté de son nouveau défenseur, qui lui a prêté son ministère dans tout le cours des débats, sans que le jugement mentionne aucune opposition ou protestation de sa part;

Attendu que, dans ces circonstances, il n'y a eu ni entrave apportée, ni préjudice causé aux intérêts de la défense, ni par suite violation des articles de la loi sus visée ;

Et attendu que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par le Tribunal ; — Rejette le pourvoi formé par Attab ben Amor et le condamne aux dépens. (M. TANON, cons. rapp.; Min. public, M. DESJARDINS, av. gén. concl. conf.).

COUR D'APPEL D'ALGER (1re CHAMBRE)

Audience du 29 novembre 1887.— Prés. de M. CAUMMARTIN, *premier prés.*

Famille beylicale. — Liste civile. — Arrérages.— Insaisissabilité.

Les arrérages d'une dotation constituée sur les fonds du Trésor Tunisien aux princes de la famille beylicale sont insaisissables, cette dotation présentant les caractères d'une liste civile et non ceux d'un véritable traitement.

BODDIN C/ S. A. LE PRINCE HÉRITIER SIDI ETTAÏEB BEY ET LE GÉNÉRAL MOHAMED SFAR, SON CONSEIL JUDICIAIRE.

Le Tribunal de Tunis avait rendu le 26 mai 1886 le jugement suivant :

Le Tribunal : Attendu que les demandeurs ont fait assigner le défendeur à comparaître par devant le Tribunal de céans pour entendre valider la saisie-arrêt pratiquée entre les mains du receveur général des finances tunisiennes, à l'effet d'obtenir paiement d'une somme de 13,606 francs, montant de fournitures ;

Attendu qu'en exécution de la convention intervenue entre S. A. le Bey et le Gouvernement français, le 8 juin 1883, le principe d'une liste civile prélevée par le souverain sur les revenus de la Régence a été posé ;

Attendu que ce principe n'a pas tardé à recevoir une confirmation et une application expresses ;

Attendu, en effet, que, le 10 octobre suivant, était rendu un décret du Gouvernement beylical qui arrête, pour les ans e: 1883-1884, le budget de l'Etat tunisien; — Qu'au premier chapitre du budget des dépenses se trouvent inscrits ces deux articles : 1° liste civile de S. A. le Bey; — 2° dotation des princes et des princesses de la famille Husseinite;

Attendu que c'est dans ces conditions qu'une dotation a été constituée, sur les fonds du Trésor public à S. A. Sidi Ettaïeb Bey, héritier présomptif du trône et Bey du camp;

Attendu que ce sont les arrérages de cette dotation que Boddin père et fils ont frappés de saisie-arrêt;

Attendu que, de maximes anciennes et fondamentales, les listes civiles étaient, en France, inaliénables et insaisissables, inaliénables, parce qu'elles n'en avaient que la jouissance; insaisissables, parce que, destinées à soutenir l'éclat et la dignité royales, elles ne pouvaient devenir le gage de créances privées;

Attendu que tel était aussi le régime en Tunisie, pays de monarchie asbolue, où le domaine de la couronne et celui de l'État ne faisaient qu'un;

Attendu, quoi qu'il en soit, qu'en inscrivant dans la convention ratifiée par la France, le 8 juin 1883, ces mots de liste civile et de dotation, les parties contractantes n'ont pu entendre déroger à l'acception que, de tout temps, l'une et l'autre avaient attribuée à cette expression; — Que, sans doute, elles n'ont pu ni voulu faire revivre, afin de l'appliquer en Tunisie, toute une législation organique autrefois spéciale à la France et qui n'est plus en vigueur; — Mais qu'elles ont pu se référer à certains principes reconnus de cette législation, et qu'elles l'ont fait de façon claire et précise en lui empruntant ces mots de liste civile et de dotation, qui suffisent, à eux seuls, à exprimer un ensemble d'idées ne comportant ni incertitude, ni obscurité;

Attendu qu'il résulte de là que, soit qu'elle procède de S. A. le Bey ou du Gouvernement tunisien, soit qu'elle procède d'une faveur de la France, spécialement affectée au rang et à la dignité de l'héritier présomptif, la dotation entreprise ne peut, à aucun point de vue, comme ont tenté de le faire les demandeurs, être assimilée à un traitement de l'État; Qu'elle

a tous les caractères d'une liste civile ou d'une dépendance de la liste civile ; — Que ses arrérages n'ont pu être, dès lors, valablement saisis entre les mains du receveur général des finances tunisiennes ;

Par ces motifs : Annule la saisie pratiquée à la requête de Boddin père et fils par exploit de Soulet du 10 avril dernier, en ordonne la main-levée pure et simple ; Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant opposition ou appel ; — Condamne les demandeurs aux dépens. (Pré. M. GEFFROY, prés. du trib. ; Min. public, HERBAUX, proc. de la Rép., concl. conf. ; MMes ABÉASIS et BRULAT, déf.).

Sur appel du sieur Boddin est intervenu l'arrêt ci-contre :

La Cour : Considérant que la dotation stipulée par le Gouvernement français, et dont S. A. Ettaïeb Bey prince héritier, est bénéficiaire, constitue une dépendance de la liste civile dont jouit le Bey régnant aux termes de la convention du 8 juin 1883 ; — Considérant que la dotation de S A. Ettaïeb Bey se trouve ainsi nécessairement et naturellement règlée par les lois qui règlaient en France, la constitution de la liste civile, apanage du chef de l'Etat ; — Que, cette dotation étant insaisissable, c'est à bon droit que la saisie-arrêt dont elle a été frappée a été déclarée nulle et de nul effet ; — Considérant toutefois que, faite et autorisée pour toutes sommes dont le Receveur Général des Finances se trouverait nanti pour le compte de S. A. Ettaïeb Bey, sans autre indication d'origine, il y a lieu de ne la déclarer nulle que pour les deniers provenant de la dotation mentionnée en la convention du 8 juin 1883 et de la reconnaître bonne et valable pour toutes les autres sommes dont le Receveur Général des Finances se trouverait détenteur pour le compte de S. A. Ettaïeb Bey ; Qu'il échet en conséquence d'infirmer partiellement de ce chef ;

Par ces motifs : Infirme pour partie le jugement du 26 mai 1886 ; Ce faisant et émendant, dit nulle et de nul effet la saisie pratiquée le 9 avril 1886, mais seulement en ce qui concerne la somme dont M. le Receveur des Finances se trouverait détenteur et se référant à la dotation de S. A. Ettaïeb Bey ; la maintient et déclare valable pour toutes autres causes. (Min. public, M. COLAUD DE LA SALCETTE, subst. du proc. gén. ; MMes GARAU ET LEMAIRE, av.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, nº 14. — 20 Octobre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret beylical du 9 chaoual 1306 (7 juin 1889)* : Rattachant les Djerbiotes installés hors de l'île de Djerba aux territoires sur lesquels ils sont établis. — *Décret beylical du 24 hidjé 1306 (21 août 1889)* : Instituant un marché à El Djem. — *Décret beylical du 2 moharrem 1307 (28 août 1889)* : Transférant à Si Beloum le marché de l'Oued el Bellout du Chiahia. — *Décret beylical du 2 moharrem 1307 (28 août 1889)* : Autorisant les notaires de Douar-Chott à instrumenter provisoirement à la Goulette. — *Décret beylical du 20 moharrem 1307 (15 septembre 1889)* : — Prononçant les séquestres des biens de sujets tunisiens émigrés. — *Décret beylical du 23 moharrem 1307 (18 septembre 1889)* : Portant ratification de la convention internationale pour la protection des cables sous-marins. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Pénalités. — Approbation des décrets beylicaux. — Délégation du Résident Général. — Validité des décrets beylicaux à l'égard des européens. — Pouvoirs du Président de la République. — Décret beylical sur la presse. (Edmond, Eugène Lecore-Carpentier.) — *Cour d'appel d'Alger* : 2me espèce. Décret beylical sur la police de la chasse. (Giusti et Mansanti). — *Cour d'appel d'Alger :* 3me espèce. Décret sur les loteries. (Michele-Angelo Agius). *Justice de Paix de Sfax :* Douanes.— Marchandises provenant d'un port tunisien. — Consignation des droits. — Port non ouvert au commerce (Giacomo Toledano c/ Douanes Tunisiennes).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 9 chaoual 1306 (7 juin 1889). *Rattachant les Djerbiotes installés hors de l'île de Djerba aux territoires sur lesquels ils sont établis.*

Article unique. — Le Djerbiotes installés hors de l'île de Djerba sont rattachés aux territoires sur lesquels ils sont établis.

DECRET beylical du 24 hidjé 1306 (21 août 1889). *Instituant un marché à El Djem.*

Article 1er. — Il est créé un marché qui se tiendra le lundi de chaque semaine à El Djem, (caïdat de Mahdia).

Art. 2. — Son ouverture est fixée au 14 octobre prochain ; le tarif des Mahsoulats d'El Djem y sera appliqué.

DECRET beylical du 2 moharrem 1307 (28 août 1889). *Transférant à Si Beloum le marché de l'Oued El Bellout des Chiahia.*

Art. unique. — Le marché du vendredi, dit Souk el Djemâa, qui se tient actuellement au lieu dit Oued El Bellout, du caïdat des Chiahia, sera transféré, à partir du 13 octobre prochain, à l'endroit connu sous le nom de Si Beloum, entre les fractions Sekakha et les Baldias du caïdat des Chiahia, sans aucune modification à son tarif.

DECRET beylical du 2 moharrem 1307 (28 août 1889). *Autorisant les notaires de Douar-Chott à instrumenter provisoirement à La Goulette.*

Article unique. — Les notaires de Douar-Chott, près La Goulette, sont autorisés à instrumenter provisoirement à La Goulette avec le notaire de cette ville.

DECRET beylical du 14 moharrem 1307 (9 septembre 1889). *Transformant la prison de Nebeul en prison de courtes peines.*

Article 1er. — La prison de Nebeul est transformée en prison de courtes peines.

Art. 2. — Le décret du 30 rabia-et-tani 1306 (3 janvier 1889), lui sera applicable.

Art. 3. — L'inspection de cet établissement est confié au caïd de Nebeul.

DECRET beylical du 20 moharrem 1307 (15 septembre 1889). *Prononçant le séquestre des biens de sujets tunisiens émigrés.*

Article 1er. — L'administration est autorisée à prendre immédiatement possession de tous les biens de El Hadj Salah

El Harran et d'El Hadj Ali ben Dhô, des Kraïnia de l'Arad, et à les administrer ainsi qu'elle le jugera convenable sans avoir à rendre compte.

Art. 2. — Les biens meubles seront vendus aux enchères ainsi que les recoltes et produits des biens immeubles.

Les produits ainsi réalisés seront employés d'abord à l'acquittement des impôts. Le surplus sera acquis définitivement au Trésor au fur et à mesure des recettes.

Les prénommés ne pourront être réintégrés dans la possession de leurs propriétés qu'après qu'il en aura été ainsi ordonné par nous.

Art. 3. — Le Premier Ministre et le Directeur des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 23 moharrem 1307 (18 septembre 1889).

Portant ratification de la convention internationale pour la protection des câbles sous-marins.

Article 1er. — En exécution de l'art. 17 de la convention internationale du 14 mars 1889 relative à la pretection des câbles sous-marins, cette convention est ratifiée

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 8 août 1889. — Présidence de M. Loew *prés.*

Pénalités. — Approbation des décrets beylicaux. — Délégation du Résident Général. — Validité des décrets beylicaux à l'égard des Européens. — Pouvoirs du Président de la République. — Décret beylical sur la presse.

Les décrets beylicaux régulièrement approuvés par arrêté du Résident Général de la République Française en Tunisie, sont obligatoires pour les français et protégés français; il en est ainsi notamment du décret beylical sur la liberté de la presse.

Le droit d'approuver les décrets beylicaux a été régulièrement délégué au Résident Général par un décret du Président de la République en date du 10 *novembre* 1884, *pris en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés en termes généraux par l'article* 8 *de la loi constitutionnelle du* 16 *juillet* 1875, *et, plus spécialement dans l'espèce, par les lois du* 27 *mai* 1881, *et* 9 *avril* 1884 *approuvant les traités des* 12 *mai* 1881 *et* 8 *juin* 1883.

D'ailleurs les textes du décret beylical sur la presse relatifs à la diffamation n'étant que la reproduction littérale des textes y relatifs de la loi française, c'est en réalité cette dernière loi qui est appliquée en matière de diffamation dans la Régence.

EDMOND EUGÈNE LECORE-CARPENTIER

Sur le pourvoi de Edmond-Eugène Lecore-Carpentier, en cassation d'un arrêt rendu, le 24 mai 1889, par la Chambre des appels correctionnels de la Cour d'Alger, sur appel d'un jugement du Tribunal correctionnel de Tunis ;

La Cour : Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation du principe d'après lequel les Français résidant dans les Echelles du Levant et de Barbarie, ne doivent être jugés que d'après les dispositions des lois françaises, l'arrêt attaqué ayant fait au demandeur application d'une loi pénale édictée par le Bey de Tunis ;

Attendu que sur la plainte de Balut, citoyen français, résidant à Tunis, Lecore Carpentier, qui est également français, a été condamné par le Tribunal de Tunis à mille francs d'amende pour diffamation, par application de l'article 1er du décret beylical du 25 hidjé 1301, et de l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881 ; — Que ce jugement a été confirmé dans son dispositif par arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 24 Mai dernier ; [1]

Attendu que le demandeur soutient que la condamnation prononcée contre lui manque de base légale, parce que, d'une

(1) Ni le Tribunal de Tunis ni la Cour d'Alger n'avaient eu à statuer sur lc moyen soulevé devant la Cour dc Cassation.

part, en sa qualité de citoyen français, il ne pouvait être jugé que selon les dispositions d une loi française, et que, d'une autre part, le décret du bey qui lui a été appliqué, n'a pas reçu la sanction de la Chambre des Députés et du Sénat, qui exercent, seuls en France, le pouvoir Législatif;

Attendu que, par deux décrets portant la date du 25 hidjé 1301, date correspondant au 14 octobre 1884, le Bey de Tunis a règlé pour ses états le régime de la presse en promulguant plusieurs titres ou chapitres de la loi du 29 juillet 1881 ; Que ces deux décrets ont été visés et approuvés par le Résident de la République Française à Tunis, et qu'ils sont devenus, dès-lors, obligatoires pour tous les Français et protégés Français résidant dans la Régence ;

Attendu que le demandeur prétend vainement que le représentant du Gouvernement Français à Tunis n'avait pas le droit d'approuver une loi faite par un souverain étranger ; — Que ce pouvoir lui a été régulièrement conféré par un décret du Président de la République en date du 10 novembre 1884, lequel est ainsi conçu :

« Article 1er. — Le Résident de la République est délégué » à l'effet d'approuver au nom du Gouvernement Français la » promulgation et la mise à exécution dans la Régence de » Tunis de tous les décrets rendus par S. A. le Bey ; »

Attendu qu'aux termes de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le Président de la République négocie et ratifie les traités avec les puissances étrangères, et que le décret ci-dessus rapporté n'a été que la conséquence des traités du 12 mai 1881 et du 8 juin 1883, qui ont placé la Tunisie sous la protectorat de la France. et qui ont été approuvés par les lois des 27 mai 1881 et 9 avril 1884 ;

Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a visé dans son dispositif, conformément à l'article 195 du Code d'instruction criminelle, le décret beylical du 14 octobre 1884 ; — Que, d'ailleurs, la disposition pénale de ce décret, relative au délit de diffamation, est la reproduction littérale de l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881, et qu'ainsi c'est une loi française dont il a été fait application au demandeur ;

Par ces motifs : Rejette le pourvoi formé par Lecore-Carpentier contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger en date du 24 mai 1889; — Le condamne à l'amende et aux frais. (M. Sallantin, cons. rapp.; Min. public, M. Desjardins, av. gén.; Me Bazille, avocat).

Note de la Rédaction. — Voir dans le même sens les arrêts et jugements ci-après.

Cette importante question n'avait pas encore été soumise expressément à la Cour de Cassation, quoique la Cour d'Alger ait été, dès 1885, appelée à trancher ce point de droit; mais la Cour de Cassation s'était déjà prononcée implicitement à ce sujet. (Voir arrêt Soussou Medjani : *Journal des Tribunaux Français en Tunisie*, page 62).

COUR D'APPEL D'ALGER (ch. des appels correct.)

Audience du 21 mai 1885. — *Présidence de* M. Parisot, *prés.*

2me espèce. — Décret beylical sur la police de la chasse.

Le décret beylical sur la police de la chasse, régulièrement promulgué par arrêté du Résident français de Tunis, agissant par délégation du Président de la République Française, est obligatoire pour les justiciables des Tribunaux français comme pour les sujets tunisiens.

Un décret du Président de la République créant des pénalités pour un pays de protectorat, est régulier au point de vue constitutionnel.

GIUSTI ET MANSANTI

Le 17 *mars* 1885, *le Tribunal de Tunis avait rendu le jugement suivant :*

Le Tribunal : Attendu que Giusti et Mansanti ont été assignés, à la requête de M. le Procureur de la République, comme prévenus d'avoir, le premier, à Tunis, le 4 février 1885, le second, à Ghardimaou, le 3 du même mois, transporté des perdrix en temps prohibé, délit prévu et réprimé par les articles 1er et 3 du décret du bey, du 12 mars 1884;

En ce qui concerne Giusti ;

Attendu qu'il soutient, en premier lieu, que les peines édictées par le décret précité ne sont pas applicables à des européens, en vertu de ce principe, inscrit dans les capitulations, que les crimes, délits et contraventions, commis par des européens en Tunisie, ne sont punissables que des peines portées par les lois de leur nation, aujourd'hui par les lois françaises ;

Attendu que cet argument doit être repoussé ;

Attendu, en effet, que la convention du 8 juin 1883, entre le Gouvernement de la République Française et S. A. le Bey de Tunis, a établi : 1° la nécessité de réformes administratives, judiciaires et financières en Tunisie ; 2° la nécessité d'un accord entre le pouvoir local et le pouvoir protecteur pour la validité de tout règlement à édicter en ces matières ;

Attendu que le décret du 12 mars 1884, règlementant la police de la chasse en Tunisie, rentre dans la catégorie des réformes administratives visées dans cet acte ;

Attendu que la loi du 9 avril 1884 a autorisé le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention du 8 juin 1883 ;

Attendu qu'un décret du Président de la République Française, du 8 novembre 1884, a délégué le Résident Français à Tunis à l'effet d'approuver, au nom du Gouvernement Français, la promulgation et la mise à exécution, dans la Régence, de tous les décrets rendus par S. A. le bey ;

Attendu qu'en exécution de ce décret, l'approbation du Gouvernement Français a été donnée au décret beylical du 12 mars 1884. suivant arrêté du Résident du 15 décembre même année, inséré dans le *journal officiel tunisien* le 19 décembre suivant ;

Attendu que par l'effet de cet arrêté, le décret beylical dont s'agit a acquis tous les caractères et toute l'autorité d'un acte du Gouvernement Français et que, comme tel, il s'impose à tous les justiciables de la juridiction française ;

Attendu que la défense élève une autre critique : qu'admettant que le décret dont s'agit présente le caractère qui

vient d'être défini, elle déclare tenir pour inconstitutionnel un système qui fait résulter des pénalités de la volonté du Président de la République; — Mais attendu que la maxime du droit public, suivant laquelle une peine ne peut être édictée que par une loi, maxime d'une autorité absolue dans la Métropole, ne régit point les colonnies et établissements français séparés de la France continentale; que, pour ces pays, des nécessités pratiques ont fait prévaloir la règle contraire et que le droit de légiférer a, de tout temps, appartenu au pouvoir exécutif;

Attendu que ce système a été consacré expressément par la loi du 24 avril 1883, art. 25 et par le sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 18; que si, dans quelques colonies, certaines matières déterminées ont été placées sous un régime différent, si quelques possessions sont régies concurremment par des lois et par des décrets, ces exceptions ne portent pas atteinte à la règle générale, qui n'a jamais été contestée;

Attendu que comme exemple de son application, il suffira de citer pour l'Algérie, l'ordonnance du 22 juillet 1834, qui a disposé que les possessions françaises dans le nord de l'Afrique seraient régies par des ordonnances, et qui, dans les cas urgents, conférait au Gouvernement Général le pouvoir de rendre exécutoires provisoirement des projets d'ordonnance préparés par lui; — Pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui a donné au chef de l'Etat le pouvoir de décider par simple décret, en ce qui concerne la législation civile, correctionnelle et de simple police, réserve faite de la législation criminelle, qui doit être l'œuvre de la loi; — Pour les îles de la Société (Taïti), alors sous le régime du Protectorat, l'ordonnance du 28 avril et du 18 mai 1843, qui a délégué au Commissaire du Protectorat, faisant fonctions de Résident, le droit de créer des pénalités sous certaines conditions; le décret du 28 août 1868, qui a appliqué à ce Protectorat les lois françaises, sauf les modifications que peuvent y apporter les ordonnances et décrets et les arrêtés locaux; — Pour le Cambodge, pays protégé, le décret du 24 février 1881, qui a ordonné

la mise en vigueur de la législation pénale régissant la Cochinchine ;

Attendu que des observations qui précèdent, il résulte que le système adopté en Tunisie n'a rien d'inconstitutionnel et qu'il est au contraire conforme aux règles établies et universellement appliquées en matière de législation coloniale et pour les pays placés sous notre Protectorat ;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu pour le Tribunal de considérer comme exécutoire en son entier le décret beylical du 12 mars 1884, revêtu de l'approbation du Gouvernement français ;

Attendu, quant aux faits reprochés à Giusti, que de l'information et des débats, il résulte que. le 4 février dernier, à Tunis, il a apporté au bureau de la douane d'exportation, une caisse contenant 15 perdrix ; mais attendu que cette caisse était fermée ; qu'elle avait été confiée à Giusti par son père pour être portée à la douane, sans qu'il lui eut été donné connaissance de son contenu ; qu'il ne lui appartenait point d'ouvrir cette caisse ; qu'il n'a donc commis aucune faute et qu'il doit, par conséquent, être renvoyé de la poursuite conformément aux conclusions prises à l'audience par le ministère public ;

En ce qui concerne Mansanti :

Attendu qu'il résulte de l'information, des débats et de l'aveu même du prévenu la preuve que le 3 février dernier, il a expédié de Ghardimaou à Tunis, chez Giusti père, pour être envoyée en Italie, la caisse contenant 15 perdrix qui a été saisie le lendemain à la douane ;

Attendu que ce fait constitue le délit prévu et réprimé par les art. 1er et 3 du décret beylical du 12 mars 1884, dont la lecture a été donné par le président ;

Par ces motifs : Le Tribunal renvoie Giusti des fins de la poursuite sans dépens, et déclare Mansanti coupable du délit ci-dessus spécifié ; et lui faisant application des dispositions des articles précités, le condamne à une amende de 50 piastres, soit 31 fr. 25 ; — Ordonne la confiscation du gibier saisi, et le condamne par corps envers l'Etat aux frais du procès. (Pré-

sident, M. Fermé, juge doyen ; Min. public, M. Bossu, subst.; Me Dasconaguerre, avocat).

Mansanti a interjeté appel; mais il ne s'est pas présenté devant la Cour d'Alger, qui a statué ainsi :

La Cour : Attendu, en fait, que par la convention précitée du 8 juin 1883, S. A. le Bey de Tunis s'est engagé à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières qui pourraient être jugées utiles par le Gouvernement de la République Française ; — Que la dite convention a été approuvée par la loi du 9 avril 1884 ; — Que, postérieurement à cette convention, les traités et capitulations existant entre le Gouvernement beylical et les autres puissances intéressées ont été abolis ; [1] — Que, par décret en date du 31 juillet 1884, le Bey de Tunis a reconnu la compé'ence exclusive des Tribunaux français dans la matières où les européens peuvent être mis en cause ; — Qu'un décret du Président de la République française, portant la date du 10 novembre 1884, a délégué le Résident français à Tunis à l'effet d'approuver, au nom du Gouvernement qu'il représente, la promulgation et la mise à exécution, dans la Régence de Tunis, de tous les décrets rendus par S. A. le Bey ;

Attendu que le décret beylical du 12 mars 1884, sur la police de la chasse, a été régulièrement appprouvé par le Résident français à Tunis, le 15 décembre même année ; — Que d'ailleurs, aux termes de la convention du 8 juin 1883, ce décret n'excédait pas les droits et les pouvoirs reconnus par le Gouvernement de la République Française au Bey de Tunis ; — Qu'en cet état, il ne saurait être soulevé que la question de savoir si le Président de la République Française ou son délégué peuvent légitimement rendre exécutoires, vis-à-vis des européens habitant la Régence de Tunis, les décrets beylicaux

---

(1) C'est là une erreur matérielle incontestable : les juridictions étrangères seules ont été abolies ; les capitulations ont au contraire été formellement maintenues et le Gouvernement français s'est porté garant de leur maintien par le traité du Bardo.

L. B.

portant contre ceux-ci des pénalités, alors qu'il est admis, en principe, qu'aucune peine ne saurait être prononcée en France ou sur le territoire français, qu'en vertu d'une loi ;

Attendu, en droit, qu'il y a lieu de rechercher, tout d'abord, si les Tribunaux judiciaires sont compétents pour définir les pouvoirs accordés au Président de la République Française par la convention du 8 juin 1883 ;

Attendu, sur ce point, qu'il est admis, en principe, que les Tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour interpréter les traités internationaux, toutes les fois que les contestations qui donnent lieu à cette interprétation ont pour objet des intérêts privés, ce qui se produit dans l'espèce ; — Que le décret du Président de la République Française, déléguant le Résident français à Tunis pour l'approbation des décrets rendus par S. A. le Bey, n'est qu'un acte d'exécution du traité, avec lequel il s'identifie sans y rien ajouter ; — Que, dès lors, ce décret ne saurait être considéré comme un acte administratif, dont la connaissance est interdite aux Tribunaux ordinaires, et que la Cour a le droit d'en examiner les termes et d'en préciser la portée ;

Attendu que, contrairement à la doctrine soutenue par les premiers juges, aucune assimilation ne saurait être faite entre la Régence de Tunis et les colonies françaises proprement dites [1] ; — Qu'en effet d'après les traités en vigueur, la France n'exerce sur la Régence de Tunis, qu'un simple Protectorat ; — Que si l'approbation du Gouvernement de la République Française est nécessaire pour que les décrets beylicaux deviennent exécutoires, le Bey n'en exerce pas moins, comme souverain, les droits et les pouvoirs dont il est investi ; — Que dans ces circonstances et sauf la ratification du traité par le Sénat et la Chambre des députés, le Gouvernement Français possédait le droit incontestable d'établir, dans la Régence de Tunis et d'accord avec S. A. le Bey, telle

---

(1) Nous ferons remarquer que le Tribunal de Tunis ne faisait pas mention seulement des colonies françaises, mais aussi des protectorats du Cambodge et des îles de la Société.

L. B.

législation qui paraîtrait correspondre aux besoins des sujets ou protégés français; — Que si, sur le territoire français, et d'après les principes du droit public, aucune peine ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi, il ne saurait en être de même lorsqu'il s'agit d'un pays étranger à la France et sur lequel celle-ci n'exerce qu'un droit de surveillance et de protection; — Que dès lors, et en vertu des conventions précitées, le Président de la République Française, ou son délégué, pouvait légitimement approuver et rendre exécutoires dans la Régence du Tunis les décrets de S. A. le Bey, alors même que ces actes édictaient des pénalités;

Attendu, d'ailleurs, que les diverses puissances, en reconnaissant comme légale et régulière la juridiction française, ont évidemment entendu que la loi pénale applicable à leurs nationaux serait la législation beylicale approuvée par le Gouvernement français, ou tout au moins et en l'absence de celle-ci, la législation française métropolitaine; — Que l'examen des lois et ordonnances abrogatives des capitulations ne saurait laisser subsister aucun doute à cet égard, et que les droits du Gouvernement Français ont été formellement reconnus par les puissances intéressées;

Attendu que dans cet état et par les considérations qui précèdent, le décret du 12 mars 1884, sur la police de la chasse est applicable à Mansanti;

Attendu, enfin, qu'il résulte de l'information, des débats, et de l'aveu même du prévenu que celui-ci a, le 3 janvier 1885, à Ghardimaou, Régence de Tunis, transporté une certaine quantité de gibier en temps prohibé;

Par ces motifs : Donne défaut et confirme le jugement dont est appel. (M. Hugues, cons. rapp.; Min. public, M. Vialla, subst. du proc. gén.).

COUR D'APPEL D'ALGER. (ch. des appels correct.)

Aud. du 23 octobre 1885. — *Prés. de* M. Blanckaert, *prés.*

3me espèce. — Décret beylical sur les loteries.

Un fait délictueux prévu et puni par le code pénal ne peut donner lieu, en ce qui concerne les justiciables des Tri-

bunaux français dans la Régence, qu'à l'application des seules pénalités édictées par ce code, pénalités qui ne peuvent être modifiées par un décret beylical même approuvé par arrêté résidentiel.

Ainsi, le décret beylical du 23 juillet 1884 sur les loteries, approuvé et promulgué par arrêté résidentiel du 25 décembre suivant, n'est applicable aux justiciables des Tribunaux français qu'en ce qui concerne les prescriptions d'ordre administratif qu'il édicte ; au contraire les pénalités qu'il crée ne peuvent recevoir d'application qu'à l'égard des sujets tunisiens déférés aux Tribunaux indigènes.

Mais ce décret a eu pour effet, en ce qui concerne les justiciables des Tribunaux français, de permettre à leur égard l'application de l'article 410 du code pénal, inapplicable antérieurement dans la Régence sous le régime de la liberté absolue des loteries.

MICHELE ANGELO AGIUS

La Cour : Attendu qu'il est constant que le sieur Agius, Michele Angelo, sujet anglais, demeurant à Tunis, a mis en loterie, au mois de mai 1880, une paire de boucles d'oreilles en diamant d'une valeur approximative de 9000 piastres tunisiennes, que le dit Agius, tant pour se couvrir de la valeur de ce bijoux que pour se procurer le gain qu'il avait en vue, a émis des billets au nombre de 7000 et au prix d'un franc par billet ;

Attendu que postérieusement à l'émission de ces billets, mais avant qu'ils pûssent tous être distribués dans le public tunisien, et que le tirage de la loterie eût été effectué, il est intervenu à la date du 23 juillet 1884, un décret beylical dont l'art. 1er interdit sur le territoire de la Régence toute loterie non autorisée par le Gouvernement du Bey, sous les peines d'emprisonnement et d'amende qu'il édicte et avec confiscation des fonds et effet mobiliers mis en loterie ou servant au service des loteries ;

Attendu que ce décret a été approuvé le 25 décembre sui-

vant par le ministre résident de la République Française et que cette approbation l'a rendu exécutoire au regard de tous les habitants d'origine européenne, justiciables des Tribunaux français de la Régence ; — Qu'autérieurement au décret du 23 juillet 1884 dont s'agit, les loteries étaient absolument libres en Tunisie, et n'étaient subordonnées à aucune autorisation préalable ;

Attendu qu'en continuant à distribuer des billets de sa loterie et en faisant procéder à son tirage, depuis le 23 juillet 1884 et surtout depuis le 25 décembre suivant, date de l'approbation du décret par le ministre de France, sans s'être muni d'une autorisation délivrée par le Gouvernement beylical, Agius a contrevenu au dit décret et s'est rendu passible des peines édictées non point par ce décret, qui, en ce qui concerne la pénalité, n'est applicable qu'aux sujets tunisiens déférés aux tribunaux indigènes, mais par l'art. 418 C. pén., rendu exécutoire en Tunisie par l'approbation sus-visée du Ministre de France à l'encontre des habitants de la Régence justiciables des tribunaux français ;

Par ces motifs : Dit bien appelé, mal jugé ; infirme en conséquence le jugement attaqué ; déclare Agius coupable d'avoir, dans le courant des années 1884-1885, à Tunis, établi et tenu une loterie non autorisée par le Gouvernement du Bey ; reconnait toutes fois en sa faveur des circonstances attinuantes, et lui faisant application des art. 410 et 463 C. pén., le condamne à 16 francs d'amende et aux dépens. (M. Hugues, cons. rapp. ; min. public : M. Marsau, subst. du Proc. Général.).

Note. — Il résulte de la combinaison des deux arrêts ci-dessus que la Cour d'appel considère comme obligatoires pour les jusiticiables des Tribunaux français les décrets beylicaux créant des pénalités en matière de lois spéciales, après promulgation par le Résident Général ; mais qu'elle regarde comme obligatoires seulement pour les justiciables des Tribunaux indigènes les décrets beylicaux édictant des pénalités dans les matières prévues par le code pénal et les lois modificatives de ce code, même au cas de la promulgation de ces décrets beylicaux par le Résident général. Le véritable motif de cette distinction, quoique la Cour d'appel d'Alger ne se soit pas

JUSTICE DE PAIX DE SFAX

Audience du 21 août 1888. — *Présidence de* M. BLONDEL, *juge*

Douanes. — Marchandises provenant d'un port tunisien. — Consignation des Droits. — Port non ouvert au commerce.

Les marchandises provenant de la Régence de Tunis sont soumises, lors de leur débarquement dans un port tunisien, aux droits ordinaires d'importation et notamment pour les alfas au droit de 8 0/0 *ad valorem, si le chargeur n'est pas porteur d'un passavant et ne représente pas la quittance régulière des droits consignés, conformément à l'article 25 du décret du 3 octobre* 1884 *réglementant les Douanes et Monopoles.*

Le chargeur ne saurait se soustraire à cette obligation sous le prétexte que les marchandises auraient été chargées dans un port non compris dans la liste des ports ouverts au commerce par l'article 10 du décret susvisé.

GIACOMO TOLEDANO C/ DOUANES TUNISIENNES

Attendu, que par exploit de Simoni, huissier à Sfax, en date du 17 août 1888, Giacomo Toledano a fait citer l'Administration des Douanes 1° en restitution d'une somme de 313 piastres 80 centièmes, soit en monnaie française 1884 0,f. qu'il prétend que cette administration lui aurait fait payer à tort sur de l'alfa

---

prononcée nettement à cet égard, est évidemment la non-abrogation de l'article de la loi de 1836 sur la procédure criminelle dans les Echelles du Levant, qui déclare les lois pénales françaises applicables de plano et sans promulgation spéciale dans les échelles, et par conséquent en Tunisie. Cet article de loi, n'ayant pas été abrogé par la loi du 27 mars 1883, a conservé toute sa force, malgré l'institution du Protectorat; il crée un obstacle légal au droit du Président de la République, et a fortiori de son délégué le Résident général, de légiférer sur les matières prévues par notre législation pénale de droit commun, cette législation étant seule applicable aux justiciables de nos Tribunaux en Tunisie et ne pouvant être modifiée que par une loi et non par un simple décret.

L. B.

venant de Zarath et d'El Grini, c'est à dire de provenance Tunisienne et par conséquent exempte d'impôt d'importation ; et 2° en deux cents francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu qu'en effet le demandeur reconnaît avoir reçu de Zarath, Tunisie, le 7 août courant, quatre mahonnes chargées d'alfa, chargement qui se composait de 1017 quintaux d'alfa, pour lequel il a payé à la douane de Sfax la dite somme de 313 piastres 80 centièmes ; — Attendu que le demandeur prétend que cette somme a été indument perçue ; — Mais, attendu que le demandeur reconnaît lui-même qu'il n'avait pas de passavant ou autre papier de cabotage indiquant la provenance de sa marchandise ; Qu'il déclare que l'alfa par lui introduite à Sfax, provient de Zarath et d'El Grini, localités situées dans la Régence de Tunis ; — Mais attendu que ces deux ports ne sont pas compris dans le nombre de ceux ouverts au commerce par l'article 10 du décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884) ; que pour pouvoir régulièrement charger de l'alfa dans ces ports à destination de Sfax, Tolédano aurait dû, soit prévenir l'administration des douanes ou demander son autorisation, soit se conformer aux prescriptions de l'article 25 du dit décret du 14 hidjé 1301, en consignant les droits afférents à cette marchandise contre quittance régulière, ce qu'il n'a pas fait ; que c'est donc à bon droit que la douane, dans ces circonstances, a imposé l'alfa à 8 0/0 de sa valeur, et ce, d'après l'annexe du dit décret susvisé ; — Attendu, par suite, que les prétentions du demandeur ne sont pas fondées, qu'il y a lieu de le débouter de sa demande et de laisser à sa charge les frais par lui exposés ; Par ces motifs, jugeant en matière civile, contradictoirement et en dernier ressort : Déboutons purement et simplement Giacomo Tolédano de sa demande contre l'Administration des douanes tunisiennes et laissons à sa charge les frais par lui exposés. C. M. DE BOUREUILLE, sous-inspecteur des Douanes.)

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, nº 15. — 31 Octobre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret beylical du 15 hidjé 1306 (11 août 1889)* : Fixant la taxe à percevoir sur les charrettes à Souk-el-Arba — *Décret beylical du 4 sfar 1307 (29 septembre 1889)* : Portant réglementation des tarifs de la taxe municipale de balayage et de curage des égouts à Tunis. — *Décret beylical du 6 sfar 1307*)1 octobre *1889)* : Approuvant la convention du 16 septembre 1889, concernant l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue ; Convention. Jurisprudence : *Tribunal de Tunis* : Poste aux lettres. — Mandat postal. — Tunisie. — Paiement. — Monnaie. — (Goin c/ admnistration des Postes Tunisiennes).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 15 hidjé 1306 (11 août 1889). *Fixant la taxe à percevoir sur les charrettes à Souk-el-Arba* (1)

Article 1er. — La commission municipale de Souk-el Arba est autorisée à percevoir une taxe annuelle de 15 piastres sur les charrettes.

Cette taxe sera applicable à partir du 13 octobre 1889.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 4 sfar 1307 (29 septembre 1889). *Portant règlementation des tarifs de la taxe municipale de balayage et de curage des égouts à Tunis.* (2)

Article 1er.—La taxe municipale de balayage et de curage des égouts perçue à Tunis sera égale au 3,75 °/₀ de la valeur locative des immeubles ou des terrains non bâtis mais sur lesquels sont exploitées des industries.

Les immeubles d'une valeur locative inférieure à 160 piastres par an seront assujettis à un droit fixe de 6 piastres.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 25 août 1889.
(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 29 septembre 1889.

La taxe est à la charge des propriétaires ; elle sera appliquée à dater du 13 octobre 1889.

Art. 2. —*Ne sont point soumis à la taxe :*

1· Les bâtiments affectés aux cultes ;

2· Nos palais et ceux des membres de Notre famille jouissant d'une liste civile, à l'exception toutefois des propriétés de rapport pouvant leur appartenir et des maisons d'habitation appartenant aux maris des princesses ;

3· Tous les édifices affectés à l'installation des divers services publics et les bureaux des fonctionnaires et employés des dits services ;

4· Les Consulats ;

5· Les Hôpitaux ;

6· Les parties des bâtiments qui servent aux élèves dans les établissements publics d'éducation ou d'instruction ;

7· Les parties des gares qui ne sont pas affectées au logement du personnel et des employés.

La taxe pour le balayage et le curage des égoûts étant à la charge des propriétaires, les exemptions ci-dessus spécifiées ne pourront être accordées qu'autant que les bâtiments affectés aux usages qu'elles prévoient ne seront pas loués ou appartiendront à l'État.

Art. 3. — La taxe de balayage et de curage des égoûts est applicable dans une zône limitée par les remparts de la ville, par le lac et par les deux kandaks qui se dirigent de Bab-Alléoua et de Bab-Kadra vers le lac.

Art. 4. — Chaque année, avant le 13 octobre, le Président de la Municipalité fait procéder à la formation des rôles de la taxe.

Ces rôles sont soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et envoyés au Receveur Municipal.

Celui-ci fait porter les rôles à la connaissance des contribuables par voie d'affiche et d'avertissement individuel.

L'avertissement énoncera : 1· l'évaluation du loyer de l'immeuble ; — 2· le montant de la taxe imposée au contribuables ; — 2· le délai et le mode des réclamations.

Art. 5. — Le Receveur municipel est chargé du recouvre-

ment de la taxe qui est payable par douzièmes échus de mois en mois, les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles, à moins qu'il n'en soit autrement ordonnè par le Président de la Municipalité.

Il lui appartient d'accorder des sursis, s'il y a lieu, et d'échelonner les paiements.

La taxe est due pour l'année entière sauf le cas de démolition totale ou partielle.

En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe.

Art. 6. — Tout contribuable qui se croit mal imposé a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution.

Les réclamations sont adressées au Premier Ministre, lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées à des sujets tunisiens.

Les sujets étrangers doivent se pourvoir devant les Tribunaux français.

Art. 7. — Les demandes en décharge ou réduction, ou mutations de cote, pour être recevables, doivent être présentées dans le délai de trois mois à partir de la publication des rôles.

Les demandes de dégrèvement ponr cause de destruction ou démolition totale ou partielle de bâtiments doivent, pour être recevables, être accompagnées de la quittance des termes échus.

Le jour de la publication des rôles et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les délais fixés par le présent article.

Art. 8. — Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, être accompagnée de la quittance des termes échus.

Art. 9. — Tout contribuable, en retard pourra être poursuivi par voie de saisie et de vente mobilière.

Les poursuites n'auront lieu qu'après deux sommations préalables, à dix jours de distance.

La première de ces sommations sera signifiée au contribuable par la voie de la poste.

La deuxième sommation sera signifiée également par la

voie de la poste et par lettre recommandée dont le Receveur devra réclamer un accusé de réception.

Si après la deuxième sommation le contribuable ne se libère pas, le Receveur remet anx huissiers près les Tribunaux un extrait du rôle rendu exécutoire par Notre Premier Ministre comme il a été dit à l'article 4. L'extrait du rôle est transcrit en tête du commandement de payer que l'huissier signifie au retardataire ; il est procédé, après cette formalité, à la saisie des meuhles et effets.

Le Receveur fait ensuite procéder à la vente des meubles et effets.

Les frais de port des deux sommations, les frais de poursuites s'ajoutent au principal de l'impôt.

L'administration aura privilège pour le paiement de l'impôt sur le prix de vente du mobilier de ses débiteurs.

En ce qui concerne les sujets tunisiens il pourra être aussi procédé contre eux par voie de contrainte par corps, conformément aux dispositions du décret du 24 Rabia-el-Aoual 1302 (10 janvier 1885).

Art. 10. — Sont abrogées les taxes de balayage ou de curage des égoûts perçues à Tunis en vertu d'usages locaux ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 11. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 6 sfar 1306 (1er octobre 1889). *Approuvant la convention du 17 septembre* 1889 *concernant l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue.* [1]

Article 1er. — Est approuvée la Convention y annexée relative à l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue (applicable à partir du 13 janvier 1890) passée le 17 septembre 1889 entre le Directeur des Travaux Publics et la Compagnie du Gaz et Régie Co-intéressée des Eaux de Tunis.

Art. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 20 septembre 1889.

CONVENTION

Les stipulations de la Convention du 25 octobre 1884, relatives à l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue, sont remises en vigueur à dater du 13 janvier 1890, sous les réserves ci-après :

CHAPITRE Ier. — ART. II

Les articles 7 et 13 du cahier des charges annexé à la Convention du 25 octobre 1884 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 7. — L'administration déterminera, le concessionnaire entendu, les terrains à exproprier. L'expropriation sera poursuivie par les soins de l'administration, aux frais du concessionnaire, lequel devra établir et produire, en double expédition, les plans parcellaires des terrains à exproprier.

Art. 13. — Tous les tuyaux, soit en fonte, soit en tôle ou en bitume, ainsi que les robinets, seront soumis, à l'usine, à l'aide d'une pompe de presse hydraulique, à une pression équivalente à 10 kilog. par centimètre carré,

Le concessionnaire devra justifier de l'accomplissement de cette disposition, et tous les frais qui en résulteront, qu'elle qu'en soit la nature, seront à sa charge.

CHAPITRE II. — ART. III.

Les articles 50 et 56 du cahier des charges annexé à la Convention du 25 octobre 1884, sont complétés comme il suit :

Art. 50. — A cet effet, une équipe permanente composée d'un fontainier, d'un aide et d'un manœuvre, sera installée dans un local attenant aux bureaux du concessionnaire et accessible de la rue, ce local sera pourvu extérieurement, d'une lanterne indicatrice et relié au réservoir Sidi Abdallah par le téléphone, les frais d'installation du téléphone ou d'abonnement au réseau téléphonique étant à la charge de la ville.

Dès qu'un incendie sera signalé, le fontainier et son aide se rendront sur le lieu du sinistre munis de leur outillage et des

raccords pour les bouches sous trottoirs; le manœuvre ira requérir le reste du personnel, et le gardien du réservoir sera avisé, par le téléphone, des manœuvres à effectuer.

Art. 56. -- Les manœuvres des vannes qui seront, à cet effet, jugées nécessaires par l'Administration, seront à la charge du concessionnaire.

CHAPITRE III. — ART. IV.

Les articles 58, 59, 61 et 62 du cahier des charges annexé à la Convention du 25 octobre 1884, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 58. — L'eau, pour les usages domestiques, sera livrée au compteur ou au robinet de jauge, au choix de l'abonné.

Pour les usages industriels et pour les irrigations elle sera livrée exclusivement au compteur.

Il ne sera pas consenti d'abonnements inférieurs à 200 mètres cubes par an pour les usages domestiques. Le prix de ces abonnements est fixé à cinquante piastres par an, si la quantité d'eau livrée dans l'année est inférieure ou égale à 200 mètres cubes. Le surplus sera payé à raison de une demi-piastre le mètre cube.

Il ne sera pas consenti d'abonnements inférieurs à 1800 mètres cubes par an pour les irrigations. Le prix du mètre cube d'eau est fixé à vingt cinq centièmes de piastre.

Il ne sera pas consenti d'abonnements inférieurs à 2400 mètres cubes par an pour les usages industriels. Le prix de ces abonnements est fixé à 600 piastres par an, si la quantité d'eau livrée dans l'année est inférieure ou égale à 2400 mètres cubes. Le surplus sera payé à raison d'une demi-piastre le mètre cube.

Il ne sera pas consenti d'abonnements mixtes, pour usages domestiques et irrigations ou pour usages domestiques et industriels.

Dans aucun cas, la redevance à payer par l'abonné ne pourra être inférieure au chiffre qui résultera des quantités portées à la police d'abonnement et de l'application à ces quantités du tarif ci-dessus.

Le concessionnaire ne pourra vendre l'eau à d'autres prix qu'à ceux du tarif; toutefois, dans les mois d'abondance des eaux, il pourra, avec l'autorisation de l'administration et dans les conditions arrêtées par elle abaisser ces prix pour les abonnés déjà pourvus de police d'abonnement à l'eau pour les irrigations ou pour les hammams. Le minimun de la redevance annuelle indiqué aux paragraphes précédents, restant d'ailleurs intégralement dû, dans tous les cas par l'abonné,

Les droits d'usage continueront à être perçus par l'administration pour l'eau livrée aux navires, et cette partie du revenu des eaux restera en dehors du Compte de la Régie.

Art. 59. — Les abonnements partent des 13 octobre, 13 avril et 13 juillet de chaque année.

Toute demande formée à une autre époque y sera ramenée; le temps à courir sur le trimestre commencé n'entrera pas dans la durée normale de l'abonnement; les redevances diverses afférentes au temps écoulé, seront réglées au prorata.

Les abonnements seront consentis pour une durée d'une année ou d'un nombre entier d'années; les abonnements d'une année se continueront par tacite reconduction. L'administration pourra toujours, à toute époque, limiter ou retirer les abonnements pour irrigations.

Dans ce cas, la redevance afférente au temps écoulé sera réglée au prorata dans les conditions stipulées à l'article précédent.

Art. 61. — Les prises et branchements particuliers seront exécutés par le concessionnaire aux frais de l'abonné, depuis la conduite publique jusqu'au mur de face intérieure, avec un bout de tuyau en plomb pénétrant de $0^m,50$ dans l'intérieur de la propriété.

Le prix à percevoir pour l'établissement des branchements particuliers seront déterminés par l'arrêté prévu à l'article 57.

Le prix d'entretien d'un branchement particulier, dans les villes de Tunis et de La Goulette est fixé à cinq piastres par an, quelle que soit sa longueur.

Il en sera de même pour les branchements extérieurs à ces villes, si leur longueur ne dépasse pas vingt mètres. Si, au

contraire, la longueur de ces branchements est supérieure à vingt mètres, la redevance d'entretien sera augmentée de vingt centièmes de piastre par mètre de longueur en plus.

Art. 62. — Le concessionnaire sera tenu de fournir, à chaque abonné, un compteur conforme à un des types acceptés par l'administration.

L'administration se réserve de contrôler ces compteurs lorsqu'elle le jugera convenable, le concessionnaire lui fournissant les appareils de jauge nécessaires à cet effet.

Tout compteur dont les indications seront reconnues erronnées de plus de 8 0/0 sera immédiatement remplacé (la tolérance devant toujours être en faveur de l'abonné). Les compteurs seront de deux sortes : les compteurs de vitesse et les compteurs de volume.

Pour le compteur de vitesse, l'abonné payera, pour la location et l'entretien de cet appareil, une redevance annuelle de :

Huit	piastres	pour un compteur	à tuyau de	15m/m	et au-dessous.
Dix	id.	id.	id.	20	id.
Quinze	id.	id.	id.	27	id.
Vingt	id.	id.	id.	34	id.
Trente	id.	id.	id.	35	id.

Pour le compteur de volume, l'abonné payera, pour la location et l'entretien de cet appareil.

20	piastres	pour un compteur	à tuyau de	10m/m	et au-dessous.
35	id.	id.	id.	15	id.
50	id.	id.	id.	20	id.
65	id.	id.	id.	30	id.

Au-dessus de 30 millimètres, le concessionnaire traitera de gré à gré avec l'abonné.

Art. V.

Les robinets de jauge seront d'un des derniers modèles adoptés par la ville de Paris et accepfés par l'administration.

Ils seront fournis et entretenus par le concessionnaire, aux frais de l'abonné, suivant le tarif qui sera établi par l'arrêté prévu à l'article 57.

Les robinets de jauge seront réglés de manière à débiter, aux heures de basse pression, la quantité portée à la police d'abonnement.

CHAPITRE IV. — ART. VI.

L'article 65 du cahier des charges, annexé à la convention du 25 octobre 1884, est modifié comme il suit :

Art. 65. — L'administration abandonne, chaque année, au concessionnaire, pendant la durée de la concession le produit brut des abonnements, jusqu'à concurrence de la somme des trois quantités ci-après déterminées :

1· Une annuité fixe de cent soixante-dix mille piastres ;

2· L'intérêt, à 5 °/₀, du capital de premier établissement, s'élevant à 2.500.000 piastres,

3· L'amortissement de ce capital, à raison d'un demi pour cent par an.

Si le produit brut des abonnements est inférieur à la somme de ces trois quantités s'élevant à 307.500 piastres, l'administration sera tenue de payer la différence au concessionnaire.

Lorsqu'au contraire ce produit dépassera 307.500 piastres, il sera alloué, en outre, au concessionnaire, une prime réglée comme il suit :

1· La totalité des premières 40.000 piastres d'excédent ;

2· Au-delà, 50 °/₀ sur la première centaine de mille piastres ; 30 °/₀ sur la seconde centaine et 25 °/₀ sur les suivantes :

Le compte de régie sera arrêté au 12 octobre de chaque année, pour la période écoulée depuis le 12 octobre de l'année précédente.

ART. VII.

Lorsque le compte des frais de premier établissement aura été arrêté définitivement dans les conditions prévues à l'art. 66 du cahier des charges, la fraction de ce capital, qui excédera le maximum prévu de 2.500.000 piastres, sera remboursée au concessionnaire en deux termes égaux ou inégaux, au choix de l'Administration ; le premier dans le courant de l'exercice

1307 et le second dans le courant de l'exercice 1308, ce dernier étant augmenté des intérêts à 5 °/₀ du montant de ce terme, depuis la date à laquelle le compte aura été arrêté jusqu'au jour de l'ordonnancement.

ART, VIII.

Les travaux non encore exécutés de remaniement des conduites anciennes et d'établissement des conduites nouvelles, que nécessite l'utilisation des citernes de Carthage pour l'alimentation de La Goulette, seront portés au compte spécial prévu par l'article 67 du cahier des charges.

ART. IX.

L'article 70 du cahier des charges, annexé à la Convention du 25 octobre 1884, est modifié comme il suit :

Art. 70. — A la fin de chaque exercice, le concessionnaire dressera l'état des recettes de l'exercice échu, et le soumettra à l'approbation de l'Administration, qui aura le droit d'exiger la production des registres à souche et de toutes les pièces qu'elle jugera nécessaires à la justification des recettes. L'Administration pourra exiger la production de l'état semestriel des recettes effectuées par la Compagnie qui devra justifier qu'elle a pris toutes les mesures utiles pour l'encaissement des redevances non payées.

Le compte définitif de chaque exercice sera arrêté dans le délai de 3 mois à dater de la remise à l'Administration de l'état annuel des recettes, et les sommes qui pourraient être dues au concessionnaire en vertu de ce compte lui seront payées dans le délai de 4 mois à dater de cette remise.

ART. X.

Le paragraphe 5 de l'article 76 du cahier des charges annexé à la convention du 25 octobre 1884, est modifié comme il suit :

§ 5 De primes réglées de la manière suivante :

Sur la première centaine de mille piastres d'excédant, trente pour cent (30 °/₀) ;

Sur les autres centaines de mille piastres d'excédant vingt cinq pour cent (25 %).

CHAPITRE V. — ART. XI.

L'emploi du compteur de volume pourra être imposé à l'abonné en cas de fraude dûment constatée.

ART. XII.

Sont et demeurent abrogées : 1· La convention du 6 novembre 1885 ; 2· La convention du 15 octobre 1884, en tout ce qu'elle a de contraire aux présents.

JURISPRUDENCE

TRIBUNAL DE TUNIS (1re CHAMBRE)

Audience du 30 janvier 1889. — Présidence de M. FERMÉ, *juge doyen.*

Poste aux lettres. — Mandat postal. — Tunisie. Paiement. Monnaie.

En Tunisie, les mandats postaux en provenance et à destination de l'intérieur peuvent être payés par la poste, soit en monnaie française, soit en monnaie tunisienne, au taux de 60 cent. la piastre.

Pour les mêmes mandats, la poste est tenue de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement au même taux.

GOIN C/ ADMINISTRATION DES POSTES TUNISIENNES

Le Tribunal : Attendu que Goin, porteur d'un mandat postal à son nom, en provenance de Gafsa, dont le montant est de 1,312 fr., soutient que la poste doit lui payer ce mandat en monnaie de l'union latine; que le directeur de l'office postal tunisien s'y refuse et prétend le payer en monnaie tunisienne au taux de 60 cent. la piastre ;

Attendu que le décret du 18 kada 1306 (26 juillet 1888)

a disposé que la monnaie de l'union latine et la monnaie tunisienne seraient employées à ce taux, indistinctement et concurrement entre elles, par les caisses publiques, dans tous les paiements qu'elles auraient à effectuer à des tiers ;

Attendu que le décret du 25 sfar 1306 (3 novembre 1888) a modifié ces dispositions pour les mandats postaux à destination ou en provenance de l'extérieur, lesquels doivent être payés en monnaie de l'union latine, mais que pour les mandats postaux de l'intérieur les dispositions du premier décret ont été maintenues ;

Attendu que, dans cet état de choses, et en présence du texte parfaitement clair du premier décret, il est incontestable que la poste a la faculté de payer le mandat dont il s'agit en monnaie tunisienne ;

Attendu que le demandeur prétend qu'un pareil système laisse au gouvernement la faculté de trafiquer sur l'échange des monnaies au détriment des particuliers ;

Attendu que cette critique n'aurait de portée que si, au bureau de départ, la poste avait le droit d'imposer à celui qui verse le montant d'un mandat la nature de la monnaie dans laquelle il doit faire ce versement ;

Mais attendu qu'il résulte des décrets sus-visés que, pour les mandats de l'intérieur, les bureaux de poste de la régence sont tenus de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement aux taux indiqués ;

Attendu qu'il n'est pas contesté et qu'il est formellement déclaré par le défendeur que cette interprétation est celle à laquelle se conforment les agents des postes dans toute la régence ;

Attendu que, dans ces conditions, la demande doit être rejetée comme mal fondée ;

Par ces motifs,

Déboute Goin des fins de sa demande et le condamne aux dépens. (min. public. M. Fropo, substitut ; Mes Goin avocat, et Gueydan, déf.

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, nº 16. — 20 Novembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret beylical du 15 rabia-el-Aoual 1307* (*8 novembre 1889*) : Portant abrogation de l'art. 1er du decret du 12 ramadan 1303 sur l'organisation du Tribunal mixte. — *Arrêté du directeur général des travaux publics du 25 septembre 1889* : Portant réglement des abonnements à l'eau dans la ville de Tunis et sa banlieue à dater du 13 janvier 1889. — Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Tribunal criminel. — Forme correctionnelle des jugements. — Enonciation et articulation des faits. (Santangelo et Thiafi). — *Tribunal de Tunis* (1re chambre) : Presse.— Loi beylicale. — Diffamation. — Citation. — Passage incriminé. — Indica tion. — Imprimeur. — Complicité. — (Pouillaude de Carnières c/ Montels et Nicolas). — *Tribunal Correctionnel de Sousse :* Composition du Tribunal. — Avocat appelé à siéger. — Avocat italien. — (Salah ben Hadj M'ahmed Djiri).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 15 rabia-el-aoual 1307 (8 novembre 1889). *Portant abrogation de l'art. 1er du décret du 12 ramadan 1303 sur l'organisation du Tribunal mixte* [1].

Arlicle 1er. — L'article 1er du décret du 12 ramadan 1303 (14 juin 1886), est abrogé.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécu tion du présent décret.

ARRÊTÉ du Directeur Général des Travaux Publics, du 25 septembre 1889 : *Portant règlement des abonnements à l'eau dans la ville de Tunis et sa banlieue à dater du 13 Janvier 1889.*

Article 1er. — *Nature des abonnements.* — Les abonnements à l'eau seront de trois natures :

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 9 novembre 1889.

1° Les abonnements pour usages domestiques ;

2° Les abonnements pour usages industriels ;

3° Les abonnements pour irrigations.

Il ne sera pas consenti d'abonnements mixtes pour usages domestiques et irrigations ou pour usages domestiques et industriels.

ART. 2. — *Durée des abonnements.* — Les abonnements partiront des 13 Octobre, 13 Janvier, 13 Avril et 13 Juillet de chaque année. Toute demande formulée à une autre époque y sera ramenée ; le temps à courir sur le trimestre commencé n'entrera pas dans la durée normale de l'abonnement ; les redevances diverses afférentes à ce temps seront réglées au prorata.

Les abonnements seront consentis pour la durée d'une année ou d'un nombre entier d'années.

ART. 3. — *Minimum des abonnements.* — Il ne sera pas consenti d'abonnements inférieurs ;

1° à 200^{mc} par an pour les usages domestiques ;

2° à 2, 400^{mc} par an pour les usages industriels ;

3° à 1, 800^{mc} par an pour les irrigations.

ART. 4. — *Mode de livraison de l'eau.* — L'eau pour les usages domestiques sera livrée, au choix de l'abonné, par compteur ou par robinet de jauge.

Elle sera livrée exclusivement au compteur pour les usages industriels et les irrigations.

Il ne pourra être fait usage que des compteurs vérifiés et acceptés par l'Administration.

Les compteurs seront de deux sortes : les compteurs de vitesse et les compteurs de volume.

Les robinets de jauge seront de l'un des derniers modèles adoptés par la ville de Paris et acceptés par l'Administration.

L'emploi du compteur de volume pourra être imposé à l'abonné en cas de fraude dûment constatée.

ART. 5. — *Unité de l'abonnement.* — Chaque propriété devra avoir un embranchement séparé avec prise d'eau distincte, sur la conduite publique. A moins de conventions spéciales, l'abonné ne pourra conduire tout ou partie de l'eau à laquelle il a droit, d'une de ses propriétés dans une autre, qu'au cas où

ces deux propriétés seraient contigües et auraient une cour commune et qu'il en aurait été fait mention dans la police de l'abonnement.

ART. 6. — *Interdiction de céder les eaux.* — Il est formellement interdit à tout abonné de laisser embrancher, sur sa conduite, soit à l'intérieur soit à l'extérieur, aucune prise d'eau au profit d'un tiers.

Les eaux livrées aux abonnés étant des eaux publiques inaliénables et imprescriptibles et ne pouvant faire l'objet d'aucun commerce, ne sont concédées aux habitants qu'à la condition de n'en disposer que pour leur usage personnel, ou celui de leurs locataires ; il est donc interdit à l'abonné de disposer ni gratuitement, ni à prix d'argent, ni à quel titre que ce soit, en faveur de tout autre particulier ou intermédiaire, de la totalité ou d'une partie des eaux qui lui sont fournies d'après sa police d'abonnement.

ART. 7. — *Prises communes.* — Il ne pourra être accordé de prise commune dans les villes de Tunis et de La Goulette, que dans le cas où les divers abonnés habitent le même immeuble, ou dans le cas où il ne passe pas de conduite publique au droit des immeubles à desservir.

A l'extérieur de ces villes, il sera statué, dans chaque cas particulier par l'Administration, le concessionnaire entendu.

Dans le cas de prise commune, les abonnés seront solidairement responsables pour les frais de premier établissement.

Un robinet permettra d'isoler le branchement de chaque abonné participant à la prise commune.

Les prises communes régulièrement existantes continueront à être tolérées, sous réserve de l'application de la disposition prévue au paragraphe précédent.

ART. 8. — *Abus.* — Il est interdit à l'abonné d'employer les eaux, sauf le cas d'incendie, à d'autres usages qu'à ceux indiqués dans la demande et la police d'abonnement.

L'abonné s'engage, en outre, formellement, à ne pas laisser perdre inutilement les eaux mises à sa disposition.

ART. 9. — *Fin d'abonnement. — Résiliation.* — L'abonnement prend fin à l'expiration du temps pour lequel il a été

consenti ; toutefois les abonnements consentis pour une année seulement se continueront par tacite reconduction.

L'abonnement ne sera pas résilié par le seul fait de la mutation de la propriété ou de l'établissement dans lequel les eaux sont fournies, ni pour changement de domicile ou de location.

L'abonné titulaire ou ayant cause reste responsable, jusqu'à l'expiration de la police, sans préjudice des recours contre les successeurs qui auraient joui des eaux.

L'abonné aura le droit de résilier son abonnement à toute époque, à charge par lui d'effectuer le versement immédiat des sommes dues au concessionnaire ; le récépissé qui lui sera délivré de ce versement devra indiquer que l'abonnement est résilié.

Quelle que soit l'époque de la résiliation, le prix de l'abonnement sera exigible jusqu'à l'expiration du semestre en cours.

De son côté, l'Administration pourra prononcer la résiliation pour contravention aux stipulations des articles 5, 6, 8, 12 et 17.

En ce qui concerne les abonnements pour irrigations, ils pourront être limités, suspendus ou résiliés à toute époque par l'Administration, sans que l'abonné puisse prétendre à aucune indemnité, l'Administration étant seule juge de l'opportunité de la mesure. Dans ce cas, le montant de l'abonnement sera réglé suivant la quantité d'eau consommée, avec un minimum de perception correspondant au chiffre de la police d'abonnement réduit au prorata du temps écoulé ; les redevances d'entretien du compteur seront également réglées au prorata.

Art. 10. — *Robinets.* — Un robinet d'arrêt sera placé sur chaque branchement avant le compteur ou le robinet de jauge. La clef de ce robinet sera entre les mains du concessionnaire.

Un second robinet sera placé après le compteur ou le robinet de jauge, à l'intérieur de la propriété et la clef différente de celle du robinet d'arrêt restera entre les mains de l'abonné.

Il est interdit aux abonnés de faire usage de clefs du modèle de celles du concessionnaire.

Art. 11. — *Frais de 1er établissement et d'entretien.* — Les travaux d'embranchement et de prise d'eau sur la conduite

publique, depuis cette conduite jusqu'au mur de face intérieur, avec un bout de tuyau en plomb pénétrant de 0,50 dans l'intérieur de la propriété, y compris les travaux de pavages, de tranchées, etc., seront effectués entretenus et réparés au frais de l'abonné par les soins du concessionnaire et au prix fixé par le tarif ci-après.

L'établissement, ainsi que l'entretien des conduites en fonte de fer et de leurs dépendances sera traité de gré à gré entre le concessionnaire et l'abonné.

Les abonnés ne pourront s'opposer aux travaux d'entretien ou de réparation des tuyaux, compteurs et robinets établis pour le service de leur abonnement.

ART. 12. — *Compteurs et robinets de jauge.* — Le concessionnaire fournira, à chaque abonné, et suivant sa demande, un robinet de jauge, un compteur de vitesse ou un compteur de volume.

La clef de ces appareils restera entre les mains du concessionnaire; il est formellement interdit à l'abonné de les ouvrir, d'en changer les indications ou d'en modifier les dispositions.

ART. 13. — *Responsabilité des abonnés.* — Les abonnés restent exclusivement responsables envers les tiers, de tous les dommages auquels l'établissement ou l'existence des installations faites dans l'intérieur de leur propriété, ainsi que les travaux de réparation, pourraient donner lieu. Si les dommages causés sont le résultat d'une exécution ou d'un entretien défectueux des parties du branchement dont l'exécution et l'entretien sont confiés au concessionnaire, la responsabilité sera à la charge de ce dernier.

ART. 14. — *Etat des lieux.* — A la mise en jouissance de chaque abonné il sera dressé, contradictoirement, entre l'abonné et le concessionnaire, un état des lieux indicatif de la disposition et du diamètre de la conduite principale ainsi que du branchement et de son robinet de prise.

ART. 15. — *Matériel en fin d'abonnement.* — A l'expiration de l'abonnement, aussi bien que dans le cas où l'abonnement serait résilié par l'Administration, le concessionnaire enlèvera

le branchement jusqu'au compteur ou au robinet de jauge inclusivement.

Le compteur ou le robinet de jauge resteront dans tous les cas, la propriété du concessionnaire. Les autres matériaux deviendront la propriété de l'abonné, à charge par lui de rembourser au concessionnaire tous les frais résultant de l'enlèvement du branchement et de la remise en état de son parcours; ils appartiendront au contraire au concessionnaire si l'abonné préfère ne pas supporter les même frais.

Art. 16. — *Interruption des eaux.* — Les abonnés ne pourront réclamer aucune indemnité pour les interruptions momentanées du service des eaux résultant soit de sécheresse, de réparations de conduites, robinets, aqueducs ou réservoirs, soit de l'insuffisance du produit des sources d'alimentation, soit de l'exécution de travaux sous la voie publique soit de toute autre cause.

Cependant, si le chômage dure plus de cinq jours à partir de celui où l'abonné aura fait, par écrit, sa déclaration au bureau des Eaux, le minimum de la consommation porté à la police d'abonnement sera, pour cet abonné, réduit au prorata de la duré du chômage, et le chiffre, ainsi fixé, servira de base à l'application du tarif.

En cas d'abonnement au robinet de jauge, le prix d'abonnement subira une réduction proportionnelle à tout le temps d'interruption de service qui excèdera les cinq jours.

Art. 17. — *Surveillance.* — L'Admininistration et le concessionnaire auront toujours le droit de constater l'état et les indications des compteurs ou du robinet de jauge et de s'assurer que les eaux ne sont pas employées à l'autres usages qu'à ceux indiqués dans la police d'abonnement. En cas d'opposition de la part de l'abonné, l'Administration pourra prononcer la résiliation de l'abonnement, ainsi qu'ils est dit à l'art 9.

Art. 18. — *Restriction des abonnements.* — Dans les rues non canaliséas, de Tunis et de La Goulette, et à l'extérieur de ces villes, dans les localités ou parties de localités non desservies par des conduites publiques, il ne sera consenti

d'abonnements que dans les conditions déterminées par l'Administration, le concessionnaire entendu.

Art. 19. — *Paiemcnts.* — Les frais de premier établissement seront payés par anticipation, ainsi que la redevance annuelle de location et d'entretien du compteur ou du robinet de jauge et d'entretien du branchement.

Le volume d'eau consommé sera relevé dans la première quinzaine de chaque trimestre.

L'abonné devra payer, par semestre et d'avance, le montant de son abonnement minimum, tel qu'il résulte de sa police d'abonnement, mais le second versement semestriel sera exigible dès que le relevé trimestriel constatera que le montant de l'abonnement annuel est dépassé. Il en sera de même du supplément de consommation.

Les payements devront être effectués au bureau du concessiónnaire.

Tous les payements seront constatés au moyen de quittances délivrées de registres à souche.

A défaut de payement, le service des eaux sera suspendu et l'abonnement pourra être résilié, sans préjudice des poursuites à exercer contre l'abonné.

Art. 20. — *Tarif. — 1° Prix de l'eau.* — A. pour usages domestiques : 50 piastres par an pour une consommation annuelle inférieure ou égale à 200 m. c., le surplus étant payé à raison de 0 p., 50 le m. c. — B. pour usages industriels : 600 p. par an pour une consommation inférieure ou égale à 2.400 m. c., le surplus étant payé à raison de 0 p. 50 le m. c.

Seront considérés comme abonnements industriels, les abonnements à l'eau pour les hammam, les établissements de bains, les marchés publics, les abattoirs, les chemins de fer, les usines, fabriques et autres établissements analogues, employant l'eau d'une façon permanente. Ne sera pas considéré comme tel l'emploi de l'eau dans les constructions ou la réparation des immeubles appartenant à l'État, aux Municipalités ou aux particuliers. — C. pour irrigations : 0 p. 25 le m. c. avec un minimum de perception annuelle correspondant à une consommation de 1,800. m. c.

Des tarifs réduits pourront être temporairement établis par l'Administration pour les abonnés déjà pourvus de police d'abonnement à l'eau, soit pour irrigation, soit pour emploi dans les hammam. Cette mesure essentiellement temporaire sera suspendue sur un simple avis adressé par le concessionnaire à l'abonné.

La redevance à payer par l'abonné ne pourra être inférieure au chiffre qui résultera des quantités portées à la police d'abonnement et de l'application à ces quantités des tarifs ci-dessus, même dans le cas prévu par le paragraphe précédent.

Dans le cas prévu au § 6 de l'art. 9, le montant de l'abonnement sera réglé, suivant la quantité d'eau consommée, avec un minimum de perception correspondant au chiffre de la police d'abonnement réduit au prorata du temps écoulé; l'abonné n'aura droit à aucun remboursement des sommes qu'il aura payées au concessionnaire, soit pour l'abonnement lui-même, soit pour l'intérêt du branchement, la location et l'entretien des appareils.

2° *Frais de 1er établissement.* — A. Dispositions communes aux deux modes d'abonnements. Fournitures et pose de tuyaux en plomb quelles que soient la profondeur et les difficultés d'exécution.

DIAMÈTRES	0.010	0.013	0.016	0.020	0.025	0.027	0.030	0.035	0.040
POIDS	1.400	2.530	3.000	5.730	6.680	8.400	9.270	10.530	11.800
ÉPAISSEUR	0.003	0.004	0.004	0.006	0.006	0.007	0.007	0.007	0.007
Prix total du mètre *linéaire*	4p.1/4	5p.3/4	6p.1/2	10p.00	11p1/4	13p1/2	14p1/2	16p1/4	18p.*00*

B. — Dispositions spéciales aux abonnements au compteur.

Prise sur mamelon ou en charge, sous galerie ou en terre, comprenant un robinet de prise en bronze sur la conduite principale, un robinet d'arrêt en bronze placé après le compteur, l'installation du compteur, et toutes les fournitures et main

d'œuvre nécessaires au parfait achèvement de l'installation et quelles que puissent être les difficultés d'exécution.

Diamètre et poids des robinets.

Le poids indiqué est le poids total des deux robinets.

	de 0m020 avec robinets pesant 3 k. 200	*de 0m027 avec robinets pesant 4 k. 500*	*de 0m40 avec robinets pesant 6 k 500*
Prix total de la prise avec niche et regard	*Soixante-dix Piast.*	*Quatre-vingts Piast.*	*Cent Piastres*
Avec bouche à clef, compris tabernacle	*Qvatre-vingts Piast.*	*Quatre-vingt-dix P.*	*Cent dix Piast.*

C. — Dispositions spéciales aux abonnements au robinet de jauge.

Prise sur mamelon ou en charge, sous galerie ou en terre, comprenant l'installation d'un robinet de prise et de jauge en bronze de vingt milimètres de diamètre, avec lentille en cristal de roche, sous la bouche à clef, un robinet d'arrêt en bronze placé à l'intérieur de l'immeuble, les robinets pesant ensemble 4 kilog et toutes les fournitures et main-d'œuvre nécessaires au parfait achèvement de l'installation, quelles que puissent être les difficultés d'exécution, quatre-vingtspiastres . . . 80 P. 00

D. — Dispositions spéciales aux cas de prise commune.

En cas de prise commune, les robinets supplémentaires seront comptés;

Le kilogramme, huit piastres. . . . . 8 P. 00

Les niches, avec regard, la pièce, quinze piastres. 15 P. 00

Les bouches à clef supplémentaires, tabernacle compris, la pièce, vingt cinq piastres. . . . . 25 P. 00

L'installation des compteurs ou des robinets de jauge supplémentaires, la pièce, dix piastres. . . . 10 P. 00

3° Redevance d'entretien des branchements.

A. — La redevance d'entretien est fixée, dans l'intérieur des villes de Tuniset de La Goulette, quelle

que soit la longueur du branchement, à cinp piastres par an. . . . . 5 P. 0$_0$

B. — Les abonnés à prise commune paieront un supplément d'entretien de deux piastres. . . . . 2 P. 00 par abonné en plus du premier.

C. — La redevance d'entretien des branchements particuliers situés à l'extérieur des villes de Tunis et de la Goulette et ne dépassant pas la longueur de vingt (20) mètres, est fixée à : cinq piastres par an. . . . . 5 P. 00

Une redevance annuelle supplémentaire dc vingt centièmes de piastre . . . . . 0 P. 20 sera perçue par chaque mètre dépassant la longueur de vingt mètres.

4° Location, entretien des compteurs.

Le prix annuel de location et d'entretien des compteurs est fixé ainsi qu'il suit :

A. — Compteurs de vitesse.

Pour une compteur à tubulure :

De quinze mil. et au-dessous, huit piastres . . . . . 8 P. 00
De vingt id. id. dix id. . . . . 10 P. 00
De vingt-sept id. id. quinze id. . . . . 15 P. 00
De trente-quatre id. id. vingt id. . . . . 20 P. 00
De trente-cinq et au-dessus, trente id. . . . . 30 P. 00

B. — Compteurs de volume.

Pour un compteur à tubulure :

De dix mil. et au-dessous, vingt Piastres . . . . . 20 P. 00
De quinze id. id. Trente cinq id. . . . . 35 P. 00
De vingt id. id. Cinquante id. . . . . 50 P. 00
De trente id. id. Soixante-cinq id. . . . . 65 P. 00

Au dessus de 30 millimètres, le concessionnaire traitera de gré à gré avec l'abonné.

3° Location et entretien des robinets de jauge.

Le prix annuel de location et d'entretien des robinets de jauge de vingt millimètres est fixé à :

Dix piastres. . . . . 10 P. 00

Dans le cas où l'Administration viendrait à modifier le présent tarif, cette modification ne pourrait s'appliquer qu'a la fin

de l'exercice en cours, après avoir été portée, au moins trois mois à l'avance, à la connaissance de l'abonné, lequel aurait, dans ce cas, le droit de résilier son abonnement, quelle que soit la période pour laquelle cet abonnement aurait été consenti.

Art. 21. — *Frais d'exécution.* — Les frais de timbre et d'enregistrement, s'il y a lieu, seront à la charge de l'abonné.

Art. 22. — *Demandes et polices d'abonnement.* — Les demandes d'abonnement seront faites sur des imprimés conformes au modèle A ci-après.

Les imprimés de demandes d'abonnement seront fournis gratuitement par le concessionnaire.

Les polices d'abonnement seront en double expédition. Une des expéditions formera le talon d'un registre à souche dont l'expédition à remettre à l'abonné sera détachée. Les polices seront conformes au modèle B ci-après.

La police d'abonnement sera remise gratuitement à l'abonné.

L'abonnement ne sera définitif que lorsque la police aura été visée par l'Administration.

Art. 23. — *Cas non prévus.* — Dans tous les cas non prévus au présent arrêté règlementaire l'Administration décidera, les intéressés entendus.

Art. 24. — Les règlements du 10 Décembre 1884 et du 18 Novembre 1885 sont annulés.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle)

Audience du 1er août 1889. — Présidence de M. Loew *prés.*

Tribuual Criminel. — Forme correctionnelle des jugements. — Enonciation et articulation des faits.

Les Tribunaux Criminels de Tunisie, jugeant en la forme correctionnelle, doivent, à peine de nullité, énoncer et articuler les faits qui servent de base à leurs décisions.

La Cour : Sur le moyen relevé d'office, pris de la violation des articles 195 du code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Vu les dits articles :

Attendu que les Cours et les Tribunaux jugeant dans les formes de la procédure correctionnelle, doivent, à peine de nullité, énoncer et articuler les faits qui servent de base à leurs décisions, et que la Cour de Cassation appelée à vérifier s'il a été fait une exacte application de la loi pénale, doit puiser uniquement dans ces décisions elles-mêmes, tous les éléments de son appréciation ;

Attendu que le Tribunal Criminel de Tunis, après avoir constaté que, ni les débats, ni les moyens présentés par la défense, n'ont modifié l'exposé des faits de l'arrêt de renvoi, s'est borné à apprécier la valeur des témoignages d'où résulterait la preuve de la culpabilité des accusés, sans énoncer aucunement, ni dans les motifs, ni dans le dispositif de son jugement, les éléments du fait principal, non plus que les circonstances aggravantes qui ont déterminé l'application de la loi pénale ; — D'où il suit que le jugement attaqué manque de base légale et qu'il a violé les articles ci-dessus visés ;

Par ces motifs : Casse et annule le jugement du Tribunal Criminel de Tunis, en date du 6 juillet 1889, et, pour être statué à nouveau sur l'accusation portée contre Santangelo et Thiafi, les renvoie en l'état où ils se trouvent, avec les pièces de la procédure, devant le Tribunal Criminel de Sousse. (M. POULET, cons. rapp. ; Min. public, M. LOUBERS, av. gén.).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re CHAMBRE)

Audience du 9 octobre 1889. — *Présidence de* M. FABRY, *vice-président.*

Presse. — Loi beylicale. — Diffamation. — Citation. Passage Incriminé. — indication. — Imprimeur. Complices.

Satisfait au vœu de la loi de 1881 *et des décrets beylicaux sur la presse et qualifie suffisamment le fait incriminé, le*

demandeur qui, dans la citation donnée au gérant d'un journal, indique avec précision les passages incriminés, et requiert condamnation pour diffamation ou subsidiairement pour injure en visant les textes qui punissent ces deux délits.

L'imprimeur qui a imprimé le journal doit être considéré comme complice du délit de diffamation.

POUILLAUDE DE CARNIÈRES C/ MONTELS ET NICOLAS.

Le tribunal :

Attendu que le *Tunis-Journal*, qui s'imprime et se vend à Tunis, a fait paraître dans son numéro du 4 septembre 1889, un article dont le sieur Montels, est reconnu l'auteur et qui contient les passages suivants : «Puisqu'ils parlent de femmes, nous les mettons au défi de publier des lettres de nous, dans le genre de celles publiées par le *Réveil* et que nous pourrons reproduire, édition revue et augmentée, si on y tient; « l'ex-colonel » ne craint pas qu'on l'accuse d'avoir jamais eu quelque ressemblance avec certain personnage de Balzac dont le nom rime avec besef » ;

Attendu que le sieur Pouillaude de Carnières se prétendant diffamé ou tout ou moins injurié par cet article, a traduit devant le tribunal correctionnel le sieur Montels et le sieur Nicolas, imprimeur du journal ;

Attendu qu'avant toute défense au fond, le sieur Montels a demandé l'annulation de la citation parcequ'elle ne qualifierait pas suffisamment le fait incriminé ;

Attendu que, si la loi exige cette qualification, c'est pour permettre au prévenu de préparer sa défense ;

Attendu que la citation donnée par le sieur Pouillaude de Carnières indique avec précision les passages incriminés, et qu'en requérant une condamnation pour diffamation ou subsidiairement pour injure et en visant les textes qui punissent ces deux délits, elle satisfait pleinement au vœu de la loi ;

Attendu que si l'on rapproche l'un de l'autre les deux paragraphes de l'article dont il s'agit, cet article signifie très clairement que Pouillaude de Carnières aurait écrit à une tierce

personne des lettres compromettantes et que leur publication permettrait de l'assimiler à un personnage de Balzac qui tirait profit de l'inconduite de sa femme ;

Attendu qu'il y a là l'imputation d'un fait déterminé qui est de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de la partie civile ;

Attendu que des imputations du même genre ont déjà été antérieurement produites contre lui ; que des condamnations ont été prononcées contre leurs auteurs, soit par le tribunal correctionnel de Tunis, soit par la Cour d'appel d' Alger, et qu'il a été jugé que la mauvaise foi des diffamateurs de Pouillaude de Carnières était d'autant plus grande que rien dans son passé ne pouvait justifier une semblable accusation ;

Attendu qu'un de ces jugements avait été publié par le sieur Montels dans son journal ;

Attendu que les prévenus n'ont apporté aucun document ; qu'ils n'ont prouvé ou allégué aucun fait qui soit de nature à modifier l'appréciation du tribunal ;

Attendu que Montels a plaidé seulement, qu'en écrivant l'article incriminé, il avait cédé à un mouvement d'irritation et qu'il avait voulu répondre aux attaques dont il avait été lui-même victime ;

Attendu qu'il est certain que cet article a paru au cours d'une polémique dans laquelle il avait été personnellement et violemment pris à partie par le journal *La Tunisie* que rédigent Pouillaude de Carnières ou ses amis ;

Attendu que bien que cette circonstance ne fasse pas disparaître le délit, il y a lieu d'en tenir compte pour l'application de la peine ;

Attendu, qu'en prêtant son atelier pour l'impression du journal, le sieur Nicolas s'est rendu complice du délit de diffamation commis par Montels ; attendu que par leurs agissements les prévenus ont causé un préjudice à Pouillaude de Carnières, mais que les dommages-intérêts réclamés par ce dernier sont excessifs ;

Attendu que ces faits constituent le délit prévu et puni par

les articles 29 et 32 de la loi du 29 juillet 1881, 60 du Code pénal, et l'article 1er du décret beylical du 25 hidjé 1301 ;

Par ces motifs :

Déboute le sieur Montels de ses conclusions relatives à l'annulation de la citation; déclare Montels et Nicolas, le premier comme auteur principal et le second comme complice, coupables d'avoir, à Tunis, le 14 septembre 1889, par un imprimé mis en vente dans un lieu public, diffamé le sieur Pouillaude de Carnières et, leur faisant application des articles précités, condamne Montels à cent francs et Nicolas à vingt-cinq francs d'amende; condamne solidairement Montels et Nicolas à payer à Pouillaude de Carnières une somme de cent francs à titre de dommages-intérêts; autorise Pouillaude de Carnières à faire insérer le présent jugement aux frais des prévenus dans trois journaux de Tunis, sans que le coût total des insertions puisse dépasser cent francs ; condamne conjointement et solidairement les prévenus aux dépens de la partie civile; condamne la partie civile aux frais envers l'Etat; condamne les prévenus à relever la partie civile des suites de cette condamnation; fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

(Plaidants : Mes Goin et Richard, avocats ; min. publ. Me Vial, juge-suppléant.)

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SOUSSE

Audience du 13 novembre 1889. — Présidence de M. de la Bigne de Villeneuve, *juge-doyen.*

Composition du Tribunal. — Avocat appelé à siéger. — Avocat italien.

Un avocat ne peut être appelé à siéger à un Tribunal français de Tunisie, en remplacement d'un juge empêché ou absent, que s'il est citoyen français, le pouvoir judiciaire étant un démembrement du pouvoir souverain.

SALAH BEN HADJ M'HAMED DZIRI.

A l'appel de la cause, M. le Procureur de la République a fait observer au Tribunal que M. Drapier, juge suppléant, sié-

geant en ce moment, avait rempli les fonctions du ministère public dans la présente affaire et avait signé, à la date du 6 novembre, le procès-verbal d'interrogatoire et le mandat de dépôt du prévenu ;

Il a en conséquence requis qu'il plaise au Tribunal, vouloir bien ordonner le remplacement de M. Drapier par un des avocats présents à la barre ;

Puis il a exposé que Me Gallini, le plus ancien des avocats présents à la barre, était chargé de la défense du prévenu, qu'il ne pouvait siéger ; que Me Lumbroso, avocat inscrit en second lieu et présent à la barre, était italien, qu'il estimait que cette qualité devait lui interdire de siéger, qu'il requérait en conséquence le Tribunal de désigner le plus ancien des défenseurs présents à la barre pour siéger en remplacement de MM. Drapier juge-suppléant, Gallini et Lumbroso, avocats, légalement empêchés ;

Sur quoi le Tribunal :

Oui M. le Procureur de la République en ses dires, observations et conclusions ;

Attendu que, par suite d'empêchement de tous autres, tant de la magistrature que du barreau, Me Lumbroso serait appelé à compléter le Tribunal ;

Mais attendu que le droit de siéger comme magistrat ne peut appartenir qu'à des Français, le pouvoir judiciaire étant un démembrement du pouvoir souverain ;

Attendu que Me Lumbroso, quoique inscrit au barreau de Sousse, appartient à une nationalité étrangère, qu'il ne peut par suite prétendre aux prérogatives attachées à la qualité de français ;

Par ces motifs : Le Tribunal décide que Me Lumbroso ne peut être appelé à le compléter et désigne Me Malteau défenseur, le plus ancien de ceux présents à la barre, pour siéger en remplacement de M. Drapier, juge suppléant, et Gallini avocat légalement empêchés ; réserve les dépens. (Me Gallini, avocat ; min. public : M. Bossu, Proc. de la Rép.).

Susose, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, n° 17. — 30 Novembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret de M. le président de la République du 8 octobre 1889* : Supprimant le contrôle civil de Zaghouan. — *Décret beylical du 5 Sfar 1307 (30 septembre 1889)* : Créant une taxe municipale pour pourvoir aux frais de numérotage des maisons à Béja. — *Décret beylical du 13 Sfar 1307 (8 octobre 1889)* : Fixant les obligations des notaires appelés à passer les actes de vente ou de bail des propriétés immobilières rurales ou urbaines. — *Décret beylical du 14 sfar 1307 (9 octobre 1889* : Autorisant la ville de Béja à percevoir une taxe municipale à son profit pour la vidange des fosses d'aisance. — *Décret beylical du 14 sfar 1307 (9 octobre 1889)* : Portant modification au décret du 17 kada 1306 (16 juillet 1889) autorisant la ville de Kairouan à percevoir une taxe municipale à son profit par fosse d'aisance. — *Décret beylical du 6 rabia el aoual 1307 (30 octobre 1889)* : Autorisant la ville de Béja à continuer la perception d'une taxe annuelle par tête de bœuf entrant coucher en ville. — *Décret beylical du 9 rabia el aouel 1307 (2 novembre 1889)* : Instituant une taxe municipale en argent sur les fours à chaux à Houmt-Souk en remplacement de la taxe municipale en nature connue sous le nom de redevance du Bordj. — *Décret beylibal du 9 rabia el aouel 1307 (2 novembre 1889)* : Relatif à la taxe municipale de boucherie perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Seghira. — *Décret beylical du 9 rabia el aouel 1307 (2 novembre 1889)* : Relatif à la taxe municipale perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Seghira sur les droits de place et de stationnement sur les marchés et places publiques. — *Décret beylical du 9 rabia el aouel 1307 (2 novembre 1889)* : Relatif à la taxe sur toute fête particulière perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Seghira au profit de la caisse municipale. — *Décret beylical du 19 rabia el aouel 1307 (2 novembre 1889)* : Modifiant la taxe municipale sur les voitures et charrettes à La Goulette. — *Décret beylical du 13 rabia el aoual 1307 (11 novembre 1889)* : Portant dissolution de la municipalité de Ghardimaou. — Jurisprudence : *Cour de Cassation* (chambre criminelle) : Tribunal criminel. — Lecture des procès-verbaux à l'audience. — Art. 190 du Code d'instruction criminelle. — Omission. — (Taieb ben Mosbah). — *Tribunal de Tunis* : Saisie immobilière. — Tunisien. — Tribunaux indigènes alors compétents. — Contestation. — Tribunaux français. — Incompétence. — (Fredj Tefa c/ Moise Yunès). — *Tribunal de Tunis* (2e chambre) : Instance immobilière entre européens-Tunisien appelé en garantie Incompétence sur l'action en garantie. — Tribunal régulièrement saisi quant à l'action principale. — (Ben Attar c/ Chapelié et Mohamed el Touibi). — *Tribunal Correctionnel de Sousse* : Tunisien. — Délit. — Prison française. — Compétence. — (Ali ben Yahia Djerbi et Ali ben Salah Merzoughi).

LÉGISLATION

DECRET de M. le Président de la République du 8 octobre 1889 : *Supprimant le contrôle civil de Zaghouan.*

Article 1er. — Le contrôle civil de Zaghouan est supprimé.

Art. 2. — La section de ce contrôle dont Zaghouan est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Tunis.

Art. 3. — La section de ce contrôle dont Medjez-el-Bab est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Béja.

Art. 4. — Le Ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 5 sfar 1307 (30 septembre 1889) : *Créant une taxe municipale pour pourvoir aux frais de numérotage des maisons à Béja.* (1)

Article 1er. — Il sera perçu à Béja une taxe municipale pour pourvoir aux frais de numérotage des maisons. Le prix de chaque plaque de numéro est fixé à quatre piastres.

Art. 2. — Il sera procédé conformément au décret du 16 djoumadi et tani 1302 (1er avril 1885) en ce qui concerne la formation du rôle, la forme des réclamations et les poursuites à exercer contre les contribuables.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 13 sfar 1307 (8 octobre 1889) : *Fixant les obligations des notaires appelés à passer les actes de vente ou de bail des propriétés immobilières rurales ou urbaines* (2).

Art. 1er — Les notaires ne pourront passer aucun acte de vente de propriété immobilière, soit rurale, soit urbaine, et aucun acte de bail d'immeubles autres que les exploitations rurales (enchirs), sans s'être assurés de l'acquittement de l'impôt de la carroube.

Il devra être fait mention en toutes lettres, dans l'acte, des énonciations de la quittance remise au notaire pour constater ce paiement.

Art. 2. — Les notaires sont personnellement responsables de l'exécution de ces dispositions.

Ils seront tenus d'acquitter tant l'impôt de la carroube sur les loyers que l'impôt de la carroube sur les ventes, applicable aux immeubles qui auront fait l'objet d'actes passés en contravention aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Sont expressément maintenues toutes dispositions qui ne sont pas contraires aux articles qui précèdent.

Art. 4. — Notre Premier Ministre et le Directeur des

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 1er octobre 1889.

(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 9 octobre 1889.

Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 14 sfar 1307 (9 octobre 1889) : *Autorisant la ville de Béja à percevoir une taxe municipale à son profit pour la vidange des fosses d'aisance.* (1)

Article. 1er. — La ville de Béja est autorisée à percevoir à son profit une taxe de deux piastres sur toutes les autorisations délivrées pour la vidange des fosses d'aisance.

Art. 2. — Les autorisations seront transmises par le prèsident de la commission municipale à la recette municipale où elles seront retirées par les pétitionnaires contre le paiement du montant de la taxe. Il leur sera remis en retour un récépissé extrait d'un registre à souches.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 14 sfar 1307 (9 octobre 1889) : *Portant modification au décret du 17 kada 1306 (16 juillet 1889) autorisant la ville de Kairouan à percevoir une taxe municipale à son profit par fosse d'aisance.* (2)

Article. 1er. — Est ainsi modifié le décret du 17 kada 1306 (16 juillet 1889) :

La ville de Kairouan est autorisée à percevoir à son profit un droit de deux piastres sur toutes les autorisations délivrées pour la vidange des fosses d'aisance.

Art. 2. — Les autorisations seront transmises par le présidents de la commission municipale à la recette municipale où elles seront retirées par les pétitionnaires contre le paiement du montant de la taxe. Il leur sera remis en retour un récépissé extrait d'un registre à souches.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 10 octobre 1889.
(2) Promulgué par arrêté residentiel du 10 octobre 1889.

DÉCRET beylical du 6 Rabia-el-Aoual 1307 (30 octobre 1889). *autorisant la ville de Béjà à continuer la perception d'une taxe annuelle par tête de bœuf entrant coucher en ville.* [1]

Article 1er. — Une taxe annuelle de trois piastres continuera à être perçue par la ville de Béjà par tête de bœuf entrant coucher en ville.

Art. 2. — Chaque année, avant le 13 Octobre, le Président de la Commission municipale fait procéder à la formation des rôles de la taxe.

Ces rôles sont déposés à la mairie pendant un délai de 15 jours. Avis du dépôt est donné aux contribuables qui peuvent ainsi formuler leurs observations en vue de la révision des cotisations.

Pendant ce délai de 15 jours, le Président, assisté de deux délégués de la Commission municipale, recevra les réclamations des intéressés; il arrêtera définitivement les rôles qui seront soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et renvoyés au Président.

Celui-ci fait porter les rôles à la connaissance des contribuables par voie d'affiche et d'avertissement individuel.

L'avertissement énoncera :

1° Le montant de la taxe imposée au contribuable;

2° Le délai et le mode des réclamations.

Art. 3. — Le Receveur municipal est chargé du recouvrement de la taxe qui est payable par trimestre échu ; les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Président de la Commission municipale.

Il lui appartient d'accorder des sursis, s'il y a lieu, et d'échelonner les payements.

La taxe est pour l'année entière.

S'il y a cession de bœufs, la cote est, sur la demande du cédant ou du cessionnaire, transférée à ce dernier.

Il pourra être établi des rôles supplémentaires, conformément à l'article 2 ci-dessus, en ce qui concerne les bœufs mis en

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 31 octobre 1889.

circulation après le 13 octobre; la contribntion sera due à partir du 13 du mois dans lequel le fait se sera produit.

En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe.

Art. 4. — Tout contribuable qui se croit mal imposé a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution.

Les réclamations sont adressées au Premier Ministre lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées à des sujets tunisiens.

Les sujets étrangers doivent se pourvoir devant les tribunaux français.

Art. 5. — Les demandes en décharge ou réduction, ou mutation de cote, pour être recevables, doivent être présentées dans le délai de trois mois à partir de la publication des rôles primitifs ou supplémentaires.

Le jour de la publication des rôles et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les trois mois fixés par la loi pour la présentation des demandes en décharge ou réduction.

Le Président de la Commission municipale pourra, sans autorisation du Premier Ministre, défendre aux actions intentées en vue de la révision des rôles.

Art. 6. — Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, être accompagnée de la quittance des termes échus.

Art. 7. — Tout contribuable en retard pourra être poursuivi par voie de saisie et de vente immobilière.

Les poursuites n'auront lieu qu'après deux sommations préalables, à dix jours de distance.

La première de ces sommations sera signifiée au contribuable par la voie de la poste.

La deuxième sommation sera signifiée également par la voie de la poste et par lettre recommandée.

Le Receveur devra réclamer un avis de reception.

Si, après cette deuxième sommation, le contribuable ne se libère pas, le Receveur remet aux huissiers près les Tribunaux un extrait du rôle rendu exécutoire par Notre Premier Minstre

comme il a été dit à l'art. 2. L'extrait du rôle est transcrit en tête du commandement de payer que l'huissier signifie au retardataire ; il est procédé, après cette formalité, à la saisie des meubles et effets.

Le Receveur fait ensuite procéder à la vente des meubles et effets.

Art. 8. — En ce qui concerne les Tunisiens, il pourra aussi être procédé contre eux, conformément aux dispositions du décret du 24 Rabia-el-Aoual 1302, par voie de contrainte par corps.

Art. 9. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 9 rabia-el-aoual 1307 (2 novembre 1889):
Instituant une taxe municipale en argent sur les fours à chaux à Houmt-Souk, en remplacement de la taxe en nature connue sous la nom de redevance du Bordj. [1]

Art. 1er — A partir du 13 octobre 1889, il sera perçu à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Sghira, au profit de la caisse municipale, une taxe en argent sur les fours à chaux, en remplacement de la taxe en nature connue sous le nom de redevance du Bordj.

Art. 2. — La taxe à percevoir annuellement sera de 20 piastres par chaque petit four et de 30 piastres par chaque grand four.

Art. 3. — Cette taxe sera payée au Receveur municipal contre délivrance d'un récépissé extrait du registre à souche.

Art. 4. — Chaque année, avant le 13 octobre, le Président de la Commission municipale fait procéder à la formation des rôles de la taxe.

Les rôles sont déposés, pendant un délai de quinze jours, à la Municipalité.

Avis de ce dépôt est donné aux contribuables par voie d'affiche.

Le Président de la Commission municipale, assisté de deux

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 3 novembre 1889.

délégués de la Commission municipale, reçoit les réclamations des intéressés ; il arrête définitivement les rôles qui sont soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et envoyés au Receveur municipal.

Celui-ci fait porter les rôles à la connaissance des contribuables par voie d'affiche et d'avertissement individuel.

L'avertissement contiendra un extrait du rôle de la taxe imposée au contribuable.

Il fera connaître le délai et le mode des réclamations.

Art. 5. — Le Recevenr municipal est chargé du recouvrement de la taxe qui est payable par douzièmes échus de mois en mois ; les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Président de la Commission municipale.

Il lui appartient d'accorder des sursis, s'il y a lieu, et d'échelonner les paiements.

La taxe est due pour l'année entière, sauf le cas de démolition totale ou partielle.

Art. 6. — Tout contribuable qui se croit mal imposé, a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution.

Les réclamations sont adressées au Premier Ministre lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées à des sujets tunisiens.

Les sujets étrangers doivent se pourvoir devant les tribunaux français.

Art. 7. — Les demandes en décharge ou réduction, ou mutation de cote, pour être recevables, doivent être présentées dans le délai de trois mois de la publication des rôles.

Les demandes en dégrèvement pour cause de destruction ou démolitiou totale ou partielle de fours, pour être recevables, doivent être présentées dans les trois mois qui suivent l'achèvement de la démolition.

Le jour de la publication des rôles et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les trois mois fixés par la loi pour la présentation des demandes en décharge ou réduction.

Il en est de même du premier et du dernier jour des délais accordés dans les autres réclamations.

Art. 8. — Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, être accompagnée de la quittance des termes échus.

Art. 9. — Tout contribuable en retard pourra être poursuivi par voie de saisie et de vente mobilière.

Les poursuites n'auront lieu qu'après deux sommations préalables à dix jours de distance.

La première de ces sommations sera signifiée au contribuable par la voie de la poste.

La deuxième sommation sera signifiée également par la voie de la poste et par lettre recommandée.

Si, après cette deuxième sommation, le contribuable ne se libère pas, le Receveur remet aux huissiers près les tribunaux un extrait du rôle rendu exécutoire par Notre Premier Ministre comme il a été dit à l'art. 5. L'extrait du rôle est transcrit en tête du commandement de payer que l'huissier signifie au retardataire ; il est procédé, après cette formalité, à la saisie des meubles et effets.

Le Receveur fait ensuite procéder à la vente des meubles et effets.

Les frais de port des deux sommations et les frais de poursuites s'ajoutent au principal de l'impôt. La municipalité aura toujours privilège en ce qui concerne le paiement de l'impôt sur le prix de vente du mobilier de ses débiteurs.

Art. 10. — En ce qui concerne les tunisiens, il pourra aussi être procédé contre eux, conformément aux dispositions du décret du 24 Rabia-et-Tani 1302, par voie de contrainte par corps.

Art. 11. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 9 rabia-et-aoual 1307 (2 novembre 1889) : *Relatif à la taxe municipale de boucherie perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Sghira.* [1]

Article 1er. — Il continuera à être perçu à Houmt-Souk,

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 3 novembre 1889

Hara-Kebira et Hara-Sghira (Djerba), au profit de la caisse municipale, une taxe de boucherie.

Les tarifs de la taxe sont fixés comme il suit :

Mouton, brebis, bélier, bouc, chèvre, chevreau, agneau. . . . . 0 P. 03 car.

Porc, bœuf, vache, génisse, veau ou chameau d'une valeur de 100 piastres et au dessous . . . . 0 P. 08 »

Porc, bœuf, vache, génisse, veau ou chameau d'une valeur de 101 à 150 piastres . . . . . 1 P. 00 »

Porc, bœuf, vache, génisse, veau ou chameau d'une valeur de 151 à 200 piastres . . . . . 2 P. 00 »

Art. 2. — En attendant qu'il ait été pourvu à la consruction d'un abattoir, le Président de la Commission municipale désignera les endroits où s'effectueront l'abatage des animaux et l'inspection des viandes de boucherie.

Les abatages clandestins seront constatés par procès-verbaux et leurs auteurs déférés aux tribunaux compétents.

Art. 3. — Les recettes s'effectueront de la manière suivante :

Un agent communal percevra la taxe et remettra, en retour, à chaque contribuable un bulletin extrait d'un livre à souches conformément aux tarifs ci-desssus. Les recettes seront centralisées à la fin de chaque journée à la caisse du Receveur municipal.

Au cas où la perception de cette taxe serait donnée à l'adjudication, l'adjudicataire ou ses agents percevront la taxe conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

Art. 4. — L'adjudicataire des mahsoulats continuera, comme par le passé, à percevoir la taxe d'abatage qui lui est due, conformément au tarif prévu au cahier des charges des mahsoulats de l'île de Djerba.

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 9 rabia-el-aoual 1307 (2 novembre 1889): *Relatif à la taxe municipale perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Sghira, sur les droits de place et de stationnement sur les marchés et places publiques.* (1)

Article 1er. — Une taxe dite : Droit de place ou de stationnement sur les marchés et places publiques continuera à être perçue sur les différents marchés d'Houmt-Souk, Hara Kebira, Hara Sghira (Djerba) au profit de la caisse municipale.

Art. 2. — Ce droit est ainsi fixé :

1° Jour de marché : droit de place ou de stationnement de toutes les marchandises indistinctement, sauf le bois à brûler . . . . . 2 Caroubes.

2° Droit de place ou de stationnement pour les marchands de bois à brûler et les petits vendeurs n'occupant pas plus d'une superficie d'un mètre . . . . . 1 Caroube.

3° Droit de place ou de stationnement pour toute la journée en dehors des jours du marché. (marchands de pain et autres) . . . . . 2 Caroubes.

4° Droit de place ou de stationnement à payer par le vendeur pour chaque chameau, cheval, âne ou bœuf vendu au marché . . . . . 2 Caroubes.

Art. 3. — Ce droit sera perçu soit directement par la municipalité, soit en cas d'affermage par le fermier ou ses agents, contre un récépissé extrait d'un registre à souche.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET beylical du 9 Rabia-el-Aoual 1307 (2 novembre 1889): *relatif à la taxe sur toute fête particulière perçue à Houmt-Souk, Hara-Kebira et Hara-Sghira au profit de la caisse municipale.*(2)

Article. 1er. — Il continuera à être perçu à Houmt-Souk, Hara-Kebira, Hara-Sghira (Djerba), pour toute fête particu-

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 3 novembre 1889.
(2) Promulgue par arrêté résidentiel du 3 novembre 1889.

lière (Heurs ou Thâams), mariage, circoncision, une taxe de trois piastres et quart ou deux francs tunisiens, au profit de la caisse municipale.

Art. 2. — Cette taxe sera versée au receveur municipal de Houmt-Souk, contre récépissé extrait de son registre à souches.

Art. 3. — Les contribuables dont l'indigence serait reconnue par le président de la commission municipale, seront seuls exempts du paiement de cette taxe.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 16 rabia-el-aoual 1307 (9 novembre 1889):

Modifiant la taxe municipale sur les voitures et charrettes à la Goulette (1).

Article unique. — Est ainsi modifié l'art. 1er du décret du 28 djoumadi-el-aoual 1302 concernant les tarifs des droits à percevoir sur les voitures et charrettes à La Goulette :

Voiture de maître à 4 roues, taxe annuelle.	60 P.
Voiture de maître à 2 roues, taxe annuelle.	30 P.
Voiture de louage à 4 roues, taxe annuelle.	48 P.
Voiture de louage à 2 roues, taxe annuelle.	24 P.
Charrettes attelées . . . . , taxe annuelle.	24 P.
Charrettes à bras . . . . . , taxe annuelle.	9 P.

DÉCRET beylical du 13 Rabia-el-Aoual 1307 (11 Nov. 1889):

Portant dissolution de la commission municipale de Ghardimaou. [2].

Article 1er. — La Commission Municipale de Ghardimaou est dissoute.

Art. 2. — Notre premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 10 novembre 1889.

(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 12 novembre 1889.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

Audience du 25 septembre 1889. — *Présidence de* M. LŒW, *président.*

Tribunal Criminel. — Lecture des procès-verbaux à l'audience. — Article 190 du code d'inst. crim. — Omission.

La lecture des procès-verbaux à l'audience n'est pas prescrite par l'article 190 du code d'instruction criminelle à peine de nullité.

L'accusé ne saurait donc se plaindre de l'omission de cette formalité, si elle n'a été requise ni par lui ni par le ministère public, alors surtout que lecture a été donnée à l'audience de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

TAÏEB BEN MOSBAH

Sur le pourvoi de Taïeb ben Mosbah, en cassation d'un jugement rendu le 23 juillet 1889, par le Tribunal Criminel de Sousse, qui l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité;

La Cour : Sur le moyen pris de la violation de l'article 190 du Code d'Instruction Criminelle, en ce que les procès-verbaux n'auraient pas été lus à l'audience du Tribunal Criminel ;

Attendu que le Tribunal Criminel de Sousse n'a statué sur l'accusation criminelle portée contre Taïeb ben Mosbah, qu'après la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation et qu'après l'audition des témoins entendus sous la foi du serment prescrit par l'article 155 du Code d'Instruction Criminelle;

Attendu que la lecture des procès-verbaux constatant le crime n'a été requise ni par le ministère public, ni par l'accusé ;

Qu'ainsi l'omission de cette formalité non prescrite d'ailleurs à peine de nullité par l'article 190 sus-visé n'a pu constituer une ouverture à cassation ;

Attendu en outre que l'arrêt est régulier en la forme, que les faits souverainement constatés justifient la qualification qu'ils ont reçue et la peine qui a été appliquée ;

Par ces motifs : Rejette le pourvoi de Taïeb ben Mosbah et condamne le demandeur aux dépens.

(Me Chambareaud, cons. rapp.; Min. public: M. Bertrand, avocat général.)

TRIBUNAL DE TUNIS

Audience du 14 juin 1884. — *Prés. de* M. Pontois *prés.*

Saisie immobilière. — Tunisien. — Tribunaux indigènes alors compétents. — Contestation — Tribunaux français. — Incompétence.

Une saisie immobilière effectuée, sur un tunisien, en vertu d'un jugement du Tribunal indigène, à une époque où la juridiction tunisienne avait seule compétence pour statuer à l'égard des tunisiens défendeurs, ne peut être contestée devant les Tribunaux français.

FREDJ TEFA C/ MOÏSE YUNÈS

Attendu que Fredj Tefa, sujet tunisien, a été l'objet d'une poursuite suivie d'expropriation immobilière, de la part de Moïse Yunès, négociant à Sousse, protégé français, son créancier, par devant les autorités judiciaires tunisiennes alors seules compétentes ;

Attendu que Fredj Tefa ne saurait être admis à venir aujourd'hui contester le montant de la créance de Moïse Yunès, non plus que la régularité de la saisie immobilière dont il a été frappé, le Tribunal de Céans ne pouvant examiner à nouveau une question déjà jugée définitivement par une autre juridiction ;

Par ces motifs : Le Tribunal jugeant contradictoirement; — Déboute Fredj Tefa de sa demande et le condamne en tous les dépens. (Min. public : M. Lemarchand, juge sup. ; MMes Brulat et Abeasis, déf.).

TRIBUNAL DE TUNIS (2e CHAMBRE).

Audience du 14 janvier 1887. — Présidence de M. FABRY, *vice-président.*

Instance immobilière entre européens. — Tunisien appelé en garantie. — Incompétence sur l'action en garantie. — Tribunal régulièrement saisi quant à l'action principale.

Lorsque, au cours d'une instance pendante entre deux européens ou protégés, en matière immobilière, l'une des parties appelle en garantie un sujet tunisien, ce dernier a le droit avant toute défense au fonds de demander son renvoi devant la juridiction indigène en ce qui concerne l'appel en garantie.

Mais l'incompétence du tribunal français relativement à la question accessoire introduite par l'appel en garantie ne saurait avoir pour effet de dessaisir ce tribunal de la demande principale qui a été régulièrement portée devant lui.

BEN ATTAR C/ CHAPELIÉ ET MOHAMED EL TOUIBI

Le Tribunal : Attendu que Joseph Ben Attar, protégé anglais, revendique contre Chapelié, citoyen français, la propriété d'un terrain situé sur le rivage de l'ancienne Carthage et que le demandeur prétend avoir acheté aux enchères publiques ;

Attendu que Chapelié a appelé en garantie Mohamed El Touibi, sujet tunisien, auquel il aurait lui-même acheté ce terrain ;

Attendu que Joseph Ben Attar soutient que cet appel en garantie n'est pas recevable, parce qu'il aurait été formé postérieurement au délai établi par l'article 175 du Code de Proc. Civ. ;

Attendu que Mohamed El Touibi demande son renvoi devant la juridiction indigène et que Chapelié s'associe à cette demande et conclut à ce que le Tribunal se dessaisisse aussi bien de l'action principale que de l'appel en garantie ;

Attendu que Joseph Ben Attar ne s'oppose pas à ce que le Tribunal se déclare incompétent pour l'appel en garantie, mais conclut à ce qu'il retienne le jugement de l'action principale ;

Attendu, qu'aux termes des traités qui ont autorisé les étrangers à devenir propriétaires d'immeubles en Tunisie, et notamment d'après les stipulations de la Convention Anglo-Tunisienne du dix octobre 1863 et de la Convention Italo-Tunisienne du huit septembre 1868, le Tribunal français, qui a été substitué aux anciennes juridictions consulaires de la Régence et qui a succédé à tous leurs droits, est incontestablement compétent pour connaître de l'action principale en revendication d'immeuble pendante entre deux européens ou protégés de puissances européennes, le sieur Joseph Ben Attar et le sieur Chapelié;

Attendu, au contraire, que, d'après les clauses formelles de ces mêmes conventions diplomatiques, Mohamed El Touibi, sujet tunisien, peut demander son renvoi devant la juridiction indigène pour l'appel en garantie qui soulève une question immobilière dans laquelle il est intéressé ;

Attendu que l'incompétence du Tribunal français relativement à la question accessoire introduite par l'appel en garantie ne saurait avoir pour effet de dessaisir ce tribunal de la demande principale qui a été régulièrement portée devant lui ;

Par ces motifs : Le Tribunal ; — Se déclare compétent pour connaître de l'action principale en revendication d'immeuble pendante entre Joseph Ben Attar et Chapelié ; — Se déclare incompétent pour statuer sur l'appel en garantie dirigé par Chapelié contre Mohamed El Touibi et renvoie Chapelié à se pourvoir ainsi qu'il avisera ; — Renvoie l'affaire au 18 mars prochain pour être plaidée au fond entre Ben Attar et Chapelié; — Condamne Chapelié aux dépens de l'incident. (Min. public : M. BOSSU, subst ; MMes BRULAT, GUEYDAN et BODOY, déf.).

TRIB. CORRECTIONNEL DE SOUSSE

Audience du 23 octobre 1889. — *Présidence de* M. BERGE, *président.*

Tunisien — Délit — Prison française — Compétence.

Le délit d'outrage public à la pudeur commis, dans l'intérieur de la prison française et en présence de leurs co-

détenus, par des tunisiens écroués en vertu de mandats réguliers du juge d'instruction, rentre dans la catégorie des délits déférés aux tribunaux français par l'art. 2 § 3 du décret beylical du 2 septembre 1885.

ALI BEN YAHIA DJERBI ET ALI BEN SALAH MERZOUGHI

Attendu qu'il résulte de l'information, des débats et de leurs aveux mêmes, la preuve que, dans la nuit du 16 au 17 octobre 1889, dans la salle commune de la prison civile de Sousse, et ce, en présence de plusieurs détenus qui les ont vus, les nommés Ali ben Yahia Djerbi et Ali ben Salah Merzoughi ont commis un outrage public à la pudeur ;

Attendu que les deux inculpés sont sujets tunisiens, mais qu'ils se trouvent actuellement détenus dans une prison française sous l'inculpation de vol qualifié et sont sous mandat de dépôt de M. le juge d'instructiondu tribunal de Sousse ; qu'en agissant comme ils l'ont fait, ils ont contrevenu aux réglements de la prison, ont désobéi aux ordres du gardien-chef et ont troublé le bon ordre de l'établissemnt ; qu'ils ont donc agi à l'encontre des obligations qui résultaient pour eux des mandats délivrés par le juge d'instruction en ce qui les concerne et qu'ils sont en conséquence justiciables du délit qu'ils ont commis, devant le Tribunal français, aux termes du § 3 de l'art. 1er du décret du 2 septembre 1885 ;

Par ces motifs : Le Tribunal déclare les nommés Ali ben Yahia Djerbi et Ali ben Salah Merzoughi, coupables du délit ci-dessus spécifié; et, leur faisant application des dispositions de l'article 330 du Code Pénal, les condamne chacun à la peine de trois mois d'emprisonnement et solidairement par corps envers l'Etat aux dépens. (Min. public : M. DRAPIER, juge suppléant).

NOTE. — Voir en ce sens : *Journal des Tribunaux françaisen Tunisie*, page 114 : note de la Rédaction. —Contrà : Arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 1er juin 1889. *Journal des (Tribunaux français en Tunisie*, page 113.)

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. PETIT.

1re Année, no 18. — 10 Décembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. — Législation : *Décret de M. le président de la République du 20 octobre 1889 :* Créant un office d'huissier à Gabès. — *Décret beylical du 4 kada 1306 (6 juillet 1889)* : Relatif aux lignes télégraphiques de la Régence. — *Décret beylical du 18 rabia el aoual 1307 (11 novembre 1889) :* Creant une taxe municipale de balayage à Tozeur. —*Décret beylical du 18 rabia el aoual 1307 (11 novembre 1889)* : Créant à Tozeur une taxe municipale de stationnement. — *Décret beylical du 23 rabia el aouel 1307 (16 novembre 1889)* : Approuvant la convention relative à la cession au gouvernement tunisien des terrains occupés par le cercle militaire à Sousse. — *Décret beylical du 26 rabia el aoual 1307* [19 *novembre 1889*] : Accordant des concessions temporaires dans le cimetière européen de Tunis. — *Décret beylical du 20 rabia el aoual 1307 (13 novembre 1889)* : Créant deux charges de notaires à Tchine. — *Décret beylical du 1er rabia et tani 1307 (24 novembre 1889)* : Approuvant le règlement de voirie et le tarif des droits à percevoir par la municipalité de Bizerte. — *Décret beylical du 9 rabia et tani 1307* (*25 novembre 1889*) : Portant transport du marché aux fèves et légumes secs sur l'emplacement du marché aux céréales connu sous le nom de Souk el Maar. — *Arrêté du Premier Ministre du 17 octobre 1889 :* Relatif à l'élection des syndics des viticulteurs. — *Arrêté du Premier Ministre du 30 octobre 1889 :* Relatif à l'election du bureau du Syndicat des viticulteurs.— *Arrêté du Premier Ministre du 17 novembre 1889 :* Interdisant la circulation des animaux des espèces bovine et ovine sur certaines territoires. Jurisprudence : *Cour de Cassation* :Conseil de guerre aux armées. — Compétence. — Territoire ennemi. — Tunisie. — Sujet tunisien. — Art. 63 du Code de justice militaire. — (Mohamed ben Ali Bakouch). — *Tribunal de 1re instance de Tunis* :Exploitation rurale. — Animaux trouvés sur la propriété. — Saisie.— Propriétaire connu.— Dommages et intérêts.—(Soc. franco-africaine c/ Godet) *Tribunal de 1re instance de Tunis* : Chose jugée. — Procès-verbal d'expertise. — Défaut d'homologation. — Rejet de l'exception. Le Cheik de la Zaouia Bekria c/ Haïm Aziza.)

LÉGISLATION

DECRET de M. le Président de la République du 20 octobre 1889: *Créant un office d'huissier à Gabès.*

Article 1er. — Il est créé un office d'huissier à Gabès, arrondissement judiciaire de Sousse (Tunisie).

Art. 2. — M. le Garde des Sceaux Ministre de la Justice et des Cultes et M. le Ministre des Affaires Etrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 8 Kada 1306 (6 juillet 1889) : *relatif aux lignes télégraphiques de la Régence* (1).

TITRE I. — *Etablissement et usage des lignes télégraphiques*

Article. 1er. — Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances, que par le Gouvernement ou avec son autorisation.

Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux, d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de mille à dix mille francs.

En cas de condamnation, le Gouvernement pourra ordonner la destruction des appareils et machines télégraphiques.

TITRE. II. — *Des contraventions, délits et crimes relatifs aux lignes télégraphiques.*

Art. 2. — Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique ;

Quiconque aura dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de seize à trois cents francs.

Art. 3. — Quiconque, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils, ou par tout autre moyen, aura volontairement causé l'interruption de la correspondance télégraphique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent à mille francs.

Art. 4. — Seront punis de la détention et d'une amende de mille à cinq mille francs, sans préjudice des peines que pourrait entraîner leur complicité avec l'insurrection, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront détruit ou rendu impropres au service un ou plusieurs fils d'une ligne de télégraphie électrique; ceux qui auront brisé ou détruit un ou plu-

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 7 juillet 1889.

sieurs télégraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques ou qui auront intercepté par tout autre autre moyen, avec violences et menaces les communications ou la correspondance télégraphique entre les divers dépositaires de l'autorité publique, ou qui s'opposeront avec violences ou menaces au rétablissement d'une ligne télégraphique.

Art. 5 — Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques électriques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code Pénal.

TITRE. III. — *Des contraventions commises par les concessionnaires ou fermiers de chemins de fer et de canaux*

Art. 6. — Lorsque, sur la ligne d'un chemin de fer ou d'un canal concédé ou affermé par l'État, l'interruption du service télégraphique aura été occasionnée par l'inexécution, soit des clauses du cahier des charges et des décisions rendues en exécution de ces clauses, soit des obligations imposées aux concessionnaires ou fermiers, ou par l'inobservation des règlements ou arrêtés, procès-verbal de la contravention sera dressé par les inspecteurs du télégraphe, par les surveillants des lignes télégraphiques ou par tous officiers de police judiciaire.

Art. 7. — Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier à la diligence du Directeur Général des Travaux Publics de la Régence et transmis dans le même délai, à l'autorité judiciaire compétente.

Art. 8. — Les contraventions prévues en l'article 6 seront punies d'une amende de 300 à 3000 francs.

TITRE. IV. — *Dispositions Générales.*

Art. 9. — Les crimes, délits ou contraventions, prévus dans le présent décret pourront être constatés par les procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les

inspecteurs des lignes télégraphiques, les agents de surveillance nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 10. — Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent, seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Art. 11. — L'administration pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser les dommages résultant des crimes, délits et contraventions, et le recouvrement des frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures sera poursuivi conformément à la loi.

Art. 12. — Les juridictions francaises instituées en Tunisie seront compétentes pour connaître des infractions prévues par le présent décret, quelle que soit la nationalité des inculpés.

Art. 13. — L'article 463 du Code Pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

Art. 14. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent décret ou par le Code Pénal, la peine la plus forte sera seule pronencée.

DECRET beylical du 18 Rabia el Aoual 1307 (11 novembre 1889) : *créant une taxe municipale de balayage à Tozeur.* [1]

Article. 1er. — Il sera perçu à Tozeur à partir de l'année 1307, une taxe municipale de balayage.

Les tarifs de cette taxe sont établis comme suit :

MAISONS D'HABITATIONS :

Loyers de 25 piastres et au dessous.				3	P. par an.
id.	de 26	id.	à 50 piastres	6	id.
id.	de 51	id.	à 75 piastres	9	id.
id.	de 76	id.	à 100 piastres	12	id.

Loyers au dessus de 100 piastres : 3 piastres par chaque 25 piastres de loyer en plus.

---

(1) Promulgué par arrêté residentiel du 12 novembre 1889.

MAGASINS :

Loyers de 1 à 50 piastres.	2 P. 4	car. par an.
id. de 51 à 100 piastres	4 P. 8	id.
id. de 101 à 150 piastres.	12 P.	id.
id. de 200 p. et au-dessus	18 P.	id.
Fondouk.	48 P.	id.
Moulins avec fours	36 P.	id.
Moulins sans fours	24 P.	id.
Cafés et débits européens	48 P.	id.
Café maure	36 P.	id.
Fabricants et débitants d'alcools, de dattes, d'anisette	48 P.	id.
Maison de tolérance.	144 P.	id.

Art. 2. — Chaque année, avant le 13 octobre, le Président de la Commission fait procéder à la formation des rôles de la taxe.

Les loyers sont évalués, soit d'après les conventions réelles, soit par comparaison avec l'ensemble des loyers analogues et notoirement connus.

Les rôles sont déposés pendant un délai de quinze jours chsz le Président de la Commission.

Avis de ce dépôt est donné aux contribuables par voie d'affiche.

Le Présid nt, assisté de deux délégués de la commission, reçoit les réclamations des intéressés; il arrête définitivement les rôles qui sont soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et envoyés au Secrétaire Receveur.

Celui-ci fait porter les rôles à la connaissance des contribuables par voie d'affiche et d'avertissement individuel.

L'avertissement contiendra un extrait du rôle de la taxe imposée au contribuable.

Il fera connaître le délai et le mode de réclamation.

Art. 3. — Le secrétaire receveur municipal est chargé du recouvrement de la taxe qui est payable par douzièmes échus de mois en mois ; les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Président. Il lui appartient d'accorder des sursis, s'il y a lieu, et d'échelonner les paiements.

La taxe est due pour l'année entière, sauf le cas de démolition totale ou partielle.

En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe de balayage.

Art. 4. — Tout contribuable qui se croit mal imposé, a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution.

Les réclamations sont adressées au Premier Ministre lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées à des sujets tunisiens.

Les sujets étrangers doivent se pourvoir devant les Tribunaux français.

Art. 5. — Les demandes en décharge ou réduction, ou mutation de cote, pour être recevables, doivent être présentées dans le délai de trois mois à partir de la publication des rôles.

Les demandes en dégrèvement pour cause de destruction ou démolition totale ou partielle de bâtiments, pour être recevables, doivent être présentées dans les trois mois qui suivent l'achèvement de la démolition.

Le jour de la publication des rôles et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les trois mois fixés par la loi pour la présentation des demandes en décharge ou réduction.

Il en est de même du premier et du dernier jour des délais accordés dans les autres réclamations.

Art. 6. — Toute réclamation en décharge ou réduction, pour être recevable, doit être accompagnée de la quittance des termes échus.

Art. 7. — Tout contribuable en retard pourra être poursuivi par voie de saisie, de vente mobilière.

Les poursuites n'auront lieu qu'après deux sommations préalables, à dix jours de distance.

La première de ces sommations sera signifiée au contribuable par la voie de la poste.

La deuxième sommation sera signifiée également par voie de la poste et par lettre reccomandée.

L'Administration devra réclamer un avis de réception.

Si, après cette deuxième sommation, le contribuable ne se

libère pas, il est remis aux huissiers près les Tribunaux un extrait du rôle rendu exécutoire par Notre Premier Ministre, comme il a été dit à l'art. 2. L'extrait du rôle est transcrit en tête du commandement de payer que l'huissier signifie au retardataire; il est procédé, après cette formalité, à la saisie des meubles et effets.

Les frais de port des deux sommations et les frais de poursuite s'ajoutent au principal de l'impôt.

L'Administration aura privilège pour le paiement de l'impôt sur le prix de vente du mobilier de ses débiteurs.

Art. 8. — En ce qui concerne les tunisiens, il pourra aussi être procédé contre eux, conformément aux dispositions du décret du 24 rabia-et-tani 1302, par voie de contrainte par corps.

Art. 9. — Pendant l'année 1307, la taxe ne sera payée qu'à dater du 13 novembre 1889.

Art. 10. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 18 rabia-el-aoual 1307 (11 novembre 1889): *Créant à Tozeur une taxe municipale de stationnement* (1).

Article 1er. — Il sera perçu, à Tozeur, à partir de l'année 1307, une taxe municipale de stationnement conformément aux tarifs ci-dessous :

Tentes de marchandises diverses, par mois. . .	2 piastres
Tentes ou emplacements de bouchers et boulangers, par jour.	0 p. 2 c.

Art. 2. — L'agent chargé de la perception de cette taxe remettra à chaque contribuable un reçu extrait d'un registre à souches.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET beylical du 20 rabia-el-aoual 1307 (13 novembre 1889): *Créant deux charges de notaires à Tchine.*

Article unique. — Deux charges de notaires sont créées dans le village de Tchine, du Djebel Matmata (Caïdat de l'Arad).

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 12 novembre 1889.

DECRET beylical du 23 rabia-el-aoual 1307 (16 novembre 1889); *Approuvant la convention relative à la cession au Gouvernement Tunisien des terrains occupés par le cercle militaire à Sousse* [1].

Article unique. — Est approuvée la Convention ci-annexée, passée entre le Gouvernement Tunisien et le Ministère de la Guerre au sujet de la cession au Gouvernement Tunisien des terrains occupés actuellement par le cercle militaire à Sousse.

DECRET beylical du 26 rabia-el-aoual 1307 (19 novembre 1889): *Accordant des concessions temporaires dans le cimetière européen de Tunis* [2].

Article 1er. — Il sera accordé dans le cimetière européen de Tunis (Belvédère) des concessions temporaires de 15 et de 30 ans.

Art. 2. — Est ainsi fixé le tarif des concessions temporaires:

Concessions de 15 ans :

Prix des 2 premiers mètres	25 P.	le mètre carré.
Prix du 3me mètre.	37 P, 50	id.
Prix du 4me mètre.	50 P.	id.

Et ainsi de suite pour chaque mètre supplé mentaire en augmentant de 12 p. 50 le prix payé pour le mètre précédent.

Concession trentenaires :

Prix des 2 premiers mètres.	50 P.	le mètre carré.
Prix du 3me mètre	75 P.	id.
Prix du 4me mètre	100 P.	id.

Et ainsi de suite pour chaque mètre supplémentaire en augmentant de 25 piastres le prix payé pour le mètre précédent.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET beylical du 1er Rabia-et-Tani 1307 (24 novembre 1889): *Approuvant le règlement de voirie et le tarif des droits à percevoir par la Municipalité de Bizerte* [3].

Article 1er. -- Sont approuvés : 1° le règlement de voirie

---

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 17 novembre 1889.
(2) Promulgué par arrêté résidentiel du 20 novembre 1889.
(3) Promulgué par arrêté residentiel du 25 novembre 1889.

voté par le Conseil Municipal de Bizerte le 23 octobre 1888 ; 2° le tarif des droits à percevoir par la Municipalité.

Un exemplaire des dits règlements et tarifs demeurera annexé au présent décret.

Art. 2. — Les demandes en autorisation de bâtir sont adressées au Président de la Municipalité, qui, après avoir pris l'avis du chef du service des travaux de la ville, fait notifier au pétitionnaire sa décision par voie administrative.

Les arrêtés portant autorisation de bâtir, réparer, etc., indiquent les charges et conditions imposées aux permissionnaires et le tarif des droits à payer.

En ce qui concerne les droits fixes, ils stipulent que ces droits doivent être aquittés à la caisse municipale avant l'exécution des travaux.

En ce qui concerne les droits dont la fixation définitive ne peut s'établir qu'après récolement des travaux, les arrêtés stipulent que ces droits sont exigibles d'avance dans les mêmes conditions que les droits fixes, mais qu'ils ne sont arbitrés qu'à titre provisoire.

Après l'exécution des travaux, ces droits seront définitivement arrêtés d'après le procès-verbal de récolement qui sera dressé par le service de la voirie.

Le rôle des droits à percevoir est transmis aux Receveur Municipal par les soins du Président de la Municipalité.

Les décisions portant refus d'autorisation sont toujours motivées et notifiées aux intéressés dans la forme indiquée ci-dessus.

Art. 3. — L'arrêté qui accorde la permission de construire n'est valable que pendant une année, à partir de sa date. Si l'arrêté n'a pas été mis à exécution dans ce laps de temps, le permissionnaire ne peut construire qu'après qu'il est intervenu, sur sa demande, un nouvel arrêté ayant le même objet.

Art. 4. — Les recours contre les décisions prises par le Président de la Municipalité sur les demandes tendant à obtenir l'autorisation de batir, de réparer, etc., sont portées devant le Juge de Paix, s'il s'agit de sujets étrangers, et devant le tribunal de l'Ouzara, s'il s'agit de nos sujets.

Toutefois, aucune action judiciaire ne pourra être intentée contre la Commune qu'autant que le demandeur aura préalable-

ment adressé à Notre Premier Ministre un mémoire exposant l'objet et les faits des réclamations, conformément à l'art. 38 du décret du 16 Djoumadi-et-Tani 1302.

S'il s'agit simplement de contestations au sujet de l'application des tarifs, ces contestations seront jugées comme affaires sommaires et la Commune pourra y défendre sans autorisation de Notre Premier Ministre.

Art. 5. — S'il est constaté que des travaux ont été exécutés sans autorisation ou avant l'acquittement des droits, ou qu'il a été exécuté des travaux non prévus par l'arrêté d'autorisation, il sera dressé procès-verbal qui sera transmis au Juge de Paix, s'il s'agit de sujets étrangers et au tribunal de l'Ouzara, s'il s'agit de nos sujets.

Art. 6. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET du 2 Rabia-et-Tani 1307 (25 novembre 1889): *portant transfert du marché aux fèves et légumes secs sur l'emplacement du marché aux céréales connu sous le nom de Souk el Maar.* [1]

Article. 1er. — Le marché aux fèves et légumes secs de Tunis sera transféré, à une date qui sera ultérieurement portée à la connaissance du public, par les soins du Président de la Municipalité de Tunis, sur l'emplacement du marché aux céréales connu sous le nom de Souk el Maar.

Art. 2. — Le marché aux céréales continuera à se tenir sur le même emplacement et à des heures que la Municipalité déterminera ultérieurement.

Art. 3. — Notre Premier Ministre et le Président de la Municipalité de Tunis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ARRÊTÉ du Premier Ministre du 17 octobre 1889 : *relatif à l'élection des syndics des viticulteurs.*

Article 1er. — L'élection pour la nomination des Syndics dans les Contrôles de Souk-el-Arba, Bizerte, Kairouan, Medjez-

(1) Promulgué par arrêté résidentiel du 26 novembre 1889.

el-Bab, Béja, Djerba, Sfax, Maktar, le Kef, est reportée au 23 octobre courant.

Art. 2. — L'assemblée générale des Syndics dans laquelle est élu le Bureau du Syndicat est reportée au 30 octobre et sera tenue à Dar-El-Bey à 3 heures de l'après midi.

ARRÊTÉ du Premier Ministre du 30 octobre 1889 : *relatif à l'élection du bureau du Syndicat des Viticulteurs.*

Article Unique. — L'assemblée générale des Syndics viticulteurs est convoquée à nouveau pour le 13 novembre 1889, à 3heures du soir, au Palais de Dar-El-Bey, à l'effet de procéder aux élections des membres du bureau du Syndicat.

Dans cette nouvelle assemblée, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

ARRÊTÉ du Premier Ministre du 17 novembre 1889 : *Interdisant la circulation des animaux des espèces bovine et ovine sur certains territoires.*

Art. 1er. — La circulation des animaux des espèces bovine et ovine appartenant au territoire de la Sebbala, de Tébourba et de Bizerte est interdite en dehors de ces territoires. Ces animaux devront séjourner dans leurs cantonnements respectifs.

Art. 2. — Le marché de Tunis est interdit aux animaux des espèces bovine et ovine provenant des marchés de Mateur et de Bizerte.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

Audience du 25 janvier 1889.—Présidence de M. LŒW, *près.*

Conseil de guerre aux armées. — Compétence. — Territoire ennemi. — Tunisie. — Sujet tunisien. — Art. 63 du Code de Justice Militaire.

Tous individus poursuivis pour un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du Code de Justice Militaire pour l'armée de terre doivent être jugés par les

Conseils de Guerre, conformément à l'article 63 du dit code, lorsque l'armée se trouve sur le territoire ennemi.

Par les mots « territoire ennemi » il faut entendre tout territoire étranger occupé, même après la guerre, par les troupes françaises, pour la protection et la défense des intérêts publics qui ont commandé cette occupation.

La règle de compétence prévue par l'art. 63 susvisé n'a donc pas cessé d'être applicable en Tunisie, sauf les exceptions résultant des traités en ce qui concerne les européens et protégés des puissances européennes.

En conséquence est irrecevable, conformément aux termes de l'art. 80 du code de Justice Militaire pour l'armée de terre, le pourvoi en cassation formé par un sujet tunisien condamné par application de l'art. 63 du même code.

MOHAMED BEN ALI BAKOUCH

La Cour : Sur le pourvoi de Mohamed ben Ali Bakouch en cassation d'un jugement rendu, le 13 novembre 1888, par le Conseil de Guerre de la Brigade d'Occupation de Tunisie séant à Tunis, qui l'a condamné à un an de prison, le dit jugement confirmé le 22 du dit mois de novembre 1888, par décision du Conseil permanent de Révision d'Alger ; — Vu les articles 63, 80 et 248 du Code de Justice Militaire pour l'armée de terre ;

Attendu qu'aux termes de l'article 80 du dit Code de Justice Militaire « Ne peuvent, en aucun cas, se pourvoir en cassation contre les jugements des Conseils de Guerre et des Conseils de Révision : 1° les militaires, assimilés aux militaires.....; 2°.....; 3° les justiciables des Conseils de Guerre dans les cas prévus par les articles 62, 63 et 64 ci-dessus ;

Attendu que l'article 63, auquel se réfère la disposition précitée, porte expressément : « Sont justiciables des Conseils de Guerre, si l'armée est sur le *territoire ennemi*, tous individus prévenus soit comme auteurs, soit comme complices, des crimes et délits prévus par le titre II du Livre IV du présent Code » ;

Attendu que, par les mots « *territoire ennemi* », il faut entendre le territoire étranger occupé par les troupes françaises, même à la suite de la guerre, pour la protection et la défense des intérêts publics qui ont commandé cette occupation ;

— Que tel est actuellement, au regard des troupes françaises, le caractère du territoire tunisien, et que, par suite, depuis l'entrée de ces troupes dans la Régence, la règle de compétence extraordinaire établie par l'article 63 pour la protection des armées en campagne n'a pas cessé d'être applicable, sauf les exceptions résultant des traités, à tous individus habitant ce territoire.

Attendu enfin que le vol de munitions commis, en Tunisie, au préjudice de l'Etat Français, et dont le demandeur indigène tunisien a été déclaré coupable, est prévu et puni par l'article 248 du Code de Justice Militaire (Titre II. Livre IV);

Par ces motifs : Déclare non recevable le pourvoi formé par Mohamed ben Ali Bakouch contre la décision du Conseil permanent de Révision d'Alger, en date du 29 nov. 1888, qui a confirmé le jugement du Conseil de Guerre de Tunis du 13 du même mois le condamnant à une année d'emprisonnement pour vol de munitions au préjudice de l'Etat ; Condamne le dit Mohamed ben Ali Bakouch à l'amende et aux dépens. (M. de LAROUVERADE, cons. rapp. ; Min. public : M. BERTRAND, av. gén.).

TRIB. DE 1re INSTANCE DE TUNIS

Audience du 14 avril 1886. — *Prés. de* M. GEFFROY *prés.*

Exploitation rurale. — Animaux trouvés sur la propriété. — Saisie. — Propriétaire connu. — Dommages et intérêts.

La loi des 27-28 octobre 1791 n'autorise le propriétaire d'une exploition rurale à saisir les animaux domestiques qu'il rencontre sur sa propriété que lorsque ces animaux se trouvent à l'abandon ; cette loi lui impose en outre l'obligation d'envoyer ces animaux à la fourrière la plus proche dans un délai de 24 heures.

Le propriétaire qui saisit des animaux trouvés sur sa propriété sous la garde d'un berger est en conséquence passible de dommages et intérêts.

Il ne saurait, en Tunisie, invoquer une coutume locale contraire ou des instructions administratives pour s'emparer, à

titre de gage, d'un certain nombre de têtes de bétail dont le propriétaire est connu, alors surtout que ce propriêtaire présente toute garantie de solvabilité.

SOCIÉTÉ FRANCO AFRICAINE C/ GODET

Le Tribunal : Attendu que, suivant exploit de l'huissier Soulet en date du 31 octobre 1884, la Société franco-africaine (Enfida) fait assigner le sieur Godet, propriétaire à l'Oued Méliane, défendeur, à comparaître pardevant le Tribunal de céans pour s'entendre condamner à lui payer avec intérêts et dépens : 1· la somme de 780 francs, montant du prix de 26 brebis ou agneaux saisis sans droit; 2· celle de 2000 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé ;

Attendu que l'article 12 de la loi des 27 et 28 octobre 1791 n'autorise le propriêtaire à se saisir des animaux qu'il trouve sur sa propriété que lorsque ces animaux sont laissés à l'abandon ; qu'il lui impose d'ailleurs l'obligation de les conduire dans un délai de 24 heures en fourrière; qu'il lui impartit virtuellement un délai de huit jours dans lequel il doit faire valoir sa demande en indemnité ;

Attendu que, lorsqu'il a envahi les terrains de Godet, le troupeau de l'Enfida n'était pas à l'abandon; qu'il a été reconnu par le défendeur lui-même qu'il était sous la garde d'un berger; — Que c'est donc sans droit que Godet s'est saisi de 26 brebis de ce troupeau ;

Attendu que Godet invoque en vain une coutume locale et les instructions qu'il aurait reçues de l'autorité administrative supérieure; que ni les coutumes locales, ni les instructions administratives ne sauraient prévaloir contre les prescriptions d'un texte précis et qui n'est que l'application de ce principe primordial que nul ne doit se faire justice à soi-même ;

Attendu, au fond, que Godet ne peut exciper d'aucun motif sérieux pour agir ainsi qu'il l'a fait; — Qu'il n'ignorait pas que les animaux qu'il s'arrogeait le droit de saisir, appartenaient à une Soc. financière absolument solvable; — Que bien plus, dès le lendemain même de la saisie, le représentant de cette Soc., en lui faisant demander de restituer les brebis

il s'était emparé, l'a mis expressément en demeure de formuler sa demande en indemnité ; — Que Godet n'en a rien fait, qu'il n'apparaît même pas que depuis il ait songé, ni à faire évaluer le préjudice dont il se plaint, ni à en demander la réparation devant les juges compétents ; — Qu'il en résulte que, depuis le 4 septembre 1884, 26 brebis appartenant à la Société franco-Africaine se trouvent ainsi indûment en la possession de Godet ; — Sur les dommages-intérêts réclamés par la Société ;

Attendu qu'il est impossible d'admettre qu'une semblable entreprise sur la propriété d'autrui, et aussi longuement continuée, ne devienne pas, lorsqu'elle ne peut se résoudre que par une action civile, une cause de dommages-intérêts ;

Attendu que le temps écoulé depuis la saisie des animaux par Godet ne permet pas d'en ordonner la restitution en nature ;

Par ces motifs : Le Tribunal, jugeant contradictoirement : — Condamne Godet à payer à la Société franco-africaine : 1° la somme de 780 francs pour prix des 26 brebis ou agneaux sus énoncés ; — 2° celle de 200 francs de dommages-intérêts pour le préjudice causé ; — Le condamne aux intérêts de droit et aux dépens. (Min. public : M. Bossu, substitut, concl. conf ; MMes Brulat et Vignale, défenseurs).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS

Audience du 26 mai 1886. — Présideuce de M. Geffroy, *prés.*

Chose jugée. — Procès-verbal d'expertise. — Défaut d'homologation. — Rejet de l'exception.

L'exception de chose jugée ne peut être opposée par un défendeur tunisien qui produit simplement un procès-verbal d'expertise dressé en vertu d'une ordonnance de S. A. le Bey de Tunis. si cette expertise n'a pas été homologuée par décision judiciaire de S. A. ou des tribunaux indigènes compétents.

Le tribuual saisi peut toutefois baser sa décision sur le procès-verbal d'expertise ainsi dressé régulièrement.

LE CHEIK DE LA ZAOUÏA BEKRIA C/ HAÏM AZIZA

Le tribunal : Attendu que la Zaouia Bekria prétend que Haïm Aziza, propriétaire du domaine El Kedidja, laboure un

terrain faisant partie du domaine Ksar El Mansour, qui appartient à la Zaouïa et qu'elle demande que des géomètres experts soient désignés pour fixer la ligne séparative des deux propriétés;

Attendu que Haïm Aziza résiste à cette demande, qu'il soutient qu'elle a déjà été examinée par S. A. le Bey, en 1878, et que les experts commis ont décidé que le terrain dont s'agit appartient non au domaine, Ksar El Mansour, mais au domaine El Kedidja;

Attendu, qu'à l'appui de sa prétention, il représente un rapport dressé à la date de février-mars 1878 par deux adels et deux experts procédant par ordre de S. A. le Bey aux fins de déterminer la limite séparative des deux domaines;

Attendu que, ce rapport n'ayant pas été homologué par décision judiciaire, on ne saurait soutenir que la question soumise a été jugée;

Attendu qu'il échet d'apprécier ce document;

Attendu qu'il constate que les experts ont d'abord examiné les titres de propriété produits par les représentants des deux domaines;

Attendu que les experts ont procédé à leur expertise dans les conditions de régularité absolue; que les raisons données par eux sont satisfaisantes et qu'il y a lieu de décider, sans recourir à une expertise nouvelle, qu'ils ont fait une juste appréciation des droits des parties;

Attendu qu'il est d'ailleurs constant qu'Haïm Aziza n'a pas labouré au delà de la limite fixée par les experts;

Attendu, en conséquence que la Zaouïa n'est pas fondée à prétendre qu'il a empiété sur son domaine;

Par ces motifs: Le tribunal, jugeant contradictoirement; Déboute la Zaouïa Bekria de sa demande et la condamne aux dépens de l'instance. (Min. public: M. Herbaux, proc. de la Rép.; MMcs Piétri et Bodoy, déf.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

1re Année, n° 19. -- 25 Décembre 1889

JOURNAL

DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN TUNISIE

REVUE PRATIQUE

de Législation et de Jurisprudence

SOMMAIRE. Législation : *Décret beylical du 28 moharrem 1307 (23 septembr 1889)* : Promulguant le budget tunisien pour l'exercice 1307. — *Décret beylical du 5 rabia et ta-i 1307 (23 novembre 1889)* : Relatif à la nomination des Kalifas et portant règlementation de l'exercice de leurs fonctions. — Jurisprudence : *Cour d'Appel d'Alger* (1re chambre) : Général commandant une subdivision. — Administration de la guerre. — Représentant légal. — Chose jugée. — Décision ministérielle. — Responsabilité. — Ministre. — Approbation. — Recevabilité. (Faillite Paulet c/ le général Riu). — *Tribunal correctionnel de Tunis* (2e chambre) : Tunisie. — Douanes et monopoles. — Contrebande de tabac. — Sujet anglais. — Traité anglo Tunisien. — Décret beylical sur les douanes et monopoles. — (Régie des tabacs c/ Sfadini).

LÉGISLATION

DECRET beylical du 28 moharrem 1307 (23 septembre 1889): *Promulguant le budget tunisien pour l'exercice 1307.* [1]

Art. Unique. — Le budget de l'État pour l'exercice 1307, qui commencera le 13 octobre 1889, est arrêté conformément aux tableaux annexés au présent décret.

EXERCICE 1307

BUDGET DES RECETTES

CHAPITRE I. — Contributions Directes

Section I. — Medjba

	Piastres.	
1. Produit de la Medjba	5.000.000.	

Section. II. — Dîmes

2. Kanoun des oliviers et dattiers	2.000.000.	»
3. Dîmes sur les oliviers.	300.000.	»
4. Achour payable en nature.	1.200.000.	»

(1) Promulgué par arrêté residentiel du 23 septembre 1889.

5. Achour payable en argent.	500.000.	»

Section III. — Mradjas

6. Produit des Mradjas.	60.000.	»

CHAPITRE II.— Contributions Indirectes

Section première

7.	Douanes — droits à l'exportation.	1.800.000.	»
	Douanes — droits à l'importat. et droits assimilés.	1.200.000.	»
	Douanes — droits sur les vins et spiritueux .	300.000.	»
	Karroube sur la vente et les loyers des immeubles.	500.000.	»
	Timbre.	600.000.	»

Section deuxième

8.	Monopoles et marchés affermés.	4.000.000.	»
	Monopoles et marchés non affermés . .	820.000.	»

Section troisième

9. Produits des Mahsoulats	2.000.000.	»
10. Khodors.	95.000.	»

CHAPITRE III. — Droits Maritimes et de Port

11. Droits sanitaires	80.000.	»
12. Droits de port	16.000.	»

CHAPITRE IV. — Produits Divers

Section première

13. Produits des domaines	502.000.	»
14. Produits des Forêts.	200.000.	»
15. Produits des Mines.	»	»

Section deuxième

16. Droits et taxes divers, amendes, revenus éventuels.	800.000.	»
17. Certificats de coupons antérieurs à 1870 appartenant à l'État et sortis aux ti-		

	rages.	1.500.000. »
18.	Produit de la vente des valeurs appartenant au Fonds de Reserve	Mémoire
19.	Contribution de l'Administration des habous	180.000. »
20.	Solde disponible, reporté de 1306 à 1307, des crédits sans emploi de 1305	1.193.348. 97
	Exédent probable des recettes de 1306.	Mémoire

CHAPITRE V. — PRODUIT DE L'OFFICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

21.	Produits des Postes.	620.000. »
22.	Produits des Télégraphes.	490.000. »
23.	Subvention reçue de la Caisse d'Épargne de France	14.000. »

CHAPITRE VI. — RECETTES CONSACRÉES AUX DÉPENSES D'EXERCICES CLOS

24.	Rappel des Recettes non employées pendant les exercices antérieurs. . .	Mémoire

CHAPITRE VII. — DOTATIONS SPÉCIALES

25.	Port de Tunis (somme restant disponible à la clôture de l'exercice 1307) .	Mémoire
26.	Soulte de la conversion de 1889 : Fonds spécial à employer en travaux extraordinaires d'intérêt public (somme restant disponible à la clôture de l'exercice 1306).	Mémoire

CHAPITRE VIII. — BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES

27.	Recettes réalisées pour le compte du Fonds de Réserve (décret du 20 Chaoual 1303)	Mémoire
28.	Recettes affectées au remboursement des certificats de coupons antérieurs à 1870, sortis au tirages	Mémoire

29. Recettes affectées au paiement des dettes antérieures à l'exercice 1299 (suite de l'ancien compte de liquidation de l'emprunt de 1884).	Mémoire
30. Recettes affectées à la continuation des opérations de remboursement et d'échange des obligations de la dette 4 o/o (suite du compte de liquidation de la conversion de 1889).	Mémoire
Total du Budget des Recettes. . . .	25.970.348. 97

BUDGET DES DÉPENSES

CHAPITRE I. — Ministère des Finances

1.	Liste civile de S. A. le Bey.	1.500.000. »
2.	Dotation des princes et princesses de la famille Husseinite	1.200.000. »
3.	Personnel et Service des Palais.. . . .	200.000. »
4.	Décorations tunisiennes.	30.000. »
5.	Pensions civiles et militaires	240.000. »
6.	Direction des Finances et Régies . . .	3.009.452. 69
7.	Cour des comptes.	23.980. »
8.	Hôtel de la Monnaie	7.500. »
9.	Administration de la forêt des oliviers de Tunis.	99.000. »
10.	Remboursement au Trésor français des frais du service médical des indigènes nécessiteux	10.000. »
11.	Rente 3 1/2 0/0 : intérêts et amortissement (Annuité de 6. 307. 520 f.	10.512.534. »
12.	Commission allouée (5/ 16 p. o/o) pour le paiement en France des coupons et autres frais pour le même service.	34.000. »

CHAPITRE II. — Office des postes et des télégraphes

1. Personnel des Postes et Télégraphes .	780.000.	»
2. Frais divers d'exécution du service . .	70.000.	»
3. Transport des dépêches.	130.000.	»
4. Dépenses de matériel.	114.000.	»
5. Travaux neufs	30.000.	»

CHAPITRE III. — Administration Générale

1. Traitement du 1er Ministre, du Ministre de la Plume et du Personnel de l'Administration centrale.	584.074.	»
2. Matériel, frais de bureau, dépenses diverses d'administration générale. .	350.082.	»
3. Dépenses de sûreté.	80.000.	»
4. Contrôles civils.	379.335.	»
5. Gendarmerie indigène	221.268.	»
6. Prisons.	400.000.	»
7. Résidence générale et Affaires consulaires (frais d'hôpitaux, de service et de secours)	145.659.	»
8. Service sanitaire	50.404.	»
9. Gouvernements de Tunis et de La Goulette	97.592.	»
10. Indemnités à des fonctionnaires et établissements religieux	156.047.	»
11. Remboursement au Gouvernement Français des dépenses pour la magistrature française.	650.643.	»
12. Subventions aux Communes	1.400.000.	»

CHAPITRE IV. — Enseignement Public

Article Unique	784.485.	»

CHAPITRE V. — Armée Tunisienne

Section I. — Personnel

1. Dépenses du personnel de l'Administra-

tion centrale	62.690.	»
2. Solde et indemnités des officiers sans troupe et employés militaires. . . .	176.736.	»
3. Solde et indemnités des officiers et hommes de troupe	216.500.	»

Section II. — Matériel

4. Matériel de l'Administration centrale et dépenses diverses	3.500.	»
5. Vivres	145.883.	»
6. Chauffage et éclairage	12.726.	»
7. Fourrages	41.871.	»
8. Service de Santé	8.883.	»
9. Transports et indemnités de route . .	7.000.	»
10. Habillement, équipement, campement et objets mobiliers.	76.775.	61
11. Remonte et harnachement	9.574.	»
12. Armes et matériel de l'artillerie . . .	7.000.	»
13. Casernement et fortifications.	8.683.	»
14. Recrutement	19.000.	»
15. Instruction.	200.	»

Section III. — Pensions et secours

16. Secours à des invalides.	10.761.	25
17. Secours à d'anciens militaires	3.333.	»

Section IV.

18. Solde et indemnités des Maghzen du Sud	160.000.	»
19. Prix de location d'immeubles affectés aux services militaires Français . .	66.908.	»

CHAPITRE VI. — Direction Générale des Travaux Publics

Section I. — Direction Générale.

1. Personnel de l'Administration Centrale.	177.000	»

2. Frais généraux, matériel, missions et dépenses diverses..	90.000	»
Section II. — Scrvice des Ponts et Chaussées.		
3. Personnel du Service des Ponts et Chaussées	620.000	»
4. Materiel et dépenses diverses	120.000	»
5. Routes et Ponts.	2.400.000	»
6. Chemins de fer	50.000	»
7. Ports maritimes, phares et fanaux . .	1.050.000	»
8. Aménagements des eaux	637.500	»
9. Palais nationaux	50.000	»
10. Bâtiments civils.	1.000.000	»
11. Bâtiments domaniaux.	175.000	»
12. Travaux des villes non érigées en communes.	50.000	
Section III. — Section des Mines.		
13. Personnel du service des Mines.	60.000	»
14. Matériel et dépenses diverses	35.000	»
15. Etablissements thermaux	80.000	»
16. Forages	45.000	«
Section IV. — Service de la police des ports et de la navigation.		
17. Personnel du service de la police des ports et de la navigation	86.000	»
18. Matériel et dépenses diverses	45.000	»
Section V. — Service topographique.		
19. Personnel du Service topographique . .	40.000	»
20. Matériel et dépenses diverses	45.000	»
21. Part contributive du Gouvernement Tunisien dans les frais de confection de la carte de la Régence	120.000	»
Section VI. — Service des Forêts.		
22. Personnel du Service des Forêts	295.000	»

23.	Amélioration des forêts domaniales. . .	146.600 »
24.	Entretien des forêts domaniales	100.000 »
25.	Fixation des dunes.	20.000 »
26.	Dépenses diverses	30.000 »

CHAPITRE VII.

—

Art. Unique.	Dépenses imprévues	600.000 »

CHAPITRE VIII.

—

Art. Unique.	Dépenses des exercices clos .	Mémoire

CHAPITRE IX.

—

Art. Unique.	Dépenses des exercices périmés	Mémoire

CHAPITRE X. — Dotations Spéciales

—

I.	Port de Tunis (somme restant disponible à la clôture de l'exercice 1306). . . .	Mémoire
2.	Soulte de la conversion de 1889; Fonds spécial à employer en travaux extraordinaires d'intérêt public (somme restant disponible à la clôture de l'exercice 1306)	Mémoire

CHPITRE XI. — Dépenses sur ressources spéciales

—

1.	Fonds de réserve	Mémoire
2.	Certificats de coupons antérieurs à 1870 sortis aux tirages.	Mémoire
3.	Service des dettes antérieures à l'exercice 1299 (faisant suite à l'ancien compte de Liquidation de l'emprunt de 1884.)	Mémoire
4.	Compte de liquidation de la conversion de 1889; suite des remboursements et échanges des obligations de la Dette 4 %	Mémoire
	Total du budget des dépenses . .	32.495.179. 55

RÉSULTATS

—

Recettes	25.970.348. 97
Dépenses.	32.495.179. 55
Déficit	6.524.830. 58

DÉCRET beylical du 5 rabia-et-tani 1307 (28 novembre1889) : *Relatif à la nomination des Kalifas et portant réglementation de l'exercice de leurs fonctions.*

Article 1er. — Les Kalifas sont nomméspar décret.

Nul ne pourra exercer les fonctions de Kalifa en vertu d'une commission du Caïd.

Art. 2. — Il y a cinq classes de Kalifas.

Le traitement du Kalifa de	1re	classe est fixé à	p.	5.000
Celui	id.	2e	id.	p. 3.000
id.	id.	3e	id.	p. 2.400
id.	id.	4e	id.	p. 1.800
id.	id.	5e	id.	p. 1.000

Les Kalifas sont rétribués directement et mensuellement par les Caïds sur les remises qui leur sont accordées par l'Etat.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement du Caïd, il sera suppléé par le Kalifa du lieu de sa résidence et, à défaut de celui-ci, par le Kalifa du territoire le plus rapproché le sa résidence.

Si le caïdat ne compte qu'un seul Kalifa, celui-ci sera chargé de l'intérim.

Sauf le cas où le Caïd serait absent de son caïdat, en vertu d'un congé régulier, il restera personnelle ment responsable vis-à-vis de l'Etat de tous les actes de son Kalifa.

Art. 4. — Les Kalifas, dans leurs territoires respectifs, rechercheront les contraventions de simple police, les délits et les crimes et veilleront à ce que les procès-verbaux que les notaires rédigent à ces effet énoncent la nature et les circonstances de ces contraventions, délits et crimes, le temps et le lieu où ils auront été commis, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

Ils adresseront, sans délai, les procès-verbaux et autres actes par eux autorisés dans les cas de leur compétence au Caïd du territoire qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, de juger les contraventions et de transmettre les dossiers des délits et crimes à l'Ouzara avec les réquisitions qu'il jugera convenables.

Ils seront chargés d'une manière généralede la police du territoire de leur circonscription.

Art. 5. — Hors le cas où il sera chargé de l'intérim du caïdat, le Kalifa ne pourra prononcer aucun jugement.

Art. 6. — Les Kalifas surveilleront, sous la responsabilité du Caïd, les opérations de recensement des contribuables, prêteront leurs concours aux commissions de mesurage d'achour et veilleront à ce que la perception des impôts s'opère promptement et régulièrement.

Art. 7. — Le Kalifa du chef-lieu du caïdat pourra, par arrêté de Notre Premier Ministre pris sur la proposition du Caïd, être chargé de missions spéciales s'étendant en dehors des limites de son Kalifalik.

Art. 8. — Tout Kalifa aura un registre sur lequel il transcrira sa correspondance avec le caïdat et les ordres ou instructions qu'il adressera aux notaires et cheiks de sa circonscription.

Art. 9. — Les fonctions de Kalifa et celles de Cheik ne peuvent être cumulées. Mais il n'y a point incompatibilité entre les fonctions de Kalifa et celles de Secrétaire de Caïd.

Art. 10 — Des décrets spéciaux, rendus sur la proposition de Notre Premier Ministre, détermineront le nombre et les classes des Kalifas dans chaque caïdat de la Régence.

Art. 11. — Toutes dispositions des décrets et règlements antérieurs contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR D'APPEL D'ALGER (1re CHAMBRE)

Aud. du 10 juillet 1889. — *Prés. de* M. DEDREUIL-PAULET, *président de chambre.*

Général commandant une subdivision. — Administration de la Guerre — Représentant légal. — Chose jugée. — Décision ministérielle. — Responsabilité. — Ministre. — Approbation. — Recevabilité.

Le général commandant une subdivision du corps d'occupation en Tunisie ne peut être considéré comme le représentant de l'Administration de la Guerre et ne saurait valablement être assigné comme tel.

Il y a d'ailleurs chose jugée définitivement, en matière administrative, lorsque, en Tunisie comme en France, un particulier a saisi de ses réclamations le Ministre compétent, en l'espèce le Ministre de la Guerre de la République Française, et que la décision ministérielle prise à son égard a été notifiée sans qu'il ait introduit de pourvoi régulier dans les délais légaux.

L'approbation donnée par un Ministre aux actes émanés des fonctionnaires sous ses ordres couvre ces derniers à l'égard des tiers.

FAILLITE PAULET C/ LE GÉNÉRAL RIU

La Cour :

Attendu que Paulet, ex-négociant à Tunis, avait assigné devant le Tribunal de cette dernière ville le Général Riu, ci devant commandant la Subdivision de Sousse, pris par lui tant en son nom personnel que comme représentant l'Administration de la Guerre, pour le faire condamner à lui payer : 1° une somme de dix mille francs, représentant la valeur de soixante quinze bordelaises de vin rouge induement consignées en douane, à Gabès, sur le quai d'embarquement ; Et 2° en deux cent mille francs de dommages-intérêts ;

Attendu que, le tribunal ayant rejeté les prétentions de

Paulet, celui-ci a relevé appel de ce jugement ;

Attendu que Julien, après avoir repris l'instance en sa qualité de syndic de la faillite Paulet, poursuit à nouveau devant la Cour la réalisation des demandes de Paulet, amplifiant ces demandes ;

Attendu que le tribunal les a déclarées à bon droit mal fondées ;

Attendu que la Cour, au vu des faits et documents de la cause; devrait purement et simplement confirmer cette décision, si elle n'avait à écarter, au préalable, l'action de Paulet et de son syndic par des fins de non recevoir ou exceptions soulevées dans la cause et qui s'y trouvent pleinement justifiées ;

En ce qui touche en effet l'action de Paulet ou de son syndic contre le Général Riu pris en qualité de reprèsentant de l'Administration de la Guerre :

Attendu que cette action est doublement irrecevable, à raison du défaut de qualité de l'intimé et à raison de la chose jugée ;

Attendu, d'une part, que la qualité de reprèsentant de l'Administration de la Guerre pour répondre à une réclamation aussi importante que celle de Paulet et qui tendrait à faire prononcer contre l'Etat des condamnations qui s'élèveraient à plus de deux cent dix-neuf mille neuf cent quarante francs, n'est nullement établie, et que, d'ailleurs, elle n'existe pas en fait;

Attendu d'autre part, qu'à la date du 3 août 1884, Paulet avait, par mémoire sous forme de lettre, directement saisi le Ministre de la Guerre de prétentions identiques à celles qu'il devait porter ensuite devant le tribunal de Tunis ;

Qu'après examen de ces prétentions, le Ministre en a prononcé le rejet pur et simple ; — Que sa décision a été rendue le 11 janvier 1885; — Qu'elle a été notifiée le seize du même mois et de la même année à Paulet, en la personne de son frère Charles Paulet, avocat à la Cour d'appel de Paris ;

Attendu que ces faits résultent des documents versés dans la cause et spécialement d'une lettre du Ministre de la Guerre du 16 janvier 1885;

Attendu, qu'aucun pourvoi règulier ne s'étant produit dans les délais légaux contre la décision du 11 janvier 1885, cette décision a définitivement acquis l'autorité de la chose jugée dès avant même l'introduction des demandes de Paulet devant le Tribunal de Tunis ;

Attendu que de là il suit que celui-ci était sans droit, à cette époque, pour porter devant une juridiction civile une action sur laquelle la juridiction administrative avait déjà définitivement statué ;

Attendu, à la vérité, que le syndic Julien fait alléguer aujourd'hui devant la Cour que, postérieurement au 11 janvier, et par l'entremise du général Boulanger, des pourparlers ont été engagés avec le Ministère en vue d'une transaction avec Paulet ;

Mais attendu que, l'existence de ces pourparlers fût-elle pleinement établie, ce qui n'est pas, il n'en résulterait point nécessairement que le Ministre se soit départi de sa décision du 11 janvier 1885 et qu'il ait renoncé à en bénéficier ;

En ce qui touche l'action de Paulet ou de son syndic contre le général Riu, pris en son nom personnel :

Attendu que cette action est irrécevable aussi à un double point de vue ;

Attendu, en effet, d'une part, qu'en supposant, ce qui est inadmissible, que le Général Riu ait eu tort d'aviser le Commandant de Gabès de l'arrivée dans cette localité d'une marchandise de qualité équivoque, déjà refusée à Sousse et pourtant destinée encore à la troupe, ce n'est point lui, en réalité, qui est l'auteur du fait immédiatement préjudiciable dont se plaint Paulet, c'est-à-dire de l'ordre direct de la consignation en douane, mais bien le Commandant de Gabès, d'où il suit que c'est à la rigueur contre ce dernier, et non contre le Général, qu'eût dû être dirigée l'action en réparation ;

Attendu, d'autre part et surtout, qu'il est de principe que l'approbation donnée par un Ministre à des actes émanés des fonctionnaires couvre ces derniers au regards des tiers et que ceux-ci n'ont plus dès lors à recourir que contre la décision du Mi-nistre ;

Attendu, dans l'espèce, que la décision Ministérielle du 11

janvier 1885 portant approbation expresse ou implicite de la conduite du Général Riu a exclu la responsabilité de ce général au regard de Paulet ;

Que celui-ci dès lors, et son syndic, demeurés sans droit contre l'intimé, n'avaient qu'à se pourvoir contre la décision du Ministre, ce qu'ils n'ont point fait, ainsi qu'il a été établi plus haut ; — Qu'ils sont par suite aujourd'hui sans action contre le Général Riu ;

En ce qui touche les dépens : — Attendu, qu'en reprenant devant la Cour une action aussi irrecevable que mal fondée, le syndic Julien a témérairement exposé les intérêts des créanciers de la faillite etqu'aux termes de l'article 132 du Code de Procédure Civile, il doit demeurer responsable de ses agissements de ce chef ;

Par ces motifs; Emendant : — Déclare purement et simplement non recevable l'action de Julien, syndic Paulet ; confirme la disposition du jugement attaqué relative auxdépens de première instance ; condamne le syndic Julien à l'amende, en sa qualité, et, personnellement, aux dépens de l'instance d'appel. (Min. Public : M. Brocard subst. du Proc. Gén. ; MMes Chéronnet et Garau déf. et Paulet, avocat du barreau de Marseille.)

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TUNIS. (2e Chambre)

Audience du 13 Mai 1887. — *Présid. de* M. Dubois, juge.

Tunisie. — Douanes et Monopoles. — Contrebande de tabac. — Sujet Anglais. — Traité anglo-tunisien Décret beylical sur les Douanes et Monopoles.

Le fait par les agents du fisc de laisser introduire en Tunisie une petite quantité de tabac pour l'usage personnel de l'introducteur, ne constitue qu'une simple tolérance et ne peut créer aucun droit en faveur de celui-ci.

Les sujets anglais ne sauraient se prévaloir des termes de l'art. 20 du traité anglo-tunisien de 1875 pour se sous traire, en matière de douanes, à l'application de peines correctionnelles, l'Ordre en Conseil du 31 Décembre 1883 *décidant en termes formels que les sujets britanniques*

deviennent justiciables des tribunaux français dans les mêmes conditions que les Français.

En conséquence le décret beylical du 14 hidjé 1301 *relatif aux Douanes et Monopoles, régulièrement approuvé par arrêté résidentiel, est applicable aux sujets anglais comme il l'est aux Français.*

L'art. 41 du traité anglo-tunisien de 1875 *est sans portée dans l'espèce actuelle et consacre au contraire le droit qui appartient à S. A. le Bey d'édicter des réglements d'administration intérieure concernant les Douanes.*

RÈGIE DES TABACS C. SFADINI

Le Tribunal : — Attendu que le sieur Coyotopulos en qualité de directenr de la Régie des tabacs de la Régence de Tunis, a assi gné devant le tribunal correctionnel le sieur Sfadini pour se voir condamner aux peines èdictées par le décret du 14 hidjé 1301 sur les Douanes et Monopoles, pour défaut de déclaration à l'entrée dans la Régence, d'une certaine quantité de cigares, marchandises prohibées par le dit décret;.

En ce qui concerne le premier moyen : — Attendu que l'art. 61 du décret de S. A. le Bey en date du 14 hidjé 1301, approuvé par le Ministre Résident de la République Française, a prohibé d'une façon générale et absolue l'introduction dans la Régence des tabacs étrangers fabriqués; — Que, s'il a plu à quelque époque et dans quelque circonstance que ce soit, aux agents de l'Administration des Douanes de permettre à certains étrangers d'introduire telle ou telle quantité de tabac étranger fabriqué, ce fait ne saurait être considéré que comme une simple tolérance ne pouvant créer aucun droit à la contrebande au profit de ceux qui en étaient l'objet et a fortiori au profit des tiers.

En ce qui concerne le 2e moyen : — Attendu que l'Ordre en Conseil de S. M. la Reine d'Angleterre, en date du 31 Décembre1883 (Cour d'Osborne-House, île de Wight), par lequel les pouvoirs des tribunaux consulaires anglais dans la Régence de Tunis ont été conférés aux tribunaux français établis en Tunisie, décide notamment « que les sujets britanniques deviennent justiciables des tribunaux français dans les mêmes condi-

tions que les sujets français et dans l'étendue de la juridiction conférée par la loi à ces tribunaux; » — Attendu qu'en principe les décrets de S. A. le Bey de Tunis sont applicables en Tunisie aux français lorsqu'ils ont été approuvés par le Ministre Résident Général de la République Française; — Que ce principe a été notamment consacré par un jugement du Tribunal Correctionnel de Tunis du 17 mars 1885, confirmé par arrêt de la Cour d'Appel d'Alger en date du 21 mai 1885; — Attendu que, par voie de conséquence logique, le décret du 14 hidjé 1301, approuvé par le Résident Général de France, est obligatoire et applicable au regard des sujets britanniques;

En ce qui concerne le 3e moyen : — Attendu que l'interprétation des textes visés plus haut ne saurait donner lieu à aucune ambiguité et qu'il n'échet d'appliquer en l'espèce l'art. 41 du traité anglo-tunisien de 1875, lequel, d'ailleurs, est loin d'avoir la portée que lui donne le défenseur du prévenu, à savoir que la contrebande commise par les Anglais n'est pas punissable; — Attendu que, de la fin de ce même art. 41, ressort au contraire le droit pour S. A. le Bey de Tunis d'édicter des réglements d'administration intérieure sans empiéter sur les privilèges du commerce britannique; — Attendu enfin que le commerce avec une puissance étrangère et les privilèges concernant le dit commerce, quelle que soit leur étendue, ne sauraient comprendre en aucun cas le droit de violer impunément les lois douanières d'une nation; -- Attendu qu'il résulte en fait d'un procès-verbal régulier et des aveux mêmes du prévenu qu'il a tenté d'introduire dans la Régence, le 31 mars 1887, une certaine quantité de tabac étranger fabriqué, fait prévu et puni par l'art. 30 du décret susvisé;

Par ces motifs: — Déclare le nommé Sfadini, François, coupable du délit ci-dessus spécifié, et, lui faisant application des dispositions de l'article précité, prononce la confiscation des tabacs saisis, condamne le prévenu en une amende de 90 francs (150 piastres). (Min. Pub. M. Bossu, subst. — MM. Bodoy et Camilleri, déf.).

Sousse, Imp. Française. *Le Gérant* : M. Petit.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE Ier VOLUME (Année 1889)

LÉGISLATION

A

Abattoir municipal. Règlement et Tarifs (Déc.beylical) 60
Affranchissement des lettres officielles. (Loi française) 57
dº (Décret présidentiel) 59
Alimentation hydraulique de Tunis. Convention. (Déc. beylical) 236
dº Abonnements. (Arr. du dir. des trav. publics) 245
Annonces sur la voie publique. (Loi française). 26
Antiquités et arts. Subvention. (Delib. C. mun. de Paris) 60
Archives consulaires. Convention. (Décret présidentiel) 3
Aubergistes. Responsabilité (Loi française) 58

B

Batelage. Tarif. Rade de Sousse. (Décret beylical). . . . 128
dº Rade de Gabès. (Décret beylical) 61
Budget. Exercice 1305. Règlement. (Décret beylical) . . 189
d Exercice 1307. Promulgation. (Décret beylical). 293
Brevets d'invention. Application dé la loi sur les brevets (Décret beylical) 178

C

Câbles sous-marins. Protection. Convention. (Déc. beyl.) 153
d Convention. Ratification. (Déc. beyl. 219
d Police répressive . , ... 159
Caisse des Dépôts et Consignations. (Décret présidentiel) 4
Carroube. Rôles. Tunis. (Décret beylical) . . , ... 27

d Monastir. Kairouan. Banlieue de Tunis (Déc. beyl.) 27
Cession de terrains au Gouvernement tunisien. Sousse. (Décret beylical) 284
Cimetière. Tunis. Tarif. (Décret beylical) 127
d Concession. (Décret beylical) 284
Circonscription administrative. Kroumirie. (Déc. beyl.) 130
d Djerbiotes. (Décret beylical) 217
d Commune de Tunis. (Décret beylical). 73
Circonscription judiciaire française. Medjez-el-Bab, Zaghouan. (Décret présidentiel) 58
d Tunis. Le Kef. (Décret présidentiel) 58
Circonscription judiciaire tunisienne. Sfax. Mehedbas. (Décret beylical). 61
d Ksar Moudenine. (Déc. beyl.) 74
d Chebika. (Décret beylical) . . 131
Code rural. Titre VI. (Loi francaise) 41
Commissariat de police. Gafsa. (Décret beylical) 5
d Mahdia (Décret beylical). . . . 5
Commissariat de prisées. Création. Tunis. (Décret prés.) 43
Commission municipale. Dissolution. Ghardimaou (D. b.) 271
Contingent tunisien. Fixation. (Décret beylical) 181
Contrôle civil. Suppression. Zaghouan. (Décret présid.) 261

D

Déclaration d'utilité publlque et expropriation. Tunis. (Décret beylical). 44
d Zaghouan. (Décret beylical) 46
d Tunis. Hôtel des Postes. (Décret beylical) 46
d Aïn Erroumi. (Décret beylical) 61
d Sousse. (Décret beylical) 89
d Sfax. (Décret beylical) 210
Dette tunisienne. Conversion. Garantie. (Loi française) 4
d Conversion. Règlement (Décret beylical) .. 5
d Délivrance des obligations (Décret beylical) 130
Domaine public. Délimitation. Lac de Tunis. (Déc. beyl.) 60
d Chemin de Taklilet. (Décret beylical) 170
d Francs-bords des aqueducs et conduites d'eau. (Décret beylical) 211

E

Eligibilité et droit de vote. (Loi française) 2
Etablissement thermal. Concession. Déchéance. Hammam-el-Lif. (Décret beylical). 75
Exportation. Tarif des droits. Modification. (Déc. beyl.) 5

F

Faillites et liquidations judiciaires. (Loi française) . . 17
Fraudes en matière de vente de produits désignés sous le nom de vin (Loi française),. 185

H

Habbous. Administration. Oukils. (Décret beylical). . . 75
d° Services de lecture du Koran. (Décret beyl) 64
d Oukafs de l'hôpital de Sfax (Décret beylical) 170
Huissier. Création d'un office. Gabès. (Décret beylical) 277

K

Khalifas. Organisation. (Décret beylical) 301

M

Marchés. Création. La Skira. (Décret Beylical) 46
d Fièvre aphteuse. Tébourba et Bordj-Toum. (D. b.) 180
d° Création. El Djem. (Décret beylical) 217
d° Translation. Chiahias. (Décret beylical) 218
d° Translation. Tunis. (Décret beylical) 286
Marques de fabrique et de commerce. (Decret Beylical) 105
Municipalités. Concession de droits. Mahdia. (Déc. beyl.) 44
d Concession de droits. Mahdia. (Décret beylical) 128
d Concession de droits. Sousse. (Décret beylical) 129

N

Nationalité. (Loi française) 121
d Règlement. (Décret présidentiel) 187
Navigation. (Loi française). 41
Notaires. Création. Knaïs. (Décret beylical). 211
d Circonscription notariale. Douar es Schott. (D. b.) 218
d Obligations. (Décret Beylical) 262
d Création. Tchine. (Décret beylical) 283

O

Oudjak. Réorganisation. Béja. (Décret beylical) 27

P

P*olice sanitaire*. Fièvre aphteuse. (Décret beylical). . . 180
d d (Décret beylical) 287
P*ostes*. Contrefaçon des timbres étrangers. (Décret beyl.) 46
P*risons*. Organisation. Nebeul. (Décret beylical) 218
P*ropriété littéraire et artistique* (Loi beylicale)..... 137
P*rotection de l'enfance* (Loi française) 201

R

Recensement. Musulmans âgés de 18 ans (Décret beyl.) 28
Règlement de voirie. Bizerte. (Décret beylical) 284

S

Sapeurs pompiers. Organisation. (Loi beylicale) 193
Sequestre. Biens de tunisiens dissidents (Décret beylical) 218
Syndicat des Viticulteurs. Organisation. (Décret beyl.) 171
d Convocation. (Arr. du 1er min.) 177
d d (d) 286
d d (d) 287

T

Taxe municipale. Kairouan. (Décret beylical) 126
d Kairouan. (Décret beylical) 169
d Kairouan. (Décret beylical) 170
d Monastir. (Décret beylical) 170
d Kairouan. (Décret beylical) 180
d Nebeul. (Décret beylical) 210
d Bizerte. (Décret beylical) 211
d Souk-el-Arba. (Décret beylical) 233
d Tunis. (Décret beylical) 233
d Béjà. (Décret beylical) 262
d Béjà. (Décret beylical) 263
d Kairouan. (Décret beylical) 263
d Béjà. (Décret beylical) 264
d Houmt-Souk. (Décret beylical) 266
d Houmt-Souk. (Décret beylical) 268
d Houmt-Souk. (Décret beylical) 270
d Houmt-Souk. (Décret beylical) 270
d La Goulette. (Décret beylical) 271
d Tozeur. (Décret beylical) 280
d Tozeur. (Décret beylical) 280

Taxe sur les pains azymes. Communauté israëlite (Décret beylical) 27

Télégraphes aériens. Protection des lignes. (Déc. beyli.) 278

Tribunal mixte. Prorogation. (Décret beylical) 170
d Organisation. (Décret beylical) 245

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

(ANNÉE 1889.)

LÉGISLATION

			Pages.
1er	janvier	Circonscription judiciaire française . . .	58
7	id.	Commissariat de police	5
22	id.	Domaine public	60
24	id.	Eligibilité et droit de vote	2
28	id.	Exportation	5
7	février	Archives consulaires.	2
7	id.	Commissariat de police	5
9	id.	Dette tunisienne	4
14	id.	Déclaration d'utilité publique.	44
20	id.	Caisse des Dépots.	4
20	id.	Commissariat de prisées	43
20	id.	Dette tunisienne	5
4	Mars	Faillites	17
12	id.	Carroube	27
14	id.	Carroube	27
19	id.	Annonces sur la voie publique	26
19	id.	Oudjak	27
21	id.	Taxe sur les pains azymes	27
25	id.	Recensement	28
29	id.	Affranchissement	57
31	id.	Abattoir municipal.	60
31	id.	Déclaration d'utilité publique.	46
31	id.	Municipalités	44
1er	avril	Déclaration d'utilité publique	46
1er	id.	Postes.	46
2	id.	Navigation	41
5	id.	Code rural	41
7	id.	Marchés.	46
9	id.	Circonscription judiciaire française	58
14	id.	Circonscription administrative	73

15	id.	Antiquités et arts.	60
16	id.	Affranchissement	59
16	id.	Batelage.	61
18	id.	Aubergistes	58
23	id.	Habbous	74
24	id.	Déclaration d'utilité publique.	61
29	id.	Circonscription judiciaire tunisienne . . .	61
30	id.	Circonscription judiciaire tunisienne . . .	74
1er	mai	Habbous.	75
5	id.	Etablissement thermal	75
13	id.	Déclaration d'utilité publique.	89
18	id.	Taxe municipale	126
21	id.	Cimetière	127
2	juin	Batelage	128
2	id.	Municipalités	128
3	id.	Marques de fabrique	105
6	id.	Municipalités	129
7	id.	Circonscription administrative	217
10	id.	Circonscription administrative	130
15	id.	Propriété littéraire et artistique.	137
17	id.	Câbles sous-marins	153
17	id.	Câbles sous-marins	159
18	id.	Taxe municipale	169
23	id.	Dette tunisienne	130
26	id.	Circonscription judiciaire tunisienne . . .	131
26	id.	Habbous	170
26	id.	Nationalité	121
28	id.	Tribunal mixte	170
30	id.	Taxe municipale	170
5	juillet	Domaine public	170
6	id.	Télégraphes aériens.	278
8	id.	Budget	189
9	id.	Brevets d'invention	178
9	id.	Syndicat des viticulteurs	171
9	id.	Syndicat des viticulteurs	177
11	id.	Marchés	180
13	id.	Taxe municipale	180
17	id.	Contingent tunisien	181
18	id.	Sapeurs pompiers.	193
24	id.	Protection de l'enfance	201

26	id.	Déclaration d'utilité publique.	210
11	août	Taxe municipale	233
12	id.	Taxe municipale.	210
13	id.	Nationalité	187
13	id.	Taxe municipale	211
14	id.	Fraude dans la vente des vins.	185
20	id.	Domaine public.	211
20	id.	Notaires.	211
21	ld.	Marchés.	217
28	id.	Marchés.	218
28	id.	Notaires	218
9	septembre	Prison	218
15	id.	Sequestre	218
18	id.	Câbles sous-marins	219
23	ıd.	Budget	293
25	id.	Alimentation hydraulique.	245
29	id.	Taxe municipale	233
30	id.	Taxe municipale	262
1er	octobre	Alimentation hydraulique de Tunis. . . .	236
8	id.	Contrôle civil	261
8	id.	Notaires.	262
9	id.	Taxe municipale	263
9	id.	Taxe municipale	263
17	id.	Syndicat des viticulteurs	286
20	id.	Huissier.	277
30	id.	Syndicat des viticulteurs	287
30	id.	Taxe municipale	264
2	Novembre	Taxe municipale	266
2	id.	Taxe municipale	268
2	id.	Taxe municipale	270
2	id.	Taxe municipale	270
8	id.	Tribunal mixte	245
9	id.	Taxe municipale	271
11	id.	Commission municipale.	271
11	id.	Taxe municipale	280
11	id.	Taxe municipale	281
13	id.	Notaires	281
16	id.	Cession au Gouvernement Tunisien. . . .	284
17	id.	Police sanitaire.	287
19	id.	Cimetière.	284

24 id. Règlement de voirie 285
25 id. Marchés. 286
28 id. Khalifas. 301

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME. (ANNÉE 1889).

JURISPRUDENCE

A

PAGES.

Abrogation — voir : Impots.
Abus de pouvoir — voir : Notaires.
Acte de notoriété. — Revendication de meubles. — Force probante. — Preuve testimoniale. — (Sousse, 13 juin 1889, El Ayachi ben Ounès c/ Rosso et Serra). 135

d° — Revendication immobilière. — Force probante. — Possession. — Outika. — (Tunis, 2me ch. 23 mars 1889, Hanoun c/ Sivry et Saliba)..... 133

Acte de vente. — voir : Notaires.
Acte sous seing privé. — voir : Vente d'immeubles.
Action personnelle. — voir : Enzel. — Prescription.
Action publique. — voir : Agents consulaires.
Administration de la Guerre. — Général commandant une subdivision. — Représentant légal de l'Administration. — Chose jugée. — Décision ministérielle: — Responsabilité. — Ministre. — Approbation. — Recevabilité. — (Alger, 10 juillet 1889, Faillite Paulet c/ Riu)..... 303

Administration Tunisienne. — voir : Gouvernement Tunisien.

Agents Consulaires. — Immunités diplomatiques. — Juridiction locale. — (La Goulette, 27 juin 1887, Coyotopulos c/ Valensi)..... 184

d° — Immunités diplomatiques. — Compétence. — Action publique. — (Tunis, 26 mai 1885, Leon Pariente). 92

Animaux. — voir : Police rurale.
Appel en garantie. — Instance immobilière entre européens. — Tunisien appelé en garantie. — Incompétence sur l'action en garantie. — Compétence

quant à l'action principale. — (Tunis, 2me Ch. 14 janvier 1887, Ben Attar c/ Chapelié et Mohamed El Touibi)..... 274

Approbation. — voir : Administration de la Guerre. — Décrets beylicaux.

Arrérages. — voir : Liste civile.

Assesseurs. — voir : Tribunaux criminels.

Autonomie. — voir : Gouvernement Tunisien.

Autorisation. — voir : Impots.

Avocat. — Composition du tribunal. — Avocat appelé à siéger. — Avocat italien. — (Sousse, 13 novembre 1889, Salah ben Hadj M'ahmed Ziri)..... 259
Voir aussi : Tribunaux criminels.

B

Bilan (dépôt de). — voir : Sujet tunisien.

Bornage. — voir : Servitudes militaires.

C

Caïd. — voir : Notaires.

Cantonnement de la dette. — voir : Enzel.

Carroube. — voir : Impôts.

Caution judicatum solvi. — Etranger. — Tunisie. — (Tunis, 2me Ch. 2 nov. 1888, Ritter c/ Flukiger.) 10

Cession. — voir : Impôts.

Chasse. — voir : Décrets beylicaux.

Chose jugée. — Procès verbal d'expertise. — Défaut d'homologation. — Rejet de l'exception. — (Tunis, 26 mai 1886, La Zaouia Bekria c/ Haïm Aziza)... 291
Voir aussi : Administration de la guerre.

Citation. — voir : Tribunaux criminels. — Presse.

Citoyen français. — voir : Enfant nouveau-né.

Colportage. — voir : Presse.

Compétence. — voir : Agents consulaires. — Appel en garantie. — Enzel. — Gouvernement Tunisien. — Marine marchande. — Saisie immobilière. — Sujet tunisien.

Compétence étendue. — voir : Organisation de la Justice. — Presse.

Complice. — voir : Presse.
Composition des tribunaux. — voir : Avocats. --- Tribunaux criminels.
Conclusions. — voir : Tribunaux criminels.
Conseil de guerre. — voir : Sujet tunisien.
Consignation. — voir : Douanes et monopoles.
Constatation. — voir : Tribunaux criminels.
Contentieux administratif. — voir : Gouvernement Tunisien.
Contestation. — voir : Saisie immobilière.
Contrebande. — voir : Douanes et monopoles.
Contrôleur civil. — voir : Organisation de la Justice.
Créancier. — voir : Sujet tunisien.

D

Déclaration de faillite. — voir : Sujet tunisien.
Décret beylical du 7 mars 1885. — voir : Sujet tunisien.
Décrets beylicaux. — Pénalité. — Approbation. — Délégation du Résident Général. — Validité à l'égard des Européens. — Pouvoirs du Président de la République. — Décret beylical sur la presse. — (Cassation, 8 août 1889, Lecore-Carpentier)..... 219
dº — Décret sur la police de la chasse. — (Alger, 21 mai 1885, Giusti et Mansanti)..... 222
dº — Décret sur les loteries. — (Alger, 23 octobre 1885, Agius)..... 228
Voir aussi : Douanes et monopoles. — Presse. — Servitudes militaires.
Débiteur. — voir : Sujet tunisien.
Décision ministérielle. — voir : Administration de la guerre.
Déclaration. — voir : Enfant nouveau-né.
Délai. — voir : Tribunaux criminels.
Délégation. — voir : Décrets beylicaux. — Organisation de la Justice.
Délit. — voir : Forêts. — Marine marchande. — Presse. — Sujet tunisien.
Détention. — voir : Exercice de la pharmacie. — Hypothèque — Propriété immobilière.
Diffamation. — voir : Presse.
Direction des Finances. — voir : Gouvernement Tunisien.

Discipline. — voir : Marine marchande.
Divisibilité. — voir : Enzel.
Dommages et intérêts. voir : Police rurale.
Douanes et monopoles. — Contrebande. — Tabac. — Sujet anglais. — Traité anglo-tunisien. — Décret beylical. — (Tunis, 2me Ch. Régie des Tabacs c/ Sfadini)..... 306
d° — Marchandises provenant d'un port tunisien. — Consignation des droits. — Port non ouvert au commerce. — (Sfax, 21 août 1883, Toledano c/ Douanes)..... 231
Droit commun. — voir : Marine marchande.
Droit de préférence. — voir : Hypothèque.
Droit de suite. — voir : Hypothèque.
Droit tunisien. — voir : Hypothèque. — Prescription. — Prêt à intérêts. — Propriété. — Sujet tunisien.

E

Enfant nouveau-né. — Déclaration. — Omission. — Citoyen français. — Code pénal. — Article 346. — (Sousse, 26 juin 1887, Vidal)..... 168
Enonciation des faits. — voir : Tribunaux criminels.
Enregistrement. — voir : Forêts.
Enzel. — Occupation par un tiers de l'immeuble grevé. — Paiement de la redevance. — Réduction. — Reconnaissance des droits de ce tiers. — (Tunis, 18 mars 1885, Pisani c/ Saadoun)..... 63
d° — Redevances. — Actions personnelles et mobilières. Compétence. — (Tunis, 1re ch. 1er décembre 1886, Hussein c/ Ravasini et Coppola)..... 49
d° — Solidarité entre enzélistes. — Cantonnement de la dette. — Indivisibilité de la garantie. — Divisibilité de la dette. — (Tunis, 1re ch. 25 juillet 1887, Cardoso c/ Dancona, Errera et Durazzano)..... 65
Esclaves. — Succession. — Juridiction française. — Ordre public. — (Trib. de Tunis, 2 ch. 24 février 1889. Bouchaker c/ caïd des Negros et Mohamed ed Djeridi)..... 12
Etranger. — voir : Caution. — Marine marchande.

Européens. — voir : Décrets beylicaux. — Notaires.
Exception. — voir : Chose jugée.
Exécution des jugements. — voir : Saisie immobilière.
Exercice de la pharmacie. — Vente de substances vénéneuses. — Détention des dites substances. — (Gabès, 25 mai 1889, Sciaioum)..... 104
Expertise. — voir : Chose jugée.
Exploitation rurale. — voir : Police rurale.
Exportation. — voir : Impôts.

F

Faillite. — voir : Sujet tunisien.
Famille beylicale. — voir : Liste civile.
Faux. — voir : Forêts.
Fermage. — voir : Impôts.
Fonctionnaire. — voir : Tribunaux criminels.
Force probante. — voir : Actes de notoriété. — Forêts.
Forêts. — Délit forestier. — Procès-verbal non enregistré. — Force probante. — Inscription de faux. — Preuve testimoniale. — (Le Kef, 21 avril 1887, Forêts c/ Amor ben Ahmed)..... 15
Forme correctionnelle. — voir : Tribunaux criminels.

G

Général. — voir : Administration de la Guerre.
Gouvernement Tunisien. — Autonomie. — Administration Tunisienne. — Direction des Finances. — Contentieux administratif. — Compétence. — Juridiction de droit commun. — (Tunis, 1re ch. 24 juin 1889, Scemama c/ Depienne, Dejeanne et Gouvernement Tunisien) 141

H

Homologation. — voir : Chose jugée. — Servitudes militaires.
Hypothèque. — Remise du titre. — Droit immobilier tunisien. — Droit de préférence. — Droit de suite.

— Tiers détenteur. - Immeuble grevé de plusieurs hypothèques. -- Saisie par le créancier. - Sommation. -- Article 2169 code civil. -- (Tunis, 2 ch. 21 février 1889, Banque de Tunisie c/ Pineau et Bernadaki) 94

I

Immeuble. - voir : Hypothèque. - Propriété immobilière. - Saisie immobiliére. -- Vente.
Immunités. - voir : Agents consulaires.
Impôts. — Droit sur les laines. - Carroube. - Taxe d'exportation. - Traités internationaux. - Traitement de la nation la plus favorisée. -- (Sousse, 29 novembre 1888, Tubiana c/ Smadja). 33

dº - Mahsoulats. - Fermage. - Cession. - Autorisation. - Ordre public. - (Sousse, 20 juin 1889, Zebouloun c/ Leonardi). 135

dº - Traités internationaux. - Abrogation tacite. - (Sousse, 17 janvier 1889, Arbib c/ Douanes) . . . 36

Imprimeur. - voir : Presse.
Incident. - voir : Tribunaux criminels.
Incompatibilité. - voir : Tribunaux criminels.
Incompétence. - voir : Compétence.
Incorporation. - voir : Sujet tunisien.
Indication des textes. - voir : Presse.
Indivisibilité. -- voir : Divisibilité. -- Enzel.
Injures. - voir : Presse.
Insaisissabilité. - voir : Liste civile.
Instance. - voir : Appel en garantie.
Intention homicide. -- voir : Tribunaux criminels.

J

Juge de paix. — voir : Organisation de la Justice. — Presse.
Juge d'instruction. — Voir : Tribunaux criminels.
Jugement. — voir : Tribunaux criminels.
Juridiction de droit commun. — voir : Gouvernement Tunisien.

Juridiction française. — voir : Esclaves. — Saisie immobilière. — Sujet tunisien.

Juridiction locale. — voir : Agents consulaires. — Sujet tunisien.

Justice de paix provisoire. — voir : Organisation de la Justice.

Justice militaire. — voir : Sujet tunisien.

K

Kabyles. — voir : Tribunaux criminels.

L

Laines. — voir : Impôts.
Lecture à l'audience. — voir : Tribunaux criminels.
Liberté de vente. — voir : Marchandises neuves.
Liste civile. — Famille beylicale. — Arrérages. — Insaisissabilité. (Alger, 29 novembre 1887, Boddin c/ prince Ettaïeb Bey) 214

Loi beylicale. — voir : Décrets beylicaux — Presse — Vente d'immeubles.

Loi du 25 juin 1841. — voir : Marchandises neuves.
Loi française. — voir : Prêt à intérêts.
Loi italienne. — voir : Prêt à intérêts.
Loteries — voir : Décrets beylicaux.

M

Mahsoulats. — voir : Impôts.
Mandat postal. — voir : Poste.
Marchandises. — voir : Douanes et monopoles. — Marchandises neuves.

Marchandises neuves. — Vente aux enchères. — Loi du 25 juin 1841. — Liberté des ventes. (Sousse, 13 juillet 1886. Requête Lévy) 14

Marine marchande. — Délit de droit commun. — Dis-

cipline. — Etranger. — Compétence. (Alger, 16 mai 1886. Pandelis.)..... 91

Masse des créanciers. — voir : Sujet tunisien.
Medjeles. — voir : Notaires.
Meubles. — voir : Actes de notoriété.
Mineurs. — voir : Tribunaux criminels.
Ministère public. — voir : Tribunaux criminels.
Ministre. — voir : Administration de la Guerre.
Monnaie. — voir : Poste.
Mosquée. — voir : Serment.
Musulman. — voir : Serment.

N

Nation la plus favorisée. — voir : Impôts.
Notaires beylicaux. — Acte de vente immobilière. — Refus de passer les actes requis. — Européens. — Ordre du Medjeles. — Vente de propriétés litigieuses. (Sousse, 6 juin 1889. Consorts Abd el Gheni c/ Cohen et Salcedo.)..... 115

dº Refus de dresser des actes. — Responsabilité. — Ordre du Caïd — Abus de pouvoir. (Gafsa, 31 mai 1889. Consorts ben Arpha c/ Phal.)..... 119

Nullité. — voir : Presse. — Tribunaux criminels.

O

Occupation. — voir : Enzel.
Omission. — voir : Enfant nouveau-né.
Ordre des débats. — voir : Tribunaux criminels.
Ordre public. — voir : Esclaves. — Impôts.
Organisation de la Justice — Contrôleur civil. — Justice de paix provisoire. Délégation régulière. Serment professionnel. (Cassation, 25 juillet 1889. Youssef Houri.)..... 181

Outika. — voir : Acte de notoriété.

P

Paiement. — voir : Enzel.
Parents. — voir : Tribunaux criminels.

Partie civile. — voir : Tribunaux criminels.
Passation d'actes. — voir : Notaires.
Police rurale. — Animaux trouvés sur une exploitation rurale. - Saisie. - Propriétaire connu. - Dommages et intérêts. (Tunis, 14 avril 1886. Société Franco-Africaine c/ Godet)..... 289

Port. — voir : Douanes et Monopoles.
Possession. — voir : Actes de notoriété. --- Propriété immobilière.

Poste. — Mandat postal. — Paiement. — Monnaie. (Tunis, 1re chamb. 30 janvier 1889. Goin c/ Postes.) 243

Pouvoir discrétionnaire. — voir : Tribunaux criminels.
Prescription. — Action personnelle. — Droit tunisien. Durée. (Alger, 17 janvier 1889. Dahdah c/ Mussalli.) 8
Voir aussi : Prêt à intérêts.

Président de la République. — voir : Décrets beylicaux.
Presse. — Colportage des journaux. Délit. Décret beylical du 14 octobre 1884. Juge de paix. Compétence étendue. (Cassation, 29 Décembre 1888. Soussou Medjani.) 62

dº Injures publiques. - Indication des textes visés. - Nullité couverte. (Alger, ch. correct. 29 novembre 1888. Vito Grego.) 48

dº Loi beylicale. — Diffamation.--Citation.--Passage incriminé.--Indication.--Imprudence.--Complices. (Tunis, 1re ch. 9 octobre 1889. Pouillaude de Carnières c/ Montels et Nicolas.)..... 256
Voir aussi : Décrets beylicaux.

Prêt à intérêts. — Droit musulman. -- Usages locaux. -- Prescription quinquennale des intérêts.-Loi italienne-Loi française. (Sousse, 11 avril 1889. Consorts Costa c/ Consorts Ezzerad.)..... 67

Preuve. — voir : Actes de notoriété. --- Forêts.
Procédure antérieure aux débats. — voir : Trib. crim.
Procès-verbaux. — voir : Tribunaux criminels.
Propriété immobilière. — Droit immobilier tunisien. — Détention du titre. -- Possession paisible et non précaire. (Sousse, 28 février 1889. Scemama c/ Villedon et Mohamed M'Feredj.)..... 53

Propriété légitime. — voir : Notaires.

R

Recevabilité. -- voir : Administration de la Guerre.
Redevance. -- voir : Enzel.
Réduction. -- voir : Enzel.
Refus. -- voir : Notaires.
Remise. -- Voir : Hypothèque.
Renonciation. -- voir : Tribunaux criminels.
Résident Général. — voir : Décrets beylicaux.
Responsabilitè. — voir : Administration de la Guerre. - Notaires.

Revendication. — Voir : Actes de notoriété.

S

Saisie. — voir : Hypothèque.
Saisie immobilière. — Exécution du jugement. Traités Anglo et Italo-tunisien. Tribunaux consulaires. Juridiction française. (Tunis, 2e ch. 30 mars 1889. Bogo c/ Consorts Ben Ayed.) 50

dº Sujet tunisien. - Tribunaux indigènes alors compétents. - Contestation. - Tribunaux français. - Incompétence. (Tunis, 14 juin 1884, Fredj Tefa c/ Moïse Yunès) 273

Serment. — Musulman. -- Serment à la mosquée. (Tunis, 1re ch. 22 novembre 1885. El Motti c/ Elleben.). . 31
voir aussi : Tribunaux criminels.

Servitudes militaires. -- Zône. -- Bornage -- Décret d'homologation. (Sousse, 25 mai 1889. Génie c/ Nathas.) 209

Solidarité. — voir : Enzel.
Sommation. — voir : Hypothèque.
Substances vénéneuses. — voir : Exercice de la pharmacie.
Succession. — voir : Esclaves.
Sujet anglais. — voir : Douanes et Monopoles.
Sujet tunisien. — Conseil de guerre aux armées. -- Compétence. -- Territoire ennemi. -- Tunisie. -- Art. 63 du Code de Justice Militaire. (Cassation, 25 janvier 1889. Mohamed ben Ali Bakouch). 287

dº Délit. — Prison française. — Incompétence (Alger, 1er juin 1889. Ali ben Salah Essendi.) . . 113

dº Délit. — Prison française. — Compétence. (Sousse, 23 octobre 1889. Ali Djerbi et Ali Merzoughi.) 276

dº Délit commis à l'encontre d'un jugement français. — Compétence. (Sousse, 15 mai 1889. Mohamed ben Ferdjani el Euraoui.) 152

dº Faillite. — Déclaration. — Sujet tunisien. -- Créanciers européens. -- Juridiction française. -- Incompétence. (Tunis, 19 février 1885. Faillite el Badji c/ Scemama) 81

dº Même espèce. -- Compétence. (Sousse, 28 décembre 1888. Dépôt de bilan Ahmed Braham et Mohamed Kssia.) 84

dº Même espèce. (Sousse, 1er mars 1889. Dépôt de bilan Bou Achour) 86

dº Même espèce. (Sousse, 12 avril 1889. Requête Touili.) 88

dº Même espèce. (Tunis, 2e ch. 10 mai 1889. Calo et Attia c/ Kayat.) 100

dº Protection française. -- Incorporation dans un régiment français. -- Compétence. -- Décret beylical du 7 mars 1885. (Sfax, 23 avril 1889. Ahmed ben Brahim c/ Ahmed ben Soua). 69

voir aussi : Appel en garantie. -- Saisie immobilière.

Suppléant du juge de paix. -- voir : Tribunaux criminels.

T

Tabac. -- voir : Douanes et Monopoles.
Taxe. -- voir : Impôts.
Témoins. -- voir : Tribunaux criminels.
Tiers. -- voir : Enzel. -- Hypothèque.
Titre. -- voir : Hypothèque.
Traité. -- voir : Douanes et monopoles. -- Impôts.
Traitement. -- voir : Impôts.

Tribunaux criminels. Assesseurs. - Serment - Art. 312 Code inst. cr. — Constatation des dépositions des témoins. — Inutilité. (Cassation, 2o juin 1889. Mustapha ben Ahmed ben Ferhat.) 104

d°	Assesseurs. -- Serment. Art. 312 Code inst crim. -- Ordre des débats. -- Interversion. -- Citation à comparaitre. -- Délai de 3 jours. -- Procédure antérieure aux débats. (Cassation, 29 juin 1889. Annibale Calandra.)	164
d°	Assesseurs. -- Suppléant de juge de paix. -- Fonctionnaire français. -- Incompatibilité. (Cassation, 28 juillet 1887. Lombard.).	47
d°	Avocat d'office. -- Avocat choisi qui se retire -- Substitution. -- Légalité. (Cassation, 9 août 1887, Attab ben Amor.).	213
d°	Composition. — Assesseurs étrangers ou indigènes. -- Renonciation. (Cassation, 24 décem. 1886. Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir.). .	132
d°	Composition. -- Forme correctionnelle. — Juge d'instruction. — Ministère public. — Témoins cités. (Cassation. 29 déc. 1887. Giuseppe Kaouki.)	112
d°	Forme correctionnelle des jugements. -- Enonciation et articulation des faits. (Cassation, 1er aout 1889. Santangelo et Thiafi.)	255
d°	Jugement. -- Publicité. — Procès-verbal. (Cassation, 11 juin 1886. Ciulla)	7
d°	Lecture des procès-verbaux à l'audience. -- Art. 190 du Code d'inst. crim. — Omission. (Cassotion, 25 sept. 1889. Taïeb ben Mosbah.)	272
d°	Ministère public. -- Art. 408 Code inst. crim. -- Conclusions. — Incident. — Nullité. (Cassation, 29 juin 1889. Boubaker ben Brahim bou Khétir et Ali ben Salah Essendi.)	198
d°	Pouvoir discrétionnaire. — Enfant de moins de 15 ans. — Déclaration. — Serment. — Partie civile. -- Proches parents des mineurs. — Usages kabyles. — Certitude légale du décès. — Serment irrégulier. — Annulation. — Serment de l'art. 155 Code inst. crim. — Sanction. (Cassation, 21 mars 1889. Ali ben Mohamed Debba et autres.)	75
d°	Serment. — Forme correctionnelle. (Cassation, 23 septembre 1886. El Hadj Mohamed ben Ali Cheka el Sghir.)	29

d° Serment. — Témoin. — Intention homicide - Constatations. (Cassation, 22 mars 1888. Lamberti.) 90

U

Usages Kabyles. — voir : Tribunaux criminels.
Usages locaux. — voir : Prêt à intérêts.

V

Validité. — voir : Décrets beylicaux.
Vente. -- voir : Exercice de la pharmacie. — Marchandises neuves.
Vente immobilière. — Acte sous seing privé. -- Transcription. -- Loi du pays. — Validité à l'égard des tiers. — (Tunis, 4 décembre 1885, Bosquillon de Frescheville c/ Cohen Tanugi). 30
Voir aussi : Notaires.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

(ANNÉE 1889)

JURISPRUDENCE

14	juin	1884	Tunis	273
19	février	1885	Tunis	81
18	mars	--	Tunis	63
21	mai	--	Alger	222
26	id.	--	Tunis	92
23	octobre	--	Alger	228
4	décembre	--	Tunis	30
14	avril	1886	Tunis	289
16	mai	--	Alger	91
26	id.	---	Tunis	291
11	juin	---	Cassation	7
23	septembre	---	Cassation	29
22	novembre	---	Tunis 1re Ch.	31
1	décembre	---	Tunis 1re Ch.	49
24	id.	---	Cassation	132
14	janvier	1887	Tunis 2me Ch.	274
21	avril	---	Le Kef.	15
13	mai	---	Tunis 2me Ch.	306
27	juin	---	La Go lette	184
25	juillet	---	Tunis 1re Ch.	65
28	id.	---	Cassation.	47
29	novembre	---	Alger	214
29	décembre	---	Cassation.	112
22	mars	1888	Cassation	90
13	juilllet	---	Sousse.	14
21	août	---	Sfax	231
2	novembre	---	Tunis 2me Ch.	10
29	id.	---	Sousse.	33
29	id.	---	Alger	48
28	décembre	---	Sousse	84
29	id.	---	Cassation	62
17	janvier	1889	Alger	8

17	id.	---	Sousse	36
25	id.	---	Cassation	287
30	id.	---	Tunis 1re Ch.	243
21	février	---	Tunis 2me Ch.	94
24	id.	---	Tunis 2me Ch.	12
28	id.	---	Sousse	53
1	mars	---	Sousse	86
21	id.	---	Cassation	75
23	id.	---	Tunis 2me Ch.	133
30	id.	---	Tunis 2me Ch.	50
10	avril	---	Gabès	104
11	id.	---	Sousse	67
12	id.	---	Sousse	88
23	id.	---	Sfax	69
10	mai	---	Tunis 2me Ch.	100
15	id.	---	Sousse.	152
25	id.	---	Sousse.	200
31	id.	---	Gafsa	119
1	juin	---	Alger	113
6	id.	---	Sousse.	115
13	id.	---	Sousse.	135
20	id.	---	Sousse.	135
20	id.	---	Cassation	140
24	id.	--	Tunis 1re Ch.	141
26	id.	---	Sousse	168
29	id.	---	Cassation	164
29	id.	---	Cassation	198
10	juillet	---	Alger	303
25	id.	---	Cassation	181
1	août	---	Cassation	255
8	id.	---	Cassation	219
9	id.	---	Cassation	213
25	septembre	---	Cassation	272
9	octobre	---	Tunis 1re Ch.	256
23	id.	---	Sousse.	275
13	novembre	---	Sousse.	259

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

Sousse — Imprimerie Française